

Les initiatives diplomatiques en Amérique latine

L'URSS, à petits pas...

Après le Brésil et l'Argentine, M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, était attendu le lundi 5 octobre à Montevideo, dernière étape d'une tournée sud-américaine que les dirigeants de Brasilia ont qualifiée d'historique. La formule est peut-être excessive. Mais il est vrai que M. Chevardnadze peut déjà dresser un bilan plutôt favorable de sa première incursion dans une région du monde où l'influence des États-Unis était, et est encore, dominante.

M. Chevardnadze, avant de rentrer à Moscou, doit s'arrêter à La Havane. Paradoxalement, ce ne sera pas nécessairement son escale la plus facile. Fidel Castro ne cache pas, en effet, ses réserves — pour ne pas dire son hostilité — devant les tentatives d'ouverture de M. Gorbatchev.

A Buenos-Aires comme à Brasilia, M. Chevardnadze a développé le thème soviétique de l'interdépendance entre le développement et le développement des pays du tiers-monde, un message, a-t-il précisé, qui s'appuie sur la proposition de M. Gorbatchev de créer un fonds international pour le développement, grâce aux ressources dégagées par les progrès du désarmement. Une thèse séduisante pour des pays comme le Brésil et l'Argentine, surendettés, qui stigmatisent régulièrement les relations économiques logées avec les nations industrialisées. Mais, type « épave qui attire », cette thèse séduisante a aussi ses limites. Dans la mesure où le Brésil figure, en bonne place sur la liste des vendeurs d'armes, il reste que sans se faire trop d'illusions sur les capacités réelles de l'URSS et des pays de l'Est, on proie eux-mêmes à de sérieuses difficultés économiques, de nombreux gouvernements latino-américains cherchent à conclure des accords ponctuels à l'Est. Dernier exemple : l'Uruguay, dont le ministre des affaires étrangères, M. Enrique Iglesias, rentre d'une tournée d'une semaine en Europe de l'Est.

Grogne croissante des pays les plus endettés d'Amérique latine face à la « mauvaise volonté » des nations industrialisées, critiques de la politique musclée de M. Reagan en Amérique centrale et de son soutien renouvelé à la Contra ; M. Chevardnadze a trouvé un climat particulièrement favorable à son offensive de charme. Il a annoncé à Buenos-Aires que M. Gorbatchev se rendrait en visite officielle en Argentine en 1988. Une nouvelle qui ne doit pas susciter beaucoup d'enthousiasme aux États-Unis. Malgré la détente, l'opinion américaine considère d'abord, et non sans raison, l'URSS comme une puissance qui intervient, par le relais cubain, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, bien que Moscou joue actuellement la carte de la non-ingérence au Nicaragua et fasse pression sur ses amis sandinistes pour les inciter aux concessions. Mais ce n'est qu'un aspect de la politique soviétique dans cette partie du monde.

En fait, depuis une quinzaine d'années, Moscou n'a cessé, sans trop d'éclats, de renforcer ses liens diplomatiques, commerciaux et culturels avec une quinzaine de pays d'Amérique latine. En exploitant à l'occasion les erreurs de Washington et en appliquant une ligne pragmatique peu soucieuse d'idéologie — par exemple avec l'Argentine des militaires. La visite annoncée du numéro un soviétique en Argentine (et sans aucun doute dans d'autres pays du sous-continent) ne fait que confirmer cette progression à petits pas, mais régulière, de l'URSS dans la zone d'influence traditionnelle des États-Unis.

M. Mitterrand apporte son appui à la démocratie argentine

Soucieux de manifester son soutien aux nouvelles démocraties d'Amérique latine, M. Mitterrand commence, le mardi 6 octobre, un voyage qui le conduira en Argentine, puis en Uruguay et au Pérou. Avant son départ, il a déclaré à la télévision argentine que « le problème du développement est encore plus important que celui du désarmement » et que celui de la dette « est une préoccupation maîtresse de sa diplomatie ».



Lire nos informations page 2.

Le futur président du Mexique

Choisi par le parti gouvernemental comme candidat à l'élection de juillet 1988, M. Salinas de Gortari est pratiquement assuré de succéder au président de La Madrid (lire page 2).

La mort de Jean Anouilh

Un désespoir étincelant

Jean Anouilh est mort le samedi 3 octobre à l'hôpital de Lannemezan d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

Cinquante ans à l'affiche ! Jean Anouilh quitte le scène sur un record de longévité d'autant plus étonnant qu'il ne doit rien aux artifices qu'il répudiait : l'aide publique et le tapage personnel. Seuls quelques intimes savent quel cœur fraternel et amical cachait son regard d'oiseau surpris, derrière les petites lunettes d'acier, la bouche pincée sous l'étroite moustache, la silhouette s'éloignant en silence, gâchette claire au vent, dans les nuits des généraux.

Et pourtant, trois générations ont applaudi aux réparties cinglantes de sa cinquantaine de pièces, et, sans partager toujours son scepticisme conservateur, s'y sont reconnues. C'est qu'Anouilh illustrait les désarrois de l'époque, les mêmes désarrois qu'ont exprimés la rhétorique existentialiste (Sartre, Camus, Sélacrou) puis l'avant-garde absurdiste (Brecht, Ionesco), sans toutefois se priver des charmes des fées de la

comédie classique, lesquels pourraient bien disparaître avec lui. Jean Anouilh ou les derniers feux d'un désespoir étincelant...

Donc, l'homme privé emporte ses secrets dans sa tombe, preuve que la pudeur reste possible, si on y met le prix.

Des pièces comme *la Grotte* et *l'Orchestre* laissent penser que l'auteur a pu souffrir à vie de ses origines petites-bourgeoises, dans une ville — Bordeaux — où, à en croire Mauriac, on se plaît à faire sentir ce genre de choses. Il n'y a d'ailleurs pas qu'à Bordeaux. Jovet, tout en prêtant à son jeune secrétaire le mobilier de *Siegfried* pour s'installer, l'a toujours surnommé, sans tendresse, « le miteux ». Peut-être Anouilh accentuait-il alors son personnage d'impénitent, bien fait pour plaire à ses chers Pichot, tout comme il a été ensuivi sur un dandysme de façade que Marcel Aymé lui-même, pourtant plus proche, jugeait « impénétrable ».

Mais qu'importe, chez un créateur, ses vraies blessures et comment il s'en défend à la ville. Ce qui compte, c'est l'usage qu'il en fait sur scène, et les règles morales qu'il en tire.

L'exploitation des documents saisis

Paris et Madrid vont poursuivre leur offensive contre l'ETA

Une cinquantaine de personnes ont été expulsées après l'opération de police, lancée le samedi 3 octobre, dans les milieux nationalistes basques. Au cours de cette opération, de nombreux documents ont été saisis et sont en cours d'exploitation. Paris et Madrid comptent poursuivre leur offensive contre l'ETA militaire. Des manifestations ont eu lieu au Pays basque espagnol pour protester contre les expulsions.

Deux mille policiers mobilisés en une opération d'une ampleur inégalée pour... six inculpations. La disproportion est apparemment grande. Et ce n'est pas la cinquantaine d'expulsions, en vertu d'une « urgence absolue », que le ministère de l'Intérieur, seul, apprécie, qui permet de réduire la contradiction entre l'ampleur des moyens engagés et l'importance des résultats. Les milieux nationalistes basques ne se gênent pas pour forcer le trait : ils seraient devenus de « nouveaux juifs », pourchassés du seul fait de leur origine nationale. Quant au ministre de l'Intérieur et à celui de la Sécurité, ils n'auraient, selon certains commentateurs, visé qu'une opération électorale.

Au ministère de l'Intérieur, évidemment, on se défend d'un tel procès. On y souligne que l'opéra-

tion policière engagée samedi — et qui connaît, ajoute-t-on, des prolongements plus discrets dans les prochains jours — a atteint ses objectifs.

C'est la découverte, dans une maison de Saint-Pée-sur-Nivelle, le 30 septembre, d'un important fichier qui a tout accéléré. Selon les policiers chargés au sein de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) et des renseignements généraux du « problème » basque, le fichier comporterait les noms de cinq cents personnes, leur prénom, leur pseudonyme éventuel, un numéro de téléphone pour les joindre, le numéro minéralogique, la puissance et la couleur de leur voiture etc.

GEORGES MARION.

(Lire la suite page 12.)

René Cassin au Panthéon

M. Mitterrand préside la cérémonie de transfert des cendres du père de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

PAGE 6

La guerre en Angola

Offensive sans précédent contre les rebelles de l'UNITA.

PAGE 3

Procréation artificielle

Vives controverses sur l'utilisation de l'embryon humain.

PAGE 17

SIDA: les tests en question

Une étude fait planer un doute sur leur fiabilité.

PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 48

Les effets pervers des privatisations

Une Bourse morose

En acquérant des actions de firmes privatisées, certains ménages risquent de se détourner des formes traditionnelles d'épargne mais aussi d'autres placements en Bourse dans les actions des firmes déjà privées. Trop de privatisations peuvent « assécher » le marché, et, paradoxe, nuire au privé. Après la première phase du programme gouvernemental, on peut mesurer les effets pervers des privatisations.

Avec le lancement de l'offre publique de vente de la Compagnie financière de Suez, le lundi 5 octobre, débute la deuxième vague de privatisations. D'ici à la fin de l'année, en y ajoutant l'UAP, Matra, 15% d'Air France et sa Scor, l'État espère collecter près de 20 milliards de francs, uniquement auprès du public. Avec les 30 milliards des privatisations déjà réalisées, les pouvoirs publics auront perçu, en 1987, 50 milliards de francs de la Bourse, soit l'équivalent du montant global de l'appel public à l'épargne des entreprises. Ce phénomène, exceptionnel devrait encore se poursuivre en 1988 jusqu'au mois de mars avec la

vente des titres d'une compagnie d'assurances (les AGF), d'une banque (le Crédit lyonnais ou la BNP) et d'un groupe industriel (Rhône-Poulenc ou Pechiney). Là encore, l'appel au marché dépassera les 30 milliards de francs.

Les firmes privées ont-elles pu, malgré cette ponction, trouver l'argent qui leur était nécessaire ? Selon le ministère de l'économie, durant les six premiers mois de 1987, les émissions d'actions se sont élevées à 91 milliards de francs contre 85 milliards lors de la même période de 1986. Toutefois, ce chiffre, qui s'appuie sur les statistiques du Crédit lyonnais, prend en compte toutes les opérations réalisées par l'ensemble des firmes cotées ou non, sociétés anonymes, SARL ou autres, qui ne font pas toutes appel à l'épargne publique. Le tri une fois fait, il ressort que cet appel public à l'épargne a atteint 32,8 milliards de francs pour les six premiers mois, en retrait de près de 15 % par rapport aux 38,5 milliards de la même période de 1986.

DOMINIQUE GALLOIS.

(Lire la suite page 38.)

CLAUDE HAGÈGE

LE FRANÇAIS ET LES SIÈCLES

EDITIONS ODILE JACOB

La langue française change. Quelles menaces ? Quelles solutions ?

En association avec les Éditions du Seuil.



Le Monde

ÉCONOMIE

- La privatisation de Suez. L'histoire de la Compagnie, racontée par François Renard. Le portrait de ses principaux dirigeants et de sa banque, Indosuez.
- La conjoncture. Le dollar ayant été à peu près stabilisé, l'économie mondiale digère les contre-chocs de 1986. Un certain calme règne, mais existe le risque d'un étouffement progressif de la croissance.
- La chronique de Paul Fabre. Le « menu » est-il appétissant ?

Pages 39 à 42

SPORTS

Visa olympique pour l'Équipe de France de volley

Vice-champions d'Europe derrière les Soviétiques, les volleyeurs français ont obtenu leur visa olympique pour les Jeux de Séoul. Pour tenter de se hisser au niveau des deux meilleures équipes du monde — États-Unis et URSS — ils vont entreprendre en commun un programme de préparation d'un an, seulement interrompu pour le championnat de France.

Page 16

حکذا من الاصل

M. Salinas de Gortari est pratiquement assuré de succéder au président de La Madrid

PUBLICITE
ne de Montesson, 75007 PARIS
: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-83

Asie

CHINE

Les affrontements au Tibet ont fait treize morts

Treize personnes, six policiers et sept civils tibétains, ont trouvé la mort lors de la manifestation de l'indépendance du Tibet, le 1^{er} octobre à Lhassa, selon un bilan établi à partir de sources officielles et des témoignages de médecins étrangers. Selon trois médecins occidentaux, recueillis lundi à Lhassa, trois hommes et quatre femmes ont été tués, dont un enfant de huit ans, atteint dans le dos, et un adolescent de seize ans.

Après le bilan des autorités chinoises à Lhassa, rendu public samedi, seuls six policiers avaient été tués lors de la manifestation devant le temple du Jokhang, au cœur de la capitale tibétaine. Les témoignages des trois médecins sont contenus dans un télégramme envoyé à l'AFP à Lhassa à propos de la manifestation de l'indépendance du Tibet, le 1^{er} octobre à Lhassa, en dépit du blocage des importations par les autorités chinoises.

Les correspondants étrangers qui se trouvent au Tibet se sont vu interdire par les autorités chinoises de téléphoner ou d'envoyer des télex à leurs rédactions sur la situation au Tibet.

Les plus hautes autorités des principaux monastères tibétains réclament, dans un document, le soutien des Nations unies et le retrait de la Chine « de leur pays ».

« Nous, Tibétains, avons demandé aux Chinois qui occupent notre pays de le quitter. Les Chinois nous ont privés de nos droits durant trente ans; mais nous, Tibétains, reconnaitrons toujours le dala-lama comme notre chef », déclare un document rédigé par les autorités religieuses des monastères de Sera, Ganden et Drepung, dont le contenu a été révélé par des sources tibétaines proches des auteurs du document. Celui-ci a circulé sous le manteau parmi les moines tibétains à la suite de la première manifestation, le 27 septembre, au cours de laquelle vingt-six Tibétains, dont vingt et un moines, ont été arrêtés, indique-t-on de même source.

De leur côté, les trois médecins, de nationalités occidentales, américains et suédois, ont affirmé que l'un des trois moines a été tué de sang-froid dans les locaux de la police où il était détenu. Ils n'ont pu préciser dans quelles circonstances étaient morts les deux autres religieux tibétains.

A Pékin, l'ambassade des États-Unis a confirmé, lundi matin, l'expulsion de deux ressortissants américains qui se trouvaient au Tibet lors de la manifestation indisciplinée des moines, mais elle s'est refusée à indiquer leurs noms. Selon les correspondants étrangers à Lhassa, il s'agit de M. Blake Kerr, un médecin originaire de Buffalo (New-York), et de M. John Ackley (Cambridge, Massachusetts).

Ces deux Américains expulsés effectuaient, selon leur ambassade, un

Des affiches à Lhassa

Lundi matin, des affiches ont été collées sur les murs du Jokhang et dans plusieurs autres endroits de Lhassa, exhortant les Tibétains à « continuer la lutte pour l'indépendance » du Tibet. Elles ont été arrachées, peu après, par des hommes en civil. « Le temps n'est pas à la victoire, mais à la lutte », indiquaient ces affiches. « L'histoire a montré que la Chine et le Parti communiste chinois sont des forces puissantes qu'il ne faut pas sous-estimer », poursuivaient-elles en tibétain. Des ouvriers tibétains, appartenant sur ordre des autorités, ont commencé lundi de raser totalement les ruines du bureau de police incendié lors de l'insurrection du 1^{er} octobre et qui aurait été pillé, le lendemain, par des dizaines de manifestants tibétains. Selon divers témoignages, des renforts de troupes sont arrivés à Lhassa.

Entre-temps, les principaux journaux chinois ont publié dimanche des photos montrant des manifestants tibétains en train de mettre le feu au commissariat de police de Lhassa. Le *Quotidien du peuple* a accusé deux étrangers — sans préciser s'il s'agissait des deux Américains expulsés — d'avoir pris part aux manifestations. Le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste, n'a pas publié ces accusations. La Chine a accusé le dala-lama, le chef spirituel tibétain en exil en Inde depuis 1959, d'être l'instigateur des manifestations. Elle a accusé aussi les États-Unis d'avoir servi de tribune au dala-lama lors de sa récente visite.

Prouver la participation d'étrangers pourrait lui permettre de déconcerter « la main de l'étranger » et de se dégager plus facilement de ses propres responsabilités au Tibet. Tous les témoignages recueillis parmi les étrangers qui ont assisté aux événements sont concordants : la police chinoise armée de pistolets et de mitrailleurs AK-47 a commencé par tirer en l'air. Quand la foule en colère a pris d'assaut un poste de police, les forces de l'ordre ont perdu leur sang-froid et ont dirigé leurs tirs dans la foule, pour la première fois depuis plus de dix ans.

Enfin, selon des diplomates, la Thaïlande a refusé d'accorder un visa au dala-lama, qui devait s'y rendre en novembre. Bangkok et Pékin entretiennent d'étroites relations. — (AFP, AP.)

JAPON

Tokyo opte pour la construction d'un chasseur avec les États-Unis

TOKYO de notre correspondant

Les Japonais ont décidé de développer en commun avec les Américains une nouvelle génération de chasseurs à partir des modèles existants F-15 J et F-16. Cet accord, qui est intervenu au cours de la visite à Washington à la fin de la semaine dernière du directeur de l'Agence de défense japonaise, M. Kurihara, constitue une importante concession de la part de Tokyo.

Les Japonais avaient, en effet, longtemps caressé l'espoir de fabriquer eux-mêmes des nouveaux appareils (baptisés FSX) : la construction locale d'un nouveau chasseur aurait, en effet, donné un coup de fouet à l'industrie aéronautique et à celle des armements. Un puissant lobby, constitué autour de Mitsubishi Heavy Industries, a exercé de fortes pressions sur le gouvernement Nakasone pour qu'il ne cède pas aux pressions de Washington.

Mais la question du FSX est arrivée au plus mauvais moment pour les Japonais. D'abord, elle intervient en pleine « guerre commerciale » avec les États-Unis. Les Américains ont en beau jeu d'exploiter les réticences japonaises à acheter leur avion comme de nouvelles preuves de la « fermeture » de leur marché. Financièrement, l'enjeu était de taille : 7 milliards de dollars pour la livraison des cent premiers appareils.

L'affaire du FSX est, en outre, intervenue à un moment où les Japonais sont dans une position très délicate vis-à-vis des États-Unis à la

suite de la vente aux Soviétiques par Toshiba d'équipements considérés comme d'importance stratégique, par le COCOM (comité de contrôle des exportations de matériel militaire).

Coopération pour les sous-marins

La décision japonaise de construire en commun avec les Américains le FSX, qui devra être formellement annoncée par M. Nakasone avant l'expiration de son mandat à la fin de ce mois, s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux alliés du Pacifique. Elle satisfait pleinement Washington. D'une part, les Américains freinent ainsi un développement trop rapide de l'industrie d'armement japonaise, qui pourrait un jour les Occidentaux de l'autre, ils vont pouvoir profiter de certaines technologies de pointe nipponnes. Outre l'aéronautique, un autre domaine de coopération américain-japonaise dans le domaine militaire sera la construction de sous-marins.

Ce renforcement de la coopération militaire américano-japonaise satisfait en revanche partiellement les industriels japonais (ils se trouvent encore en position de sous-traitants mais il leur assure néanmoins une progressive expansion de leur production, comme ils le souhaitent). Le quotidien *Asahi* critique l'accord intervenu en soulignant qu'il est contraire aux principes de non-exportation d'armes et de technologies militaires par le Japon.

PHILIPPE PONS.

Afrique

ANGOLA

Offensive gouvernementale sans précédent contre les rebelles de l'UNITA dans le Sud

Les combats font rage dans le sud de l'Angola. Quatre conseillers militaires soviétiques et 116 soldats gouvernementaux auraient été tués au cours du week-end par les rebelles de l'UNITA. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) affirme avoir abattu un hélicoptère et détruit 7 chars et 19 blindés de fabrication soviétique. Le mouvement de M. Jonas Savimbi fait état de 18 morts et 67 blessés dans ses rangs.

Traditionnelle à cette époque de l'année, mais d'une ampleur inconnue sans précédent, l'offensive gouvernement-

ta angolaise s'étend sur un front de 40 kilomètres dans le sud du pays. Le chef de la rébellion nationale, dont les efforts sont soutenus par les États-Unis et la République sud-africaine, a affirmé qu'il s'agissait de la plus grande bataille jamais livrée contre son organisation et que « des milliers et des milliers de cadavres » joncheraient bientôt la région.

« Si l'UNITA est vaincue, à poursuivre M. Jonas Savimbi, l'Union soviétique et les forces cubaines (qui, selon lui, participent directement à la bataille aux côtés des forces gouvernementales) tourneront

leurs ambitions vers la Namibie. » A Johannesburg, le ministre de la défense, le général Magnus Malan a déclaré que l'UNITA s'opposait « à l'intervention russe » en Afrique australe et a laissé entendre que son pays n'abandonnera pas les rebelles angolais.

A Paris, l'ambassadeur d'Angola, M. Luis de Almeida a démenti, vendredi 2 octobre, que « des Soviétiques et des Allemands de l'Est » participent aux combats. Il n'a pas évoqué les soldats Cubains, qui sont, selon les dernières évaluations, autour de trente mille dans le pays.

Jonas Savimbi en veut à la France...

JOHANNESBURG de notre correspondant

Jonas Savimbi en veut au gouvernement français, qu'il accuse de ne pas tenir ses promesses. Le chef de l'UNITA, mouvement de guérilla qui combat le gouvernement de Luanda depuis l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, en 1975, l'a dit vendredi 2 octobre à un groupe de journalistes qu'il avait fait venir d'Afrique du Sud jusqu'à Mavinga (300 kilomètres au nord de la frontière namibienne).

Les promesses en question auraient été faites à M. Savimbi par un émissaire du gouvernement français lui ayant rendu visite dans le cadre des longues négociations qui ont abouti, le 7 septembre, à un vaste échange de prisonniers à l'aéroport de Maputo. Le jeune co-président français Pierre-André Albertini, emprisonné dans le bastion sud-africain du Ciskei, avait été remis en liberté à cette occasion. Cent trente-trois soldats angolais prisonniers de l'UNITA et un officier sud-africain capturé en Angola en 1985, le major Wynand du Toit, avaient également été libérés.

Selon le chef de l'UNITA, l'envoyé spécial du gouvernement français aurait pris certains engagements, qui n'ont pas été tenus. M. Savimbi est resté discret sur la nature de ces engagements, accusant simplement la France de ne pas avoir essayé de convaincre le chef de l'État angolais, M. José Eduardo dos Santos, lors de sa visite à Paris le mois dernier, de rechercher un accord négocié avec l'UNITA.

M. Savimbi a avoué que son mouvement adopterait désormais une attitude « plus dure » à l'égard des Français. Paris, a-t-il ajouté, considère l'Angola comme un « champ pétrolier », et non comme un pays avec un peuple et une culture. En mai dernier, le chef de l'UNITA avait lancé des menaces contre la société pétrolière Elf-Aquitaine, accusée d'avoir une attitude ouvertement hostile à son mouvement et d'avoir participé à la vente de son mouvement de Luanda.

Dans l'immédiat, les reproches faits à la France ont eu la conséquence apparente de bloquer la remise en liberté de sept soldats cubains détenus par l'UNITA. Initialement, ces prisonniers auraient dû être relâchés dans les dix jours qui ont suivi la cérémonie de Maputo. En échange, les Angolais devaient remettre à Pretoria les dépouilles de trois soldats sud-africains tués dans le sud de l'Angola. Il était clair que des obstacles avaient surgi, mais on pensait jusqu'à maintenant qu'ils avaient été dressés du côté angolais.

Présence sud-africaine « limitée »

Les autorités sud-africaines, qui tiennent à récupérer les dépouilles de ces trois soldats, n'avaient pas encore commenté, lundi matin, les propos de Jonas Savimbi. Elles ont, en revanche, confirmé de la manière la plus officielle ce qui n'était plus un secret pour personne, à savoir que des soldats sud-africains sont basés dans le sud de l'Angola. L'officier sud-africain publié samedi 3 octobre par le ministre de la défense, le général Magnus Malan, qualifie cette présence de « limitée » et en rend Luanda responsable.

Si l'Afrique du Sud est contrainte d'avoir des troupes en Angola, explique le général, c'est que Luanda refuse de coopérer avec elle pour empêcher les guérilleros de la SWAPO de pénétrer en Namibie et ceux de l'ANC en Afrique du Sud. La présence de membres de l'ANC en Angola a été confirmée sans aucune équivoque avec la capture par l'UNITA, le 25 juin dernier, de deux d'entre eux, qui ont été montrés à la presse vendredi à Mavinga. M. Savimbi a réitéré son refus de remettre ces deux prisonniers aux Sud-Africains.

Le général Malan a présenté l'appui de Pretoria à l'UNITA comme une nécessité, liée à la présence des Soviétiques en Angola. Il n'a pas confirmé toutefois que les Sud-Africains prenaient part aux combats en cours dans le sud-est de ce pays, assurant, au contraire, que

le soutien de Pretoria était limité aux plans « moral, matériel et humanitaire ». Les articles faisant état d'une intervention militaire sud-africaine aux côtés de l'UNITA se sont multipliés ces derniers jours dans la presse. La mise au point du général Malan laisse de toute manière peu de doutes sur la réaction de Pretoria au cas où son protégé risquerait l'écrasement face à l'actuelle offensive des Forces armées gouvernementales angolaises (FAPLA).

M. Savimbi a affirmé que ses hommes avaient pour l'instant le dessus. Ils auraient notamment repoussé le 13 septembre les FAPLA qui essayaient de franchir la rivière Lomba, environ 40 kilomètres au nord de Mavinga. C'est dans cette zone que les FAPLA ont

concentré leur effort et le gros de leurs troupes pour leur offensive traditionnelle en saison sèche, mais de proportions apparemment inhabituelles cette année. Le leader de l'UNITA a déclaré que ses troupes, au nombre de huit mille, faisaient face à dix-huit mille soldats gouvernementaux au nord de la Lomba et prédit, pour les semaines à venir, un assaut massif de l'armée de Luanda. Si Mavinga tombe, Jamba, la « capitale » du mouvement, plus au sud, sera alors pratiquement condamnée et l'UNITA perdra une bonne partie de son efficacité et de son influence. Le communiqué du général Magnus Malan laisse clairement entendre que Pretoria ne pourra pas tolérer pareil développement.

(Interim.)

ETHIOPIE

Paris tente d'obtenir la libération d'une infirmière française enlevée dans le Tigré

Deux jours après l'enlèvement de l'infirmière Sophie Bedon, vendredi 2 octobre, par des rebelles dans la province éthiopienne du Tigré, ses ravisseurs n'avaient toujours pas pris contact, dimanche, avec les autorités françaises ni avec l'organisation humanitaire qui l'emploie, l'Action internationale contre la faim (AICF).

Selon le porte-parole de l'AICF, les rebelles avaient attaqué la petite ville de Rama (à 120 kilomètres au sud-ouest d'Asmara), vendredi 2 octobre, vers 5 heures. Après avoir désarmé la garnison éthiopienne de 400 soldats, ils s'étaient retirés à 23 heures, avant l'arrivée de renforts gouvernementaux, emmenant avec eux Sophie Bedon et près de 300 otages éthiopiens civils et militaires. Avant de s'enfuir, les ravisseurs avaient déclaré aux combattants de l'infirmière qu'ils emmenaient leur otage au Soudan, distant de 300 kilomètres.

« Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une prise d'otage », a estimé dimanche 4 octobre, M. Claude Malhuret, secrétaire d'État chargé des droits de l'homme. M. Malhuret, qui était interrogé par l'IF, a ajouté : « C'est une opération de guérilla et c'est plutôt pour le protéger qu'on a pris cette infirmière et pour la rendre rapidement. Le contraire serait, bien entendu, inadmissible ».

M^{me} Françoise Giroud, présidente de l'AICF, a fait part de son « inquiétude », ajoutant toutefois : « En principe, ce genre d'enlèvement ne se termine pas mal (...). Il est possible que les rebelles recherchent de la publicité ou une négociation, avec le gouvernement français, peut-être ».

Le ministre français des affaires étrangères a pris contact avec les gouvernements soudanais et éthiopiens pour tenter de trouver une solution à l'enlèvement, indiquant-on dimanche 4 octobre, au Quai d'Orsay.

CONGO

Un Transall français a bien participé à une opération de maintien de l'ordre

OWANDO de notre envoyé spécial

Un Transall de l'armée française a bien participé le 6 septembre à une opération de maintien de l'ordre au Congo. M. Denis Sassou Nguesso, le chef de l'État, l'a admis vendredi 2 octobre, à Brazzaville. L'appareil, habituellement basé au Gabon et dont la cocarde tricolore avait, semblait-il, été camouflée, a transporté de Brazzaville à Owando, dans le nord du pays, les troupes réclamées de toute urgence par le commissaire politique de l'endroit. Quelques heures plus tôt, la demeure de ce dernier avait été attaquée par des manifestants — « une cinquantaine d'hommes », selon les autorités, « deux à trois cents personnes », d'après un témoin — armés de pierres.

L'intervention des renforts amenés par le Transall français, « dans le cadre d'un accord de coopération militaire », précise-t-on à Brazzaville, a fait officiellement six morts, dont trois policiers. Mais le chef apparent de cette révolte, le capitaine Pierre Ange, ex-proche du président Nguesso et ex-membre du comité militaire qui dirigea le pays entre 1977 et 1979, est en fuite dans les marais du nord avec plusieurs de ses partisans.

Situé au nord d'Owando, le bungalow du rebelle a été réduit à l'état de gravats. Quelques impacts de balles sont encore visibles sur les murs blancs mais il n'y a pas trace de cette bataille sanglante « qui a fait de nombreux morts et cent cinquante blessés », dont parle l'opposition congolaise en exil. Apparemment maté — encore que la localité demeure sou-

mise à un couvre-feu quotidien, — la « révolte d'Owando », n'en est pas moins révélatrice d'un malaise dans l'armée, véritable déconscience du pouvoir central.

Officiellement qualifié de « schizophrène », l'ex-capitaine Ange, le « Rambo des marais » pour certains habitants de Brazzaville, n'a apparemment d'autre programme politique que de renverser le pouvoir en place. Sa rébellion ouverte est liée à la déconvoiture en juillet dernier d'un complot répété « droitiste » dans l'entourage du président Sassou Nguesso. Quatre officiers de haut rang, dont le chef d'état-major adjoint, ainsi que trois civils avaient alors été arrêtés.

Problème : les conjurés qui auraient le soutien de l'ex-président Yhombi-Opango, également arrêté, et de son ami Pierre Ange sont tous d'ethnie konzou. Bien qu'il reste un certain nombre de membres de cette tribu — minoritaire au Congo — dans les instances du pouvoir et que l'ethnie M'Botshi du président — également nordiste et minoritaire — soit condamnée, si elle veut le conserver, à partager le pouvoir avec eux, les habitants d'Owando ont cru que les arrestations de juillet pouvaient annoncer « un génocide des Konzous », selon le commissaire politique local. « Il n'en est rien », affirment les autorités. Resté à convaincre les partisans de Pierre Ange, les « masses populaires » au nord de quelle le président « marxiste » et son équipe gouvernement depuis dix ans ayant, pour leur part, des préoccupations plus immédiates de pauvreté endémique.

P.C.

CAHIERS DU CINEMA

400

REDACTEUR EN CHEF
WIM WENDERS

EN VENTE LE 6 OCTOBRE

Le spécial W. Wenders de 108 pages est vendu conjointement avec le numéro des Cahiers du Cinéma consacré à l'actualité cinématographique. 50 F.

هكذا من الاصل

Europe

TURQUIE

La presse critique le procès intenté au guide français Michel Caraminot

Le procès de M. Michel Caraminot, le guide français accusé par un collègue turc d'avoir fait de la « propagande nationale dans ses explications sur l'art arménien », a repris le lundi 5 octobre devant la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

La détention et le procès de M. Michel Caraminot, qui est menacé de cinq à dix ans de prison (le Monde du 24 septembre), ont été dénoncés par certains des éditeurs turcs, unanimes à déplorer les effets catastrophiques pour l'image de la Turquie du recours à de telles méthodes. Le quotidien *Hurriyet* a ironisé sur le « grave péril » dans lequel les explications artistiques du jeune guide ou ses conseils d'hygiène alimentaire auraient « placé un Etat de cinquante millions d'habitants », avant de se demander au nom de quoi les touristes français seraient

tenus d'entretenir vis-à-vis de l'Etat turc des « sentiments patriotiques » susceptibles d'être « affaiblis » par de tels propos. Le plus célèbre des éditeurs turcs, Nihat Ali Bircan, du quotidien *Milliyet*, voit dans l'affaire Caraminot une illustration du « sous-développement des mentalités en matière de démocratie », incompatible avec les démarches entamées en vue de l'adhésion à la CEE.

Pour beaucoup d'intellectuels, l'affaire illustre la nécessité d'abandonner l'idée d'une « thèse nationale » unique, seule interprétation admise de l'histoire. La question est à l'ordre du jour depuis le procès intenté cette année, pour infraction au même article que Michel Caraminot, à l'éditeur de la traduction turque de l'*Encyclopædia Britannica*, coupable d'avoir écrit qu'une ville du Sud-Est anatolien (Adiyaman) avait été, au Moyen Age, « sous la suzeraineté d'un prince arménien ». Un non-lieu a été prononcé, mais « ce n'est pas aux tribunaux d'écrire l'histoire », observe le directeur de l'hebdomadaire *Yeni Gundem*, pour qui la diversité tant passée que présente des cultures minoritaires du pays (kurdes, tziganes, chrétiens, ismaélites, alévi...) constitue une richesse à préserver.

Des universitaires et des journalistes rendent le système éducatif responsable de l'ignorance historique, manifestée dans les dépositions du guide turc dénonciateur, incapable, par exemple, de faire la différence entre le peuple biblique arménien et les Arméniens. Pour M. Muzlaz Zoyal, un professeur de droit cité comme témoin par la partie civile lors du procès de l'attentat d'Orly, « l'existence du terrorisme n'est pas une raison pour continuer à faire l'impasse dans les programmes scolaires sur l'histoire des populations d'Anatolie, qui ont toutes participé à la formation de la Turquie d'aujourd'hui ».

MICHEL FARRÈRE.

POLOGNE

Le général Jaruzelski annonce de « profondes réformes »

Les dirigeants polonais veulent tenter de remédier à la crise économique et politique qui paralysent leur pays. Confirmant les bruits qui courent à Varsovie depuis le milieu de l'été, le général Jaruzelski a en effet annoncé, vendredi 2 octobre, devant un congrès de journalistes, que le plénum du comité central qui s'ouvre jeudi prochain serait saisi de propositions de « profondes réformes ».

Depuis le coup de force de 1981 contre Solidarnosc, l'équipe du général Jaruzelski n'a jamais cessé de s'affirmer consciente de la nécessité de libéraliser la vie économique et politique pour pouvoir mobiliser une population qui ne croit plus à grand-chose d'autre, qu'à son hostilité au régime.

Ce réalisme tient aux chiffres, car sans changement de climat psychologique entre le pays légal et le pays réel, il ne peut être question de remettre sur pied un pays exsangue et qu'écrase une dette extérieure, sur les seuls pays occidentaux, de 35 milliards de dollars. Depuis 1981, pourtant, ce régime n'a jamais osé promouvoir de véritables réformes, de peur de ne pouvoir contenir la pression si le couvercle était tant soit peu levé.

Les lois du marché

Cette fois-ci encore, il faut donc accueillir l'annonce de cette « sérieuse réorganisation » avec la plus extrême prudence, mais le fait est que le général Jaruzelski, qui ne laisse pas passer une occasion d'applaudir M. Gorbatchev, bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture l'autorisant comme jamais encore à aller de l'avant. Ses arrières politiques sont assurés à Moscou, il vient de renouer avec le dernier pays occidental à le boudoir, les Etats-Unis, et rien ne vient donc plus freiner ses possibilités de manœuvre. Autant dire que pour le dirigeant polonais comme pour le renouveau prôné à l'ensemble du bloc par M. Gorbatchev, ce quatrième plénum du parti au pouvoir à Varsovie aura valeur de test.

Les « solutions nouvelles » sur la voie « des réformes, du renouveau et de l'entente nationale » prévén-

raient notamment que les maires — jusqu'à présent nommés d'office — soient élus par leurs administrés. Ils pourraient de surcroît avoir la possibilité de s'organiser en un corps officiel de l'Etat qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions de politique locale. Seconde mesure politique : la législation sur les associations serait assouplie afin d'assurer la liberté d'expression par la création de « clubs de discussion ».

Il n'est, bien sûr, aucunement question de permettre à Solidarnosc de retrouver son statut légal ni même de réinstaurer quelque forme que ce soit de pluralisme syndical. Si limitées qu'elles soient, les deux propositions avancées pourraient toutefois mettre un peu d'huile dans les rouages, à la condition que ces « clubs de discussion » soient ouverts aux forces de l'opposition et que les candidatures aux élections municipales ne soient pas réservées aux seuls fidèles du régime.

Dans le domaine économique, c'est l'habituelle batterie des mesures destinées à réduire le poids bureaucratique qui est évoquée. Il s'agit d'inscrire les responsabilités des entreprises, face aux directions centrales ; de lever les obstacles administratifs aux initiatives lancées d'en bas ; de laisser progressivement jouer les lois du marché et d'encourager le renforcement du secteur privé industriel et des entreprises à participation étrangère.

Il n'y a plus de place, dans le parti polonais, pour les « conservateurs », a déclaré le général Jaruzelski, qui n'en a pas moins souligné que les changements devaient s'effectuer dans « l'ordre et la discipline ». Tout sera, de fait, question de dosage.

B.G.

Manifestation antinucleaire. — Environ cinq mille habitants de Miedzyrzecz, dans l'ouest de la Pologne, ont manifesté, dimanche 4 octobre, contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires du bloc de l'Est dans leur région. « On apporte de sources proches de l'opposition. Brandissant des pancartes, les manifestants ont défilé pendant une quarantaine de minutes avant de se disperser dans le calme. La police n'est pas intervenue, alors que le 6 septembre dernier, une première manifestation avait été énergiquement dispersée. — (Reuters.)

PAYS-BAS

Des milliers de communes refusent d'accueillir des réfugiés

Amsterdam. — Plus de trois mille communes néerlandaises se rebellent contre la volonté gouvernementale d'y faire héberger des réfugiés de divers pays du monde. Les responsables de ces communes, situées loin des grands centres urbains de l'ouest du pays, ont fait savoir que l'attitude hostile d'une partie importante de la population envers les étrangers pourrait menacer l'ordre public.

La presse critique sévèrement le racisme de certains contestataires qui font souvent feu de tout bois dans leur argumentation et mêlent la peur du SIDA, l'insécurité ou l'intégrisme musulman. D'autres villageois en revanche affirment qu'ils protestent uniquement contre le nombre élevé des réfugiés, non pas contre le principe de l'accueil. (Corresp.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-61-09

Cours par correspondance
cours oraux et conférences à Paris
Sessions de formation
ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1963
Contrôle de l'Éducation Nationale
12, rue Saint-Pierre
B. 3 - Dép. LM
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conventions de formation continues
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
(11) Cours de l'enseignement descriptif
Analyses, collections, livres de personnalité

URSS

« Vie et destin », de Vassili Grossman publié à Moscou

Moscou (Reuters). — L'hebdomadaire *Ogoniok* a publié, dimanche 4 octobre, des extraits de *Vie et destin*, roman de Vassili Grossman sur la seconde guerre mondiale assis dans les années 60 et publié par la suite à l'étranger.

Ces extraits comportent certaines des critiques les plus virulentes formulées par Grossman contre Joseph Staline, mais ils paraissent expurgés de passages portant notamment sur les déportations de minorités nationales ordonnées par Staline pendant la guerre.

Selon *Ogoniok*, *Vie et destin*, présenté par des critiques occidentaux comme un *Guerra et paix* du vingtième siècle (le Monde du 21 mars 1986), sera bientôt publié pour la première fois en URSS par le mensuel littéraire *Otkrytiye*.

Grossman, né en 1905, mort en 1964, et dont d'autres ouvrages avaient été publiés en Union soviétique, a terminé son roman en 1960 et l'a remis à un journal pour publication, mais l'ouvrage avait été dénoncé pour son caractère « antisoviétique » et les autorités avaient saisi le manuscrit. Mystérieusement parvenu à Vienne sous forme de microfilm, il devait finalement paraître en 1982, en russe, à Lausanne.

Ogoniok affirme que Grossman était un « grand maître qui, regardant la vérité dans les yeux, parle de la vie difficile et héroïque de son pays et cherche les sources des troubles et des procès qui ont été le lot du peuple soviétique ».

Dans certains passages publiés, Staline est présenté comme un personnage maussade et suspicieux, et il est fait explicitement allusion aux répressions des années 30.

« Depuis les premiers jours de la guerre, il était constamment épuisé, peut-être dans l'un de ces passages, il avait constamment l'impression que les gens se moquaient de lui derrière son dos et qu'ils se rappelaient sa confusion au cours de l'été 1941 [date de l'invasion allemande]. »

Un autre extrait évoque un Staline imaginant avec panique la résurrection des millions de personnes qu'il avait envoyées au camp de travail. Grossman raconte également comment Staline envoyait en Sibérie de nombreux Soviétiques prisonniers de guerre sortant des camps allemands.

Ogoniok reconnaît que les passages publiés ont été expurgés, mais sans donner d'explications.

AUTRICHE

Echec des socialistes aux élections régionales

Vienne (AFP). — Le Parti socialiste autrichien (SPO) a été, selon des résultats officiels, le grand perdant des élections du dimanche 4 octobre à la diète régionale du Burgenland, dans l'est de l'Autriche — le premier scrutin significatif depuis les élections législatives de novembre dernier.

Le SPO, allié dans le gouvernement aux populistes (OeVP), perd la majorité absolue et trois mandats au Landtag, avec une chute de près de 6 % des suffrages par rapport aux dernières élections de 1982. Il sera représenté à cette diète par dix-sept députés, sur trente-six, alors que l'OeVP conserve ses seize sièges malgré une perte de près de 2 % des voix.

Le principal bénéficiaire du scrutin a été le petit Parti libéral FPÖ qui, pour la première fois depuis une décennie, entre à la diète avec trois mandats (7,32 % des voix, soit un gain de près de 3 % par rapport à 1982). M. Joerg Haider, chef du FPÖ, qui compte parmi ses adeptes un certain nombre de nostalgiques du troisième Reich, a participé activement à la campagne électorale de son parti.

Grâce à leur maire très populaire, M. Josef Reschen, les socialistes ont, en revanche, remporté une importante victoire aux élections municipales à Salzburg, dimanche. Le SPO passe de quinze à vingt et un sièges, alors que l'OeVP en perd trois sur douze. Le FPÖ conserve ses six sièges.

DANEMARK

Svend Auken nouveau leader social-démocrate

Réuni, le samedi 3 octobre, en congrès extraordinaire à Copenhague, le Parti social-démocrate danois a élu M. Svend Auken comme nouveau président, en remplacement de M. Anker Jørgensen, qui avait démissionné au lendemain des élections législatives du 8 septembre dernier.

Agé de quarante-quatre ans, M. Svend Auken, diplômé de sciences politiques des universités d'Aarhus et de Paris, est député depuis 1971. A l'époque, il était l'un des adversaires les plus acharnés de l'adhésion du Danemark au Marché commun. Depuis, il a modéré ses propos, mais il avait quand même fait campagne contre l'Acte unique européen lors du référendum de 1986. Ministre du travail de 1977 à 1982, dans le cabinet minoritaire de M. Jørgensen, il a su nouer d'excellentes relations avec les dirigeants des grands syndicats.

Ce sont là sans doute des atouts appréciables dans la tâche difficile qu'il attend : mettre fin sur quelques relèves internes du Parti social-démocrate et définir une plateforme politique crédible qui pourrait permettre à la gauche, dans l'opposition depuis 1983, de revenir au pouvoir. Les sociaux-démocrates danois n'ont cessé de perdre du terrain ces dix dernières années, notamment parmi les jeunes. Aux élections du 8 septembre, ils avaient recueilli 29,3 % des suffrages, soit 2,3 % de moins qu'en 1984. — (Corresp.)

DU 2 AU 10 OCTOBRE

C'est la fièvre des affaires

POUR VOUS

Montesquieu
Nelson / Party 2
Voltaire 2 / Italia
Renaissance
Toujours.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-61-09

Cours par correspondance
cours oraux et conférences à Paris
Sessions de formation
ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1963
Contrôle de l'Éducation Nationale
12, rue Saint-Pierre
B. 3 - Dép. LM
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conventions de formation continues
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
(11) Cours de l'enseignement descriptif
Analyses, collections, livres de personnalité

POUVOIRS
1987 42

la tradition politique

problématique
émergence, contenus, devenir
la tradition républicaine
socialisation et tradition
les instituteurs

en milieu ouvrier
les familles
les immigrés
les Khâganes des années 20
les almanachs du PCF
la Vendée
à Versailles

rand grand
reynaud haud
elle ruelle
annick percheron
a. sobri,
i. et m. zand
x. lequin
x. m. zand
x. m. zand
x. m. zand
x. m. zand
x. m. zand
x. m. zand
x. m. zand

Publié avec le concours du C.N.R.S. **puf**

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Proche-Orient

La tension dans le Golfe

Alertes en série pour les flottes occidentales

Le port irakien de Bassorah a été la cible, samedi 3 et dimanche 4 octobre, de violents bombardements de la part de l'artillerie iranienne, qui ont fait, selon un porte-parole militaire à Bagdad, près d'une vingtaine de tués parmi la population civile. Des mosquées, des écoles et des habitations ont été touchées, a précisé le porte-parole, qui a aussi déclaré que son pays était prêt à soutenir une nouvelle « guerre des villes » si l'Irak persistait à attaquer des zones civiles.

Les bombardements iraniens avaient été annoncés dès samedi par Téhéran, en représailles à des raids irakiens en Iran. La précédente « guerre de villes » avait fait rage pendant cinq semaines en janvier et février derniers. Au cours de cette période, l'aviation irakienne avait attaqué une cinquantaine de villes iraniennes, dont Téhéran. Pour sa part, l'Iran avait pilonné à l'artillerie les localités irakiennes frontalières, dont Bassorah, et tiré onze missiles sol-sol contre Bagdad.

D'autre part, les eaux du Golfe ont connu, le week-end dernier, une série d'alertes dues à un chassé-

croisé serré entre navires occidentaux et vedettes iraniennes, sans que l'on ait officiellement annoncé de heurts. Un navire de guerre américain a ainsi dû lancer un avertissement par radio à un bateau de la marine iranienne qui avait dirigé son radar de tir sur lui. L'unité iranienne a finalement verrouillé son radar, et aucun coup de feu n'a été échangé.

Relatant l'incident, le Pentagone l'a qualifié de « harcèlement » de la part de l'Iran.

Un groupe de vedettes rapides iraniennes qui se dirigeaient, samedi, vers les eaux territoriales saoudiennes a en outre semé l'inquiétude dans les milieux maritimes du Golfe, avant de faire demi-tour. Les autorités de Ryad et de Koweït se sont montrées avares d'informations sur cette intervention des vedettes, signalées de source maritime. Toutefois, le ministre saoudien de la défense a tenu à souligner que ses forces étaient prêtes à « faire face à toute agression ». Des sources militaires américaines ont de leur côté indiqué que le navire amiral de la flotte des Etats-Unis

dans le Golfe avait dû modifier sa route à la suite d'une « menace » iranienne contre l'Arabie saoudite, qui avait elle-même déclenché une alerte.

Mobilisation massive en Iran

Le commandant de la corvette française *Georges-Leygues* a quant à lui indiqué, dimanche, que son navire s'était trouvé, quelques jours auparavant, à proximité de vedettes iraniennes qui venaient d'attaquer un pétrolier, mais que celles-ci avaient évité l'affrontement. Pour sa part, Tokyo a autorisé les navires de commerce japonais à reprendre leur navigation dans le Golfe après une interruption de trois jours consécutive à l'attaque, mercredi, de deux pétroliers japonais.

Enfin, un hélicoptère américain s'est abîmé en mer dans la nuit de dimanche à lundi. Selon Washington, il s'agit d'un accident, dont le bilan était, lundi matin, d'un disparu.

En Iran, les gardiens de la révolution ont lancé samedi un appel à la « mobilisation massive » de « tous les volontaires qui ont déjà servi au front ou qui ont reçu un entraînement militaire ». Cet appel a été suivi d'un commentaire de la radio nationale affirmant la nécessité « du départ pour les différents fronts de tous ceux qui peuvent porter une

arme ». Vendredi, le président du Parlement, M. Hachemi Rafsandjani, avait déjà demandé à tous les Iraniens susceptibles de porter les armes de s'engager et avait laissé entendre qu'une partie des combattants seraient « envoyés vers le Golfe ». — (AFP, Reuters.)

Assassinat à Londres de deux opposants iraniens

La police britannique a demandé samedi 3 octobre aux Iraniens installés dans le pays de rester sur leurs gardes après l'assassinat de deux membres d'un mouvement d'opposition au régime de l'imam Khomeiny.

Mohamed Ali Tavakoli-Nabavi, 58 ans, et son fils Nourredine, 24 ans, auraient été retrouvés morts vendredi dans leur appartement londonien. Selon un porte-parole de la police, ils présentaient des blessures à la tête. Mohamed Ali Tavakoli-Nabavi dirigeait le mouvement nationaliste « Javanan », regroupant une douzaine de militants. Les deux hommes ne cachaient pas leur opposition au gouvernement de Téhéran.

Ce double assassinat a été revendiqué samedi soir par un interlocuteur anonyme, se présentant comme un membre des « Gardiens de la révolution islamique ». L'interlocuteur, qui s'est exprimé au téléphone avec un fort accent étranger, a également menacé de mort le fils du Chah d'Iran, le prince Réza, et tous les monarchistes iraniens. — (Reuters, AFP.)

ISRAËL

M. Pérès confirme son rejet d'une proposition soviétique

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a confirmé, dimanche 4 octobre, qu'il avait rejeté une offre soviétique de rétablissement limité des rapports diplomatiques. Lors d'une entrevue avec M. Pérès dans le courant de la semaine à New-York, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avait proposé d'établir des sections de défense des intérêts des deux pays à Tel-Aviv et à Moscou. — (Reuters.)

Manifestations d'étudiants palestiniens à Gaza

Des manifestations se sont déroulées dimanche 4 octobre dans la bande de Gaza en signe de protestation contre la mort de trois Palestiniens abattus dans la nuit de jeudi à vendredi par des militaires israéliens. Deux des trois victimes abattues, sont l'ingénieur Cheikh Mohammed Abou Obaid, trente-trois ans, originaire de Gaza, et Mohammed Alyan Muqadme, quarante ans, un entrepreneur du camp palestinien de Shufi. On ignore encore l'identité de la troisième victime. Selon l'armée israélienne, la voiture à bord de laquelle les trois Palestiniens avaient pris place a forcé un barrage militaire avant de s'arrêter, à la suite des tirs de sommation, à plusieurs dizaines de mètres. Les soldats ont alors abattu les trois hommes, qui tentaient de prendre la fuite, selon l'armée. — (AFP.)

LIBAN

Un « casque bleu » népalais tué par des tirs israéliens

Un « casque bleu » népalais a été tué, dimanche 4 octobre, par des tirs provenant d'une position israélienne au Liban sud, alors qu'il était évacué à bord d'une ambulance à la suite d'une blessure à la jambe. Selon M. Timor Goksel, porte-parole de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban), le soldat népalais, atteint à la gorge, avait été blessé à la jambe, une heure plus tôt, dans le village de Sribbine, à 4 kilomètres plus au sud, lors d'un incident avec une patrouille israélienne qui tentait de forcer un barrage de la FINUL. M. Goksel a aussitôt adressé aux autorités israéliennes une sévère protestation, leur demandant d'ouvrir une enquête. Le général Yossi Peled, commandant de la région Nord, a, pour sa part, estimé que l'armée israélienne n'était pas impliquée dans cet incident et a rejeté la responsabilité sur des membres de l'Armée du Liban sud, milice contrôlée par Israël. — (AFP.)

● Décès du député maronite Fouad Lahoud. — M. Fouad Lahoud, député maronite de la région chrétienne du Metn (au nord-est de Beyrouth), est décédé dimanche 4 octobre à l'âge de soixante-dix ans des suites d'une longue maladie. L'autopsie a été faite en présence de l'armée libanaise, où il avait fait carrière. Fouad Lahoud avait été élu au Parlement en 1972, et présidait depuis la commission parlementaire de défense. Membre du Parti national libéral (PNL), conservateur chrétien, de M. Dany Chamoun, il avait entretenu toutefois de bonnes relations avec l'opposition musulmane. La mort de Fouad Lahoud porte à dix-neuf le nombre des sièges vacants au Parlement libanais qui compte quatre-vingt-dix députés. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

Démantèlement d'une organisation terroriste

Athènes. — La police grecque est en train d'exploiter ses premiers succès dans la lutte contre le terrorisme. Au milieu de la semaine passée, une fusillade entre des individus suspects et des policiers a abouti à une prise d'otages et à la mort du chef du groupe, Michel Petras, qui a refusé, semble-t-il, de se rendre. Ses deux complices, de jeunes étudiants, ont été arrêtés ainsi que plusieurs autres personnes.

La police a découvert deux caches d'armes et de documents compromettants. Il y a dans le lot des armes volées récemment à la police portuaire, des bombes identiques à celles qui ont été utilisées pour des attentats ainsi que la machine à écrire qui servait à taper les communiqués qui les ont suivis.

Selon la police, les premiers résultats de l'enquête tendent à prouver qu'il ne s'agit pas d'une seule organisation terroriste, mais d'une véritable constellation de groupes connus pour des actions plus ou moins spectaculaires. C'est ainsi que les personnes arrêtées appartiennent à l'Organisation armée chrétienne (OAC), mais des liens auraient été établis entre celle-ci et la lutte anti-étrangère, la Praxi révolutionnaire et la lutte populaire révolutionnaire (ELAP), qui est la plus connue et la plus ancienne de toutes.

En ce qui concerne le groupe terroriste de loin le plus important et le plus efficace, l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre (17 N), les recherches demeurent cependant sans résultat jusqu'à présent. — (Corresp.)

Ouganda

Deux cents rebelles tués

L'armée ougandaise a remporté, vendredi 2 octobre, dans le sud-est

du pays, une importante bataille contre les rebelles du mouvement « Esprit Saint », dirigé par la jeune prétesse Alice Lakwena, a annoncé, samedi 3 octobre, le ministre de la défense. Celui-ci ne précise pas le nombre des victimes, mais les journalistes qui se sont rendus sur le champ de bataille de Kayiti, ont dénombré plus de deux cents cadavres de rebelles.

Il semble que l'Armée de résistance nationale (gouvernementale) n'ait perdu qu'une vingtaine d'hommes, ont-ils ajouté. Il s'agit de la plus importante bataille entre forces gouvernementales et rebelles depuis plusieurs semaines. Selon les journalistes, les maquisards de Lakwena sont allés au combat comme d'habitude dévêtus jusqu'à la taille et pantalons remontés jusqu'aux genoux. Ils avaient enduit leur corps d'un onguent qu'ils supposent magique et que leur préparait Lakwena pour les protéger contre les balles ennemies. — (Reuters.)

Soudan

Manifestation contre les hausses des prix : vingt-cinq blessés

Vingt-cinq personnes ont été blessées dimanche 4 octobre à Khartoum au cours d'affrontements entre policiers et étudiants qui protestent contre les hausses de prix annoncées la veille par le gouvernement.

Ces hausses de prix, qui concernent notamment l'essence, le sucre et le ciment, ont été annoncées en même temps qu'une dévaluation de 44 % de la livre soudanaise par rapport au dollar dans le cadre d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI).

Les étudiants, qui scandaient des slogans hostiles au gouvernement, au premier ministre Sadek Al-Mahdi et au FMI, ont attaqué les forces de l'ordre à coups de pierre. Celles-ci ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, et vingt-cinq personnes, dont des policiers, ont été blessées. — (Reuters.)

(Publicité)

FLEURISSENT LES DÉSERTS D'ARABIE

Le Koweït exporte ses orchidées aux Pays-Bas. Et le royaume saoudien fournit ses excels cactées à l'Espagne. L'agriculture connaît un boom sans précédent dans la péninsule arabique.

Dans le numéro d'octobre d'ARABES, en kiosque et en librairie.
78, rue Joffre, 75017 PARIS
Tél. : 46-22-34-14.

MONDES EN DEVENIR

ELEMENTS POUR UNE THEORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Francine DEMICHEL

14 x 21 cm - 298 p. - 28 F

Berger-Levrault

FABULEUX INSECTES

DOSSIER SPÉCIAL

SCIENCE VIE

SAN FRANCISCO! SAN FRANCISCO! SAN FRANCISCO!

VOUS AVEZ 3 BONNES RAISONS PAR SEMAINE D'ALLER A SAN FRANCISCO.

UTA le mercredi à 19 h 15, UTA le jeudi à 15 h 30,
UTA le samedi à 19 h 15. 3 vols par semaine
non-stop, UTA aux USA, c'est toujours mieux quand
UTA y va. **UTA FOR USA**

هكذا من الاجل

Politique

L'hommage de la République à René Cassin

M. Jacques Chirac a prononcé, lundi 5 octobre en fin de matinée, au Conseil d'Etat, un discours d'hommage à René Cassin, dans les cendres devant être transférées le même jour, en fin d'après-midi, au Panthéon en présence du chef de l'Etat, qui prononcera une allocution.

La cérémonie présidée au Conseil d'Etat par le premier ministre tenait lieu d'hon-

nage de l'ensemble des corps constitués à la mémoire de René Cassin.

Dimanche, un hommage du monde combattant avait été rendu aux Invalides, en présence de M. André Girard, ministre de la Défense, à René Cassin, grièvement blessé au cours de la première guerre mondiale avant de consacrer le reste de sa vie à la cause de la paix et des droits de l'homme.

Pour avoir assisté dès la première heure le général de Gaulle en 1940, René Cassin avait été fait compagnon de la Libération. « Homme de paix, a notamment déclaré M. Girard aux Invalides, il savait qu'en combattant il défendait la paix. Il savait qu'elle ne se gagne ni dans la démission, ni dans la servitude. Il savait qu'elle se paye de la peine et du sang. Son patriotisme fut sans concession, son courage exemplaire. »

TÉMOIGNAGE

Les droits de l'homme au Panthéon

par Marc Agi, président de l'Association pour le développement des libertés fondamentales

RENÉ Cassin avait une conviction profonde : malgré les génocides et les massacres, malgré les crimes des régimes totalitaires et les haïnes idéologiques, il ne fallait pas désespérer de l'homme et des possibilités de progrès. « Je crois que l'humanité ne doit pas désespérer de son avenir, déclarait-il en 1968, à l'annonce de son prix Nobel de la paix. La raison permet de bâtir un monde plus juste. Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que les droits de l'homme seront violés en quelque partie du monde. » Cette conviction n'était pas de celles, purement politiques, qu'affichent ces sophistes d'un nouveau genre que sont les tacticiens des droits de l'homme ; elle était de celles qui suscitent les mises en œuvre fondatrices.

Aussi serait-il erroné, sous prétexte de « panthéonisation », de nous laisser aller à une hagiographie de René Cassin, de le dépeindre comme une sorte de saint laïc, de grand et sévère commis d'Etat, dont la geste, ennoblie, schématisée, déformée, pourrait servir de modèle à une religion des droits de l'homme. Certains voudraient faire de ce méridional jovial et bon vivant, le gourou vénéré d'un tel culte. Le transfert de ses cendres ne doit pas être compris comme le second et définitif entassement d'un grand lutteur des libertés, mais comme un point de départ, comme un signal de renouvellement et de renouveau en œuvre.

Cassin n'est pas de ces pacifistes béats qui offrent pour la gloire leur poitrine aux canons, mais l'artisan minutieux d'un meilleur monde quotidien : « Je ne me bats pas au front pour la justice, mais au sein de la justice, mais plutôt contre toutes les sortes d'injustices. »

La foi dans l'homme concret

La grandeur de Cassin réside dans son inébranlable foi en l'homme de tous les jours. Comment expliquer sinon que, même après les carnages de la première guerre mondiale et les massacres de la seconde, il ne désespérât d'un monde meilleur, mais qu'il ne se désolât pas de la naissance d'une humanité moins cruelle était possible, que les régressions de la civilisation sont accidentelles, et qu'il suffit d'en découvrir les causes pour en éviter le retour ? Il a même la certitude que ce peut naître l'ensemble de l'humanité à cette évidence, que c'est une question de temps et de patience, autrement dit d'éducation et de pédagogie.

La force de Cassin résidait dans son esprit non dogmatique, son souci constant d'être la lutte pour les droits de l'homme hors du champ clos des conflits idéologiques. Il n'a pas composé de magistrales œuvres doctrinales — en dehors bien sûr de



Né à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) le 5 octobre 1887, René Cassin opte pour l'étude du droit. Gouverneur des prisons en 1914 au cours des premiers combats du conflit mondial, il est déclaré invalide et réformé. La tragique expérience de la Grande Guerre le marque profondément. Il devient, en effet, un défenseur résolu des anciens combattants et victimes de la guerre. Il commence en même

d'un pédagogue, d'un professeur de droit, pour qui la science juridique n'est pas une simple technique verbale, mais l'instrument nécessaire à l'établissement même des droits de l'homme.

Cette position est la sienne dès le début de sa carrière, quand, à partir de 1917, grand invalide de guerre, il met au service des centaines de milliers de veuves et d'orphelins ses connaissances juridiques et son optimisme inébranlable jusqu'à faire adopter par le gouvernement la loi de 1919 sur les réparations. Mais il mettra aussi ces mêmes connaissances au service des causes qui lui paraîtront le mieux défendre ses idéaux de justice et de paix.

« Son combat demeure » déclare le premier ministre

M. Jacques Chirac, rendant hommage à René Cassin, ce lundi 5 octobre, au Conseil d'Etat, a rappelé que pour l'ancien vice-président de la haute juridiction, « au dessus de la loi, il y avait la justice, les lois non écrites de la conscience, au nom desquelles les lois positives doivent être jugées et, parfois, récusées lorsqu'elles portent atteinte aux libertés et à la dignité humaine ».

Evocant l'arrivée de René Cassin à Londres, en juin 1940, où il avait rejoint le général de Gaulle, le premier ministre a déclaré : « C'était la rencontre de deux hommes qui avaient partie liée avec la France. » « Grand légiste de la France libre », selon le ministre de la Justice, René Cassin a mené, a dit M. Chirac, un « combat en faveur des droits de l'homme et de la dignité humaine », qui « est un exemple qu'il nous appartient de méditer et de suivre ».

« La première leçon que nous devons tirer de sa vie, c'est la nécessité d'agir de façon concrète en matière de droits de l'homme, et de s'en donner les moyens, a déclaré le premier ministre. C'est pour cela que j'ai tenu à créer, au sein de mon gouvernement, un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, qui puisse définir et mettre en œuvre une politique d'ensemble pour que la France reste en première ligne dans une

cause qui plonge au cœur de nos racines et de nos traditions. Dans tous les pays du monde qui font bon marché des libertés et de la dignité de la personne humaine, la France intervient. Par ses prises de position dans les enceintes internationales, ou par les aides et les soutiens moraux et financiers qu'elle apporte aux peuples opprimés, la France reste fidèle à sa vocation de patrie des droits de l'homme et de terre d'asile. »

La Société des Nations d'abord, où il contribue au côté d'Herriot à l'élaboration du protocole franco-britannique de Genève en 1924, puis avec Bland un plan français de désarmement pour la Conférence de 1932. La France libre ensuite dont il s'attache dès 1941 à démocratiser les structures, comme il impose dans les portions de territoire peu à peu libérées de l'Empire français les lois de la République.

Puis le Conseil d'Etat à partir de 1944, auquel il fait subir d'importantes réformes destinées à assurer une meilleure protection du citoyen face aux excès toujours possibles du pouvoir. La commission des droits de l'homme de l'ONU aussi, au sein de laquelle il joue dès le début un rôle prépondérant dans l'élaboration et la rédaction de la Déclaration univer-

selles d'un combat pour la paix qui ne cessera pas. Délégué de la France à la Société des Nations de 1924 à 1938, il plaide sans relâche pour la mise en œuvre des principes de la Déclaration. René Cassin sera le premier civil à répondre en juin 1940 à l'appel du général de Gaulle, qu'il rejoint à Londres. Après avoir joué un rôle important auprès du chef de la France libre, René Cassin devient, en 1944, le vice-président du Conseil d'Etat. Après avoir témoigné d'une certaine réserve lorsque fut évoquée en 1958 la création du Conseil constitutionnel, il devient cependant membre du Conseil constitutionnel provisoire, en 1959, membre du Conseil constitutionnel définitif. René Cassin jouera aussi un rôle important à la commission des droits de l'homme des Nations unies, dont il est vice-président de 1954 à 1956, puis président de 1956 à 1957. Il sera le principal rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Lauréat en octobre 1958 du prix Nobel de la paix pour son combat inlassable en faveur des droits de l'homme, René Cassin consacre le montant de ce prix à la création d'un Institut international des droits de l'homme. Il meurt le 20 février 1976.

selle de 1948. La Cour européenne des droits de l'homme, dont il contribue à mettre au point le statut, est créée dès 1959, les premiers grands arrêts.

Son pragmatisme ne dénote pas d'une réflexion doctrinale, mais prend appui sur une révolte vitale contre la souffrance. Souffrance physique d'abord. Le capitaine Cassin a été très grièvement blessé en septembre 1914 sur la Marne. Souffrance morale ensuite quand, en juin 1940, il comprend que les pires de ses craintes se révèlent fondées et que Hitler incarne l'esprit même du mal radical. La judéité de René Cassin se trouve peut-être dans la lutte internationale des droits de l'homme. Il meurt le 20 février 1976.

Cet « utopisme pragmatique » prend racine dans l'idée qu'il n'existe aucune possibilité de sauver idéologiquement l'ensemble de l'humanité. Aucune idéologie n'est faite pour intégrer qui la nie fondamentalement, et chacune se trouve par conséquent devant la tragédie alternative de supprimer ou de laisser exister ce qu'elle ne peut intégrer. René Cassin estimait que l'humanité ne pouvait être sauvée qu'individu par individu, et qu'il fallait donner à chacun les moyens, à la fois matériels et culturels, d'assurer son propre destin. Car, à ses yeux, le progrès de l'humanité ne peut consister que dans la reconnaissance, à la fois psychologique et juridique, de la dignité humaine, que dans le respect toujours plus parfait et toujours plus général d'un nombre toujours plus grand de droits.

N'étant pas l'homme des systèmes, René Cassin n'est pas non plus celui des choix idéologiques. Il est un homme de la bonté et de la solidarité. Mais il sait également que nul doctrinaire n'accepterait de tenter une synthèse « sacrilège » entre les conceptions — ce qu'il a fait pourtant dans la Déclaration de 1948 — en trouvant le moyen de concilier droits individuels et collectifs.

Aussi pour Cassin, la conquête des droits ne peut-elle s'effectuer que contre le pouvoir et en aucun cas s'identifier à un combat politique. On voit bien ce qu'il peut y avoir de fragile et même, de limité, dans

une attitude qui consiste à vouloir lutter politiquement pour la déposition de la politique, à faire à tout prix de la démocratie de type occidental une réalité non idéologique. Il ne faudrait cependant pas oublier que tout adversaire de René Cassin a dû mener sa « croisade des droits de l'homme ». Car, si pour lui la démocratie veut dire exercice des libertés fondamentales, la lutte contre le totalitarisme constitue inversement la seule et unique manière de fonder cette démocratie.

Lorsque René Cassin rejoint de Gaulle à Londres, en juin 1940, c'est pour prendre sa part dans le combat pour la résurrection des libertés. Lorsque Cassin rejoint l'Angleterre, ce n'est pas pour rallier un homme, mais pour contribuer à sauver l'ensemble de l'humanité. Engager la bataille contre le nazisme, c'est s'attaquer à l'esprit même de la guerre, c'est donner la possibilité à la civilisation des droits de l'homme d'exercer sa légitime défense.

Les grandes associations d'opinion

L'instrument le plus efficace dont les peuples puissent disposer est, de l'avis de Cassin, constitué par les grandes associations d'opinion publique, comme l'Union fédérale des anciens combattants dont il devient le président dès 1923, ou par les organisations comme la Ligue des droits de l'homme, la LICRA ou Amnesty International, dont la force croissante de dissuasion devrait peu à peu parvenir à élever un système de protection efficace de la personne humaine victime des absolutismes.

Cassin était même allé jusqu'à proposer la constitution d'une sorte de contre-pouvoir moral et universel directement issu des peuples par le canal de ses grandes organisations, seul moyen capable à son avis de contrebalancer efficacement les fureurs sporadiques et toujours meurtrières des souverainetés.

Pendant près de trente ans, il s'était efforcé sans succès à obtenir que l'individu fût enfin universellement reconnu comme sujet du droit international et que dans cette intention fussent créés auprès des Nations unies un haut commissariat aux droits de l'homme, une cour universelle et tous les organes nécessaires à leur fonctionnement et à leur respect effectif de leurs décisions.

C'est par l'éducation que René Cassin voulait parvenir à ses fins. Enseigner, c'est rendre plus libre et plus responsable. Quand, dès 1941, le futur président de l'Assemblée nationale universelle songea à la création d'une future UNESCO — en remplacement de l'Institut international de coopération intellectuelle fondé par Bergson dans le cadre de la SDN et à la promotion duquel Cassin avait, dès 1924, énergiquement participé — il imagina une sorte de ministère universel de l'éducation qui enseignerait certes toutes les langues et toutes les cultures mais qui apprendrait surtout le respect de la différence.

Il était donc normal que Cassin prît la décision, fin 1968, de consacrer le montant de son prix Nobel à fonder, à Strasbourg, un Institut international des droits de l'homme. Il pensait que cet organisme devrait pouvoir assurer la formation universelle de générations entières de combattants des libertés, reversés à leur tour de la mission de revenir diffuser dans leurs quartiers, leurs villes, leurs pays, la nouvelle qu'il existe depuis 1948 un texte intitulé Déclaration universelle des droits de l'homme, et dans lequel il est écrit, en toutes lettres, que l'être humain a droit, en supprime recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression et n'a de devoirs seulement envers la communauté dans laquelle le libre et plein développement de la personnalité est possible.

A l'instar des vieux prophètes bibliques dont il a bien souvent le comportement fulminant mais aussi la lucidité authentique, René Cassin apparaît comme une sorte de porte-parole, comme un formateur, un esprit où se cristallise le meilleur de notre civilisation, un « accoucheur » comme il aimait à le dire lui-même, qui, d'un verbe sûr, sans parvenir à accorder l'idée que même d'un point de vue purement laïc et républicain, le désespoir n'est pas de mise.

C'est donc l'espoir en l'homme même que la République porte au Panthéon ; c'est l'humanité tout entière qui y entre d'un seul coup, en faisant de ce fantasme des droits de l'homme « un grand homme comme vous et moi ».

Quatre élections cantonales partielles

EURE : canton de Gailfont-Campagne (1^{er} tour).

Inscr., 7 420 ; vot., 3 835 ; suffr. expr., 3 769. MM. Jacques Davoust (PS), adjoint au m. de La Croix-Saint-Leufroy, 1 006 voix ; Jacques Rohu (RPR), 917 ; Claude Nachtergale (div. g.), m. de Saint-Aubin-sur-Gailfont, 857 ; M^{me} Denise Brocquet (UDF), c. m. de Villers-sur-le-Roule, 562 ; MM. Paul Chauvelin (FN), 248 ; André Fourmaux (PCF), 179. Il y a ballottage.

[M. Davoust est entré en tête au premier tour de cette constitution partielle organisée à la suite du décès, le 8 juillet, de Bernard Chaudel, élu, avec le soutien de l'UDF, en 1985, dans le nouveau canton de Gailfont-Campagne. Absent du scrutin en 1985, M. Davoust a obtenu, dimanche, 26,69 % des voix. Tous les autres candidats valent leur score au deuxième tour par rapport à 1985. A gauche, tandis que le représentant du PCF (4,76 % des voix) perd plus de 4 points, M. Nachtergale (22,73 %) qui était second par le Front socialiste en 1985, abandonne plus de 5 points.

A droite, M. Rohu a le même résultat qu'en 1985, 24,33 % des voix alors que le candidat du RPR avait obtenu 24,66 % des suffrages en 1985. En revanche, M^{me} Brocquet, qui se représentait au conseil général déchu, avec 14,91 % des voix, perd plus de 11 points par rapport au score de Bernard Chaudel de 1985 (38,33 %). Elle, 2^e représentante du FN qui a recueilli 6,57 % des suffrages, perd plus de 6 points.

En premier tour de scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 7 894 ; vot., 4 596 ; suffr. expr., 4 797. MM. Nachtergale, 1 338 ; Chaudel, 1 256 ; M^{me} Tournel (RPR), 1 183 ; MM. Chauvelin, 601 ; Fourmaux, 419. Au second tour, M. Chaudel l'emporta avec 2 476 voix, contre 2 206 à M. Nachtergale, sur 4 682 suffrages exprimés, 4 875 votants et 7 894 électeurs inscrits.]

LOIRE : canton de Bourg-Argental (1^{er} tour).

Inscr., 4 825 ; vot., 3 195 ; suffr. expr., 3 116. M^{me} Danièle Gambonnet, sout. RPR et UDF, m., 1 475 voix ; MM. Jean Monnot, PS, com. mun., 1 391 ; Bernard Rameau, PCF, 250. Il y a ballottage.

[Bien qu'arrivé en tête avec 47,33 % des voix, M^{me} Gambonnet se retrouve en position difficile pour le second tour, car elle n'a obtenu que 46 % des voix au premier tour. Elle a obtenu 27,98 % des voix, au conseil général direct, André Janet, élu le 23 juillet dernier, qui représentait le canton de Bourg-Argental (comme dans le scrutin de 1985) depuis 1972. Son score est inférieur à celui enregistré par la liste unique RPR-UDF en mars 1984 (51,61 %) et à celui enregistré par son prédécesseur, réélu dès le premier tour de mars 1985, avec 52,35 % et ce, malgré la victoire de MM. Chaudel, député (div. g.) et Stangier (FN) qui avaient respectivement recueilli 18,53 % et 5,98 % des voix.

Parallèlement, la gauche progresse : le score du candidat communiste passe de 4,51 % à 8,42 % et celui de M. Monnot, de 4,51 % à 8,42 %.

PROPOS ET DÉBATS

M. Mitterrand : vivre selon ses goûts

M. François Mitterrand a affirmé, dans une interview accordée à la télévision argentine le dimanche 4 octobre à propos de son propre avenir : « Il ne dépend pas que de moi ». « J'abandonne, ajoute-t-il, la dernière étape de mon âge. Dans sept mois, j'aurai terminé un septennat qui aura été fort occupé, à la tête de mon pays. Je vais l'avancer surtout comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts, [de] compléter mon éducation, de lire, de voir, d'apprendre, et, de toute manière, tant que je le pourrai, je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit. Alors, de toute manière, où que je sois, je continuerai de m'intéresser à la politique de mon pays. »

M^{me} Cresson : dossiers scandaleux

M^{me} Edith Cresson, ancien ministre socialiste et membre du secrétariat national du PS, a affirmé, le dimanche 4 octobre, lors d'une réunion dans le Puy-de-Dôme, à propos de l'affaire du Camélot du développement : « Lorsque nous reviendrons au gouvernement, nous ne laisserons passer aucune affaire concernant la droite, chose que nous n'avons jamais faite jusqu'à présent. Pour tant, cela aurait été facile. Ainsi, lorsque j'ai été arrêtée au ministère de l'Agriculture, je n'avais qu'à me baser

sur le premier tour de scrutin 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 886 ; vot., 3 636 ; suffr. expr., 3 530. André Janet, 1 848. RPR ; MM. Monnot, 875 ; Bernard, div. g., 312 ; Rameau, 290 et Souvignat, FN, 265.

VERDUN : canton de Rocheservière (1^{er} tour).

Inscr., 6 012 ; vot., 3 781 ; suffr. expr., 3 651. MM. Jean-Pierre Gény (RPR), m. de Saint-Sulpice-le-Verdon, 2 263 voix ; ELU : André Idier (div. g.), 788 ; Jean-Louis Berland (PS), 398 ; M^{me} Madeleine Lelièvre (div. d.), 169 ; M. Jacques Charrière (PCF), 33.

[M. Gény a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 17 août, de Martial Charrière (UDF), conseiller général depuis 1973. En recensement, 63,96 % des suffrages, le candidat du RPR a recueilli plus d'un point le score obtenu par Martial Charrière au premier tour de scrutin de 1985 (60,79 %). Au total, les trois représentants de droite recueillent 88,19 % des voix, soit un gain de plus de 2 points par rapport à 1985 où ses deux candidats d'alors avaient pitié de la présence d'un représentant du Front national qui avait obtenu 3,85 % des suffrages.

A gauche, le candidat socialiste réunit ses forces en se retirant du scrutin de 2 points sur son résultat de 1985 (14,99 % des voix au lieu de 9,92 %). En revanche, le représentant du PCF, qui avait obtenu 1,18 % des suffrages en 1985, recueille 8,98 % des voix, soit un gain.

En premier tour de scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 5 933 ; vot., 4 533 ; suffr. expr., 4 382. MM. Collin, 2 664. RPR ; Idier, 1 106 ; Berland, 391 ; Pouch (FN), 169 ; Charrière, 32.]

GUADALUPE : canton de Sainte-Rose (1^{er} tour).

Inscr., 4 905 ; vot., 2 973 ; suffr. expr., 2 712. MM. Jean Daniel, PS, m., 1 221 voix ; Chodorin, RPR, 759 ; Henri Yacou, indépendance, 364 ; Richard Yacou, ind. loc., 357 ; Armand Rabot, RPR, div., 11. Il y a ballottage.

[Le candidat socialiste (avec 45,02 % des voix) est un habitué des élections locales. Henri Yacou est son principal concurrent, au premier tour de cette élection partielle organisée pour pourvoir le siège de Charles Gabriel (UDF) décédé le 22 juillet dernier et qui était conseiller général depuis 1985.

Cet ingénieur, avec 4,46 % des voix, le candidat - RPR - indépendant, M. Rabot n'a fait perdre que peu de suffrages au représentant officiel du RPR qui en recueille 27,98 %.

M. Henri Yacou (dont le père, Richard, était également candidat) ne présente pas une élection. Bien qu'il soit membre de l'UDF (Union pour la Démocratie Française) la Guadeloupe, principale formation indépendante de l'archipel.

En mars 1982, Charles Gabriel avait été réélu au second tour avec 4 311 voix contre 1 222 à M. Simon Monnot (extr. g.) sur 4 368 inscrits, 2 618 votants et 4 533 suffrages exprimés.

premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 368 ; vot., 2 010 ; suffr. expr., 1 907 ; Charles Gabriel, 1 636 ; MM. Monnot, 506 et Rabot, 363.]

ser pour ramasser des dossiers scandaleux et des opérations louches. Cette période de débauche est revenue. Voilà pourquoi le PS s'intéresse beaucoup à l'affaire Chirac, dans laquelle le garde des sceaux n'est pas vraiment net. »

M. Le Pen : ça me rapporte

« Les sondages, je m'en fiche, je ne crois pas être en recul », a affirmé M. Jean-Marie Le Pen dans un entretien paru samedi 3 octobre dans le Quotidien de Paris. Je pense même que tout cela me me rapporte des voix. »

Le président du Front national a ajouté qu'il avait l'intention de demander à la commission chargée de veiller à la régularité des sondages de vérifier les conditions dans lesquelles ont été faites les dernières enquêtes d'opinion. Indiquant une baisse de sa cote de popularité après ses déclarations sur le « point de départ ».

« Je ne les considère pas comme objectifs et leurs méthodes, a-t-il affirmé à propos des instituts de sondage. Après l'agression dont j'ai été l'objet de tous côtés, je m'attendais à ce que les sondages embobinent le public. Cela fait partie de la logique de ceux qui veulent m'abattre. »

Deux manifestations organisées contre les thèses du Front national ont eu lieu samedi 3 octobre. Elles ont réuni plus d'un millier de personnes à Nice et trois cents à Saint-Brieuc.

En haut de cet escalier sont classés les brevets du monde entier. Pour exploiter cette mine d'informations, il suffit d'avoir un Minitel.



Vous tenez 20 millions d'informations entre vos mains.

Vous voulez connaître vos concurrents, vos partenaires, vos clients, leurs marques, leurs brevets, leur surface financière? L'INPI vous offre une information recueillie à la source, classée, organisée et disponible sur Minitel. Profitez-en pour affiner vos choix et vos décisions. Notre brochure vous dira tout. Demandez-la en nous envoyant votre carte de visite par Minitel (3615 code INPI) ou par courrier: INPI: 26 bis, rue de Léningrad, 75800 Paris Cedex 08.

INPI
INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

INPI: 20 millions d'informations sur...

هكذا من الاجل

EXPOS ET DÉBATS

Le premier tour de la présidentielle aura lieu le 15 novembre. Les candidats sont: M. Mitterrand, M. Fauriol, M. Durieux, M. L. Pen... (text continues with names and details of the election process)

M. Le Pen

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Le Pen et le Front national

Le Pen a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 11,5% des voix. (text continues with details of his election and political stance)

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Cauchemar

Quelle angoisse ! M. Mitterrand continue d'entretenir le suspense sur sa candidature. Les tribunes de la bande à Léo abiment la terreur dans le camp majoritaire : ils ne choisissent qu'au mois de janvier entre deux candidats « remarquables », comme dit M. Madelin, c'est-à-dire entre MM. Barre et Chirac. Les communistes ajoutent à la panique : ils ne passeront pas d'accord « global » avec les socialistes entre les deux tours de l'élection présidentielle. Les socialistes tremblent. M. Barre est mort de peur et M. Chirac aussi. Le cauchemar présidentiel hante les nuits des Français.

Réveillez-vous, bonnes gens, et rendez-vous tranquilles ! Tout cela n'est pas bien grave. M. Mitterrand peut prendre son temps. Chacun a compris depuis longtemps qu'il n'a pas intérêt à faire connaître sa décision trop tôt. Il a de bonnes raisons de n'être pas candidat puisque l'a surtout envie « de vivre selon [ses] goûts, de complé-

ter [son] éducation, de lire, de voir, d'apprendre », bref de faire ce qui lui plaît. Peut-être en trouvera-t-il d'autres meilleures pour l'être puisque son avenir, dit-il, ne dépend pas que de lui. Cette bêtise de candidature est affaire d'impressions. M. Mitterrand donne-t-il aujourd'hui le sentiment de ne pas vouloir se représenter ? M. Giraud, ministre de la défense, dément la bonne explication : « La déclaration de la semaine précédente donnait l'impression inverse, et probablement la déclaration de la semaine prochaine nous redonnera de nouveau l'impression de la semaine dernière. » Laissons donc au temps le temps de sonder l'irrésistible...

Les jockeys du Parti républicain ont, eux aussi, d'énormes raisons d'attendre pour choisir le cheval de leur cœur. Le plus barbant d'entre eux, M. Giraud, refuse pour l'instant de jouer son favori gagnant et se contente d'un « pari

couplé Chirac-Barre ». Les plus chiraquiens, MM. Longuet et Madelin, veulent jouer sur pilotes, c'est-à-dire sur les résultats prévus. M. Giraud invoque la bon fonctionnement du gouvernement pour affirmer que la campagne doit commencer le plus tard possible. M. Madelin refuse une « guerre de tranchées » précoce, et M. Longuet veut accoucher son candidat « aux sources ».

Seul M. de Villiers prétend qu'il convient de choisir son cheval avant le départ de la course. Il en pince pour M. Barre, affirme que ses amis nourrissent en secret les mêmes sentiments et traite leurs hésitations, hypocrites selon lui, d'énorme « force ».

Il n'empêche qu'à en croire M. Madelin les jeux ne sont pas faits du tout. Le ministre de l'Industrie, qui appelle un cheval un chat, exprime les termes du choix en une formule cynique : « Qu'importe qu'un chat soit noir ou gris pourvu qu'il attrape la

souris. » Il engagerait volontiers son pari à une tête du poteur d'arrivée. Cette prudence est sage pour qui a assisté, comme le président de la République, au Grand Prix de l'Arc de Triomphe, dimanche à Longchamp. C'était parole d'évangile : les premiers sont arrivés les derniers, et vice versa.

Pendant les galops d'entraînement, la cohérence continue, cahiri-cohi. Les protagonistes ne s'en font plus un arc de triomphe. M. Mitterrand et M. Chirac ne se passent plus rien. Le premier ministre a pris pour dernière cible la brigade et le conseil de défense franco-allemands, qualifiés par lui de « mesures symboliques » qui risquent de décevoir ceux qui « attendent beaucoup » de la construction européenne. Or ces deux initiatives ont reçu le soutien du président de la République. La cohérence, dont quelques-uns espéraient qu'elle deviendrait grand amour guérisse, tourne au cauchemar.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

MM. Madelin et Longuet en chœur : « Vive la paix des chefs ! »

Barre, le trait d'union de la majorité, ne donne de « chèques en blanc » ni à M. Chirac ni à M. Barre, les deux principaux boursiers de M. François Léotard. MM. Alain Madelin et Gérard Longuet se sont retrouvés, le dimanche 4 octobre exactement sur le même longuet d'ondes pour défendre l'originalité du Parti républicain.

« Si, aujourd'hui, nous affirmions clairement notre préférence, ne risquerait-on pas une sorte de guerre de tranchées à l'intérieur de la majorité ? (...) Tout le monde se souvient de ce qu'on a appelé la guerre des chefs en 1981. Il ne faut pas recommencer. Il faut la paix des chefs », a expliqué au « Grand Jury RTL - le Monde » M. Madelin. « Peu importe », a-t-il conclu sur ce point, qu'un chat soit noir ou gris, l'essentiel est qu'il attrape la souris. (...) Le RPR votera le moment venu pour le plus compétent. Le moment venu, selon les indications de M. Longuet invité du Club de la Presse d'Europe 1, devrait être la deuxième quinzaine de janvier. D'ici là, a-t-il précisé, le RPR espère être « les forces » de la majorité. Education, défense, fiscalité, « flirte d'être français ». « On va arracher aux candidats ce qu'ils veulent faire vraiment sans esquiver les réponses », a insisté M. Longuet. Amosé à préciser ses conceptions sur un autre « problème de fond » le

rôle du président de la République, M. Madelin a déclaré que « l'expérience de la cohabitation a montré que l'on pouvait avoir une autre lecture de la Constitution (...) ». « Les présidents de la République font quelques avancées en ce sens. Je les salue », a ajouté M. Madelin sans manquer cette fois de relever « qu'elles sont extrêmement ambiguës ».

M. de Villiers : « un trouble »

Cette conviction apportée par le ministre de l'Industrie à son entretien paru dans Libération du mercredi 30 septembre n'a pas empêché M. Philippe de Villiers de se déclarer « stupéfait » par cette interview. Dans le Quotidien de Paris du lundi 5 octobre, l'ancien secrétaire d'Etat à la culture, barriste déclaré, explique : « Un entretien comme celui-là jette un trouble dans la majorité, enjonce un coin dans la cohésion majoritaire et nous fait prendre quelque part le risque de perdre l'élection présidentielle... ». Et de conclure par cet avertissement : « Si par ce type de démarche, tris-médiasque, certains libéraux veulent jouer à un jeu dangereux en laissant passer volontairement leur tour, les Français, le jour venu, trahiront cherchant les responsables ».

Devant les anciens combattants

M. Chirac dénonce « ceux qui voudraient réviser » l'histoire

M. Jacques Chirac s'est adressé aux anciens combattants, le samedi 3 octobre, à l'occasion du congrès de l'Union française des associations d'anciens combattants (UFAAC), réuni à Paris. Le premier ministre les a invités à « lutter pour maintenir la vérité de l'histoire, celle, a-t-il dit, que vous avez écrite et que d'autres auraient la tentation d'occulter ou de travestir ».

« Vous savez ce que furent les guerres que vous avez vécues ; vous savez les sentiments qui vous animaient ; vous savez aussi quelle était, dans le dernier conflit mondial, l'abominable réalité du nazisme, a dit le premier ministre. Il est indispensable que nos enfants connaissent la réalité de ce tragique épisode de l'histoire (...). C'est d'abord à vous, qui en avez été les victimes, de porter témoignage devant les jeunes générations et d'apporter le démenti le plus cinglant à ceux qui voudraient réviser... « réviser », dit-on - l'histoire. »

Rappelant que certaines associations d'anciens combattants, entre 1918 et 1939, avaient dérivé « vers un nationalisme exacerbé », qu'il a dénoncé, M. Chirac a félicité les associations nées, sous l'impulsion du général de Gaulle, à la fin de la seconde guerre mondiale. « Vous avez été les pionniers d'un rapprochement entre les pays qui s'affrontaient encore dans un passé récent et vous avez montré le chemin », a-t-il dit.

Le premier ministre a indiqué, d'autre part, qu'un projet de loi est à l'étude, tendant à faciliter la prise en compte de l'ambivalence dans le calcul de la pension des anciens combattants d'Afrique du Nord. Plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté, samedi après-midi, de l'Hôtel de Ville à l'Assemblée nationale, pour demander, outre cette prise en compte, l'amélioration de la situation des invalides pensionnés et la retraite à cinquante-cinq ans pour les pensionnés d'au moins 60 %.

Sur RMC

M. Giraud reproche à M. Mitterrand de montrer « son maillot rose »...

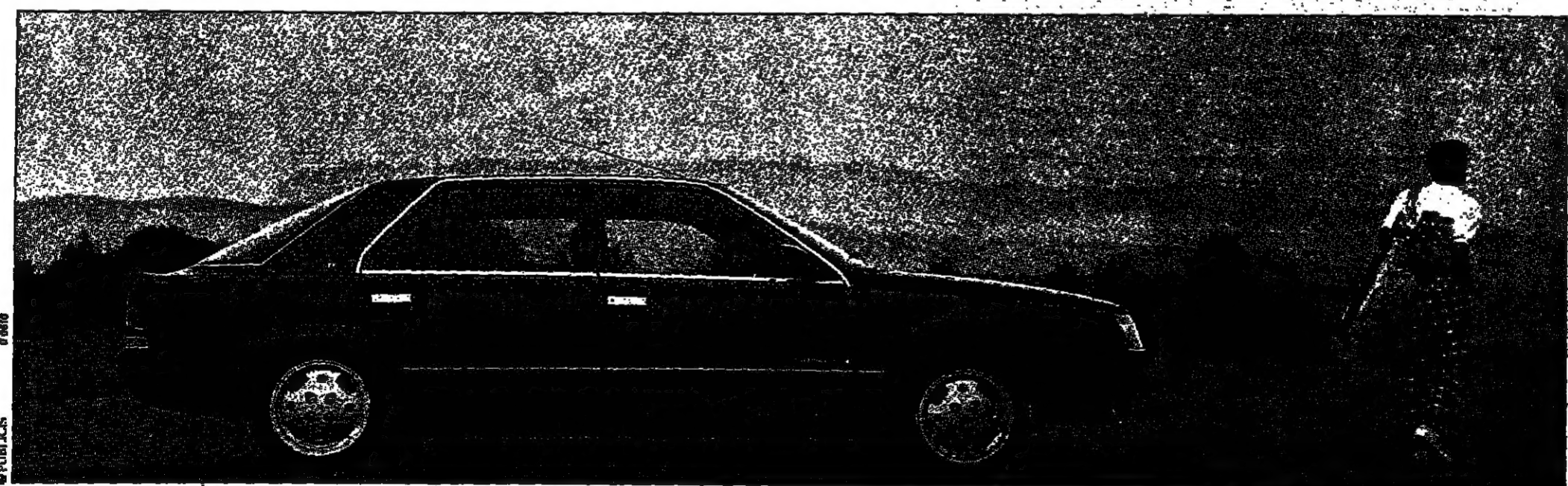
M. André Giraud, ministre de la défense, hôte le dimanche 4 octobre du « Forum RMC-FR 3 », interrogé sur les déclarations successives de M. Mitterrand, a répondu : « Il est clair qu'il veut maliniser l'incertitude (mais), ce qui est intéressant, c'est qu'il ne se désintéresse pas de la politique et, périodiquement, il nous rappelle qu'il est socialiste. Il le manifeste en toutes occasions (...). L'arrière, de temps en temps, laisse passer son maillot rose, un peu sous le pull-over, et, ma foi, je crois que c'est ça qui est la donnée politique fondamentale. Il est socialiste, qu'il soit candidat, qu'il ne le soit pas. Moi, si j'étais socialiste, ça me gênerait et c'est là que je ferais le pari couplé puisque c'est la thèse que je recommande. » Il explique ainsi cette thèse : « Je crois que l'intérêt du pays est que la campagne électorale commence le plus tard possible. Nous sommes dans une situation dite de cohabitation qui est particulièrement délicate et dans laquelle il est tout à fait essentiel que les institutions fonctionnent le mieux possible et en particulier que le gouvernement, qui est tenu par la majorité, fonctionne le mieux possible. Je ne pense pas

qu'on gagnerait à alimenter la polémique et, par conséquent, il faudrait attendre pour choisir entre les deux candidats de la majorité. En attendant, il est légitime de faire le pari couplé. »

Évoquant le fonctionnement de la cohabitation, le ministre de la défense a déclaré : « Je suis assez choqué de constater que le lendemain du jour où 75 % en gros de l'opinion calédonienne exprime après une très longue controverse le désir inamovible de rester à l'intérieur de la République française, le président de la République, qui préside le Conseil des ministres, et qui fait de temps en temps des commentaires sur tel ou tel point, n'a pas dit un mot. Je suis en effet extrêmement choqué que sur certains sujets difficiles, il me semble qu'on ne facilite pas toujours l'action du gouvernement, qui a pourtant été nommé par le président de la République. Est-ce qu'il est naturel, après avoir nommé le gouvernement, de lui mettre des bâtons dans les roues pour son action ? Je ne trouve pas cela normal, donc je ne trouve pas que la cohabitation pour le pays soit un bon système. »

CLASSES PREPARATOIRES
Sciences-Po
Cours annuels, Sessions du soir de Février à Juin, Sessions d'été
MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C. : 44% D'ADMIS.
INTEGRALE 17, rue St-Sauveur 75015 PARIS
01 45 77 35 80
Institut d'enseignement supérieur privé

MÉDECINE - PHARMACIE
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C.) ou littéraires (A.B.). Depuis 1967, la première préparation de France.
Documentation contre trois timbres.
CEPES 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.



P R E M I E R S U R L E F A I R W A Y

SELLERIE CUIR EN SÉRIE

PREMIER SUR LE FAIRWAY. INALPHABLE. MON PLUS BEAU PARCOURS. JE SUIS EN RENAULT 25 FAIRWAY NOUVELLE SÉRIE LIMITÉE. SIGNES DE RECONNAISSANCE : SELLERIE CUIR EN SÉRIE. PENTURE MÉTALLISÉE BLEU DE PRUSSE. VITRES TEINTÉES. PROTECTIONS LATÉRALES. JANTES EN ALLIAGE. VOLANT GAINÉ CUIR. 2 RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS... LA RENAULT 25 FAIRWAY C'EST AUSSI, POUR LA PLUS BELLE DES PERFORMANCES, 3 MOTORISATIONS À INJECTION ÉLECTRONIQUE INTEGRALE-TXL GTL ET LA NOUVELLE MOTORISATION 6 CYLINDRES 2.9 L.

AVEC VILEBREQUIN À MANETONS DÉCALÉS. PLÉNITUDE DE PUISSANCE ET PRÉCISION. LA RENAULT 25 FAIRWAY, C'EST TOUT L'ESPRIT DU GOLF. À PARTIR DE 123.168 F. RENAULT 25 FAIRWAY : SÉRIE LIMITÉE EN 3 VERSIONS. DONT LA TOUTE NOUVELLE MOTORISATION V6-2.9 L. MODÈLE PRÉSENTE RENAULT 25 FAIRWAY GTL. PRIX CLÉS EN MAIN 127.392 F. AU 17/09/87. MISE EN 88. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT 5 ANS. DIAC. VOTRE FINANCIERMENT.

RENAULT 25 FAIRWAY SÉRIE LIMITÉE

RENAULT 25 - LE FABULEUX VAISSEAU



FOIRE NATIONALE

SCIENCE Prépare

SECURITE SO L'asphyx

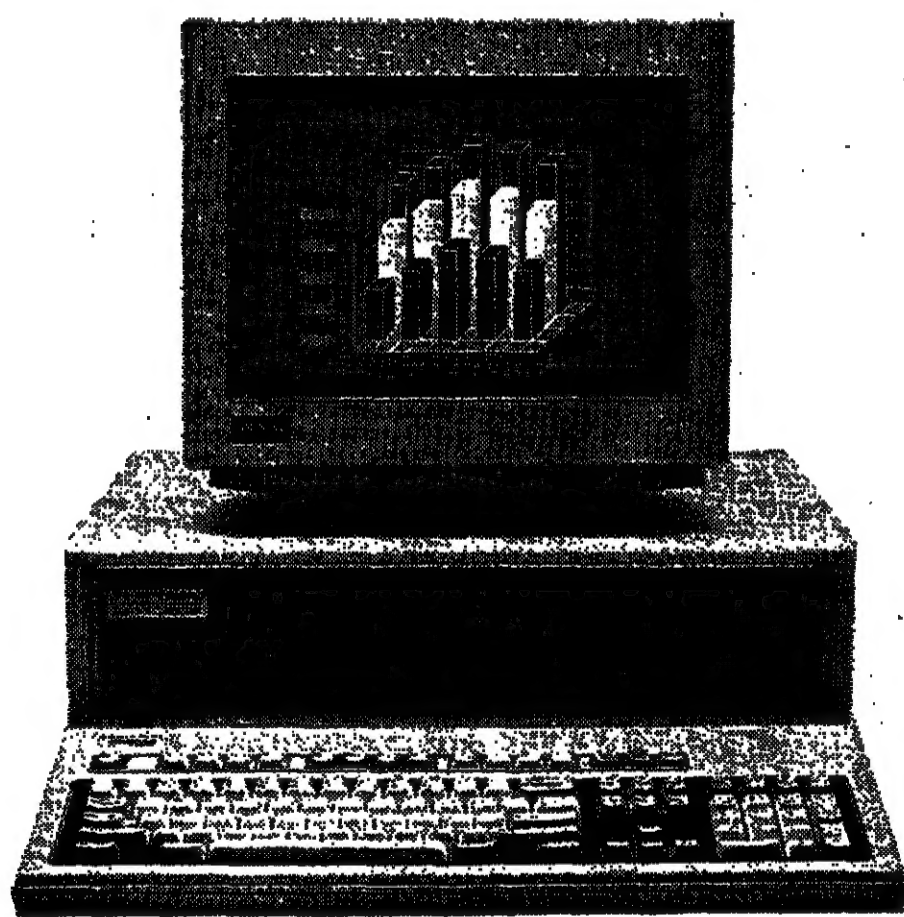
les comptes et les de la solidarité

FABULE INSECTE

POISSON SPÉCIAL

هكذا من الاصل

COMPAQ LANCE LES 2 MICRO ORDINATEURS LES PLUS PUISSANTS SUR LA TERRE



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 386/20™

L'année dernière, COMPAQ lançait le COMPAQ DESKPRO 386, c'était l'ordinateur personnel le plus performant du monde.

Aujourd'hui, COMPAQ va encore plus loin en présentant deux nouveaux standards de référence : le nouveau COMPAQ DESKPRO 386/20 à 20 MHz et le nouveau COMPAQ PORTABLE 386, lui aussi à 20 MHz et pesant moins de 10 kilos.

Ces deux ordinateurs, tout en proposant des

performances particulièrement évoluées rentabilisent vos investissements antérieurs en matériels, logiciels et formations.

Ces deux nouveaux ordinateurs sont construits à partir du microprocesseur 80386 20 MHz et d'une architecture 32 bits sophistiquée.

Mais pour en faire deux des PC les plus rapides du monde, nous avons fait plus que simplement augmenter la fréquence d'horloge.

Tous les deux sont, par exemple, basés sur une architecture en bus parallèles. Deux bus - l'un pour la mémoire, l'autre pour les périphériques - évitent les saturations dans l'échange de données et permettent à chaque composant de fonctionner à sa vitesse maximum. Ensemble, ils assurent la plus haute performance système sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi.

LES 2
EURS
NTS
E

ET AILLEURS.



LE NOUVEAU COMPAQ PORTABLE 386™ 20 MHz

Tous les deux possèdent la fonction cache-disque. Ils détiennent tous deux le record de capacités de mémoire et de stockage, chacun dans sa catégorie. Tous deux vous permettent d'exécuter les logiciels développés pour profiter de la technologie 80386. Et tous deux utilisent la nouvelle version MS-DOS / BASIC 3.3 publiée par COMPAQ. Grâce à elle, tous les deux peuvent briser la barrière des 32 mégaoctets qui paralyse les autres PC et vous permettre de créer un fichier de la ca-

pacité de votre disque dur tout entier. Jusqu'au 31.12.1987, ces deux nouveaux ordinateurs seront livrés avec le nouveau logiciel Windows 386 / Présentation Manager de Microsoft®. Il procure les fonctionnalités multifenêtres, multitâches (avec commutation entre tâches) aux applications DOS actuelles et rend votre travail plus agréable et plus efficace. Tout ceci n'est qu'un aperçu des caractéristiques des nouveaux micro-ordinateurs les

plus puissants du monde. Pour obtenir toutes les autres informations, assister aux démonstrations ou effectuer vous-même vos propres tests, il vous suffit de contacter l'un de nos 200 Revendeurs Agréés COMPAQ®. Il y en a forcément un près de votre entreprise. Pour obtenir ses coordonnées : COMPAQ, 5, avenue de Norvège 91953 Les Ulis Cedex, tél. 16 (1) 64.46.36.25.

COMPAQ™

هكذا من الاصل

Société

L'opération de la police française au Pays basque

Cinquante membres présumés de l'ETA militaire expulsés

Une cinquantaine de Basques présumés membres ou sympathisants de l'organisation ETA militaire, interpellés dans la journée du samedi 3 octobre par la police judiciaire, ont été expulsés durant le week-end vers l'Espagne. D'autres expulsions sont en préparation. Le lundi matin 5 octobre, le ministre de l'Intérieur n'était pas en mesure de préciser le nombre exact de personnes qui seraient touchées par la mesure.

Quatorze autres Basques seront, eux, expulsés vers un pays autre que l'Espagne, en Amérique latine ou en Afrique, où ils rejoindront d'autres membres présumés de l'ETA qui y ont été dirigés depuis parfois plusieurs années. Ce traitement particulier est justifié par le fait qu'il s'agit soit de réfugiés politiques, soit de personnes qui ont déposé une demande en cours d'examen par l'Office français pour la protection

des réfugiés et apatrides (OFFRA), ou - cette demande ayant été rejetée - ont déposé un recours auprès du Conseil d'Etat.

Plus de cent vingt domiciles ont été « visités » samedi dernier par quelque deux mille policiers et gendarmes. Des officiers de police judiciaire avaient été prélevés dans tous les services, y compris à la brigade des mineurs et à la brigade financière, pour assurer la couverture juridique de l'opération. Des hommes du RAID et du GIGN, unités d'élite de la police nationale et de la gendarmerie, étaient également à pied d'œuvre au cas, dit-on, au ministère de l'Intérieur, où certains se seraient retranchés dans leurs appartements.

Rien de tel ne s'est produit, et c'est près d'une centaine de personnes qui ont été emmenées par la police au camp des CRS de la Baïe-aux-Cailles, près d'Anglet.

L'opération policière a provoqué une profonde colère dans les milieux nationalistes basques en France. Cinq cents à six cents personnes, réunies dimanche pour une fête à Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques), ont attaqué la gendarmerie de la ville pour protester contre les interpellations. Il y a eu échanges de jets de pierres et de grenades lacrymogènes. La veille, une centaine de personnes avaient déjà manifesté à Biarritz.

Tandis que M. Charles Pasqua se félicitait de l'opération, estimant qu'il s'agit d'une « lutte qui a été engagée, qui ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas mis toutes ces personnes hors d'état de nuire », une délégation conduite par M. Denis Langlois, avocat spécialisé dans les défenses des droits de l'homme, était repartie samedi soir au ministère de l'Intérieur, où elle a protesté contre « cette gigantesque

refle (...) qui s'apparente à l'insurrection d'un véritable état de siège ».

Depuis mercredi 30 septembre, seules six personnes ont été inculpées par M. Michel Lagnand, juge d'instruction chargé de dossiers de terrorisme. Il s'agit de deux Espagnols : Santiago Arropide Saracola, dit « Potros », et de Inaki Picabea Burruza, tous deux inculpés d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes aux termes de la loi antiterroriste de septembre 1986. Les quatre autres inculpés, pour les mêmes chefs, sont français. Il s'agit de Joseph-Xavier Guimont et de son épouse - ils hébergeraient « Potros » - de Francis Capot et de Philippe Lalloué. Tous ont été transportés dans la journée de samedi à Paris, où leur inculpation a été notifiée.

Les autorités espagnoles se félicitent de ce « saut décisif » dans la coopération antiterroriste

MADRID de notre correspondant

« Un saut décisif dans la coopération antiterroriste » : c'est en des termes idéologiques que le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, et le directeur général de la police M. José María Rodríguez Colorado, ont qualifié l'opération anti-ETA lancée ces derniers jours par les forces de l'ordre françaises, avec la collaboration directe d'éléments de la police espagnole déployés au nord des Pyrénées.

La remise, en une fois, aux autorités de Madrid d'une cinquantaine de Basques arrêtés lors du spectaculaire coup de filet du samedi 3 octobre constitue certes une mesure sans précédent. Une mesure bien évidemment accueillie avec une satisfaction non feinte en Espagne, mais dont la portée, pense-t-on ici, est en fait plus limitée qu'il n'y paraît. Aucun des Basques remis à Madrid ne figure en effet, à première vue, parmi les membres importants de l'ETA. Trois d'entre eux seulement - Enrique Letona, Jesus Bofada et Juan Antonio Urruchua - sont accusés par la police espagnole d'avoir participé à un assassinat.

On accorde, en revanche, beaucoup d'importance à la documentation saisie par la police française, qui a permis à la fois de connaître l'organisation actuelle de l'organisation indépendante et de prévenir plusieurs de ses actions, dont l'enlèvement du vice-président de la Banque extérieure espagnole, M. Rafael Martinez Cortin. Selon les responsables de la police à Madrid, le fait qu'une telle quantité de documentation ait été trouvée en possession des deux dirigeants de l'ETA arrêtés jeudi, « Santi Potros » et Inaki Picabea, montre que les séparatistes ont aujourd'hui de sérieux problèmes d'organisation, qui les empêchent de respecter les règles élémentaires du « cloisonnement ».

La police espagnole a mené sa propre offensive anti-ETA. Une quarantaine de personnes ont été arrêtées depuis jeudi dernier au sud des Pyrénées. Après la province du Guipuzcoa, c'est la Biscaye qui constitue désormais le principal objectif des forces de l'ordre. Une jeune femme, Begona Sagarzazu, a, par ailleurs, été arrêtée à Barcelone, accusée de chercher à reconstituer l'infrastructure de l'ETA dans la métropole catalane, tandis que deux autres activistes étaient interpellés à Saragosse. En outre, plusieurs appartements utilisés par les indé-

pendantistes ont été découverts, dont l'un près de Madrid.

Les personnes arrêtées du côté espagnol appartiennent apparemment, pour la plupart, à des « commandos d'appui », chargés de fournir les informations et éventuellement le logement à ceux qui exécutent directement les attentats. Ainsi, l'infrastructure d'appui au « commando Costa », soupçonné d'avoir commis depuis 1978 dans la province du Guipuzcoa une trentaine d'assassinats, serait aujourd'hui pratiquement démantelée. Mais la police espagnole ne s'en est pas, elle non plus, avoir réussi à mettre la main sur les membres des « commandos illégaux ». On considère à cet égard à Madrid que la précipitation avec laquelle a été rendue publique la nouvelle de l'arrestation de « Santi Potros » a eu l'efficacité de cette opération anti-ETA.

Enfin, une série de manifestations et d'incidents se sont produits, samedi et dimanche, au Pays basque espagnol après les opérations de police engagées tant en France qu'en Espagne contre les militants indépendantistes. A Bilbao, à San Sebastian et dans plusieurs villes du Pays basque, plusieurs milliers de personnes ont manifesté avant d'être dispersées, parfois violemment, par la garde civile. A Renteria, un train de marchandises français transportant des véhicules automobiles a été bloqué par des manifestants et incendié. D'autres véhicules, une voiture et un camion immatriculés en France, ont également été détruits par des manifestants nationalistes, respectivement à Lasarte et à San Sebastian.

THIERRY MALINIAK.

Yves Stella inculpé et démis. - Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire nationaliste corse, a été inculpé d'« association de malfaiteurs » et de « reconstruction de ligue dissoute », samedi 3 octobre, par M. Michel Lagnand, juge d'instruction à Paris. Yves Stella, qui avait été transféré dans la matinée de samedi par avion militaire de Bastia à Paris, a été démis. Diverses organisations nationalistes corse ont décidé d'engager des actions de soutien au directeur de l'hebdomadaire, notamment une manifestation, prévue pour samedi 10 octobre à Bastia.

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, M. Léo Battisti, conseiller régional à l'Assemblée de Corse, et M. Pascale Verdi, ancienne directrice de cette publication, qui avaient été interpellés, mercredi, en même temps que Yves Stella, ont été remis en liberté le 2 octobre.

Paris et Madrid vont poursuivre leur offensive

(Suite de la première page)

Bref, selon les policiers, il s'agit du « saut décisif » dans la coopération antiterroriste. Les trois pages consacrées à la France dans son dernier rapport, Amnesty International souligne que les procédures d'expulsion de Basques, aujourd'hui quotidiennes - depuis 1986, et avec la dernière opération, le cap de la centaine a été franchi - sont contraignantes au droit de l'homme. L'Espagne d'aujourd'hui n'est certes plus la dictature franquiste d'hier, mais il y a dans ces régions du Pays basque français et espagnol trop de soupçons et trop de méfiance pour espérer régler d'un trait de plume, au bas d'un arrêté d'expulsion, un problème qui, en Espagne tout au moins, mobilise et fait voter - des milliers de Basques.

clair et, a fortiori, la curiosité d'un avocat.

Il y a là plus que la possibilité de dérapages. Dans les trois pages consacrées à la France dans son dernier rapport, Amnesty International souligne que les procédures d'expulsion de Basques, aujourd'hui quotidiennes - depuis 1986, et avec la dernière opération, le cap de la centaine a été franchi - sont contraignantes au droit de l'homme. L'Espagne d'aujourd'hui n'est certes plus la dictature franquiste d'hier, mais il y a dans ces régions du Pays basque français et espagnol trop de soupçons et trop de méfiance pour espérer régler d'un trait de plume, au bas d'un arrêté d'expulsion, un problème qui, en Espagne tout au moins, mobilise et fait voter - des milliers de Basques.

GEORGES MARION.

Manifestation à Marseille après le procès du CRS Taillefer

Les cris et le deuil

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Il y a des manifestations qui oscillent entre la colère et la plainte, entre les cris et le silence du deuil. La marche organisée le samedi 3 octobre par les parents et les amis de Houari Ben Mohamed, jeune Maghrébin tué en 1980 par un CRS, lors d'un contrôle d'identité, était de ce type.

Un millier de jeunes « blacks, blancs et beurs » s'étaient retrouvés avec l'aide de SOS-Racisme, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), du PS et d'autres associations ou organisations de gauche, pour refaire le chemin, la stupéfaction, l'indignation après le verdict prononcé le 25 septembre par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à la fin du procès de l'ancien CRS Jean-Paul Taillefer (le Monde daté 27-28 septembre). Toutes les cités du nord de Marseille étaient descendues sur le Vieux Port et de la cité des Flamands, le lieu du crime, le lieu de vie de Houari jusqu'à sa mort, à dix-sept ans, des voisins européens étaient venus apporter leur soutien à la famille Ben Mohamed.

Pour les jeunes comme pour ces adultes, le verdict - dix mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis - pesait d'un terrible poids sur l'estomac. C'était bien le signe, répétaient-ils, que la justice n'est pas de leur côté. Cette obsession devait pouvoir s'exprimer pacifiquement dans la rue « pour ne pas dégrader en violence » le haut dans les quartiers du nord, comme l'expliquait l'avocat de la famille de Houari, M. Gilbert Collard.

Alors, des câbles de carton accrochés du côté du cœur, ils ont marché de la Canebière au palais de justice pour atténuer l'effet dans leur tête de l'indignation du tribunal à l'égard de l'ancien CRS Taillefer. Ils ont suivi en cortège la mère de Houari, un premier rang de femmes maghrébines qui plan-

taient des regards d'une dignité offensée dans l'œil des caméras de télévision. Ils ont crié quelques slogans : « Justice, justice pour Houari ! » et « Taillefer assassin ! ».

Une révision morale

Ils avaient aussi dans la confusion, réclamant au garde des sceaux la révision d'un procès jugé en forme et de forme. « Tout ce que nous pouvons obtenir, répétait M. Collard, c'est une révision morale par le soutien de l'opinion, par le sentiment d'indignation que cette affaire peut provoquer bien au-delà de Marseille. » Mais jusqu'à la dispersion, face à quelques CRS qui gardaient le palais de justice, les frères, les amis de Houari n'avaient autre chose à dire que leur incompréhension de la justice. Ils comparaient : « Trois mois pour un meurtre, six mois pour une moto ! » Dans la foule, des Maghrébines applaudissaient que ces mêmes CRS « n'avaient plus fort » les jours où la victime n'était pas l'un des leurs.

Un député socialiste de la ville, M. Philippe Sarraute, présent à la manifestation, racontait qu'en 1980, le lendemain du mort de Houari, Gaston Defferre avait promis à la famille Ben Mohamed que « justice lui serait rendue ». La mère de Houari l'aurait cru.

Jusqu'au bout l'incompréhension face à la logique non mathématique de la machine judiciaire. Yamina, une animatrice des quartiers nord, évoquait au microphones « le futur procès des assassins de Malik Oussekine ». Elle doutait. Elle s'interrogeait. Elle demandait à M. Chandonnet justement « au nom de la justice », « au nom de la morale » la fin de la chaîne de justice. « Stop aux gâcheries », criaient-ils, criant avec elle, puis ils se séparèrent sous la pluie, l'indignation à peine apaisée.

PHILIPPE BOGHO.

M. Chandonnet doit se prononcer sur le sort d'un fonctionnaire de l'éducation surveillée

M. Arnaud Nicoladès, un éducateur de l'éducation surveillée (ES), à qui l'on reprochait d'avoir imité la signature de son supérieur pour se faire rembourser une note de frais (le Monde du 19 septembre), a occupé, le 2 octobre, devant un conseil de discipline. Présidé par M. Michèle Giamotti, directrice de l'éducation surveillée, et composé paritaire de représentants de l'administration et du personnel, le conseil de discipline devait aller jusqu'à demander la radiation de l'éducateur. Après avoir siégé plusieurs heures et entendu de nombreux témoins, les quatre représentants du personnel ont voté la relaxe du jeune homme, ceux de l'administration se sont contentés de demander un blâme.

C'est maintenant au ministre de la justice, M. Alain Chandonnet, de départager les membres du conseil de discipline. Plusieurs dizaines d'éducateurs, à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, s'étaient réunis devant les locaux de l'administration pour soutenir leur collègue. Ils estiment, en effet, que la faute reprochée à M. Arnaud Nicoladès n'est qu'un prétexte pour mettre en difficulté un syndicaliste trop remuant.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

« Par jugement correctionnel du tribunal de grande instance de Paris du 5 mars 1987, M. Jean-Pierre COINTEPAS, demeurant 47, rue d'Alger à Paris (15^e), comptable, a été condamné à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans, d'autre part, il doit régler 10 000 F à titre de dommages et intérêts à l'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES et 2 000 F au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale pour avoir exercé illégalement la profession de comptable agréé ou d'expert comptable et usurpation de ce titre en infraction à l'article 2-20 de l'ordonnance du 19 septembre 1945. »

D'un jugement rendu par la 13^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris en date du 9 avril 1986 qui condamne HADIDA Smeas, demeurant 33, rue de la Grange-aux-Belles à Paris (10^e) pour exercice illégal de la profession d'expert-comptable à la peine de TROIS mois de prison avec sursis et 15 000 F d'amende.

Le présent jugement alloue à l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés la somme de 5 000 F à titre de dommages et intérêts et celle de 2 000 F au titre de l'article 475-1 du C.P.P. Pour extrait : Emmanuel BLANC, Avocat à la Cour de Paris.

A PARTIR DU 16 OCTOBRE 1987
N° 17 octobre

Le Monde

avec RTL

GRAND CONCOURS

600 PRIX

2.000.000 F A GAGNER

ABONNEMENT SPÉCIAL

LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

ABONNEMENT LE MONDE DU VIN

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde, service des abonnements, BP 50709, 75422 Paris cedex 08.

Le Monde

On ne réussit pas à la bourse en regardant la télé.

Quinze francs chaque samedi, chez votre marchand de journaux, *Business Bourse*, c'est un journal simple et lisible pour tout comprendre sur la Bourse. N° 1 le 3 octobre.

Voilà un titre qui rapporte.



Alice.

هكذا من الاجل

Marseille après le procès
de CRS Taillefer

Deuil et le deuil

Les regards d'une ville
offensée dans les rues
de Marseille. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés.

Une révision
morale

La révision morale
des actes de la police
après le procès de
Taillefer. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés.

Un dévot, un dévot
de la police. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés. Les CRS
sont dégoûtés.

M. Chalandon
se prononce sur le
cas d'un fonctionnaire
de l'éducation surré

de

de

PUBLICATIONS LITTÉRAIRES

de

هكذا من الاعمال

Justice

l'heure des français

L'ESPOIR



**UN AVION ARRIVE A PARIS CE MARDI AVEC A SON BORD 72 ENFANTS
DU BANGLADESH ARRACHÉS A LA MORT. GRACE A VOUS. BRAVO.**

UN AVION ARRIVÉ EN FRANCE DU BANGLADESH ARRACHÉS A LA MORT. GRÂCE A VOUS

En octobre 1986, Danièle Mitterrand demande publiquement, au nom de sa fondation "France Liberté", que des visas soient accordés aux enfants. Aujourd'hui, Claude Malhuret, Ministre des droits de l'Homme, cède ce qui est devenu en un an une affaire d'Etat. Une année durant laquelle tout s'est opposé à l'arrivée des enfants : la pesanteur administrative, les implications politiques, les "para-

Une année durant laquelle tout s'est opposé à l'arrivée des enfants : la pesanteur administrative, les pluies " diplomatiques, le terrorisme, la législation, l'Etiquette... Une année vécue dans la douleur par les enfants, leurs familles françaises, et les membres de l'association humanitaire " Partage avec les enfants du tiers monde " qui ont développé une campagne de sensibilisation sans précédent pour rendre cette affaire publique. A six ans, ces enfants savent déjà tout de la mort, pour l'avoir approchée dans la région où ils sont nés ravagée par une guerre interne, durant le massacre de leur orphelinat au Bangladesh, alors qu'ils couraient mécaniquement à travers la jungle pour gagner la frontière de l'Inde, lors de l'année terrible qu'ils ont passée à se morfondre dans leurs camps de réfugiés indiens.

morfondre dans leurs camps de réfugiés. Aujourd'hui, ils sont saufs et portent tous nos espoirs : L'ESPOIR qu'ils puissent grandir sereins et oublier au sein de leurs nouvelles familles les années de détresse. L'ESPOIR que les milliers d'enfants demeurés dans les camps et dans les zones de combat du Bangladesh, puissent eux aussi trouver en Europe le soutien qu'il leur faut pour demeurer en vie et vivre leur enfance. L'ESPOIR que ce modèle d'action se reproduise ailleurs, car cette affaire démontre qu'armés de leur seule volonté une poignée d'inconnus peut faire triompher le bon sens et la justice contre toutes les pressions. L'ESPOIR, enfin, que vous restiez tels que nous vous avons connus cette année : Ministres, ouvriers, acteurs, écrivains, fonctionnaires, chef d'entreprise, artisans, députés, journalistes... Vous avez été 25 000* à vous mobiliser pour que les gosses arrivent.

Merci
 P. Marchand et les membres de PARTAGE

Nous avons déjà publié deux pages intitulées " La Honte " et " La Folie " pour vous demander de nous aider. Vous avez été des milliers à répondre. Un grâce au soutien des médias, des entreprises et de l'opinion publique, grâce à votre soutien, ce cette affaire a pu connaître un heureux dénouement. Un livre en relatant toutes les péripéties vient de paraître. Il est vendu au profit de Partage. Une manière pour vous de connaître tous les détails de cette aventure exceptionnelle, et d'aider Partage à poursuivre sa mission en faveur des enfants.

*parmi lesquels huit cents personnalités : Mère Teresa, Raymond Barre, Michel Rocard, Patrick Polvre d'Arvor, Lambert Wilson, Dominique Lapiere, Charles Aznavour, Jeanne Moreau, Jacques Séguela...

Coupon à renvoyer à " PARTAGE avec les enfants du tiers monde " 1, rue Jeanne d'Arc BP 11 - 60203 COMPIEGNE CEDEX FRANCE

CE COUPON EST A RETOURNER AVEC VOTRE



**VENDU AU PROFIT DE
L'ASSOCIATION PARTAGE***

“ DES PRISONS INDIENNES AUX COULOIRS DE MATIGNON ”

Ce livre est écrit par Christophe Graizon, que l'exercice de son métier a mené dans une prison en Inde. Il relate une course contre la mort sur fond de terrorisme et de diplomatie, dans une des régions les moins connues du monde, et restitue à chacun des intervenants plus que son rôle : sa dimension.

* La moitié du bénéfice de la vente de cet ouvrage est intégralement reversé à l'association PARTAGE.

CE COUPON EST A RETOURNER AVEC VOTRE
ADHÉSION A : « PARTAGE »
1, rue Jeanne d'Arc, B.P. 11
60203 Compiègne Cedex
(C.C.P. LA SOURCE 35 280 20 V)

- ☐ Je désire recevoir le livre de C. Graizon " Des prisonnières indiennes aux couloirs de Matignon " (144 pages + 24 photos) au prix de 159 F + 20 F de port soit 179 F.
- ☐ Je souhaite aider PARTAGE à poursuivre sa mission ; CCP n° 35 280 20 V La Source.
Je souhaite recevoir une documentation pour devenir parrain d'un enfant du tiers monde.
- Nom : _____
- Prénom : _____
- Adresse : _____
- Code : _____ Ville : _____

LE L MIE L DES A

Justice

Le projet de réforme de l'instruction L'heure des transactions

Après avoir annoncé, avec un certain fracas (*le Monde* du 30 septembre et du 1^{er} octobre), son intention de modifier radicalement le pouvoir des juges d'instruction, le ministre de la Justice, M. Alain Chaboud, semble prendre la mesure des oppositions qu'a suscitées son projet et des difficultés auxquelles il devrait faire face si celui-ci devait entrer en vigueur. Après avoir, pendant plusieurs mois, renoncé à toute concertation sur la question et alors que différents projets étaient mis en chantier dans le secret de son cabinet, le garde des sceaux a, « en urgence », le vendredi 2 octobre, une délégation de l'Union syndicale des magistrats (USM), qui lui a fait part de ses inquiétudes.

Entouré de plusieurs collaborateurs, dont M. Paul-André Sadon, son directeur de cabinet, et M. Philippe Turquet de Beauregard, maître des requêtes au Conseil d'Etat et chargé de la mise au point du texte sur l'instruction, le garde des sceaux a longuement écouté les doléances — et les propositions — de MM. Jean-Jacques Gomez et Michel Joubert, respectivement président et secrétaire général de l'USM. Rethier au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention au profit d'un tribunal ne comprenant pas de magistrat instructeur, interdire aux jeunes magistrats avant sept ans de fonction l'accès à l'instruction, comme le garde des sceaux en a le projet, inquiète ce syndicat modéré et majoritaire qui a, en revanche, toujours demandé que l'on renforce le rôle de la chambre d'accusation chargée d'examiner en appel les demandes de mise en liberté et que l'on raccourcisse le délai au cours duquel elle doit se prononcer.

Un texte moins ambitieux

L'USM a réuni, le 5 octobre, une conférence de presse, à-t-elle été entendue par le garde des sceaux ? Il serait prématuré de l'affirmer, mais la chancellerie ne se plect aujourd'hui à dire que le ministre de la Justice « s'est pas

viscéralement attaché à sa réforme ». Très préoccupé, dit-on, par le nombre de détentions provisoires et par celui des relaxes ou des non-lieux prononcés après des incriminations (environ deux mille chaque année), le ministre semble prêt à bien des aménagements. Il est dit-on, « à la recherche de la vérité et d'une solution transactionnelle ». Le garde des sceaux n'aurait pas l'intention de « s'entêter » s'il devait, pour aboutir, déclencher une tempête fort mal venue dans les milieux judiciaires. S'il exclut toujours une abrogation ou un ajournement pur et simple du texte de M. Robert Badinter qui devrait entrer en vigueur en 1988, M. Chaboud pourrait se contenter d'une voie médiane et présenter, ne serait-ce qu'en première lecture, un texte moins ambitieux.

Tout le monde, en effet, s'accorde à déplorer le trop grand nombre des mises en détention provisoire et chacun souhaite que le justiciable dispose d'une formule de recours plus simple et plus rapide. Ainsi pourrait-on se contenter de renforcer le pouvoir des chambres d'accusation, favoriser

l'examen plus rapide des dossiers, éventuellement en présence de l'inculpé. Quant à écarter les jeunes magistrats des fonctions d'instruction, le garde des sceaux a, semble-t-il, laissé entendre qu'il pourrait se satisfaire d'une sélection plus stricte des candidats qui pourrait être mise en œuvre sans recourir à un projet de loi. Reste la délicate question du tribunal de mise en détention qu'il souhaitait mettre sur pied. Rien, insiste-t-on à la chancellerie, n'est tranché sur ce point.

Alors que la session parlementaire d'automne vient de s'ouvrir et que le garde des sceaux est contraint de présenter un texte, faute de quoi la « loi Badinter » entrerait en vigueur (sans que les moyens en hommes aient été débouqués) cette tardive ébauche de concertation étonne plus d'un observateur. Et l'on a beau, place Vendôme, souligner que « c'est dans la fièvre que l'on travaille le mieux », on ne peut s'empêcher de s'étonner de la précipitation et de l'indécision avec lesquelles l'affaire semble menée.

AGATHE LOGEART.

A la cour d'appel de Paris

M. Luc Reinette et quatre séparatistes guadeloupéens maintenus en détention

Le 21 juillet dernier, M. Luc Reinette, l'un des chefs présumés de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), recherché depuis deux ans, et quatre de ses amis, étaient remis à la police française sur l'aéroport de l'île de Saint-Vincent, Etat souverain membre du Commonwealth. Ramenés à Pointe-à-Pitre, les séparatistes ont ensuite été transférés à Paris et écroués.

Devant ce qu'ils considèrent comme « une arrestation illégale » et même comme « un enlèvement », leurs défenseurs ont saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, afin que l'ensemble de la procédure soit annulée. M. Yves Jouffé,

président de la Ligue des droits de l'homme, a plaidé en dénonçant une « extradition déguisée ». Mais les magistrats ont eu une autre appréciation.

Dans un arrêt rendu le 1^{er} octobre, refusant la mise en liberté, la cour reprend les arguments déjà développés lors de la confirmation de l'ordonnance de placement en détention. Selon les juges, les autorités de Saint-Vincent auraient « refusé » les séparatistes en invitant les policiers français à venir les chercher, et cette circonstance ne pourrait vicier la procédure dès lors que les droits de la défense ont été respectés, si ce n'est leur arrivée à Pointe-à-Pitre.

Religions

Cinq laïcs se sont exprimés au synode mondial des évêques

Un millier de catholiques venus de France ont assisté, le dimanche 4 octobre, à la basilique Saint-Pierre, à Rome, à la messe de béatification de Marcel Callo, un jeune ouvrier breton mort en 1945 à Mauthausen (*le Monde* du 4-5 octobre). Une importante délégation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et des Scouts de France, mouvements auxquels appartenait Marcel Callo, avait fait le déplacement, ainsi que Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes, le cardinal Gouyon, son prédécesseur, MM. Pierre Méhaignerie, ministre des transports et Alain

Madelin, ministre de l'Industrie, tous deux élus de Bretagne.

Le pape a également béatifié, au cours de la même cérémonie, deux jeunes filles de l'Action catholique italienne, mortes en « martyres » au cours de tentatives de viol. Cette triple béatification intervenait, samedi 3 octobre, au quatrième jour du synode mondial des évêques, consacré aux laïcs dans l'Eglise, et au cours duquel cinq laïcs — dont un Français, M. Jean-Loup Dherse — se sont exprimés.

La foi d'un bâtisseur

Il promène sa silhouette un peu voûtée et son visage à la Kirk Douglas dans les trèves de souterrains moires que colorent les céramiques et les caillottes pourpres et violettes. Jean-Loup Dherse n'est pas du sérail. Il fréquente davantage les conseils d'administration que les assemblées synodales. Au poste de secrétaire général adjoint, il n'en est pas moins l'une des chevilles ouvrières du sommet mondial d'évêques qui se tient à Rome.

Directeur général d'Eurotunnel, Jean-Loup Dherse, cinquante-quatre ans, est l'un des hommes-clés de la construction du tunnel sous la Manche. De 1982 à 1985, il a été vice-président de la Banque mondiale à Washington. Polytechnicien, il avait négocié, à la direction des carburants, les accords pétroliers entre la France et l'Algérie. Sa carrière l'avait ensuite conduit dans les escamotages de Lérage, de Pechiney et, à Londres, de Rio Tinto Zinc, l'une des plus grandes entreprises minières mondiales, qu'il a dirigé pendant dix ans.

Qu'avait-il donc fait pour mériter cette lettre personnelle du pape, lui demandant, début septembre, de devenir l'un des « patrons » du synode sur les laïcs ? Né à Nice, il avait bien passé neuf ans chez les jésuites,

mais à la foi chrétienne, avait succédé le trou noir. « J'avais placé, dit-il, une sorte de *no man's land* entre Dieu et moi ».

Il a fallu la cinquantaine, l'épuisement provoqué par les longues négociations internationales, la complexité de sa femme Nelly et de ses deux filles pour qu'il réalise que sa vie était « en morceaux ». Un ami le conduisit, en 1983, à un rassemblement charismatique à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). S'il n'aime pas le mot « coup de foudre », sa conversion y ressemble fort. « La voile s'est déchirée, dit-il, quand j'ai compris que le Seigneur pouvait aimer personnellement chacun d'entre nous ».

Le décalé a retardé sur toute sa vie familiale et professionnelle. Qu'il soit chez lui à Londres, à Paris ou à l'autre bout du monde, il ne manque jamais la messe quotidienne. Jean-Loup Dherse et son épouse prient ensemble près d'une heure par jour, consacrent plusieurs soirées et un week-end par mois à la « maisonnée », structure de base de la communauté charismatique de l'Emmanuel, à laquelle ils appartiennent. Ils suivent chaque année une retraite spirituelle de plusieurs jours. « La prière, c'est comme la bière », dit-il. Au début, c'est

amer ; au bout d'un moment, on ne peut plus s'en passer. » Ils assurent même des permanences de nuit à SOS-Prêtres. « La dernière nuit de Pâques, j'ai reçu quarante-cinq appels, raconte-t-il, de gens qui souffraient, qui mouraient et voulaient prier avec un inconnu à l'autre bout du fil ».

Ses lectures sont des vies de saints. « La loi de la jungle dans laquelle je vis endurcit le cœur, dit-il. Il est bon de se retenir auprès de ceux qui, dans le système, sont toujours les perdants ».

Jean-Loup Dherse ne comprend rien aux distinctions qui sont faites dans l'Eglise entre les militants et les spirituels, les actifs et les contemplatifs : « Le Seigneur nous veut contemplatif et actif, dit-il. L'évangélisation dans les rues, dans l'avion, dans les conférences internationales est le meilleur remède contre la fatigue spirituelle ».

Ce technocrate ignore la rationalité froide. Il croit aux guérisons, a vu un muet se remettre à parler. Rien ne décourage ce bâtisseur. Interrogé sur le poids de l'institution dans l'Eglise, il vous répond : « Mais ce n'est rien à côté de la Banque mondiale ! ».

HENRI TINGO.

ENFANTS BRAVO.

Les enfants sont accueillis aux
bureaux d'Etat.
Les politiques, les per-
sonnages avec les enfants du
monde, les enfants n'ont pas
de leur orphelinat au Ran-
chito qu'ils ont passé une

pour trouver en Europe le
bon d'intermédiaire pour faire

adoption, chef d'œuvre

à l'agence de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

les bureaux de l'Etat

E L L E
ME DONNE
DES AILES

TOUS LES MARDIS

هكذا من الاجل

Médecine

Une étude remet en cause la fiabilité des tests de dépistage du SIDA

On peut avoir été contaminé par le virus du SIDA et demeurer séro-négatif pendant au moins quatorze mois : telle est la conclusion d'une étude américano-finlandaise publiée dans le prochain numéro de l'hébdomadaire scientifique britannique *The Lancet*. Cela pourrait remettre en cause, non seulement la fiabilité des tests de dépistage, classiques mais encore l'utilité des programmes de dépistage systématique réclamés par certains responsables politiques ou sanitaires.

Les spécialistes estimaient jusqu'à présent que la période de latence séparant l'arrivée du virus du SIDA dans l'organisme, de la séroconversion, c'est-à-dire de la production d'anticorps, était de trois à douze semaines. L'étude réalisée par l'institut des sciences biomédicales de Tampere (Finlande), sous l'égide de l'institut national du cancer des États-Unis, montre que cette période est en réalité beaucoup plus longue. Conduite sur un groupe de vingt-cinq hommes, cette étude fait apparaître en effet que neuf d'entre eux, séro-négatifs selon les tests de dépistage usuels, avaient en réalité déjà été exposés et infectés par le virus HIV.

Ces résultats sont surprenants, a déclaré M. Gennetta Francini, l'un des auteurs de l'étude, mais leur signification est claire. La période qui précède l'apparition des anticorps est beaucoup plus longue que l'on ne pensait jusqu'à présent.

L'institut Pasteur s'apprête à publier une étude qui va dans le même sens. Il apparaît ainsi qu'un

dépistage systématique qui ne serait pas répété régulièrement plusieurs fois par an ne servirait à rien.

L'innocuité des transfusions sanguines est-elle remise en cause ? Les responsables américains de la Croix-Rouge se veulent rassurés en rappelant que les donneurs à risques sont a priori écartés, de manière à diminuer au maximum le risque de faux négatif. Une étude faite cette année sur six cent soixante-seize mille donneurs par la Croix-Rouge américaine avait d'ailleurs montré que le risque de recevoir du sang infecté provenant de donneurs séro-négatifs est très faible, de l'ordre de une sur quatre-vingt-quatre mille (le Monde du 5 juin).

Enfin, l'étude américano-finlandaise souligne l'urgence qu'il y a à mettre sur le marché des tests de dépistage du SIDA qui, au lieu de dépister des anticorps, c'est-à-dire la réponse immunitaire de l'organisme à la contamination par le virus, détecteraient la présence de l'antigène (protéine) viral lui-même. Ces tests ont déjà été mis en point. Leur utilisation sur une plus large échelle ne devrait plus tarder.

F. N.

Le fils du président Kaunda est mort du SIDA. — M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a annoncé, dimanche, que son fils était décédé du SIDA, à l'âge de trente ans. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour la lutte contre cette maladie, qui s'est répandue, a-t-il dit, un caractère mondial.

Un colloque international sur les techniques de procréation

Controverses sur l'utilisation de l'embryon humain

De vives controverses agitent aujourd'hui la communauté scientifique internationale à propos des travaux utilisant des embryons humains à des fins de recherche. Conséquence de la spectaculaire diffusion des techniques de procréation artificielle, ce thème voit s'opposer différentes écoles de pensée et soulève une série de questions fondamentales concernant l'avenir de la reproduction de l'espèce humaine et le développement d'une nouvelle forme d'engendrement. Un colloque international organisé le samedi 3 octobre à Toulouse par la Société européenne de reproduction et d'embryologie humaine (SERE) a permis d'observer à quel point les positions dans ce domaine peuvent être divergentes et contradictoires.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Ce fut un colloque peu ordinaire, au cours duquel quelques-uns des meilleurs spécialistes internationaux de la procréation artificielle ont échangé publiquement leurs dissensions, leurs certitudes et leurs angussses. Ce fut aussi une réunion en forme de règlement de comptes où l'on entendit notamment le professeur Robert G. Edwards (université de Cambridge), pionnier incontesté de la fécondation *in vitro*, accuser — en présence de deux de ses membres (M^{me} Nicole Questiaux et le professeur Jean-Paul Renard) — le Comité consultatif national d'éthique (français) d'être une structure « non démocratique » avant de contester violemment le moratoire que ce comité a proposé concernant la recherche scientifique faite sur l'embryon humain. C'est précisément cette recherche qui est aujourd'hui en question et au centre d'une vive controverse internationale. Peut-on ou non utiliser des embryons humains à des fins de recherche médicale et scientifique, et si oui, doit-on fixer des limites à ce travail ?

Cette question pour tout dire ne se poserait pas s'il n'y avait eu depuis quelques années une extraordinaire diffusion de la fécondation *in vitro*. On sait que celle-ci consiste à réunir en dehors des voies génitales féminines un ovule et un spermatozoïde, puis à implanter l'embryon ainsi obtenu dans l'utérus de la femme. Pratiquée pour la première fois avec succès en 1978 par le professeur Edwards, cette technique est aujourd'hui très largement mise en œuvre en France — où près de deux mille enfants ont ainsi été conçus — comme à l'étranger avec des taux de succès très variables selon les équipes.

La recherche d'une meilleure efficacité a conduit les spécialistes à stimuler les mécanismes qui chez la femme commandent la production d'ovocytes puis ensuite à implanter plusieurs embryons à la fois lors de chaque tentative. C'est ainsi que les biologistes spécialisés dans la fécon-

dation *in vitro* ont bientôt disposé d'un nombre croissant d'embryons humains dits « surnuméraires ». Le développement des techniques de congélation a permis un moment de penser qu'un problème ne se poserait. Conservés par congélation les embryons provenant d'un couple peuvent être utilisés par ce même couple lors d'une tentative ultérieure. Pourtant la congélation ne fit que soulever de nouvelles questions portant notamment sur le devenir des embryons qui ne seraient pas revendus par le couple dont ils proviennent.

Peut-on les donner à d'autres couples stériles ? Faut-il les détruire et surtout peut-on les utiliser comme matériel de recherche scientifique ? Selon M^{me} Michelle Flachot (INSERM), trois mille embryons humains sont actuellement conservés par congélation en France. Une évaluation que beaucoup estiment bien en dessous de la réalité. En fait personne n'est capable de dire combien d'embryons humains sont conservés par congélation à travers le monde (un centre belge en compte à lui seul plus de mille cinq cents) ni à plus forte raison combien pourraient aujourd'hui être utilisés comme matériel de recherche.

Ces recherches sont a priori nombreuses et intéressantes. Elles pourraient notamment porter sur le diagnostic du sexe d'un embryon de quelques jours, sur l'identification de marqueurs génétiques ou d'anomalies congénitales. A un niveau plus fondamental, ces recherches pourraient permettre de comprendre pourquoi on observe une fréquence très élevée d'anomalies chromosomiques au stade embryonnaire dans l'espèce humaine. Le développement de ces travaux permettrait de ne remplacer dans l'utérus de la future mère après tri génétique que les embryons « sains », alors qu'aujourd'hui ce choix n'est effectué que sur des critères morphologiques.

Mais de telles recherches soulèvent de nombreuses questions éthiques. En France, le Comité national d'éthique a déjà pris position sur ce sujet en adoptant (non sans difficulté) tant les positions étaient divergentes à l'intérieur de ce comité) un moratoire de trois ans. Pour le Comité national, l'embryon humain doit être défini comme « une personne humaine potentielle ».

En septembre 1986 le Conseil de l'Europe adoptait une recommanda-

tion dans laquelle il se prononçait pour l'interdiction de « toute création d'embryons humains par fécondation *in vitro* à des fins de recherche de leur vivant ou après leur mort ». L'Assemblée parlementaire se prononçait également contre « la recherche sur des embryons humains viables » et estimait nécessaire la définition du statut biologique d'un tel embryon.

Le moratoire

contesté

Le dossier semblait donc clos en presque. C'était compter sans la volonté de nombreux spécialistes de la reproduction humaine qui tentent aujourd'hui de faire revenir ses différentes instances sur leur position. Le phénomène est particulièrement marqué au niveau du European Medical Research Council (EMRC), émanation à l'échelon européen des différents instituts nationaux de la recherche médicale.

Dans une déclaration adoptée par neuf pays (2), cette institution plaide en effet pour la poursuite de ces recherches. Elle le fait notamment en développant le concept de « pré-embryon », une collection de cellules qui n'est rien d'autre en réalité qu'un embryon âgé de moins de quatorze jours. « Des recherches supplémentaires sur les embryons humains sont nécessaires pour augmenter l'efficacité de la fécondation *in vitro* en tant que thérapeutique de la stérilité, peut-on lire dans un document interne à l'EMRC. Sans recherche il n'y aurait pas eu de fécondation *in vitro* pour aider les couples infertiles. Mais cette technique demeure encore relativement inefficace, et sans plus de recherche aucune amélioration ne sera possible. » L'EMRC définit par ailleurs une liste de gestes à proscrire (manipulation du génome pour en altérer les caractéristiques normales de l'aspect humain, culture de pré-embryons après quatorze jours, clonage, etc.).

On en est là aujourd'hui, et le colloque de Toulouse a démontré à quel point les positions des uns et des autres étaient irréductibles. Si est difficile de prévoir l'évolution d'une telle situation, force est de constater que les arguments défendus par exemple par le professeur Jacques Testart sont peu partagés dans la communauté scientifique internationale.

En France les bruits les plus divers circulent quant au respect du moratoire proposé par le Comité

national d'éthique. Pour les uns, ce moratoire est aujourd'hui parfaitement respecté « parce que les chercheurs français ont développé d'autres axes de recherche ». Pour les autres, rien ne permet d'être affirmatif et tout laisse au contraire penser que certaines équipes travaillent aujourd'hui directement sur l'embryon humain. Une situation pour le moins troublante et qui pourrait, si aucun contrôle législatif ou réglementaire n'est mis en œuvre rapidement... détruire le consensus qui existe aujourd'hui sur l'acceptation de la fécondation *in vitro* comme traitement de la stérilité.

Au-delà de la controverse sur l'embryon humain objet de recherche, c'est bien, comme l'on rappelle les professeurs Testart et Renard, la question de la finalité de cette recherche qui est posée. L'exemple de la fécondation *in vitro* montre à quel point la dérive de la demande et de la norme peut dans ce domaine être rapide et inquiétante. Il y a quelques années, en effet, tous les couples pris en charge pour la fécondation *in vitro* étaient des couples stériles. La stérilité ne représente plus aujourd'hui, selon le professeur Testart, que 50 % des cas traités, les autres n'étant somme toute que la conséquence d'une médicalisation de la reproduction.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Éthique et révolution de la reproduction », colloque organisé le 3 octobre par la Société européenne de reproduction et d'embryologie humaine dans le cadre du Salon des techniques du futur de Toulouse.

(2) Danemark, Finlande, Allemagne fédérale, Italie, Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni, Autriche et Belgique.

Mort de Sir Peter Medawar Prix Nobel

L'immunologiste britannique Sir Peter Medawar, Prix Nobel de médecine en 1960, est décédé le 3 octobre à Londres des suites d'une hémorragie cérébrale. Agé de soixante-deux ans, Sir Medawar avait éclairé un pan essentiel de l'immunologie, qui devait ouvrir la voie aux transplantations d'organes. Outre son œuvre scientifique, il avait écrit plusieurs ouvrages de réflexion sur l'histoire de la science et sur son avenir qui rencontrèrent un écho mondial et susciterent de multiples débats.

Faits divers

A Besançon

Le héros devenu gueux

En 1985, Camille Tournier était un héros, salué par tout un quartier de Besançon pour avoir sauvé des flammes une trentaine d'enfants. Aujourd'hui, le même homme, porteur de la flamme de l'écologie de carbone, cardiaque, n'est plus qu'un personnage encombrant dont veulent se débarrasser son employeur — il travaille dans une grande surface — et le propriétaire de son appartement. Le héros, devenu pécunier, est considéré comme gênant.

Le 4 avril 1985, Camille Tournier, surveillant dans un grand magasin, en rentrant de son travail, découvre son immeuble en feu. Avec deux voisins de palier, il se précipite dans la fournaise pour réveiller vingt-sept enfants dont les parents sont encore au travail. Alors que l'air est devenu irrespirable, qu'une fumée épaisse envahit l'immeuble, Camille Tournier les guide vers la dernière étage. Après mille péripéties, le surveillant parvient à trouver refuge dans un appartement avec les enfants. Les pompiers et leur grande échelle viendront quelques minutes plus tard leur porter secours.

Mais l'effort a été trop grand. Camille Tournier, victime d'un malaise cardiaque, s'effondre. Il sera hospitalisé durant un mois et demi et ne se remettra pas. « Je suis encore en rééducation pulmonaire », dit-il. Quand les spécialistes s'estimeront capables de supporter une intervention, le sera opéré au niveau du cœur.

En attendant, la société qui l'emploie engage une procédure de licenciement pour « absence répétée » et obtient gain de cause.

Son propriétaire, un organisme HLM, arrache un arrêté d'expulsion contre ses mauvais papiers, qui, divorcé, vit avec sa fille de dix-sept ans. La justice a tranché : « L'ordre des délais demandés aurait pour premier effet d'accroître la dette de Tournier et de faire supporter par la belle-mère les conséquences de la situation de santé de son locataire. » A quand le sens de la justice ? Le jugement sera exécuté à partir du 3 octobre.

L'administration, pour sa part, est moins pressée. Camille Tournier pourrait recevoir diverses indemnités, mais ses dossiers sont encore à l'instruction.

Après la réunion du conseil de discipline

M. Chalandon doit se prononcer sur le sort d'un fonctionnaire de l'éducation surveillée

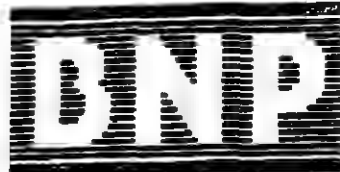
M. Arnaud Nicoladzi, un éducateur de l'éducation surveillée (ES), à qui l'on reprochait d'avoir imité la signature de son supérieur pour ne faire rembourser une note de frais (le Monde du 19 septembre), a comparu, le 2 octobre, devant un conseil de discipline. Présidé par M^{me} Michèle Giannotti, directrice de l'éducation surveillée, et composé par ailleurs de représentants de l'administration et du personnel, le conseil de discipline pouvait aller jusqu'à demander la radiation de l'éducateur. Après avoir siégé plusieurs heures et entendu de nombreux témoins, les quatre représentants du personnel ont voté la relaxe du jeune homme, ceux de l'administration se sont contentés de demander un blâme.

C'est maintenant au ministre de la justice, M. Alain Chalandon, de départager les membres du conseil de discipline. Plusieurs dizaines d'éducateurs, à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, s'étaient réunis devant les locaux de l'administration pour soutenir leur collègue. Ils estiment, en effet, que la faute reprochée à M. Arnaud Nicoladzi n'est qu'un prétexte pour mettre en difficulté un syndicaliste trop remuant et s'inscrit dans la perspective plus large de reprise en main de l'éducation surveillée.

UN COUP DE FOUDRE ? FONCEZ.

CRÉDISPONIBLE

Vous offrir ce que vous désirez quand vous le désirez, c'est désormais possible avec le Crédiponible de la BNP. Le Crédiponible, c'est une ligne de crédit d'un montant adapté à votre budget, et qui se reconstruit au fur et à mesure de vos remboursements. Le Crédiponible est accordé immédiatement sur quelques critères simples aux détenteurs d'une carte bleue ou d'une carte Premier BNP. Rapide et souple, le Crédiponible vous permet d'étaler le règlement de vos dépenses à des conditions intéressantes. Désormais, n'hésitez plus. Avec la BNP, vos coups de foudre deviennent raisonnables.



هكذا من الاجل

La mort de Jean Anouilh

Au théâtre du Palais-Royal
Surprise et tristesse

Allait-on rire ou pleurer ? Se souvenir ou oublier ? Le public du théâtre du Palais-Royal à Paris hésitait au dernier dimanche. Certains, les moins nombreux, avaient déjà appris la mort de Jean Anouilh, l'auteur de cet *Hurluberlu* qu'on venait rencontrer en famille et sur son trente et un comme on va visiter un vieux oncle un peu extravagant, d'autant plus qu'il avait pour cette reprise — la pièce fut créée le jeudi 5 février 1959 à la Comédie des Champs-Élysées — le visage d'un de nos acteurs les plus populaires, et donc les plus proches, Michel Galabru.

D'autres ignoraient tout et ne comprenaient pas l'empressement que mettaient la quasi-totalité des télévisions et des grandes radios à leur tendre perches et micros pour qu'ils témoignent, à chaud, des raisons de leur attachement à l'œuvre d'un auteur qu'ils croyaient, pour quelques-uns, mort depuis longtemps et, pour beaucoup, bien vivant. En Suisse, certes, mais vivant.

Le subterfuge de la représentation, qui a eu lieu malgré tout car, comme on dit, « le spectacle continue », allait encore ajouter à la confusion des esprits. *Hurluberlu* est en effet une pièce conçue par Jean Anouilh à la fin d'une Répabli-

que, la quatrième, qu'il détestait manifestement par-dessus tout. Répertoire minutieux des tares d'une société honnie — hommes, femmes, enfants, politique, économie, sciences, cinéma, théâtre — modernes, ouvriers et bourgeois, quinquagénaire ex-camelot du roi et banquier juif, nature humaine et amour, tout y passe. — Il parait à celui qui l'écoute d'une actualité troublante, d'autant plus que ses mots raisonnent dans certains discours d'aujourd'hui.

A la fin de la représentation et de nombreux rappels, Michel Galabru s'avancant au milieu de la scène et confiait : « Nous avons appris ce matin la mort de Jean Anouilh. Peut-être n'étions-nous pas très en train au début de la pièce. Nous n'avons pas eu cette espèce de joie aujourd'hui. Un très grand auteur classique, un génie nous quitte. La mort magnifie les grands hommes. On a parlé de la méchanceté, de la cruauté du théâtre de Jean Anouilh. Nous, les acteurs, nous n'oublions pas que cet homme était la tendresse même, la gentillesse quand nous travaillions avec lui. C'est une immense tristesse qu'aujourd'hui nous partageons avec nous. »



MICHEL BRUGNOT

Sa première pièce à dix-neuf ans

Jean Anouilh naît le 23 juin 1910 à Bordeaux. Son père est tailleur, fils de tailleur. Sa mère enseigne le piano. Il la suit dans les casinos où, l'été, elle joue, et dont il recrée l'atmosphère pitoyable dans *L'Orchestre* (1962).

A douze ans, Jean Anouilh monte à Paris. Il y mène des études sans histoire. Pour les payer, il entre dans une agence de publicité qui emploie des rédacteurs comme Jacques Prévert, Jean Aurenche. Il a dix-neuf ans. Il écrit sa première pièce, la fait lire à Georges Neveux, qui le présente à Louis Jouvet, dont il devient le secrétaire à la Comédie des Champs-Élysées, qui juge prématurées les ambitions du jeune homme, refuse de monter le *Bal des voleurs*, et le *Voyageur sans bagages*, que Jean Anouilh porte alors à Georges Pitoëff.

Après *Hermine*, à l'œuvre, à court une brève carrière. *Y avait un prisonnier* a été accueilli avec sympathie par la presse, mais a laissé le public indifférent. En 1934, c'est *le Sauvage* qui fait connaître le nom de Jean Anouilh. *Le Voyageur*

sans bagages joué deux cents fois aux Mathurins devant des salles comblées, est le premier de ses grands succès. Désormais il se succèdent, avec notamment le *Bal des voleurs* (1938), *Eurédice* (1942) pièces « roses », pièces « noires » que Jean Anouilh écrit pour sa femme Monelle Valentin, son épouse-typique. En 1944, elle est l'antagoniste porte-parole de la débaucherie et de la liberté, à Paris.

Jean Anouilh écrit beaucoup, avec facilité, et toutes ses pièces sont jouées : *Roméo et Jeannette*, *l'Invitation au château* (1947), *Arlette ou la Marguerite* (1948). Auteur heureux, il est pourtant inapaisable, insatiable.

Il exerce son talent sur le monde du théâtre, sur la fragilité de la représentation et celle des acteurs, sur leur folie, leur inconscience : *la Répétition* ou *l'Amour peut*, par la Compagnie Renaud-Barrault (1950) *Colombe* (1951). Il revient à la farce des amours impossibles avec *la Valse des teneurs* (1952), assez mal accueilli. Le triomphe

arrive à nouveau avec les pièces historiques : *l'Alouette* (1953), parodie très personnelle de Jeanne d'Arc. Le spectacle doit beaucoup à ses deux principaux interprètes, Suzanne Flon et Michel Bouquet, qui éclipse dans *Pauvre Blots* (1956). Ensuite vient *Becket* ou *l'Honneur de Dieu* (1959), que l'auteur met en scène avec Roland Piétri et pour lequel il reçoit le prix Dominique 1960.

Jean Anouilh a également écrit un livre pour Roland Petit, des dialogues de films, des scénarios, *Deux sous de violettes* (1951), *Madame de* (1959), *la Mort de Belle* (1960), dont il assure la mise en scène, comme au théâtre celle de *Tartuffe* (1960) *Victor ou les Enfants au pouvoir* de Vitrac (1962). Il est traduit dans le monde entier, et c'est à Berlin (1960) qu'est créée la *Faire d'empoigne*. En France, il connaît sinon une traversée du désert, du moins un ralentissement. Après une reprise de *Blots* et de *l'Alouette* en 1967, où Michel Bouquet triomphe, Jean Anouilh offre enfin une création, *le Boulanger, la Boulangère et le Petit Mitron*, qui n'améliore pas son image d'homme de droite. Il retrouve son rythme de production : *Cher Antoine* (1969), *les Polissons rouges* (1970), *les Réveillés pas madame* (1970). La Comédie-Française inscrit *Becket* ou *l'Honneur de Dieu* dans son répertoire, mais, lassitude du public ou usure de l'auteur, si les salles sont toujours remplies, c'est de moins en moins longtemps.

Il écrit toujours : *l'Arrestation* (1975) *Cher Antoine*, le *Scénario* (1976), qui rôde l'odieuse et parfois l'attelle. Il adapte la *Marchand de Venise* et provoque une polémique sur l'antisémitisme, il écrit pour la télévision.

Il faudra attendre 1982 pour que l'on retrouve la verve de Jean Anouilh et un auteur capable de le porter au plus haut : Bernard Blier dans *le Nombri*, grand prix de la Société des auteurs, et qui remplit l'Atelier, sans désemparer, pendant plus d'un an.

C. G.

Le scénariste de « Monsieur Vincent »

Retrouver, aujourd'hui, le nom de Jean Anouilh dialoguiste au générique de films comme les *Dépouilles* de la comédie de Christian-Jaques, est plutôt surprenant, mais, entre 1936 et 1939, l'auteur dramatique avait, ainsi, travaillé dans le cinéma commercial, souvent avec Jean Aurenche. Il semble qu'en 1942 il ait participé à *Marie-Martine*, d'Albert Valentin. On attachera plus d'importance à sa première réalisation : *le Voyageur sans bagages*. C'est en 1943, Jean Anouilh adapte (avec Jean Aurenche) sa pièce, créée en 1937 par les Pitoëff, et qui a été reprise sur la scène de la Michodière en ces années de l'Occupation. C'est l'histoire d'un amnésique de la guerre de 1914, qui a passé quinze ans dans un asile et qu'une famille semble reconnaître. Avec la mémoire, qui lui revient peu à peu, l'homme redécouvre ses turpitudes et le petit enfer où il a mûri.

Anouilh filme son propre univers de familles bourgeoises abjectes, de provinces étiquées, d'amours saisis. L'action est « série » par des excursions réelles (les rues de Senlis), les mots d'auteur furent pour exprimer une satire sociale marquée d'aigreur et de méchanceté. En tête de la distribution : Pierre Fresnay, qui a joué le rôle à la Michodière. Sorti quelques mois après le Corbeau, de Henri-Georges Clouzot, *le Voyageur sans bagages* ne soutient pas, évidemment, la comparaison. Mais on pourrait y voir un « document ». Jean Anouilh va rencontrer à nouveau Pierre Fresnay en 1947, lorsqu'il écrit — avec Jean Bernard-Luc — le

scénario de *Monsieur Vincent*, consacré à saint Vincent de Paul et réalisé par Maurice Cloche. En 1960, il adapte le roman de Cécil Saint-Laurent, *Caroline chérie* pour Richard Pottier. Entre ces deux productions, Jean Grémillon avait réalisé, à sa place, *Pettis blanches*, directement écrit pour le cinéma. Contrairement à ce qui fut dit alors, la rencontre de l'univers noir, pessimiste d'Anouilh, et du style de Grémillon, cinéaste du « tragique quotidien », aboutit à une œuvre remarquable.

Jean Anouilh revient à la réalisation, en 1951, avec *Deux Sous de violettes*, dont le scénario est de Monelle Valentin. Un drame de la vie comme on en trouve dans les chansons réalistes, le calvaire d'une jeune fille (Dany Robin) qui se heurte à des personnages et à une société sordides alors qu'elle cherche l'amour. Ce film est débarrassé des influences thibaudiennes qu'on relevait dans *le Voyageur sans bagages*. Il est mal accueilli par la critique, celle de gauche surtout.

Jean Anouilh revient au cinéma pour *le Rideau rouge* (1952) réalisé par André Bersezio, drame psychologique noir dans les coulisses d'un théâtre où l'on joue *Macbeth* de Shakespeare. Aux côtés de Monelle Valentin, Michel Simon, Pierre Brasseur, Noël Rodoguet, on voit les interprètes, et le tournage a eu lieu en partie au Théâtre de l'Atelier. La trace d'Anouilh dans le cinéma français n'est pas profonde, mais pas négligeable pourtant.

JACQUES SICLIER.

Les hommages de MM. Mitterrand, Chirac et Léotard

Dans un télégramme adressé à la veuve de Jean Anouilh, M. François Mitterrand déclare : « C'est un grand écrivain qui disparaît, dont l'œuvre aura marqué le théâtre français. »

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a fait part de sa douloureuse émotion : « C'est extraordinaire pour un homme de mots et de situations s'est imposé comme l'un des plus brillants dramaturges de notre époque. »

Pour le ministre de la culture et de la communication, M. François

Léotard, Jean Anouilh « s'inscrit au plus profond de la tradition théâtrale française, celle de Molière et de Marivaux. Il aura, au fil de ses pièces noires et roses, su séduire et conquérir un public considérable, qu'il savait respecter. Sans exception des situations et des dialogues, maîtrisés par la langue, l'argot, l'humour, l'auteur de *l'Alouette*, d'*Antigone*, de *Becket*, aura servi son art et les plus grands acteurs français des quarante dernières années avec un talent et une diversité rarement égalés. »

Un désespoir étincelant

(Suite de la première page.)

Au diable les critiques qui lui trouvaient des idées réactionnaires et un certain enlèvement à la ressemblance de son père, tout bonne foi, qu'il n'était qu'un penseur artisanal, le contraire d'un auteur à thèse, un instinctif, et nullement écorché, plutôt un « rigolo misanthrope » que le noirceur « fait marier ». Est-ce sa faute si nous sommes « environnés de crottes » ?

La réalité est un peu plus subtile, plus structurée idéologiquement, et moins innocente qu'il ne le prétendait, non sans malice. Il lui est arrivé d'en convenir.

Postulat de tout son théâtre : l'homme est un loup pour l'homme. La pureté est impossible. Le bien ne se joue pas aux dés, en toute gratuité, comme dans *le Diable et le Bon Dieu*, de Sartre ; c'est une nostalgie d'absolu, venue de l'enfance. Tout le monde s'acharne à la sacraliser. Il n'y a pas de pureté, qui lie. L'histoire entière l'atteste — cette « faire d'empoigne ».

Anouilh ne cache pas sa prédilection pour la monarchie. Quand les vieux rois meurent, le sceptre saute une génération, alors qu'en démocratie on va du septuagénnaire au septuagénaire. C'est l'avis du *Directeur de l'Opéra*, et son auteur le partage. Ailleurs, Anouilh invoque l'exemple de la navigation, qui exige « un seul maître à bord ». Mais il est sans illusion. Les rois ne sont le plus souvent en dessous de leur tâche, comme le piteux Charles de *l'Alouette*. *Becket* ou *l'honneur de Dieu* manifeste l'échec de l'amitié et de l'idéal en politique. La plupart des dirigeants se révèlent des fantoches, des cyniques.

Il n'est prêt à engager que les anciens pauvres, tel *Blots*. « Bourgeois » déguisés en Robespierre. Persuadé d'agir au nom du peuple, il excite la clémence comme une grâce de tyran en mal de publicité, publiciste dont le peuple, lui, n'a pas besoin. Il rêve d'un système où la loi brouterait d'elle-même les hommes, d'une littérature enregistreuse. Il

tue Chénier « parce qu'un poète de moins, c'est toujours ça de gagné quand on veut mettre le monde en ordre ».

Même les pauvres...

Même le lampiste, qu'une vieille démagogie répute innocent de ses misères, Anouilh l'apparente aux gâcheries qui l'encadrent. La pièce veut trop suivre ses instincts, bouffonner, baisser, compter ses misères.

Elle laisse les rares héros à leurs sacrifices inutiles. Elle ovationne le dernier venu, pour avoir la paix. Elle retourne sa veste, sans même comprendre où est son intérêt, pour le plaisir avachi de ne croire à rien...

Des duos de soudards ou autres figures illustrent, dans presque toutes les pièces historiques, la veulerie présumée de la pitié et de la valetaille. C'est sans doute ce qui a le plus choqué, dans les années 50 et 60, où l'opinion commune, et pas seulement la communiste, voulait que les rois se limitent aux gens de pouvoir, et que le prolétariat en soit exclu.

En tout état de cause, Anouilh professe qu'il n'y a pas de justice qui vaille. Il n'y a que des rapports de forces. Malheur aux vaincus ! Autre thème à scandale, qui découle de ce doute sur toute justice : l'épuration de 1945. Plusieurs pièces y reviennent, au grand dam d'une clientèle gaillarde à qui le reste du message ne déplaît pas, et pour la plus grande joie des nostalgiques de Vichy, qui jubilent, eux, d'entendre articuler en public un grief longtemps murmuré.

Anouilh n'a pas collaboré, il s'en faut. On l'a même vu sur une barricade, en 1944, boulevard de Clichy. Il a seulement fait jouer des pièces sous l'Occupation, comme bien d'autres, dont Sartre, et il a laissé publier *Léocadia* dans *Je suis partout*. Une lettre de Brasillach le remerciant de la page — 5 000 F — lui a valu la visite des FFI.

Mais il est de ceux que les excès de la Libération ont écœurés, et que

l'écœurement de Brasillach a braqués pour toujours contre l'autorité qui pouvait l'éviter. Il n'a pas mâché ses mots contre la « fausse grandeur » des vainqueurs, et pour la dignité de certains vaincus, victimes de la parole donnée. Tout un petit assaut, à chaque création, la tirade sur l'épuration, qui ne manquait pas. Anouilh en donnait à ce public pour son argent, non sans insistance perverse. Il aimait plaider et déplaider à la fois, passer les plaies et les aviver, selon une complexité un rien sadomasochiste.

Sacré famille !

C'était le cas à propos de la famille, valeur que ses fidèles, tout en le révéant, prenaient une joie bizarre à voir dénigrée, comme si de la critiquer avec trouble et charme allait la conforter.

Là aussi, comme en histoire, les torts sont partagés. Les patrons et les parents rivalisent de stupidité et de canaillerie, à l'égal des rois, mais les domestiques, les enfants eux-mêmes, prennent leur part au pourrissement général. Les mains rougies de vaisselle ne sont pas moins coupables que les blanches mains du salon. Les cochers, comme les maîtres, courent les bonnes. Personne n'échappe au sale jeu du pouvoir et de l'humiliation. La débâcle est encore plus mauvaise conseillère que l'argent : c'est redit sur tous les tons, de *la Sauvage* à *Cher Antoine*, de *Colombe* aux toutes dernières pièces, en passant par *la Grotte*.

D'une certaine façon, la *Grotte* a représenté un paroxysme dans la critique anouilhienne de la vie bourgeoise. L'auteur y a mis en péril tout ce qu'il touchait, y compris son admiration pour ses devanciers dans le métier, comme Tchekhov. Il a sacrifié au théâtre ce qu'il avait de plus cher, parce que le théâtre lui était encore plus cher que tout. Il n'en a pas été récompensé. L'accueil a été moyen. Il en a été très affecté. Il m'a écrit une lettre

bouleversante à propos de cette déconvenue qui allait le condamner au silence trois ans durant. Il faudrait remonter la *Grotte*. Le Poulain pourrait en prendre l'initiative, lui qui faisait partie de la création. On s'aperçoit que c'est la pièce la plus terrible de tout le théâtre d'Anouilh, la plus risquée, où le désespoir est le plus étincelant.

Les beaux commencements

Ce n'est pas un hasard si Anouilh a profité de ce silence pour mettre en scène *Victor ou les Enfants au pouvoir*, de Vitrac. Comme ce dernier, c'est dans la pureté de l'enfance qu'il situe la seule lueur d'espérance. Parce que « c'est toujours ce qu'il y a de plus beau, les commencements », comme dit *l'Alouette*, mais aussi parce que l'amour physique n'a pas encore imposé ses inévitables trivialités. On ne compte pas les scènes où des enfants en chemise de nuit sont réveillés par les cris ou les aboiements des adultes, et en concevront une anamnèse infinie, inconsolable.

Qu'importe, encore une fois, l'origine de la blessure chez l'auteur. Qu'importe, même, si elle est sincère ou savamment cultivée. C'est l'effet théâtral qui commande. Une scène qui « fonctionne », Anouilh n'en demande pas plus. C'est la monstruosité des dramaturges, réplique insonnante de celle des comédiens. Le théâtre, qu'Anouilh appelle sa « baraque », lui tient lieu d'honneur, d'honneur, de morale, de plaisir, de vie.

Dernier classique ?

Au total, son pessimisme le classerait plus près de Salsacrou et de Camus que de Giraudoux et de Cocteau. Mais Anouilh est d'abord homme de planches, plus que ces quatre contemporains réunis, dans la lignée qui va de Molière et de Labiche à Tchekhov et Pirandello. Il ne

cesse de jouer sur toutes les ressources de son art, déguisements, quiproquos, simulacres en chaîne, personnages typés, comédiens à effort. L'abus de tirades et de mots d'auteur est moins une facilité, chez lui, qu'une légende, la même que celle des coups de trique à Guignol. Anouilh suit sa verve dialoguistique

plutôt poussée l'ancienne comédie aux limites du désenchantement de l'époque ; par des voix moins aventureuses que d'autres, mais plus efficaces, et qui dateront moins. Anouilh, dernier classique ?

On se tromperait, en tout cas, si on attribuait ce choix esthétique, comme ses positions politiques, à un artifice, à une ficelle. Anouilh était le théâtre, un certain théâtre, parce que c'est là, selon lui, qu'on ment le moins, qu'on reste au plus près du silence capital, sans le démentir. En veut-on un exemple ?

Un matin d'hiver

C'était un matin d'hiver, glacé. On entrerait son ami André Barzou, le patron de l'Atelier. Les obédiences de gens de théâtre sont plus poignantes que les autres ; on dirait que le réel se venge des libertés prises avec lui par le départ, du paradis en toutes lettres où il a passé sa vie. Les confidences pressentent l'air plus blanc que nature, sans les fards sous lesquels on les a applaudies, et à cette heure où, d'habitude, ils dorment encore.

Ils piétinent en foule à l'entrée des couloirs où avait été dressé le catafalque. Parmi eux se cachait un petit homme en gris, le regard plus étouffé que jamais. A le voir pétrifié de chagrin, on se remémorait tant de répliques accablées : « On meurt sans savoir, et il n'y avait sans doute rien à apprendre. » — « On s'aperçoit qu'on ne s'est rien dit. » — « On est tous des monstres. » — « On va tous y passer. » — « Je mourrai seul, comme un chien. »

Mais ces mots, c'était bon pour le théâtre, dans les odeurs de colle et de foin de teint. Jean Anouilh, ce matin-là, s'est soudain penché entre deux voitures, et il a voulu effrayer.

« Avant le jour de sa mort, personne ne sait exactement son courage » (Becket, acte I, scène 2).

BERTRAND PORROT-DELPECH.



JEAN ANOUILH

Culture

MUSIQUE

La journée Lully à Versailles

« Te deum » pour le Roi-Soleil

« A marché... a beaucoup marché... comme le soldat de Ramuz et Stravinski, les pèlerins de Lully ont beaucoup marché samedi 3 octobre pour le retour en grâce et en gloire du musicien du Roi-Soleil dans son royaume versaillais.

Le soleil s'était vu mieux faire que de démentir la météo pessimiste et éclairait François Létard, le ministre de la culture, dans sa visite matinale des jardins au spectacle des grandes eaux (accompagnées de musique, hélas diffusée par haut-parleurs) et dans la cour de marbre pour le délicieux spectacle des Ris et Dançeries, danses de bal et entrées de théâtre jouées par la Grande Écurie et la Chambre du Roy.

L'après-midi, on courait du Petit Trianon - pour un concert-promenade - au ravissant domaine de Madame Elisabeth, loin dans l'avenue de Paris, où se tient jusqu'au 11 octobre une belle exposition Lully, avec cent quarante pièces et documents originaux (tableaux, portraits, manuscrits, éditions anciennes, instruments, etc.), et à l'hôtel de la Chapellerie pour un spectacle en mp3-vision (qui voyage à travers la France), avant de rejoindre les trois concerts qui s'enchaînent, de 17 heures à 23 heures, au Théâtre

Montaigier et à la chapelle royale.

Une journée qui avait attiré beaucoup de monde : les organisateurs évaluent entre 15 000 et 20 000 personnes le nombre des mélomanes et curieux qui se sont joints à la foule habituelle des visiteurs, et ils se félicitent d'avoir démontré que ces manifestations particulières, qui ont fait le plein en tout lieu, ne troublaient en rien l'activité normale du château un jour d'affluence.

Pour François Létard, c'était la confirmation que le programme de mise en valeur du patrimoine musical de Versailles trouvera dans le public une véritable résonance. Le ministre a donné une impulsion décisive, semble-t-il, au projet du Centre de musique baroque, préfiguré par Maurice Fleuret, directeur de la musique au temps de Jack Lang ; cet organisme doit réunir, au sein, une école maîtresse de haute qualité, un studio lyrique, des classes instrumentales et vocales, et un atelier d'études et de recherche musicologiques, en vue de deux Versailles de concerts et de spectacles réguliers.

Les obstacles sont nombreux : les débuts du Centre sont remis d'une année (septembre 1988), et l'organisation d'une saison d'opéra et de ballets au Théâtre de Gabriel se heurte toujours aux réticences des conservateurs du château, soucieux de protéger leurs monuments (1). C'est donc une partie importante qui se joue à Versailles, et dont le financement n'est pas encore assuré. Mais François Létard a affirmé sa volonté et marqué un point avec le

succès de cette journée Lully, bien relayée par les médias (notamment une diffusion intégrale sur France-Musique).

D'autant que, comme les représentations d'Ary à l'Opéra, les concerts donnés samedi auront montré la splendeur d'un répertoire encore très peu connu : les opéras de Lully et les comédies-ballets qu'il a écrits avec Molière, interprétés par la jeune compagnie des Musiciens du Louvre, d'une fougue contagieuse non exempte encore de quel que schématisme dans l'exécution ; puis les « petits motets » de Bouffé, Charpentier et Lully, privés d'une beauté rayonnante exaltée par les Arts florissants de William Christie, qui unissent la perfection du geste musical et la générosité du cœur ; enfin, les « grands motets » de Lully et Du Mont, au ton plus officiel et distancé parfois, mais déployés par la Chapelle royale de Philippe Herreweghe en somptueuses architectures de lumière.

En vérité, cette journée de Versailles méritait bien un Te Deum en l'honneur du Roi-Soleil et de ses musiciens de génie.

JACQUES LONCHAMPT.

Le Centre de musique baroque de Versailles est présidé par Jean-Claude Malgouyres et dirigé par Vincent Bernier de Lioncourt, avec Philippe Beaussant comme conseiller artistique (21, rue de Bourgogne, 75007 Paris ; tél. : 45-55-02-25).

(1) Rappelons que, dans les mêmes conditions, le Théâtre royal séculier de Drottningholm offre chaque été une cinquantaine de représentations.

CINÉMA

« La Bamba », de Luis Valdez

La leçon

Quand la musique est entraînée, on oublie le reste.

Il paraît qu'aux États-Unis la Bamba, le film de Luis Valdez, raconte un succès inespéré, que les yuppies dansent des nuits entières sur la sautillante musique et se savent de cuisine mexicaine. En France, on entend la Bamba sur toutes les radios, on a vu la bande-annonce sur toutes les chaînes, et dans les émissions de rock on dit que le film est terrible. En fait, c'est la Bamba - la musique - qui a un effet entraînant. Elle trotte dans la tête, est ancienne, n'a jamais complètement disparu. Elle fait partie du sonnet de la mémoire collective.

Ca joue beaucoup et recouvre peut-être le sens d'un film assez sournois qui raconte l'ascension d'un rocker, Ritchie Valens, mort à dix-sept ans dans un accident d'avion après avoir enregistré deux tubes, Dana et la Bamba.

Mais le film a un message. Dans les années 60, Luis Valdez a dirigé

une troupe théâtrale d'intervention, née de la grande grève des ouvriers agricoles californiens, les Campesinos. Elle présentait des histoires simples et exemplaires, dans un style proche de la commedia dell'arte, avec des personnages stéréotypés : le capitaliste à cigare, le traître à panache jauni, le bon ouvrier qui chante joyeusement et se révolte pour une juste cause... C'est à peu près l'esprit du film.

Les personnages sont très marqués : la mère possessive et dévouée, les deux frères. Le clair-Lou Diemont-Phillips, qui incarne Ritchie, et Earl Morales, sombre de peur et d'âme, le mauvais ange, le rejeté, la vraie victime - et, en définitive, le vrai por. L'impressionniste, la chichana séduite et abandonnée, la blonde pimbeche qui se fait une gloire de la gloire de Ritchie, et ses parents, petits-bourgeois gentiment racistes.

L'intrigue est aussi schématisée. Elle suit les conventions du genre, mais en les plaçant, en montrant le côté pauvre, sinistre. On pourrait presque dire que le film est un acte - avec, en leitmotiv, le présentement : Ritchie rêve d'avoir qui tombe. Premier acte : la mort de Ritchie. Second acte : le châtiment. Car il doit être puni le chichano américanisé au point de ne pas parler espagnol.

de détourner le soldat, la vraie culture mexicaine vers le rock. Il perd le grigi qui lui a donné un sorcier indien, par une nuit de beuverie et de débauche, cette nuit où il a entonné la Bamba, où il s'est fait tatouer sur le bras une guitare qui ressemble à un avion. On peut imaginer aussi qu'il est victime du show-biz, sacrifié aux dieux originaux, pour éviter la trahison suprême. Mais c'est bien la seule ambiguïté du film. Mieux vaut le savoir, car à moins d'aimer subtiliser en rythme sur son fauleuil, on risque la déception.

COLETTE GODARD.

● Mort de l'actrice américaine Madeline Carroll. - L'actrice américaine Madeline Carroll est morte vendredi 2 octobre à son domicile de Marbella, en Californie. Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

D'origine britannique, née le 26 février 1906 à West-Bromwich, Madeline Carroll fut une tête d'affiche dans les films de Hollywood de 1934 à 1943. Elle joua notamment dans The World moves on, de John Ford, Le général est mort à l'aube, de Lewis Milestone, et le Prisonnier pour Zenda, de John Cromwell.

Théâtre de la Portelle
43 53 42 14

L'HYPOTHESE
PINGET WARRLOW JOUANNEAU

DERNIERE LE 25 OCTOBRE

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICRO LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

SPECIAL PC 386
• 11 PC 386 À L'ESSAI
• COMPAQ ENCORE PLUS RAPIDE

octobre 87

UN FILM DE **LOUIS MALLE**

le 7 octobre

Au revoir les enfants

M K 2

Communication

Fort de son contrôle sur le tiers des quotidiens britanniques

L'offensive de M. Murdoch sur le « Financial Times »

LONDRES
de notre correspondant

M. Rupert Murdoch va-t-il ajouter le Financial Times à son empire de presse ? De nombreux journalistes du prestigieux quotidien du monde des affaires au célèbre papier amon en sont à la fois persuadés et désolés. Ils craignent pour l'indépendance et la qualité de leur journal.

« M. Murdoch a déjà acquis 14 % des actions du groupe Pearson, qui possède le Financial Times. Il va sûrement tenter une OPA inamicale pour obtenir le contrôle du groupe. Il est comme le loup dans la bergerie. Il choisira son heure. Il frappera demain... ou dans six mois ».

Ces propos déabusés d'un journaliste reflètent l'atmosphère un peu lourde qui règne dans la rédaction du Financial Times depuis que Rupert Murdoch s'est lancé en Bourse le 22 septembre à l'assaut du groupe Pearson.

M. Murdoch a de l'appétit puisqu'il a déjà avalé le Times, le Sunday Times et le Sun et possède en outre, entre autres, News of the World et Today. Il contrôle environ un tiers de la presse écrite quotidienne britannique. Mais le groupe Pearson avec un chiffre d'affaires annuel de 1,9 milliard de livres (19 milliards de francs) est un gros morceau.

La commission sur les monopoles et les fusions, l'organisme chargé de faire respecter quelques règles du jeu dans la jungle du milieu britannique des affaires, mettrait vraisemblablement son veto au contrôle simultané par M. Murdoch de deux titres majeurs tels que le Times et le Financial Times. Le cabinet conservateur, qui a pourtant des symp-

thies avouées pour M. Murdoch, lequel lui rend bien, a fait savoir qu'il inciterait la commission à refuser son accord. La commission sur les monopoles peut refuser au propriétaire d'un quotidien tirant à plus de 500 000 exemplaires l'acquisition d'un autre quotidien d'un tirage identique ou supérieur. Elle prend en compte l'intérêt du lecteur (en défendant une exigence de qualité qui n'est pas le point fort de M. Murdoch) et en faisant respecter au maximum la « libre expression des opinions ».

Ce dernier argument devrait jouer à plein. Tandis que le vénérable Times est outrageusement favorable à M. Murdoch, le Financial Times, bien que conservateur dans l'âme, garde beaucoup plus de distance dans ses éditoriaux et se révèle même persifler à l'occasion. Il serait facile de prouver devant la commission que l'acquisition du Financial Times par le propriétaire du Times nuirait à la liberté d'expression en Grande-Bretagne.

M. Murdoch est un réaliste. Pour qu'il s'indresse-t-il au groupe Pearson s'il y a de très fortes chances pour que la commission sur les monopoles interdise son option ? Il est probablement prêt à se contenter d'avoir ses entrées chez Pearson pour utiliser deux stouts du Financial Times : sa banque de données financières et sa future édition asiatique. S'il peut avoir le journal tout entier, M. Murdoch le prendra, sinon il se contentera de ces stouts.

A moins que, comme on le murmure, M. Murdoch n'ait l'intention de vendre le Times titre imposant mais légèrement déficitaire, pour acheter le Financial Times ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

La crise de la CNCL

Radio-Orient veut porter plainte

Radio-Orient annonce son intention de « porter plainte pour diffamation contre les médias qui l'ont mise en cause et ont porté un grave préjudice, tant à ses employés qu'à sa direction, en publiant des « opinions » qu'elle ne représente pas ». Elle affirme sa communication de la station. Celle-ci, qui se veut la radio de la communauté musulmane de France, s'indigne d'être l'objet d'une campagne de diffamation qui vise à mettre en cause sa légitimité et sa crédibilité. Se présentant comme « victime d'une dénonciation calomnieuse », la radio estime que « la communauté musulmane ne doit pas être une carte, un enjeu dans un combat politique douteux, comme cela en prend, une fois de plus, le chemin ».

Radio-Orient dirigée par M. El Shammah, a récemment fait l'objet, comme Radio-Courtoisie et Radio-AFP, d'une perquisition après la plainte pour corruption, faillite ou trafic d'influence déposée par Larsen FM lors de la publication par la CNCL de la liste des radios autorisées à émettre sur Paris (le Monde du 2 octobre).

Jean-Pierre Elkabbach n'a pas de « respect » pour la Commission

Attaqué de toute part, contesté de l'intérieur, la CNCL est maintenant prise à partie par Jean-Pierre Elkabbach. Dans une interview à Libération, le directeur d'Antenne d'Europe 1, affirme en effet avoir « encore moins de respect pour la CNCL qu'il n'en avait pour la Haute-Autorité. Par sa composition, par la nomination des responsables de chaînes auxquelles elle a procédé, dit-il, cette commission est très loin d'avoir montré toute l'indépendance que l'on pouvait attendre d'elle. Haute-Autorité ou CNCL, ces organismes s'adressent à être un moyen hypocrite pour les gouvernements de tenir l'audiovisuel (...). Le gag aujourd'hui (...), c'est que les erreurs et maladroites de la CNCL risquent de faire oublier celles de la Haute-Autorité ».

Une précision de M. André Santini

A la suite de notre enquête sur les conditions d'attribution d'une autorisation à Radio-AFP (le Monde du 2 octobre), M. André Santini, ministre délégué à la communication et maire d'Issy-les-Moulineaux, nous écrit : « C'était en ma qualité de maire d'une ville qui abrite une communauté de près de cinq mille Arméniens que j'avais transmis le dossier de cette radio à l'appréciation du président de la CNCL le 19 juin 1987 ». M. Santini ajoute : « A la demande de cette même communauté, j'avais transmis le dossier de Radio-ASK, autre radio arménienne, à la CNCL le 6 juillet 1987, et attiré à nouveau son attention, le 7 août suivant, sur l'émotion suscitée par le retrait de cette station de la bande FM. »

Mis en cause par « l'Humanité »

« Le Monde » ne divague pas !

Sous le titre « Le Monde divague », l'Humanité du 5 octobre se demande si notre journal « se croit immunisé contre le discrédit ». Nous indiquions en effet en première page de nos éditions datées 4-5 octobre que les députés communistes avaient voté, « avec la majorité et le Front national », l'inscription à l'ordre du jour de la séance du mercredi 7 octobre des conclusions du rapport de la commission spéciale sur le renvoi de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, devant la Haute Cour.

Arguant de l'abstention des députés d'extrême droite qui boycottèrent la rentrée parlementaire, l'Humanité affirme que ceux-ci « ne purent donc participer au vote sur l'ordre du jour ».

L'Humanité se trompe. Le groupe du Front national, par l'intermédiaire de M. Michel de Rosolain (FN-CNL, Escorne), entré en séance après la minute de recueillement observée à la mémoire de toutes les victimes du nazisme, a bien voté en l'occurrence, comme le groupe communiste.

Invoquant la clause de cession

Un quart des effectifs quitte la rédaction de TF 1

Soixante-dix ! C'est le total impressionnant des journalistes, dont une quinzaine de cameramen, qui ont démissionné de TF 1 avant la clôture, le 1^{er} octobre, de la « clause de cession » ouverte depuis le rachat de la chaîne par M. Francis Bouygues. Cela représente un peu plus du quart d'un effectif rédactionnel de 264 personnes.

Les motivations de ces départs sont très diverses, et les « partants » sont à l'image de la rédaction de TF 1 : des jeunes et des moins jeunes, des « soutiers » et des stars, des actifs et des « placardiés », des représentants de toutes les opinions politiques. Mais, après la première vague de journalistes qui avaient décidé, depuis longtemps, de rejoindre la 5 (Jean-Claude Bourret, Marie-France Cubadda, Pierre-Luc Séguillon, Christian Guy...), les vagues successives de départ entrent dans trois catégories bien précises.

Il y a d'abord une petite minorité composée de ceux qui négociaient leur réintégration sur une autre chaîne (le cameraman Tony Comiti), à la radio (Jean-Jacques Michel) ou dans la presse écrite (Raymond Passevent, qui rejoint l'Humanité), n'ayant pas obtenu de meilleures conditions financières ou de poste plus important sur la Une.

Viennent ensuite, et c'est la grande majorité - 80 % des partants - ceux qui approchaient de la retraite (des « anciens », comme Pierre Bourget et Jean-Claude Larrière) et qui voulaient profiter des conditions financières particulièrement avantageuses dans lesquelles s'effectue cette vague de départs sans précédent.

Le mépris de la direction

Reste la troisième catégorie, elle aussi minoritaire, de ceux qui quittent la chaîne pour des raisons idéologiques. Soit par allergie à la privatisation de TF 1, soit par déception devant la nouvelle équipe mise en place. Parmi les raisons invoquées : l'obsession des sondages d'audience, la place réduite accordée aux reportages, après la disparition d'Infovision, l'enrichissement de la publicité.

D'autres, comme Jean Lanzi, Roger Gicquel, Jacques Decrocy, Jacques Grignon-Dumoulin, Thierry de Scitiaux, Claude Brovelli ou Michel Anfoi, se sentaient non seulement « mis au placard », mais aussi traités avec mépris par la nouvelle direction. C'est ainsi que Michel Anfoi, avec ses vingt-huit ans de maison comme grand reporter, correspondant à l'étranger et présentateur de journal, déclare avoir été « mené en bateau ». « Personne n'a daigné m'écouter », dit-il.

Moins critiques, Francis Mercury, comme grand reporter, devenu sur TF 1 le spécialiste du documentaire, explique en quoi la chaîne ne correspond plus, aujourd'hui, à sa « conception de la télévision ».

« TF 1 s'oriente vers des méthodes où des hommes comme moi n'auront plus leur place, dit-il. D'abord, les nouveaux dirigeants sont des hommes d'affaires qui ne pensent qu'à l'audience ; or, le documentaire n'est pas un moteur d'audience. Ensuite, nous allons vers une télévision élitiste, avec des risques de stérilité : d'un côté, les producteurs, tout-puissants, de l'autre, les responsables des programmes, sans autonomie. Il y aura les seigneurs et les manants ! »

Pour sa part, la direction se félicite d'une « dégauchisation » jugée nécessaire, même s'il lui coûte environ 30 millions de francs. Le traumatisme provoqué par le départ des stars, il y a six mois, est oublié. On évoque même la nostalgie chez certains transfuges de la Une à la 5, qui lorgnent aujourd'hui vers leur chaîne d'origine. Etienne Mongeotte, directeur d'Antenne 2, adresse un message sans équivoque aux stars infidèles : « La porte est toujours ouverte ! »

ALAIN WOODROW.

LION D'OR VENISE 87

هكذا من الاجل

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA BATAILLE DE CHARLOT. Confrontation (43-87-01-05), 20 h 30.
SYLVIE JOLY. Tristan Bernard (45-72-47-17), 20 h 30.
FOLIES AU JARDIN. Jardin des Abbesses (42-62-40-93), 20 h.
OANI. Saint-Quentin-en-Yvelines, Polles (42-62-40-93), 21 h.
LA CONJECTURE DE BABEL. Saint-Denis, TGP (42-43-00-59), 20 h 30.
EN FAMILLE. Théâtre du Marais (42-78-03-53), 20 h 30.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33) (M.). Débats-Recontres. Cinéma-Vidéo. Vidéo-Information : 16 h. Ce monde pourri qui nous entoure, réal. BBC, 19 h. Une journée ordinaire, de C. Ockrent ; Vidéo-Mémoires : 16 h. Ernani, de Verdi : 19 h. Léonard Bernarini : Salle Garance, cycle du cinéma brésilien : lun. 14 h 30, Aquila ou palétole, d'A. Vian ; 19 h 30, Une pulpe au balcon, de L. Salas : 20 h 30, Chéva de Verano, de C. Diegues.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : l'ipigéa.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : L'Amant (dern. le 7).
ARTS-HERBERTOT (48-47-23-23), 21 h : Une chambre sur le Dordogne.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Mystère Ineffable.
DAUNOU (42-61-49-14), 21 h : Monsieur Mame.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Cui sec : 22 h 15 : Maman.
EDGAR (43-20-50-91), 1. : 20 h 15 : Faller de crabs ; 22 h : Carven Cru.
FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTRE (47-78-70-84), 21 h : Les Premiers notis.
GRAND EDGAR (43-20-50-91), 1. : 20 h 15 : Faller de crabs ; 22 h : Carven Cru.
HUCQUETTE (42-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve : 20 h 30 : la Lapon ; 22 h 30 : Lettre d'une inconnue.
JARDIN DES ABBESSES (42-62-40-93), 20 h : Folies au Jardin 1990.
KIRON (43-73-00-25), 19 h : Les mottes des ravins sans douleur ; 21 h : le Métro-fantôme ; 22 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.
LUCRETIUS (45-44-57-34), 1. : 19 h 30 : Beaudelaire ; 21 h 15 : le Métro-fantôme ; 22 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.
MODERNE (42-74-16-82), 20 h 30 : Manet.
PALAS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Manet ; 18 h 30 : Klein.
ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20), 20 h 30 : J. Williams.
TAI THÉÂTRE (42-78-10-79), 1. : 20 h 30 : l'Ecoule des jours : 20 h 30 : l'Ilus rion.
THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-48), 20 h 30 : le Salom.
T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50), 21 h : la Médicine Proust à Paris.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 19 h : Violons diques.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (43-78-44-45), 21 h : L'écroque-labitation.
DEUX-ANES (46-06-10-36), 21 h : Elyse...moi.

Le music-hall

CAVEAU DES DOUBLETES (43-54-94-47), 21 h : Chansons françaises : 22 h 30 : Chansons à la carte.
THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD (45-23-04-01), 21 h : S. Joly.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h : La croisée des fous : 22 h : l'Asché de San Clemente et la Vierge Marie.
18 THÉÂTRE (43-26-47-47), 22 h : C. M. Dhalis.

Les concerts

Comité des Champs-Élysées, 20 h 30 : M. Horowitz (piano) (Bach, Mozart, Villa-Lobos, Chopin).

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez au prix préférentiel avec la Carte Club

Lundi 5 octobre

ATHÉNÉE, 20 h 30 : F. Lutz (soprano), G. Johnson (piano) (Faust, Debussy, Hahn, Poulenc).
Eglise de la Madeleine, 20 h 30 : Ensemble vocal Sagittarius, M. Laplante (dir.) (musique religieuse en Saxe luthérienne et à Venise au XVIII^e siècle).
FIAP, 20 h 30 : J. Grandjean (piano).
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 19 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (musique au temps de saint Louis, musique diabolique-théiste). (Trousse et troussard).
CHAMP THONNEUR (Fr.) : Gaumont Opéra, 19 h 45-20 h 15 : Saint-Germain Village, 9 (46-33-63-20) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. r.) : v. r. : Epée-de-Bois, 9 (43-37-57-47).
COMÉDIE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
CROCODILE DUNDEE (A. v.) : Paramount, 14 (43-20-10-30) ; V.I. : France, 9 (47-70-33-88).
DANGEREUSE SOUS TOUT RAPPORTS (A. v.) : Temples, 9 (43-72-94-56).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (A. v.) : Clichy-St-Germain, 9 (46-33-10-82) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Publicis-Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escalier, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 12 (43-75-79-79) ; Pathé-Clichy, 18 (45-24-01).
ENVOI (A. v.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; Paramount Opéra, 9 (43-59-29-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
EVIL DEAD 2 (A. v.) : V.I. : Manéville, 14 (43-20-10-30).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A. v.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 13 (43-59-31-48).
LA FAMILLE (It. v.) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; V.I. : Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
LE FLECK DE BEVERLY HILLS 2 (A. v.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40).
L'HOMME VOILÉ (Fr.) : UGC Danon, 6 (43-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40).
JE SUIS FLORETTTE (Fr.) : Temples, 9 (43-72-94-56) ; h. sp.
MACBETH (Fr., v. r.) : Studio des Ursulines, 9 (43-26-19-09).
MAN ON FIRE (A. v.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
MELO (Fr.) : Temples, 9 (43-72-94-56).
MIRIANA (Yong. v.) : Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; Impérial, 9 (45-62-45-76) ; V.I. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
MISSION (A. v.) : Châtelet-Victoria, 9 (45-08-94-14) ; Rivecourt-Lincoln, 9 (43-59-36-14).
LE MOINE DE LA SORCIÈRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 9 (43-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44).
MON BEL AMOUR, MA DÉCHIREUSE (Fr.) : Clichy, 9 (45-62-45-76) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Br., v.) : Clichy, 9 (45-62-45-76) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83).
NEUF SEMAINES ET DERNIÈRE (Hong. v.) : Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Aug. : Trois Balzac (Fr.), 9 (45-61-10-60) ; V.I. : Lumière, 9 (42-46-49-07).
PAKEZAH, COEUR PUR (Ind. v.) : Cluny-Palace, 9 (43-54-07-76).
PERSONNEL SERVICES (A. v.) : UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16).
LA PETITE ALLUMETTE (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-01).
PLATOON (A. v.) : George V, 9 (45-62-41-46).
PREDATOR (A. v.) : UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16) ; V.I. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Rex, 9 (42-36-63-93).
QUATRE AVENTURES DE RALPH ET MIRABELLE (Fr.) : h. sp. : Trois Balzac, 9 (46-33-97-77).
RADIO DAYS (A. v.) : Action Ecologie, 9 (43-24-72) ; Gaumont-Ambassade, 9 (43-59-19-08).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong. v.) : Cluny, 9 (43-54-07-76) ; Trois Balzac, 9 (45-61-10-60).
REQUIEM POUR UN MASSACRE (Sov. v.) : Cluny, 9 (45-44-28-80) ; Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40) ; V.I. : Manéville, 14 (43-20-10-30).
RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Clichy-St-Germain, 9 (46-33-10-82).
LES SORCIÈRES DE EASTWICK (A. v.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 12 (43-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (43-06-30-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; V.I. : Rex, 9 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; Gaumont-Alésia, 13 (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15 (43-79-33-00) ; Pathé-Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (46-36-10-96).
SOUL MAN (A. v.) : Gaumont-Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; V.I. : Miramar, 14 (43-20-89-52).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 19 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (43-59-29-46) ; Escalier, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 12 (43-75-79-79) ; Pathé-Clichy, 18 (45-24-01).
SPIRALE : Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; UGC Danon, 6 (43-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; UGC Convention, 15 (43-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).
STAND BY ME (A. v.) : Studio Galade, 9 (43-54-72-71) ; h. sp.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (42-96-12-27), voir Théâtre (Bastille).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) : 21 h : en avant-première : On l'appelle le Roi laid, de C. Weiss.

BEAUBOURG (42-78-36-87) : 15 h : les Soieils de l'île de Pâques, de P. Kaur, 17 h : Les Russes ne boivent pas de Coca-Cola, de L. Comencini (v.a.s.l.), 19 h : Sifent Running, de D. Trumbull (v.a.s.l.).

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Latina, 9 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 9 (43-37-57-47) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; 7 Parisiennes, 14 (43-20-32-20).
LES AILES DU DESIR (Ail. v.) : Gaumont-Halles, 19 (40-26-12-12) ; Impérial, 9 (47-42-75-52) ; Saint-André-des-Arts, 9 (43-26-48-18) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-04-67) ; Publicis-Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Escalier, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 12 (43-75-79-79) ; V.I. : Rex, 9 (42-36-63-93) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; UGC Convention, 15 (43-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).
ANATRIE (Ind. v.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; h. sp.
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 19 (40-26-12-12) ; Impérial, 9 (47-42-75-52) ; Saint-André-des-Arts, 9 (43-26-48-18) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40) ; 3 Parisiennes, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (43-79-33-00).
LA BONNE (**) (It. v.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; V.I. : Manéville, 14 (43-20-10-30).
BRAZIL (Br., v.) : Epée-de-Bois, 9 (43-37-57-47).
BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-01).
CHAMBER AVEC VUE (Br., v.) : Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52).

PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

L'AFFAIRE DU COURRIER DE LYON

HOSSEIN DECAUX

"UN SPECTACLE BOULEVERSAANT"

Déjà 100.000 spectateurs

les jurés ont voté :

coupable : 7,6 %
 complice : 28,1 %
 innocent : 64,2 %

VOUS AUSSI SOYEZ JURÉS !

LOCATIONS

PALAIS DES SPORTS - 3 FNAC - TOUTES AGENCES

PAR TELEPHONE

48 28 40 90

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.

سكنا في الليل

Radio télé

LA STORIA (It. v.) : Temples, 9 (42-72-94-56).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.) : Utopia, 9 (43-26-84-45).
TANDEM (Fr.) : Temples, 9 (42-72-94-56).
THE ASSAULT (Hol. v.) : Ermitage, 9 (45-63-16-16).
THE BIG EASY (A. v.) : Clichy, 9 (45-62-45-76).
TRAVELLING AHEAD (Fr.) : St-André-des-Arts, 9 (43-26-80-25).
372 LE MATIN (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 9 (43-26-80-25).
TUER N'EST PAS JOUER (Brit. v.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; UGC Odéon, 9 (43-25-10-30) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Normandie, 9 (45-63-16-16) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40).
**V.I. : Rex, 9 (42-36-63-93) ; Saint-Lazare-Paquetier, 9 (43-87-35-43) ; Montparnasse-Paith, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; Minal, 14 (45-28-24-51) ; Courvent-Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA VALLÉE FANTÔME (Sov.) : 14-Juillet-Parnasse, 9 (43-26-80-25).
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Ail. v.) : Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; UGC Odéon, 9 (43-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 9 (45-62-40-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 12 (43-75-79-79) ; V.I. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94).
WELCOMES IN VIENNA (Autr. v.) : Utopia, 9 (43-26-84-45).
WERTHER (Esp. v.) : Latina, 9 (42-78-47-86).
LES YEUX NOIRS (It.-Sov. v.) : Ciné-Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 9 (43-26-48-18) ; UGC Danon, 6 (43-25-10-30) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; UGC Convention, 15 (43-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).
STAND BY ME (A. v.) : Studio Galade, 9 (43-54-72-71) ; h. sp.**

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DU SOUVENIR. Film français d'Alain Mazza. Utopia, 9 (43-26-84-45).
LA RAMBA Film américain de Luis Valdez. - V.O. : Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
LE JOURNAL D'UN POI. Film français de Roger Coggio. Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
MALADE D'AMOUR. Film français de Jacques Demy. Forum Arc-en-Ciel, 19 (43-67-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Manéville, 14 (43-20-10-30) ; 14-Juillet Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Colisée, 9 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galade, 13 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-33-00).
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE. Film britannique de P. Greenaway. v. r. : Ciné Beaubourg, 9 (43-71-52-36) ; UGC Odéon, 9 (43-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-26-33-44) ; UGC Convention, 15 (43-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-47-94).
WERTHER. Film espagnol de P. Miro. v. r. : Latina, 9 (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-33-30-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 6 OCTOBRE

« Le musée d'Orsay », 10 h 15, devant le musée de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (Paris passion).
 « La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Marion Raguenau).
 « Monnet au musée (Marion Raguenau) », 15 heures, entrée, 2, rue Bailly (D. Bonchard).

« La mosquée : histoire de l'islam. De Mahomet à la naissance du chiisme et du sunnisme. Salle des prières, jardins et cours aux abstrus », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermitage (Michèle Polver).

« Les Capétiens dans leur résidence de campagne : le château de Vincennes », 14 h 30, entrée principale, avenue de Paris (Monuments historiques).

« Le Marais, quartier du village Saint-Paul, l'hôtel de la Brinvilliers et l'affaire des poisons », 14 h 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jadin).

« Le vieux village de Belleville : de la villa des otages à la maison natale d'Edith Piaf », 15 heures, place des Filles, métro Crimee (G. Bottean).

« Le palais de justice en activité », 15 heures, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi des 6 heures-10 heures. Signification des symboles : **P** Signifié dans le Monde radio-télévision. **O** Film à éviter. **On** peut voir. **N** Ne pas manquer. **Ch** Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 5 octobre

TF 1

20.30 **Cinéma** : Police Python 357 m m Film français d'Alain Corneau (1975). Avec Yves Montand, Simone Signoret, François Pellerin, Mathieu Carrière. 22.50 **Magazine** : Santé à la Une. Emission d'Igor Barre. Le vieillissement cérébral. Avec le professeur Yves Agid (hôpital Pitie-Salpêtrière), le docteur Françoise Forette (hôpital Broca), le professeur Françoise Lhermitte (hôpital Pitie-Salpêtrière), le psychologue Edouard Zuffian (CHU de Caen) et Denise Grey. 0.05 Journal. 0.23 **Paroles de** : Les rencontres d'Alain Jouanville.

A 2

20.30 **Téléfilm** : Opération Ypsilon. De Peter Kassovitz. Avec Bruno Cremer, Mireille Dreyfus, Bernard Le Coq (1^{re} partie). 22.00 **Magazine** : Autrement dit. De Guillaume de Sèze et Claude Gaudin. Sur le thème : L'Europe. Au sommaire : Femmes de Luxe ; Pige de Luxe ; A chacun son luxe ; SOS de Luxe ; Baby Luxe ; Stars de Luxe ; Luxe sur ordonnance ; Variations de Luxe. 22.55 **Magazine** : Siroph. De Bernard Rivet. 23.15 **Informations** : 24 heures sur FA 2. 23.45 **Série** : Brigade criminelle. La nuit du requin (1^{re} partie) (rediff.).

FR 3

20.30 **Cinéma** : Un drôle de cadet. Film français de Jacques Perrin (1964). Avec Dany Saval, Louis de Funès, Maurice Biraud, Dany Carrel, Robert Mammol, Dora Doll. 22.10 **Journal**. 22.40 **Magazine** : Océaniques. Pastour... le siècle. Emission de Frédéric Rossif, réalisée en l'honneur de l'anniversaire du centenaire de l'Institut Pasteur. Avec François Jacob, président du conseil d'administration de l'Institut Pasteur, et de nombreux chercheurs. 23.35 **Musique** : Impromptu n° 3 posthume, de Schubert, par Christian Ivaldi, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Le fureur de vaincre. Film chinois de Lo Wei (1972). Avec Bruce Lee, Nora Miao, Tim Fong, Bob Baker. 22.00 **Flash d'Informations**. 22.05 **Magazine** : Canal foot. Présenté par Pierre Sied. Invité : Gérard Houllier. 22.45 **Base**. En direct du Cirque d'Hiver. Marc Ruocco. 23.15 **Base**. En direct du Cirque d'Hiver. Marc Ruocco. 23.45 **Base**. En direct du Cirque d'Hiver. Marc Ruocco. 23.45 **Base**. En direct du Cirque d'Hiver. Marc Ruocco.

20.30 **Cinéma** : Film français de Pierre Granier-Deferre (1975). Avec Patrick Dewaere, Lino Ventura, Victor Lanoux, François Brion, Claude Rich. 22.30 **Série** : Les maîtres.

LA 5

20.30 **La presse** par 5. Magazine politique de Pierre-Luc Séguillon. Invité : Edouard Balladur. 22.00 **Série** : Matlock. Le coar. 22.50 **Série** : L'homme à l'arc-boutant. Avant que je meure. 23.50 **Série** : Max la menace. Une cargaison d'espions (rediff.). 0.20 **Série** : Les chevaliers du ciel. 0.54 **Feuilleton** : Le temps des capotes. 1.15 Les cinq dernières minutes. Un mort à la Une (rediff.).

M 6

20.30 **Cinéma** à la carte : 1^{er} choix : Les Amants. Film français de Léo Joannon (1967). Avec Bourvil, Adamo, Christine Delacour, Michel de Ké. 2^e choix : La Grande Bagarre. Film franco-italien de Pasquale Festa-Campante (1976). Avec Bud Spencer, Jacques Dufilho, Philippe Leroy, André Ferrat. 22.10 **oe** 22.20 **Série** : Brigade de nuit. 23.00 **oe** 23.10 **Journal** et **Météo**. 23.15 **oe** 23.25 **Club 6**. Invités : Serge Toubiana, Wim Wenders, François-Joël Thioffier. 0.00 **oe** 0.10 **oe** 0.20 **oe** 0.30 **oe** 0.40 **oe** 0.50 **oe** 1.00 **oe** 1.10 **oe** 1.20 **oe** 1.30 **oe** 1.40 **oe** 1.50 **oe** 2.00 **oe** 2.10 **oe** 2.20 **oe** 2.30 **oe** 2.40 **oe** 2.50 **oe** 3.00 **oe** 3.10 **oe** 3.20 **oe** 3.30 **oe** 3.40 **oe** 3.50 **oe** 4.00 **oe** 4.10 **oe** 4.20 **oe** 4.30 **oe** 4.40 **oe** 4.50 **oe** 5.00 **oe** 5.10 **oe** 5.20 **oe** 5.30 **oe** 5.40 **oe** 5.50 **oe** 6.00 **oe** 6.10 **oe** 6.20 **oe** 6.30 **oe** 6.40 **oe** 6.50 **oe** 7.00 **oe** 7.10 **oe** 7.20 **oe** 7.30 **oe** 7.40 **oe** 7.50 **oe** 8.00 **oe** 8.10 **oe** 8.20 **oe** 8.30 **oe** 8.40 **oe** 8.50 **oe** 9.00 **oe** 9.10 **oe** 9.20 **oe** 9.30 **oe** 9.40 **oe** 9.50 **oe** 10.00 **oe** 10.10 **oe** 10.20 **oe** 10.30 **oe** 10.40 **oe** 10.50 **oe** 11.00 **oe** 11.10 **oe** 11.20 **oe** 11.30 **oe** 11.40 **oe** 11.50 **oe** 12.00 **oe** 12.10 **oe** 12.20 **oe** 12.30 **oe** 12.40 **oe** 12.50 **oe** 13.00 **oe** 13.10 **oe** 13.20 **oe** 13.30 **oe** 13.40 **oe** 13.50 **oe** 14.00 **oe** 14.10 **oe** 14.20 **oe** 14.30 **oe** 14.40 **oe** 14.50 **oe** 15.00 **oe** 15.10 **oe** 15.20 **oe** 15.30 **oe** 15.40 **oe** 15.50 **oe** 16.00 **oe** 16.10 **oe** 16.20 **oe** 16.30 **oe** 16.40 **oe** 16.50 **oe** 17.00 **oe** 17.10 **oe** 17.20 **oe** 17.30 **oe** 17.40 **oe** 17.50 **oe** 18.00 **oe** 18.10 **oe** 18.20 **oe** 18.30 **oe** 18.40 **oe** 18.50 **oe** 19.00 **oe** 19.10 **oe** 19.20 **oe** 19.30 **oe** 19.40 **oe** 19.50 **oe** 20.00 **oe** 20.10 **oe** 20.20 **oe** 20.30 **oe** 20.40 **oe** 20.50 **oe** 21.00 **oe** 21.10 **oe** 21.20 **oe** 21.30 **oe** 21.40 **oe** 21.50 **oe** 22.00 **oe** 22.10 **oe** 22.20 **oe** 22.30 **oe** 22.40 **oe** 22.50 **oe** 23.00 **oe** 23.10 **oe** 23.20 **oe** 23.30 **oe** 23.40 **oe** 23.50 **oe** 24.00 **oe** 24.10 **oe** 24.20 **oe** 24.30 **oe** 24.40 **oe** 24.50 **oe** 25.00 **oe** 25.10 **oe** 25.20 **oe** 25.30 **oe** 25.40 **oe** 25.50 **oe** 26.00 **oe** 26.10 **oe** 26.20 **oe** 26.30 **oe** 26.40 **oe** 26.50 **oe** 27.00 **oe** 27.10 **oe** 27.20 **oe** 27.30 **oe** 27.40 **oe** 27.50 **oe** 28.00 **oe** 28.10 **oe** 28.20 **oe** 28.30 **oe** 28.40 **oe** 28.50 **oe** 29.00 **oe** 29.10 **oe** 29.20 **oe** 29.30 **oe** 29.40 **oe** 29.50 **oe** 30.00 **oe** 30.10 **oe** 30.20 **oe** 30.30 **oe** 30.40 **oe** 30.50 **oe** 31.00 **oe** 31.10 **oe** 31.20 **oe** 31.30 **oe** 31.40 **oe** 31.50 **oe** 32.00 **oe** 32.10 **oe** 32.20 **oe** 32.30 **oe** 32.40 **oe** 32.50 **oe** 33.00 **oe** 33.10 **oe** 33.20 **oe** 33.30 **oe** 33.40 **oe** 33.50 **oe** 34.00 **oe** 34.10 **oe** 34.20 **oe** 34.30 **oe** 34.40 **oe** 34.50 **oe** 35.00 **oe** 35.10 **oe** 35.20 **oe** 35.30 **oe** 35.40 **oe** 35.50 **oe** 36.00 **oe** 36.10 **oe** 36.20 **oe** 36.30 **oe** 36.40 **oe** 36.50 **oe** 37.00 **oe** 37.10 **oe** 37.20 **oe** 37.30 **oe** 37.40 **oe** 37.50 **oe** 38.00 **oe** 38.10 **oe** 38.20 **oe** 38.30 **oe** 38.40 **oe** 38.50 **oe** 39.00 **oe** 39.10 **oe** 39.20 **oe** 39.30 **oe** 39.40 **oe** 39.50 **oe** 40.00 **oe** 40.10 **oe** 40.20 **oe** 40.30 **oe** 40.40 **oe** 40.50 **oe** 41.00 **oe** 41.10 **oe** 41.20 **oe** 41.30 **oe** 41.40 **oe** 41.50 **oe** 42.00 **oe** 42.10 **oe** 42.20 **oe** 42.30 **oe** 42.40 **oe** 42.50 **oe** 43.00 **oe** 43.10 **oe** 43.20 **oe** 43.30 **oe** 43.40 **oe** 43.50 **oe** 44.00 **oe** 44.10 **oe** 44.20 **oe** 44.30 **oe** 44.40 **oe** 44.50 **oe** 45.00 **oe** 45.10 **oe** 45.20 **oe** 45.30 **oe** 45.40 **oe** 45.50 **oe** 46.00 **oe** 46.10 **oe** 46.20 **oe** 46.30 **oe** 46.40 **oe** 46.50 **oe** 47.00 **oe** 47.10 **oe** 47.20 **oe** 47.30 **oe** 47.40 **oe** 47.50 **oe** 48.00 **oe** 48.10 **oe** 48.20 **oe** 48.30 **oe** 48.40 **oe** 48.50 **oe** 49.00 **oe** 49.10 **oe** 49.20 **oe** 49.30 **oe** 49.40 **oe** 49.50 **oe** 50.00 **oe** 50.10 **oe** 50.20 **oe** 50.30 **oe** 50.40 **oe** 50.50 **oe** 51.00 **oe** 51.10 **oe** 51.20 **oe** 51.30 **oe** 51.40 **oe** 51.50 **oe** 52.00 **oe** 52.10 **oe** 52.20 **oe** 52.30 **oe** 52.40 **oe** 52.50 **oe** 53.00 **oe** 53.10 **oe** 53.20 **oe** 53.30 **oe** 53.40 **oe** 53.50 **oe** 54.00 **oe** 54.10 **oe** 54.20 **oe** 54.30 **oe** 54.40 **oe** 54.50 **oe** 55.00 **oe** 55.10 **oe** 55.20 **oe** 55.30 **oe** 55.40 **oe** 55.50 **oe** 56.00 **oe** 56.10 **oe** 56.20 **oe** 56.30 **oe** 56.40 **oe** 56.50 **oe** 57.00 **oe** 57.10 **oe** 57.20 **oe** 57.30 **oe** 57.40 **oe** 57.50 **oe** 58.00 **oe** 58.10 **oe** 58.20 **oe** 58.30 **oe** 58.40 **oe** 58.50 **oe** 59.00 **oe** 59.10 **oe** 59.20 **oe** 59.30 **oe** 59.40 **oe** 59.50 **oe** 60.00 **oe** 60.10 **oe** 60.20 **oe** 60.30 **oe** 60.40 **oe** 60.50 **oe** 61.00 **oe** 61.10 **oe** 61.20 **oe** 61.30 **oe** 61.40 **oe** 61.50 **oe** 62.00 **oe** 62.10 **oe** 62.20 **oe** 62.30 **oe** 62.40 **oe** 62.50 **oe** 63.00 **oe** 63.10 **oe** 63.20 **oe** 63.30 **oe** 63.40 **oe** 63.50 **oe** 64.00 **oe** 64.10 **oe** 64.20 **oe** 64.30 **oe** 64.40 **oe** 64.50 **oe** 65.00 **oe** 65.10 **oe** 65.20 **oe** 65.30 **oe** 65.40 **oe** 65.50 **oe** 66.00 **oe** 66.10 **oe** 66.20 **oe** 66.30 **oe** 66.40 **oe** 66.50 **oe** 67.00 **oe** 67.10 **oe** 67.20 **oe** 67.30 **oe** 67.40 **oe** 67.50 **oe** 68.00 **oe** 68.10 **oe** 68.20 **oe** 68.30 **oe** 68.40 **oe** 68.50 **oe** 69.00 **oe** 69.10 **oe** 69.20 **oe** 69.30 **oe** 69.40 **oe** 69.50 **oe** 70.00 **oe** 70.10 **oe** 70.20 **oe** 70.30 **oe** 70.40 **oe** 70.50 **oe** 71.00 **oe** 71.10 **oe** 71.20 **oe** 71.30 **oe** 71.40 **oe** 71.50 **oe** 72.00 **oe** 72.10 **oe** 72.20 **oe** 72.30 **oe** 72.40 **oe** 72.50 **oe** 73.00 **oe** 73.10 **oe** 73.20 **oe** 73.30 **oe** 73.40 **oe** 73.50 **oe** 74.00 **oe** 74.10 **oe** 74.20 **oe** 74.30 **oe** 74.40 **oe** 74.50 **oe** 75.00 **oe** 75.10 **oe** 75.20 **oe** 75.30 **oe** 75.40 **oe** 75.50 **oe** 76.00 **oe** 76.10 **oe** 76.20 **oe** 76.30 **oe** 76.40 **oe** 76.50 **oe** 77.00 **oe** 77.10 **oe** 77.20 **oe** 77.30 **oe** 77.40 **oe** 77.50 **oe** 78.00 **oe** 78.10 **oe** 78.20 **oe** 78.30 **oe** 78.40 **oe** 78.50 **oe** 79.00 **oe** 79.10 **oe** 79.20 **oe** 79.30 **oe** 79.40 **oe** 79.50 **oe** 80.00 **oe** 80.10 **oe** 80.20 **oe** 80.30 **oe** 80.40 **oe** 80.50 **oe** 81.00 **oe** 81.10 **oe** 81.20 **oe** 81.30 **oe** 81.40 **oe** 81.50 **oe** 82.00 **oe** 82.10 **oe** 82.20 **oe** 82.30 **oe** 82.40 **oe** 82.50 **oe** 83.00 **oe** 83.10 **oe** 83.20 **oe** 83.30 **oe** 83.40 **oe** 83.50 **oe** 84.00 **oe** 84.10 **oe** 84.20 **oe** 84.30 **oe** 84.40 **oe** 84.50 **oe** 85.00 **oe** 85.10 **oe** 85.20 **oe** 85.30 **oe** 85.40 **oe** 85.50 **oe** 86.00 **oe** 86.10 **oe** 86.20 **oe** 86.30 **oe** 86.40 **oe** 86.50 **oe** 87.00 **oe** 87.10 **oe** 87.20 **oe** 87.30 **oe** 87.40 **oe** 87.50 **oe** 88.00 **oe** 88.10 **oe** 88.20 **oe** 88.30 **oe** 88.40 **oe** 88.50 **oe** 89.00 **oe** 89.10 **oe** 89.20 **oe** 89.30 **oe** 89.40 **oe** 89.50 **oe** 90.00 **oe** 90.10 **oe** 90.20 **oe** 90.30 **oe** 90.40 **oe** 90.50 **oe** 91.00 **oe** 91.10 **oe** 91.20 **oe** 91.30 **oe** 91.40 **oe** 91.50 **oe** 92.00 **oe** 92.10 **oe** 92.20 **oe** 92.30 **oe** 92.40 **oe** 92.50 **oe** 93.00 **oe** 93.10 **oe** 93.20 **oe** 93.30 **oe** 93.40 **oe** 93.50 **oe** 94.00 **oe** 94.10 **oe** 94.20 **oe** 94.30 **oe** 94.40 **oe** 94.50 **oe** 95.00 **oe** 95.10 **oe** 95.20 **oe** 95.30 **oe** 95.40 **oe** 95.50 **oe** 96.00 **oe** 96.10 **oe** 96.20 **oe** 96.30 **oe** 96.40 **oe** 96.50 **oe** 97.00 **oe** 97.10 **oe** 97.20 **oe** 97.30 **oe** 97.40 **oe** 97.50 **oe** 98.00 **oe** 98.10 **oe** 98.20 **oe** 98.30 **oe** 98.40 **oe** 98.50 **oe** 99.00 **oe** 99.10 **oe** 99.20 **oe** 99.30 **oe** 99.40 **oe** 99.50 **oe** 100.00 **oe** 100.10 **oe** 100.20 **oe** 100.30 **oe** 100.40 **oe** 100.50 **oe** 101.00 **oe** 101.10 **oe** 101.20 **oe** 101.30 **oe** 101.40 **oe** 101.50 **oe** 102.00 **oe** 102.10 **oe** 102.20 **oe** 102.30 **oe** 102.40 **oe** 102.50 **oe** 103.00 **oe** 103.10 **oe** 103.20 **oe** 103.30 **oe** 103.40 **oe** 103.50 **oe** 104.00 **oe** 104.10 **oe** 104.20 **oe** 104.30 **oe** 104.40 **oe** 104.50 **oe** 105.00 **oe** 105.10 **oe** 105.20 **oe** 105.30 **oe** 105.40 **oe** 105.50 **oe** 106.00 **oe** 106.10 **oe** 106.20 **oe** 106.30 **oe** 106.40 **oe** 106.50 **oe** 107.00 **oe** 107.10 **oe** 107.20 **oe** 107.30 **oe** 107.40 **oe** 107.50 **oe** 108.00 **oe** 108.10 **oe** 108.20 **oe** 108.30 **oe** 108.40 **oe** 108.50 **oe** 109.00 **oe** 109.10 **oe** 109.20 **oe** 109.30 **oe** 109.40 **oe** 109.50 **oe** 110.00 **oe** 110.10 **oe** 110.20 **oe** 110.30 **oe** 110.40 **oe** 110.50 **oe** 111.00 **oe** 111.10 **oe** 111.20 **oe** 111.30 **oe** 111.40 **oe** 111.50 **oe** 112.00 **oe** 112.10 **oe** 112.20 **oe** 112.30 **oe** 112.40 **oe** 112.50 **oe** 113.00 **oe** 113.10 **oe** 113.20 **oe** 113.30 **oe** 113.40 **oe** 113.50 **oe** 114.00 **oe** 114.10 **oe** 114.20 **oe** 114.30 **oe** 114.40 **oe** 114.50 **oe** 115.00 **oe** 115.10 **oe** 115.20 **oe** 115.30 **oe** 115.40 **oe** 115.50 **oe** 116.00 **oe** 116.10 **oe** 116.20 **oe** 116.30 **oe** 116.40 **oe** 116.50 **oe** 117.00 **oe** 117.10 **oe** 117.20 **oe** 117.30 **oe** 117.40 **oe** 117.50 **oe** 118.00 **oe** 118.10 **oe** 118.20 **oe** 118.30 **oe** 118.40 **oe** 118.50 **oe** 119.00 **oe** 119.10 **oe** 119.20 **oe** 119.30 **oe** 119.40 **oe** 119.50 **oe** 120.00 **oe** 120.10 **oe** 120.20 **oe** 120.30 **oe** 120.40 **oe** 120.50 **oe** 121.00 **oe** 121.10 **oe** 121.20 **oe** 121.30 **oe** 121.40 **oe** 121.50 **oe** 122.00 **oe** 122.10 **oe** 122.20 **oe** 122.30 **oe** 122.40 **oe** 122.50 **oe** 123.00 **oe** 123.10 **oe** 123.20 **oe** 123.30 **oe** 123.40 **oe** 123.50 **oe** 124.00 **oe** 124.10 **oe** 124.20 **oe** 124.30 **oe** 124.40 **oe** 124.50 **oe** 125.00 **oe** 125.10 **oe** 125.20 **oe** 125.30 **oe** 125.40 **oe** 125.50 **oe** 126.00 **oe** 126.10 **oe** 126.20 **oe** 126.30 **oe** 126.40 **oe** 126.50 **oe** 127.00 **oe** 127.10 **oe** 127.20 **oe** 127.30 **oe** 127.40 **oe** 127.50 **oe** 128.00 **oe** 128.10 **oe** 128.20 **oe** 128.30 **oe** 128.40 **oe** 128.50 **oe** 129.00 **oe** 129.10 **oe** 129.20 **oe** 129.30 **oe** 129.40 **oe** 129.50 **oe** 130.00 **oe** 130.10 **oe** 130.20 **oe** 130.30 **oe** 130.40 **oe**

Catastrophes

Plusieurs Brésiliens
gravement irradiés
dans un état désespéré

Quatre autres personnes, contaminées par du Césium 137 provenant d'un appareil de radiothérapie abandonné dans les ruines d'un hôpital de Goiânia (Brésil), ont été hospitalisées à Rio-de-Janeiro, ce qui porte à dix le nombre des victimes. Selon les médecins brésiliens, trois des victimes gravement irradiées seraient condamnées tandis que les autres n'auraient qu'une chance sur deux de survivre. Pour l'instant, les autorités ont à faire face à la décontamination du site où se trouvait la source radioactive pour éviter qu'elle ne pollue la nappe phréatique.

Cette affaire, qui relève d'une négligence coupable, intervient au moment où le nucléaire brésilien est sur la sellette. Le Brésil a fait savoir récemment qu'il maîtrisait un procédé d'enrichissement de l'uranium. Des opposants au nucléaire, qui craignent que ce soit le prétexte à la construction d'armes nucléaires, ont saisi l'occasion de cette nouvelle pour protester devant un centre de recherches atomiques situés à Sooraba, dans le sud du pays.

ENVIRONNEMENT

● **Championnats turs radiostats** : analyse en cours. — Les résultats des prélèvements, qui ont été effectués, vendredi 2 octobre, sur 800 tonnes de conserve de champignons turs soupçonnées de présenter des traces de radioactivité dues à l'accident de Tchernobyl devraient être connus dans le courant de la semaine. Ces boîtes de conserve, qui avaient transité par la République fédérale d'Allemagne et destinées à la Belgique, avaient été bloquées par les douanes, il y a un mois, et entreposées à Strasbourg. Les analyses en cours seront effectuées par le laboratoire vétérinaire de Colmar et le Service central de protection contre les rayonnements ionisants du Vésinet.

● Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M^{me} Claire Bazy-Malaurie, conseillère référendaire à la Cour des comptes, a été nommée directeur à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale au conseil des ministres du 30 septembre.

[Née en 1949 à Paris, M^{me} Claire Bazy-Malaurie est ancienne élève de l'ENA. Elle a exercé des fonctions d'attaché commercial adjoint à Moscou et elle était entrée à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) en mai 1985, comme chargée de mission pour les affaires budgétaires. Conseillère référendaire à la Cour des comptes, elle sera le numéro deux de la DATAR auprès de M. Jean-François Carrez, lui aussi originaire de la Cour des comptes, nommé au mai dernier.]

Los Angeles :
la Terre
tremble encore

La Terre a de nouveau fortement tremblé dans la banlieue nord de Los Angeles, le 4 octobre à 3 h 59 (heure locale soit 10 h 59, heure de Paris). Cette secousse de magnitude 5,5 est la plus forte de la vingtaine de « répliques » de magnitude supérieure à 3 qui se sont déjà fait sentir après le séisme (de magnitude 6,1) du 1^{er} octobre. Une femme âgée de soixante-six ans est morte très probablement des suites d'une crise cardiaque consécutive au tremblement de terre. On a dénombré quelques blessés légers atteints de coupures et d'ecchymoses. Il y a eu des chutes de rochers et de morceaux de béton, ce qui a obligé à fermer temporairement des routes et des autoroutes.

Inondations
meurtrières

● En Afrique du Sud. — Le bilan des inondations qui ont dévasté la province du Natal, en Afrique du Sud, s'élève à plus de trois cents morts et cinquante-cinq mille sans-abri, au terme de neuf jours de pluie consécutives.

● Au Guatemala. — Quarante-cinq personnes au moins ont trouvé la mort et des centaines d'autres sont portées disparues au Guatemala après les crues de la rivière Valparaiso, près de la frontière mexicaine.

● En Espagne. — Deux personnes ont péri en Catalogne après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la province espagnole depuis le 3 octobre. Les chemins de fer ont été paralysés dans la région et l'aéroport de Barcelone a dû être fermé.

ÉDUCATION

● « Deux heures pour la qualité de l'enseignement ». — La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) organise, les vendredi 8 et samedi 10 octobre, une opération « Deux heures pour la qualité de l'éducation », destinée à alerter l'opinion sur la nécessité d'un plan de construction de lycées et de recrutement d'enseignants et de personnel de service. Les militants de la FCPE, qui ont reçu le soutien des syndicats de la FEN, ne laisseront entrer que trente élèves par classe dans les lycées, les autres étant accueillis et comptés afin de recenser le nombre de classes et de professeurs supplémentaires nécessaires dans chaque établissement. Cette initiative interviendra une semaine avant les élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'administration des collèges et lycées fixées au vendredi 16 ou au samedi 17 octobre, et aux conseils d'écoles, le 17 octobre.

Décès

— M^{me} François Bardon, M. Yves Bardon, M^{me} Yvonne Meudec, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. François BARDON, professeur agrégé de l'Université, officier des Palmes académiques, survenu le 1^{er} octobre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 octobre 1987, en l'église Saint-Marcel, 82, bd de l'Hôpital, Paris-13^e, où l'on se réunira à 14 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière d'Ivry parisien.

40, av. d'Italie, Tour Beryl, 75013 Paris.

— M^{me} Michel Fournier, Ses enfants, Et petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Michel FOURNIER, le 30 septembre 1987.

12, villa de Sans, 75017 Paris.

— M^{me} Yves Grandperret, son épouse, Pascal et Christel, ses enfants, M^{me} et M^{me} René Grandperret, ses parents, M. et M^{me} Georges François, ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Yves GRANDPERRET, ingénieur Supélec, ingénieur en chef adjoint RATP, survenu le 30 septembre 1987, à l'âge de quarante-trois ans.

1, rue du Lunain, 75014 Paris.

[Agi de quatre-vingt-cinq ans, pionnier de la « sociologie », le docteur Valensin avait écrit une quinzaine d'ouvrages concernant les mouvements sociaux, notamment le *Socialisme de Jost* (1975), le *Vie sociale en Chine communiste* (1977), les *Jeux et le Sina* (1984) et *Changements sociaux* (1986).]

— M^{me} Jean-François Pèpin, née Jeanne Naudin, son épouse, François, Hervé, Pierre-André, Jean-Michel et Noël Garreau, Anne-Laure et Michel Hardelin, ses enfants, Adrien et Ariane Pèpin, Benjamin Hardelin, ses petits-enfants, M^{me} Henriette Pèpin, sa sœur, Les familles Adam et Naudin, ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-François PÉPIN, survenu le 3 octobre 1987, à l'âge de soixante et un ans.

La levée du corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Richet, 15, rue Pasteur-Valéry-Radot, 75018 Paris, le mercredi 7 octobre à 10 heures.

La cérémonie funéraire sera célébrée le même jour à 15 h 45 en l'église de Noy (Nièvre), suivie de l'inhumation au cimetière local.

10, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Carnet du Monde

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 octobre, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire (place des Maronniers), Saint-Maur (Val-de-Marne).

16, quai de la Croisette, 94000 Créteil. M. et M^{me} Boris B. Joffe, sa sœur et son beau-frère, Les familles Odier, Tonstein, Milgram, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Evelyn KORNBERG, survenu le 4 octobre 1987, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 octobre, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Bagneux parisien. On se réunira à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

19, avenue Sainte-Foy, 92200 Neuilly.

— Les familles Levi, Valsalan, Aboullor, Abach, Amar, Tous les parents, amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LEVI-VALENSIN, médecin, écrivain,

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 octobre à 14 h 30. Réunion à l'entrée principale du cimetière de Thiais parisien.

Famille Alach-Valensin, 1, rue du Lunain, 75014 Paris.

[Agi de quatre-vingt-cinq ans, pionnier de la « sociologie », le docteur Valensin avait écrit une quinzaine d'ouvrages concernant les mouvements sociaux, notamment le *Socialisme de Jost* (1975), le *Vie sociale en Chine communiste* (1977), les *Jeux et le Sina* (1984) et *Changements sociaux* (1986).]

— M^{me} Jean-François Pèpin, née Jeanne Naudin, son épouse, François, Hervé, Pierre-André, Jean-Michel et Noël Garreau, Anne-Laure et Michel Hardelin, ses enfants, Adrien et Ariane Pèpin, Benjamin Hardelin, ses petits-enfants, M^{me} Henriette Pèpin, sa sœur, Les familles Adam et Naudin, ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-François PÉPIN, survenu le 3 octobre 1987, à l'âge de soixante et un ans.

La levée du corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Richet, 15, rue Pasteur-Valéry-Radot, 75018 Paris, le mercredi 7 octobre à 10 heures.

La cérémonie funéraire sera célébrée le même jour à 15 h 45 en l'église de Noy (Nièvre), suivie de l'inhumation au cimetière local.

10, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

Anniversaires

— Le 6 octobre 1974, décédait

Boris STARCK, professeur de droit aux universités de Paris

Que demeurent nombreux les souvenirs honorant sa mémoire.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-III : le mardi 6 octobre, à 13 h 30, salle Bourjac, M. Dana Polak : « Pouvoir et paradigmes d'une historiographie du cinéma américain des années quarante ».

— Université Paris-II : le mardi 6 octobre, à 15 heures, salle bibliothèque de littérature générale et comparée, M. José-María Imbernon : « Hégémonie et agencements productifs : essai de la pratique dirigeante oligarchique et formation du système bureaucratique dans la « terre caennaise » ».

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, r. des Indes, 75427 Paris Cedex 08. Tél. MCFAR 650 572 F. Télécopieur : 45-23-05-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03.

Tarif de la ligne M.T.

Toutes rubriques : 80 F Abonnés (avec justification) : 80 F Communications diverses : 72 F

Inscription minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

DOSSIERS STATISTIQUES

DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (D.S.T.E.)

Supplément au B.M.S.T.

Abonnement 280 F N° DSTE2 F. N° BMST 24 F

Des études d'actualité :

• Politique de l'emploi

• Travail temporaire

• Formation professionnelle...

Des enquêtes nationales :

• ACEMO

• Structures des emplois

• Participation

• Elections aux comités d'entreprise.

Chaque année :

Le bilan de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion :

MASSON / SPIFF

B.P. 22 - 41353 VINEUIL

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

28, bd Raspail (7^e) - 45-49-16-26

« AVEC DES FLEURS TU PEINS LE MONDE »

Art populaire du Mexique

Bijoux, tissages, céramiques, bois, laques, métaux, masques, tableaux, huiles

Du 25 septembre au 24 octobre

Jusqu'au 10 octobre

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement vous propose

COSTUME 2980F

à vos mesures

A Paris 29 rue Tronchet depuis 1820

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (2^e année) RESULTATS DES ADMISSIONS

Pour être informé plus vite

3615 TAPÉZ LEMONDE puis envoi, puis IEP

Danielle EYQUEM-BOETSCH

— Le Carnet-Rochelle (66), Argenteuil (95),

M^{me} Matel, M. et M^{me} Augustin Matel, M. et M^{me} Félix Matel, ainsi que toute la famille,

remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur affection lors du décès de

M. François MATTEL, et les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leur vive sympathie.

Centre Culturel du Mexique

28, bd Raspail (7^e) - 45-49-16-26

« AVEC DES FLEURS TU PEINS LE MONDE »

Art populaire du Mexique

Bijoux, tissages, céramiques, bois, laques, métaux, masques, tableaux, huiles

Du 25 septembre au 24 octobre

Tout ce que vous souhaitez. Et plus.



Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.

POUR TOUTE RÉSERVATION, CONTACTEZ RÉSERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 55 39 03, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.

LILLE AEROPORT 20 97 82 02 - LILLE NORD MARCO-EN-BAROEUL 20 72 17 30 - LYON ATLAS

HOLIDAY INN CROWNE PLAZA 72 61 30 30 - NICE AEROPORT 93 83 91 32 - PARIS-ORLY

(1) 46 87 26 66 - PARIS-PLACE DE LA REPUBLIQUE (1) 43 55 44 34 - PARIS-PORTE DE

VERSAILLES (1) 45 35 76 63 - PARIS-ROSSY-CHARLES DE GAULLE (1) 39 88 00 22

PARIS-VELLY (1) 39 46 56 96 - STRASBOURG 88 35 70 00

* VOUS SEREZ TOUJOURS BIEN VENUS



HOLIDAY INN CROWNE PLAZA LYON ATLAS
MAINTENANT OUVERT

Management
chez SIRCA Rhône

SIRCA

8

107

Rhône

COMMUNIQUE



Marketing des

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Management à trois chez SIRCA Rhône-Alpes.

C'est notre façon de concevoir la profession de Conseil en Recrutement de Cadres : nous menons à deux depuis 1983 ; voici venu le temps d'intégrer le 3^e consultant selon notre style et nos exigences : associé au capital, autonome mais ayant l'esprit d'équipe, participant activement au développement du cabinet, totalement responsable de ses missions.

Notre intervention ? Dans tous les secteurs de l'économie, aussi bien auprès des entreprises en croissance ou en phase de restructuration, que des groupes internationaux et de leurs filiales. Vous connaissez la région Rhône-Alpes pour y travailler comme Conseil très confirmé auprès des entreprises industrielles et commerciales qui constituent votre fonds de commerce. Quelle que soit l'activité de conseil pratiquée, votre professionnalisme est reconnu. Notre métier vous séduit, rencontrons-nous pour compléter l'équipe.

Merci de faire parvenir votre CV avec photographie et niveau de rémunération et de manifester votre intérêt auprès de Jacques-Yves Léonard, Directeur Général et Marie-Noëlle Regard, Associée, à Sirca Rhône-Alpes - Le Britannica C-20, boulevard Eugène-Darcel - 69003 Lyon, sous référence 061 970 M.

Sirca Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

pour son Département COLLECTIVITÉS LOCALES (organisation, informatique, mobilisation du personnel, démarche qualité, maîtrise des coûts, B2Z...)

UN CONSULTANT SENIOR

Le candidat devra cumuler une très bonne connaissance des collectivités locales et la pratique du métier de conseil en management.

Au sein d'une équipe de 30 consultants, il participera aux développements nouveaux, aux actions commerciales, à la conduite des interventions et à la formation des jeunes consultants.

Envoyer votre lettre manuscrite, photo et CV à
Jacques Duranton
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean-Jaures 92807 Puteaux

Communiquer pour recruter



LA COMMUNICATION POUR LE RECRUTEMENT

Aujourd'hui tout le monde le sait, la communication est plus qu'une mode, bien plus qu'une mise en spectacle. Elle est vitale pour l'entreprise, pour l'économie. Elle représente un outil efficace, performant, destiné à bien, à mieux recruter.

La communication pour le recrutement, ce sont des professionnels qui connaissent parfaitement l'entreprise et ses besoins. Des professionnels qui maîtrisent le marché de l'emploi, qui développent tous les moyens qui font partie du paysage de la communication moderne. Ils sont avant tout des hommes de marketing, le marketing des compétences.

Le S.N.P.A.C. Ressources Humaines (Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées) regroupe les agences et les professionnels de la communication pour le recrutement.

Le S.N.P.A.C., 21 Agences Conseil au service des Res-

sources Humaines : Axial Publicité, Carré Turenne, Colap (Contesse), Consensus, Curriculum, Deb's Publicité, Dessein, Editions Bleu Publicité, Havas Contact, Jonction, Maset Publicité, Media F.A., Media System, Organisation et Publicité, Parfance Annonces, Pierre Lichau - ORC, Projets, Publicité Muratet, Publicité Roger Bley S.A., Sources, Unanime.

Si vous êtes Chef d'entreprise, Responsable des Ressources Humaines, envoyez-nous votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre plaquette.

S.N.P.A.C.
163 rue Saint-Honoré
75001 Paris

SNPAC
Ressources Humaines

le marketing des compétences

Chez un leader mondial X, ECP, MINES, + MBA pour

Diriger une division

CA 1,5 milliard,
1700 personnes, 11 filiales activité fortement exportatrice

Une société industrielle française renommée, filiale d'un groupe américain de tout premier plan, recherche le DIRECTEUR de son plus important centre de profits (80% de CA consolidé).

Ce poste de haut niveau représente une opportunité exceptionnelle pour un jeune manager de valeur, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle. De préférence dans le domaine des industries de process (cimenterie, chimie, sidérurgie...). Il aura déjà assumé des responsabilités opérationnelles de direction, impliquant de solides compétences en marketing industriel (ou en commerce international), développement de produits, études d'investissements, planification stratégique, gestion, animation d'équipes de cadres supérieurs.

L'habitude de travailler au sein d'un groupe multinational serait également un atout.

Son envergure personnelle, ses qualités de manager, lui permettront de valoriser son expérience, de s'affirmer dans le poste et de progresser dans la société et le groupe. Connaissance de l'anglais indispensable, allemand souhaité.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 600.000 F.

Ecrire sous réf. 40A 781 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Groupe anglo-saxon, producteur de biens d'équipement, nous cherchons pour notre headquarter européen (1 300 p. sur 7 500 dans le monde),

le numéro 2 de notre DRH, évaluations et systèmes de rémunération

Pour appuyer la fusion de plusieurs activités, venez concevoir et appliquer des méthodes d'évaluation et un système de rémunération et d'intéressement en priorité pour notre encadrement (300 p.). Vous êtes de plus le responsable de la fonction RH pour notre force de vente (50 p.) et le SAV (170 p.). Vous participez à la mise en place et à l'animation de séminaires sur le management au plan européen.

A 35 ans environ, vous avez acquis l'essentiel de votre carrière dans un contexte international et avez une bonne connaissance des législations et des systèmes de rémunération au moins dans 2 ou 3 pays occidentaux. Basé à Paris, vous vous déplacez dans nos unités (25 % de votre temps) et êtes bien sûr bilingue anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER,
vous remercie de lui écrire (réf. 5102 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes l'un des premiers groupes français dans le négoce international de matières premières agricoles et dans les industries alimentaires implanté mondialement avec 5 000 p. ; nous cherchons

un auditeur senior, H/F (réf. 5094 LM) un auditeur junior, H/F (réf. 5093 LM)

Notre département d'audit, rattaché à notre direction générale (basée à Paris), participe pleinement à la vie du groupe et réalise des missions diversifiées : audits comptables et opérationnels, contrôle de gestion, consolidation, évaluation d'activités, etc. en France comme à l'étranger.

Jeune diplômé d'études supérieures, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en audit (externe ou interne), vous souhaitez rejoindre une petite équipe performante. Votre avenir dans le groupe est assuré (bien sûr, vous maîtrisez l'anglais, voire une 2^e langue étrangère).

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER,
vous remercie de lui écrire
sous référence correspondante



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

3 800 personnes - 140 points de vente

Etablissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans la distribution des prêts aidés par l'Etat, recherche pour PARIS et PROVINCE des

JEUNES DIPLOMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Grandes Ecoles, Universités (maîtrise, DESS, DEA de sciences économiques, gestion, droit, mathématiques...).

• Fonctions d'encadrement variées dans les divers secteurs d'activité de la Société (comptable, financier, expertise immobilière, juridique...).

• Rémunération annuelle de base après un an d'expérience, 170.500 F + avantages sociaux. Perspectives d'évolution de carrière.

Recrutement par la voie du concours d'ATTACHE organisé à PARIS les 26 et 27 novembre 1987 pour 15 postes (6 en option financière - 7 en option juridique - 2 en option mathématique) ouvert aux candidats de nationalité française (ou de la C.E.E.) âgés de moins de 32 ans au 1^{er} janvier 1987.

INSCRIPTIONS : - retrait des dossiers : du 7 au 22 octobre 1987 inclus,
- dépôt des dossiers : jusqu'au 30 octobre 1987 inclus,
date limite d'arrivée au Siège de la Société.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER de FRANCE - Service du Personnel - "Information-Concours" 19, rue des Capucines - B.P. 65 - 75001 Paris Cedex 01
Tél. : (1) 42 44 80 66 - (1) 42 44 80 67.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

COTÉSE

سكزا من الاجل

Jeune responsable marketing

CONSTRUIRE LA BANQUE DE DEMAIN

Au sein d'un groupe bancaire de 28.000 personnes et 1.830 agences en France, notre établissement compte parmi les plus importants. Nous nous sommes particulièrement développés sur notre région - la Franche Comté - au travers d'une cinquantaine d'agences, un effectif de 820 personnes et 4,5 milliards de Francs de ressources.

Nous souhaitons maintenant structurer notre fonction Marketing, afin de mieux accompagner notre Direction dans sa réflexion stratégique.

Votre challenge : • Eclairer et participer aux choix de stratégie. • Etablir le plan marketing. • Développer la notoriété.

• Promouvoir l'esprit marketing dans le réseau.

Dans la trentaine, de formation commerciale supérieure, vous avez une première expérience marketing de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans la banque, les services financiers, le conseil en organisation.

Stratège, mais aussi homme de terrain, vous savez créer, innover, mais aussi organiser et animer. Votre qualité dans la communication et votre sens de l'adhésion seront vos atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Catherine Millet, qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR référence 98-RM, 13 rue Grôlée,

69289 Lyon Cedex 02.

COFROR

La dynamique des ressources humaines

FORMATION RECRUTEMENT

Constructeur informatique de dimension mondiale (250 personnes en France), nous concevons la Formation comme l'un des moteurs du développement et de la valorisation de l'Homme.

C'est dire que votre mission dépassera celle d'un gestionnaire du plan de formation.

Vous jouerez également un rôle important auprès des opérationnels en pilotant avec le D.R.H. les différentes phases de nos recrutements.

Diplômé d'études supérieures, riche d'une expérience de 2 à 3 ans, si possible en milieu informatique, vous souhaitez encore mesurer vos capacités et votre potentiel d'évolution.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, s/réf. O/DY/LM, à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHA ANTIPOLIS

Responsable des produits "chaussure"

PARIS

FF 300.000 ±

recherché par un des leaders de la Distribution moderne afin de concevoir les différentes Collections de produits à caractère permanent et saisonnier pour hommes, femmes et enfants.

Votre grande expérience de la fonction et du marché vous permettra d'établir des prix de Collections couvrant les différents créneaux.

Vous sélectionnez des produits français et importés possédant de bonnes qualités techniques. Vous pourrez faire appel à des stylistes extérieurs.

Agé d'au moins 35 ans, vous avez un minimum de 5 à 10 ans d'expérience de la fonction ou en tant que Chef de Produit Chaussure. Sensible aux formes et aux couleurs votre esprit très concret vous permet également de résoudre les problèmes avec logique et rigueur. Anglais courant, Italien souhaité.

Si ce poste vous motive et si vous souhaitez intégrer une équipe hautement performante, adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. et appointements désirés, sous référence 6020-M à I.C.A. 5 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

La Mission de nos Délégués Pédagogiques : promouvoir le Livre Scolaire

Conseiller les enseignants dans leurs choix d'ouvrages, animer leurs relations avec l'éditeur et bien sûr développer les ventes auprès des libraires spécialisés : telles sont les principales missions des délégués pédagogiques qui contribuent tout autant que la qualité de nos manuels au renom d'Hachette comme éditeur scolaire.

Venez rejoindre cette équipe avant de prendre la responsabilité d'un secteur à Paris ou en Province, nous vous formerons durant six mois à nos méthodes et à nos collections dans notre Centre Pédagogique de Paris.

Diplômé de l'Université ou d'une école de Commerce, c'est dans la vente de produits culturels, de services ou dans l'enseignement que vous avez acquis votre première expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 819/M à Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE 12, rue François 1^{er}, 75008 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

DU PONT DE NEMOURS

La Division Peintures Carrosserie de notre département PEINTURES, en constante expansion, recrute un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Basé à Paris pour trois ans maximum, vous assurerez la promotion et la vente de nos produits sur le territoire français. Ensuite, vous exercerez vos fonctions à partir de la Direction Européenne de nos opérations, située à Bruxelles.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de chimie ou d'une Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience dans la profession de deux ou trois ans. Jeune ingénieur débutant, ambicieux et motivé, votre candidature nous intéresse également.

Si vous parlez anglais couramment et avez de bonnes connaissances dans l'une de ces trois langues, allemand, espagnol ou italien, vous avez les atouts nécessaires pour intégrer une équipe dynamique dans une société performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux importants.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Département des Ressources Humaines/DO

137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07



Dans le cadre de sa politique économique d'aide structurelle au développement des PME, PMI,

Le Département du Nord recrute :

QUATRE RESPONSABLES DE RUCHES D'ENTREPRISES

La ruche d'entreprises est un lieu d'accueil pour une quarantaine de jeunes entreprises ou de projets en création.

Les premières ruches se situent à Denain, Saint-Pol, Maubeuge, et Roubaix.

Votre rôle :

- Participer au repérage et à la sélection des projets.
- Animer et coordonner les services communs.
- Répondre aux problèmes rencontrés par les nouveaux entrepreneurs, les guider dans leurs démarches administratives, la constitution de leur plan d'affaires, leurs relations avec les partenaires socio-économiques.

Votre profil :

Peuvent faire acte de candidature les titulaires d'une maîtrise de sciences économiques ou d'un diplôme équivalent, possédant une expérience professionnelle, ayant le sens des relations humaines et le goût de l'animation.

Contact :

Les dossiers de candidatures devront comprendre :

- une demande accompagnée d'un curriculum vitae
- une photo d'identité
- la photocopie des diplômes

Ils devront parvenir au plus tard le 20 octobre 1987 à l'adresse suivante :

M. le président du Conseil Général

Direction du Personnel

1^{er} Bureau - Recrutement

HOTEL DU DEPARTEMENT

2, rue Jacquemars Glisée - 59047 LILLE CEDEX

Conseil Général
Département du Nord

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 288 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

Ville de Niort (60 000 habitants) préfecture des Deux-Sèvres à moins d'une heure de La Rochelle et de Poitiers

RECRUTE

Le RESPONSABLE ADJOINT de la de son service INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE

Le service est équipé :
— Du système UNISYS 1100 70 ;
— D'une base de données DMS 1100 ;
— D'un logiciel quatrième génération MAPPER.
— D'un réseau bureautique SPERRYLINE.

IL COMPREND 15 AGENTS DONT 6 PROGRAMMEURS.
Le titulaire du poste qui nous recherchons, outre de bonnes connaissances techniques et si possible du contexte des collectivités locales, devra être apte à traiter les problèmes d'organisation et méthodes pour assurer, en relation avec les services, le développement d'un schéma directeur informatique et bureautique adapté aux impératifs de gestion de la mairie.

Il devra justifier d'une expérience professionnelle de même niveau et d'une formation Bac + 4 de type MAGE.

Les candidats pourront être titulaires d'un emploi de la fonction publique (attaché principal, directeur de services administratifs, ingénieur, ingénieur-chef) ou contractuels.

Adressez candidature avec photo et c.v. détaillé à :
Monsieur le Maire, services du personnel, 79022 NIORT CEDEX.
AVANT LE 30 OCTOBRE 1987.

En mairie à Niort, le 24 septembre 1987.

gsi FINANCES

Notre groupe, GENERALE DE SERVICE INFORMATIQUE représente aujourd'hui plus de 2300 personnes en France et à l'étranger et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1986. Placée dans le peloton de tête des SSII européennes, GSI dispose d'une puissante présence sur les marchés français et étrangers : filiales, agences et distributeurs.

Nous sommes la filiale spécialisée dans l'élaboration et la commercialisation de systèmes d'information de gestion financière et comptable. Nous comptons 120 personnes et nous réalisons un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Notre réussite est essentiellement liée à l'expertise de nos collaborateurs, à la qualité de nos produits et à la confiance de plus de 300 entreprises.

Nous développons à travers la division *Business Management* notre savoir-faire dans les systèmes d'information de gestion en Europe et aux Etats-Unis.

Notre métier : concevoir et mettre en œuvre des systèmes d'information hautement performants intégrant les réseaux, les progiciels et les services (conseil, installation, formation, assistance...).

Atlante MX - Tolas Finance - Tolas Finance 36
Nos solutions financières et comptables.

Conçues en plusieurs versions, nous proposons une gamme très étendue de solutions intégrées ou indépendantes, adaptées aux besoins spécifiques des grands groupes comme des petites et moyennes entreprises.

- TOLAS FINANCE et ATLANTIS MX couvrent l'ensemble des grands sites IBM et DIGITAL.

- TOLAS FINANCE 36 est destiné exclusivement aux sites IBM 36.

Ingénieurs commerciaux

- TOLAS FINANCE et ATLANTIS MX.
- Prospector et développer de nouveaux marchés, telle est la mission que nous souhaitons vous confier.
- Gérer et participer à l'évolution de nos grands comptes nécessitent aussi une expertise.
- De formation supérieure (écoles de commerce), vous possédez une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la vente de solutions informatiques auprès d'une clientèle «grandes entreprises».
- La connaissance des systèmes d'information ainsi qu'une approche «progiciels» serait appréciée (réf. LM 01).
- TOLAS FINANCE 36.
- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez valoriser votre première expérience de la vente de solutions aux entreprises.
- Leader sur le marché IBM 36, nous souhaitons vous confier le développement national, mais aussi régional de notre activité.
- De nombreux postes sont à pourvoir à Paris, Grenoble, Strasbourg et Lyon (réf. : LM 02).

Consultants application

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous êtes le garant fonctionnel de nos solutions : mise en place et évolution.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez acquis une première expérience en cabinet d'organisation et/ou en SSII. La participation à l'installation ou à la réalisation d'un progiciel de gestion serait un atout (réf. : LM 03).

Outre le management participatif, nous offrons de réelles perspectives d'évolution, à des candidats de valeur, dans une équipe jeune et performante.

Ces opportunités vous intéressent. Nous vous remercions d'écrire à notre Conseil en précisant la référence choisie.

Danielle GABILLON - INFORAMA - 7 rue Pasquier 75008 Paris.



LYON - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE

DMC

RESPONSABLE ORDO, ACHATS/APPRO : UNE FONCTION CLÉ...

LYON - Le Groupe DMC (8 milliards de CA) est l'un des premiers groupes textiles européens et connaît une forte progression. La Division Tissus Industriels (600 personnes), leader dans son domaine, fabrique des produits techniques pour la confection.

Rattaché au Directeur Industriel, à la tête d'une petite équipe, vous gerez les ordonnancements et optimisez les flux de nos 4 usines suivant des impératifs commerciaux et techniques bien spécifiques à chaque unité.

Quant aux Achats et Appro, il s'agit d'établir les prévisions, organiser les Appro matières premières, négocier les contrats, suivre l'évolution des produits et marchés fournisseurs, en France et à l'étranger.

Nous voyons aux commandes de ce poste-clé pour l'efficacité et la performance de l'entreprise, un professionnel de l'Ordonnancement, de 35 ans environ, ingénieur ou équivalent, ayant animé avec succès une fonction similaire, impérativement dans l'industrie textile.

La taille et le développement du groupe garantissent des opportunités d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 184/M à notre Conseil ALGOE, en écrivant à Carole de CHILLY, 9 bis, route de Champagne 69134 ECULLY Cedex.

ALGOE

RECHERCHES ALTERNATIVES

BANQUE - RÉGION CENTRE

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

recherche

UN ADJOINT (CLASSE VIII)

Chargé des Divisions Titres et Épargne, et Moyens Généraux.

À ce titre il devra :

- Assurer la gestion des hommes et des moyens matériels de ces divisions
- Étudier et mettre en place les réformes administratives nécessaires en collaboration avec les Directions concernées, dans un contexte de forte évolution technique.

Le poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur âgé d'environ 35 ans ayant quelques années d'expérience en secteur administratif dans le traitement des titres.

Une expérience d'organisation serait également appréciée.

Des déplacements de courte durée en région parisienne sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2809 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Frodoval, 75014 PARIS, qui transmettra.

Du cabinet à l'entreprise
2 ans adjoint puis
chef de la comptabilité

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, une société très performante leader européen sur son marché (2 filiales USA et Allemagne - CA consolidé 900 millions de francs) recherche son

Futur chef de
service comptable

Son parcours : Pendant la période de 2 ans durant laquelle il sera en position d'adjoint, il assistera le titulaire du poste sur l'ensemble de ses fonctions afin de bien connaître toutes les caractéristiques de l'entreprise.

Il sera associé plus particulièrement :

- au contrôle et à la coordination des comptabilités auxiliaires,
- à la préparation et au suivi des antécédents mensuels, ainsi qu'aux opérations de clôture,
- au suivi de la législation comptable et fiscale.

Il secondera par ailleurs le responsable actuel dans la mise en œuvre de nouvelles procédures, le développement des applications informatiques en temps réel, ainsi que dans les relations quotidiennes avec le service informatique et le contrôle de gestion.

Son profil :

Il devra disposer de 3 à 5 ans d'expérience en cabinet et d'une solide formation niveau expertise comptable, (connaissances en micro-informatique appréciées). Des qualités de rigueur, d'organisation, d'ouverture d'esprit et d'animation seront les atouts d'un candidat désireux d'aborder une nouvelle phase de sa vie professionnelle.

Poste basé à Paris. Ordre de grandeur de rémunération 250.000 F +

Ecrire sous réf. 39 A 767 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Recruter notre encadrement
une responsabilité essentielle
dans notre entreprise.

Nous sommes une entreprise de travaux publics renommée, solidement implantée, ayant une activité diversifiée et internationale.

Notre responsable du recrutement des cadres et ETAM élargit ses responsabilités dans notre groupe et nous recherchons son successeur.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (psychologie, droit, gestion) ayant 2 ans d'expérience en recrutement, connaissant si possible le domaine TP-Bâtiment.

Outre ses activités de recrutement et de développement des contacts avec les grandes écoles, il participera également à la gestion du personnel expatrié. Poste formateur permettant d'assumer ensuite, au sein d'une agence ou filiale, la responsabilité complète des ressources humaines.

Poste : banlieue Sud Paris

Ecrire sous réf. 40 A 758 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



AM, INSA, ENSI

Jeune ingénieur
de fabrication

Une société française renommée (2000 personnes, CA 1,8 milliard) rattachée à un grand groupe international et dotée d'un outil industriel très moderne, recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité d'un secteur de fabrication.

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant environ 2 ans d'expérience ou débutant, dynamique, animateur, organisateur, capable de diriger une unité automatisée, fonctionnant en continu et ayant un effectif de 80 personnes.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. 40 A 780 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



EN VAL-DE-LOIRE

Important groupe alimentaire recherche pour l'une de ses unités (500 personnes), son

CHEF des SERVICES TECHNIQUES
Ingénieur ELECTRICITE + AUTOMATISMES

Rattaché au Directeur d'unité, il sera responsable d'une structure de 60 professionnels (électricité, fluides, mécanique) assurant la maintenance d'un outil de production de plus en plus automatisé. Il aura notamment à faire évoluer l'organisation de son service pour une meilleure efficacité (développement de l'entretien préventif, maintenance assistée par ordinateur).

Il participera à l'étude de nouveaux matériels intégrant électronique et automatismes.

Ingénieur diplômé (base électricité, + automatismes), il a environ 32 ans et une réelle expérience de commandement acquise en production ou maintenance.

Merci d'écrire sous réf. 7102 M avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés

116, Champé-Sylvestre 75008 PARIS.

هكذا من الاجل

La filiale d'un groupe industriel, leader mondial dans sa branche recherche son Directeur Général, qui résidera à Paris ou en région parisienne.

Le candidat, âgé de 40 à 45 ans (formation Centrale, Supélec ou équivalent) aura acquis une expérience réussie de la gestion, une maîtrise des problèmes humains. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser CV, prétentions AGENCE MAILLE, réf. 9274, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR GENERAL

Les Nouveaux Constructeurs

Notre groupe de Promotion Immobilière avec 500 personnes réalise 1,5 milliard de francs par an : maisons individuelles, immeubles, bureaux et résidences services en France et aux U.S.A. Notre nouvelle filiale, LNC REGIONS, pour l'Est et le Nord de la France recherche son

Responsable de développement

Résidé à Strasbourg

Soutien actif de notre Directeur Régional, votre mission sera complète et polyvalente : prospection et négociation foncière, montage des affaires nouvelles technique avec le B.E. et les architectes, administrative : instructions des permis de construire, financière et commerciale, participation active à la définition du produit et à la vente de nos programmes aux acquéreurs institutionnels.

Il est évident que votre formation (architecte, université, grandes écoles) est doublée d'une expérience en entreprise significative (5 à 7 ans) et réussie. Ce qui vous permet aujourd'hui d'être disponible, rigoureux, imaginatif et très bien organisé dans votre travail. Opportunité, anticipation, restitution fidèle des informations et prise rapide de décision ont une réelle signification pour vous. Les entretiens auront lieu à Strasbourg ou Paris. Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 5312 M au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 4 quai Kléber - 67036 STRASBOURG CEDEX.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Membre de Syntec

DE VOUS A NOUS...

- Je souhaite VENDRE dans une grande entreprise mais pas dans l'anonymat d'une structure écrasante.
- Je recherche un secteur d'activité porteur et une entreprise dont l'avance technologique est reconnue.
- Dans le cadre d'objectifs de vente à atteindre, je veux très vite des responsabilités, avec une large autonomie de décision.
- Je souhaite évidemment que l'entreprise où je serai m'offre des possibilités réelles d'évolution, en fonction de ma réussite et de mes aspirations.

Nous sommes plus de 23.000, mais nos **INGÉNIEURS COMMERCIAUX** sont intégrés dans de petites structures, à taille humaine.

Nous développons constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.

Nos ingénieurs commerciaux ont la responsabilité totale des VENTES sur un secteur géographique, ou dans une branche d'activité spécialisée.

Vous pourrez accéder à des niveaux élevés de responsabilités commerciales. La vente mène à de brillantes carrières.

Jeunes diplômé(e)s de grandes écoles d'ingénieurs et de commerce (BAC + 4 minimum)

Si vos aspirations correspondent à ce que nous vous proposons, si vous êtes motivés pour la vente, si vous êtes débutants ou possédez une première expérience professionnelle, vous pouvez devenir **INGÉNIEUR COMMERCIAL**.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Si vous souhaitez saisir cette opportunité pour entrer à IBM France, écrivez-nous à - Département Recrutement - (réf. G 61) IBM France, 2 rue de Marengo - 75001 PARIS

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

Si nos produits vous emballent...

Le Groupe HENKEL en France, première filiale d'un groupe chimique de dimension mondiale, c'est :
- 3,6 Milliards de Francs de CA,
- 10 usines,
- 25 % de progression de son CA en 1986.

Dans le cadre de cette très forte expansion, notre Division Achats recherche

UN ACHETEUR EMBALLAGE

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'une Ecole d'Ingénieurs Chimistes complétée d'un 3ème cycle de Gestion.

Vous parlez Anglais et/ou Allemand. Vos talents de négociateur fiable et autonome, complétés par votre motivation pour l'amélioration et la rentabilité, seront des atouts essentiels pour ce poste.

Nous vous confierons, après formation à nos produits et méthodes, la responsabilité des achats d'une gamme d'emballages ou sein d'une équipe jeune et dynamique.

Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction serait appréciée.

Si ce poste vous emballé, adressez votre candidature à Marie Louise CARBONNIER - HENKEL FRANCE - 12 avenue Raspail - 94250 GENTILLY.



ANIMER DES CENTRES DE PROFIT DÉCENTRALISÉS

C'est ce que vous propose une très importante et très dynamique **SOCIÉTÉ D'ASSURANCES IARD** dont le siège est à Paris et qui recherche

UN CADRE RESPONSABLE DU FONCTIONNEMENT ET DES RÉSULTATS DES CENTRES DE PROFIT qui lui seront confiés

Il devra avoir : « le goût du terrain » une formation supérieure ou une expérience d'au moins 5 ans, de préférence dans l'assurance ou des services proches « de réelles capacités de communication » un sens aigu des responsabilités « le souci d'aller à l'essentiel » et de dynamisme « une forte motivation de réussite » la passion de l'excellence « de la disponibilité pour des déplacements fréquents » une bonne maîtrise de la langue.

Nous lui confierons : la responsabilité de la relation entre notre siège et des centres de profits décentralisés pour la faire adhérer aux orientations, aux politiques commerciales, budgétaires, techniques de la société et les appuyer dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement).

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, CV, photo et prétentions, sous référence 174 M, à

Marie-France KLEIN

20, av. des Tilleuls - 94370 Montigny-les-Corbeilles

(Confidentialité garantie pour les candidats en poste.)

Nous indiquons les entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en relation.

ANIMER, GERER, DECIDER ... POUR UN SERVICE CREDIT OPTIMUM !

SOUS-DIRECTEUR DES CREDITS.

TELEPHONEZ AU 47 54 59 19

C'est le poste que nous vous proposons au sein de l'une de nos banques populaires en Province (820 personnes, 3,5 Mds de crédits, 4,5 Mds de dépôts, 50 agences). Responsable d'une équipe de 30 collaborateurs, vous prendrez en charge avec elle l'étude des crédits toutes catégories. **Votre objectif** : améliorer la gestion du risque et optimiser l'efficacité des services crédits.

Vos moyens : un pouvoir de décision afférent à l'octroi des crédits, une équipe compétente, la possibilité d'utiliser des moyens informatiques pour faire évoluer la gestion des crédits. Pour mettre en pratique votre goût des responsabilités, votre sens du risque et vos capacités de décideur nécessaires au poste, vous avez acquis après une formation supérieure une connaissance

et une pratique du crédit de haut niveau. Pour rejoindre en région une banque dynamique, qui saura valoriser vos compétences, appelez **Régis Chevillard** au (1) 47 54 59 19 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ou écrivez-lui à la Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram, 75017 Paris Cedex 17.

BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Vous souhaitez aller réussir professionnellement et qualité de vie, optimiser votre carrière dans la région à laquelle vous êtes attaché. Notre cabinet, leader dans le domaine du conseil juridique et fiscal, vous offre cette opportunité.

Participez à notre développement au sein de l'un de nos bureaux, rattachés à 23 pôles régionaux. Nous recherchons des :

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIÉTÉS (réf : DS)

SPECIALISTES DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES (réf : FE)

Expérience minimum de 3 ans.

Pour un poste dans votre région, n'hésitez pas à contacter Madame LECLERCO, en appelant au 16 (1) 47.58.18.20 (p. 1941) ou en lui adressant votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence choisie à :

FIDAL

fiduciaire juridique et fiscale de France

FIDAL - 2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS PERRET.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DANS LA MONÉTIQUE 300.000 + AU CÔTÉ DU P. D. G. : UN DÉVELOPPEUR

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de nos activités en France. En tant qu'adjoint de notre P.D.G., vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

À 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée dans les secteurs pétroliers/banquiers, ou encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M31.125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

RESPONSABLE MARKETING

La création d'une fonction clé

Filiale d'un Groupe industriel français, nous développons notre activité sur le marché des matériaux de construction. Notre importante croissance interne et externe nous conduit à accentuer notre réflexion Marketing. Auprès de notre Directeur Général qui attend beaucoup de vos compétences vous prendrez l'ensemble des composantes de la fonction Marketing (études de marché, définition des politiques, promotion, etc.). Le Marketing que vous construirez sera avant tout opérationnel et concret même dans ses aspects stratégiques, c'est-à-dire conforme à l'attente du milieu industriel. Vous serez en contact permanent avec nos Directeurs régionaux, et l'interface privilégiée entre la Direction Générale, la Recherche/Développement et le Terrain. 2 à 3 ans d'expérience, diplômé d'une Ecole de Commerce... ou ingénieur, vous êtes attiré par les produits industriels. Concret et ouvert pour être rapidement à l'aise, vous savez allier l'imagination et la rigueur, le goût des contacts et le sens de la gestion. Notre Groupe pourra vous proposer des évolutions à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence O/MA/LM à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.

Raymond Poulin Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - route des Lucioles - 06560 SOPHIA - ANTIPOLIS

ANIMATEUR DE FORMATION

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SUR.

Au Groupe de Paris - sociétés privées d'assurances, 3 milliards de C.A. et 2 500 personnes - le développement est notre première priorité. Développement de notre activité, mais aussi développement de nos ressources humaines. Afin de préparer et d'assurer l'adaptation de nos collaborateurs à l'évolution de nos métiers, nous renforçons notre division Formation et nous recherchons un ANIMATEUR DE FORMATION.

Pour :
- participer à l'élaboration des programmes de mise à niveau du personnel non cadre par la conception des modules d'enseignement général (français, mathématiques) ;
- mettre au point les outils pédagogiques nécessaires (utilisation de l'EAO et/ou réalisation de différents supports) et animer les stages de formation.

Vous :
- possédez un diplôme d'études supérieures littéraires complété de solides bases en mathématiques classiques (arithmétique, algèbre) ;
- maîtrisez la pédagogie des adultes acquies de préférence dans des organismes publics de formation (GRETA, AFPA...) ;
- avez le sens des contacts et le goût du travail en équipe ;
- êtes à la fois rigoureux et concret pour mettre en place des formations par objectif.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et précis de votre niveau de prétention), sous la réf. 1987/F, au Service Recrutement Cadres - AGP 21, rue de Châteaudun - 75008 PARIS.

Conseil en recrutement

Un des premiers cabinets français de conseil en recrutement de cadres et de dirigeants renforce son équipe et recherche un CONSULTANT capable d'assurer la responsabilité de missions complètes de recrutement.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (psychologue, sciences Po, ESC...) ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà mené des activités de recrutement de cadres en entreprise ou en cabinet. Il s'intégrera dans une équipe compétente exerçant son métier de conseil avec dynamisme et rigueur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 6272M à PUBLIPANEL 1, rue Falguière 75015 Paris qui transmettra. Discrétion absolue.

Recruter : un choix, un art.

On pourrait ajouter : une passion. Ce ne sont pas les consultants de Sirca qui nous démentiront ! En tout cas, depuis 2 à 5 ans que vous exercez ce métier, en cabinet ou en entreprise, vous vous sentez dans votre élément. Ce goût pour les sciences humaines s'est révélé pays fertile au cours de vos études supérieures : maîtrise de Psychologie, Psycho-Prat, 3^{ème} cycle en gestion de personnel - CELSA, CFFOP...

Nous sommes un puissant organisme financier, aux structures complexes, et nos besoins en matière grise sont importants. Un millier de personnes constitue notre population cadres. Notre objectif est de gérer au mieux cette ressource majeure et c'est pourquoi nous étendons notre équipe.

Vous agissez comme un consultant interne, menant vos missions en toute autonomie, avec la diligence et le sens du service que l'on doit à des « clients ». Quand vous aurez bien intégré la culture propre à notre entreprise, vous dirigerez votre fonction en participant à la gestion des carrières. Une première lettre aux consultants de Sirca sous référence 759 521 M, 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle. Localisation : Paris Centre.



Sirca
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

Pour faire face à l'accroissement de ses effectifs (300 personnes par an), le groupe SLIGOS (2650 personnes), 5^{ème} SSII française recherche un

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Diplômé d'études supérieures (DESS de psychologie du travail...), vous avez une solide expérience du conseil en recrutement. Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous prendrez en charge des missions opérationnelles et complètes en étroite collaboration avec les Directeurs d'Unités du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. GB/CR à Georges BERAUDIERE - Direction des Ressources Humaines SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

elf antargaz

recherche

Technicien commercial

Direction Régionale de Rennes

Animateur de l'équipe technique commerciale, il mène les démarches et les négociations COMMERCIALES de la Direction Régionale pour les problèmes TECHNIQUES gaz (interventions, réalisation de travaux techniques-économiques).

Nous recherchons rencontrer pour ce poste des ingénieurs diplômés (ESA, ENSA, IDN, et justifiant une expérience dans le domaine TECHNIQUE).

Merci d'adresser C.V., photo, prétentions à ELF-ANTARGAZ - Service Recrutement 1, rue Léon Leduc - 75017 PARIS.

Pierre Leduc

HEC, ESSEC, SCIENCES PO... Un premier poste dans la finance

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un très grand Groupe industriel.

Leader dans notre secteur, nous avons accordé 17 milliards de nouveaux financements l'an passé, et dégagé un résultat net de plus de 350 millions de francs.

Nous recrutons, pour notre branche Entreprises, en plein essor, des diplômés de l'enseignement supérieur à fort potentiel, prêts à s'investir pour être les moteurs du développement de ce secteur.

En plus d'une rémunération très motivante et d'une voiture de fonction, nous vous offrons la possibilité d'une évolution de carrière rapide au sein de notre établissement et de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/ED/LM, à notre Conseil Denis SESBOUE, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Organisateur en Rhône-Alpes

Nous sommes une banque régionale en pleine expansion et nous recherchons un acteur actif de notre développement.

Dans un milieu très informatisé, vous aurez pour mission d'organiser, avec une large autonomie, un réseau de vente et les services du siège (proposition de projet, développement des outils et suivi).

A une formation d'école d'ingénieurs, vous ajoutez une expérience de 2 ans dans un cabinet d'organisation.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 290 à :

MÉDIA P.A. - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON - qui transmettra.

Le Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence

RECRUTE

UN CHARGÉ DE MISSION

pour mettre en application la politique culturelle du Conseil général.

Expérience souhaitée :

Niveau minimum de diplôme : Bac + 4.
Traitement mensuel net : 10.000 F.

Adr. av. la 1^{re} NOVEMBRE 1987, C.V. man. à :

Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence,
Direction du personnel et des Services généraux,
13, r. du Docteur-Romieu, 04003 Digne CEDEX.

... qualité ... nouvelles technologies ... animation
Cabinet Conseil, notre équipe participe au projet de développement des entreprises, nous souhaitons intégrer un ingénieur

consultant junior

Complétant votre formation de généraliste, vous serez compétent pour réaliser des audits et conduire des phases d'accompagnement impliquant pour animer des groupes projet « de progrès » cercles de qualité, motivé pour y réaliser un projet personnel s'inscrivant dans le cadre de nos activités.

De formation supérieure scientifique (IDN, ECL, AM, ...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à André Hébert.

Discrétion assurée.

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building
11, rue du Financier Poissonnière
75009 Paris

هكذا من الاجل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA LIBRAIRIE

HATIER
recherche

Délégué pédagogique H.F.

pour assurer la promotion de ses ouvrages dans les établissements scolaires.

Votre profil :

- formation supérieure
- 25/30 ans
- forte motivation pour les produits éducatifs et culturels.

Notre offre :

- secteur Sud Région parisienne
- fixe + % + voiture.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à P. Barret - Librairie Hatier - 8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06.

Evoluez au sein d'un groupe pétrolier de dimension internationale

ingénieurs grandes écoles

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans les activités diversifiées de notre groupe et vous proposons en première affectation :

- Poste opérationnel en Raffinerie (procédés, entretien, exploitation). Une très bonne connaissance de la langue anglaise et une formation complémentaire aux États-Unis sont souhaitées. Réf. 0416
- Poste au sein de notre Direction Informatique (informatique de gestion ou scientifique). Réf. 0417

Pour ces postes une grande mobilité géographique est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions en précisant la réf. choisie à Lévi Tournay/Ascom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon - qui transmettra.

BANQUE DE PLACEMENTS ET DE CRÉDIT MONTE-CARLO
GROUPE DE LA SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

recherche

UN JEUNE CADRE DYNAMIQUE
(Classe II à IV) capable de diriger le service du trafic des placements internationaux.

Qualifications requises :

- niveau études générales, BAC ;
- R.P. Banque ;
- expérience bancaire confirmée ;
- langues : français, anglais, allemand souhaité.

Veuillez adr. C.V. et prêtant à : Direction du personnel, BANQUE DE PLACEMENTS ET DE CRÉDIT, R.P. 189, MC 98007 MONACO CEDEX. (Ne pas téléphoner.)

IMPORTANT ORGANISME INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DE L'OISE

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN
(même débutant)

Votre enseignement portera sur la mécanique, les sciences physiques, les mathématiques, le dessin industriel, auprès d'un public d'adultes salariés d'entreprises et de jeunes de centre d'apprentissage (du B.E.P. aux bacs professionnels).

Lieu de travail : Beauvais.

Merci d'adresser sous référence 87.06.02, lettre manuscrite, C.V. et prétentions au SIVVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

Bâtiment-Travaux neufs

JEUNE DIRECTEUR TECHNIQUE
Angers

La Société anonyme d'HLM du Val de Loire (180 personnes, 120 millions de chiffre d'affaires, 8200 logements), a pour vocation la construction et la location d'immeubles collectifs et de pavillons individuels. Reorganisant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Directeur Technique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura en charge la gestion et l'animation d'un département englobant une soixantaine de personnes réparties entre différents services (Travaux Neufs, Entretien, Administration technique, Accession...), tout en assurant le suivi des plannings ainsi que les relations avec les architectes dans l'élaboration de plans, le lancement des appels d'offres, l'avancement des travaux, etc...

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (ENSAM, ESTP ou équivalent), entreprenant et meneur d'hommes, âgé de 27 ans minimum, muni par la fonction Travaux Neufs, et pouvant justifier d'une première expérience professionnelle, de trois années au moins, acquise à ce niveau de responsabilité, dans la gestion et l'organisation de chantiers ou de bâtiments (industriels ou d'habitation). La réussite à ce poste implique une bonne autorité naturelle, une grande rigueur et de réelles aptitudes relationnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 1/1881 C à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
18, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE-ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Export Lyon

Dans le secteur de la transformation des films et sacs polyéthylène, nous sommes en constant développement grâce à :

- notre indépendance qui nous permet de mener une stratégie claire et soutenue,
- notre croissance qui nous procure une position de marque (C.A. 400 MF),
- notre volonté de progresser dans tous les domaines.

Notre matériel est ultra moderne. Notre équipe compétente et efficace (350 personnes) Notre politique d'investissements dynamiques.

Nous sommes déjà présents sur les marchés étrangers et entendons développer notre activité dans les PAYS DU MARCHÉ COMMUN.

Nous créons la mission export. Vous pouvez en devenir le Responsable. Agé d'environ 35 ans, parfaitement TRIUNQUE ANGLAIS-ALLEMAND (bilingue capot), votre expérience de la fonction est déterminante :

- maîtrise parfaite des procédures,
- fin négociateur (notable),
- organisateur et animateur d'un réseau commercial à l'étranger,
- connaissance approfondie de la distribution export de produits de renouvellement.

Notre réussite est fondée sur l'efficacité des hommes et notre stratégie de développement. Ce nouvel enjeu à l'horizon Européen doit devenir le vôtre.

Notre conseil Pierre ZENTAR, vous remercie de lui adresser lettre de motivation, CV et photo s/réf. 221.87.170 M Pro Consultant - 18, rue Rouget de Lisle 42000 St-Etienne.

GROUPE DE COMMUNICATION MULTI-MÉDIA
leader sur sa région recherche un

CHEF DE GROUPE MARKETING
pour son département "Régie des Quotidiens"

Sa mission :

- Recommander et exploiter des études qualitatives et quantitatives et participer, sous l'autorité du Directeur Marketing et Commercial, au développement d'un nouveau type de communication régionale tant sur le plan de la qualité que de l'efficacité.
- Intervenir sur le terrain en support des commerciaux, en qualité de spécialiste marketing-média.

De formation supérieure, le candidat aura une expérience réussie de marketing opérationnel en régie de presse, d'environ 5 ans. Il aura une bonne connaissance des techniques et outils marketing et sera capable de vendre ses services avec autorité et pédagogie à ses homologues commerciaux et aux annonceurs.

Poste basé grande métropole région sud.

Merci d'adresser vos C.V. et prétentions sous réf. EM 347 au Cabinet Giraud Mouchot Conseil - 21 bis, rue de Paradis 75010 Paris.

giraud mouchot conseil
Cabinet en recrutement de personnel

DIRIGER UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Nous recherchons une personne dynamique et motivée, pour diriger une École de Commerce, créée à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Metz, et dont les premiers étudiants sont attendus pour septembre 88.

Chef d'entreprise au sens plein du terme, vous en pilotez le lancement et saurez rapidement bâtir un rayonnement international, conforme à la vocation première de cette école. Cela suppose évidemment la pratique courante de l'allemand et de l'anglais.

Notre candidat(e) aura idéalement une formation de haut niveau (École de Commerce ou universitaire) et si possible la double expérience de l'entreprise et de la pédagogie.

Nous vous remercions de nous faire connaître votre intérêt pour ce challenge par l'envoi de votre C.V., s/réf. 0114/LM, et aurons grand plaisir à être votre interlocuteur pour vous présenter en détail l'école et le poste.

Walter

gestion de ressources humaines

Ville de Saint-Denis (93200)

RECRUTE

UNE DIRECTRICE DE CRÈCHE

pour animation, encadrement de personnel et gestion financière.

DIPLOME DE PÉDAGOGIE EXIGÉ.

Envoyer candidature et C.V. à :

Monsieur le Maire
2, place Victor-Hugo, B.P. 288,
93205 SAINT-DENIS CEDEX 1.

BANQUE INTERNATIONALE
NEOLLY

recherche pour ses départements RECOUPES INTERNATIONALES et OPERATIONS DOCUMENTAIRES

GRADES(ES) DE BANQUE

ayant expérience dans le domaine des crédits documentaires ou JEUNES DIPLOMES(ES) GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES.

- Bonne pratique de la comptabilité.
- Anglais indispensable.

Adressez lettre manuscrite + C.V. s/réf. 6360 à PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Importante ville Nord-Ouest de la région parisienne

RECHERCHE

UN CADRE

Niveau BAC + 4 (DEFA) de préférence chargé auprès du directeur du service de l'agence (crèches, centres de loisirs et de quartiers, centres de vacances) de la mise en place et du suivi de l'ensemble des questions liées aux concours, aux recrutements et à la mise en place des fonctionnements.

Expérience professionnelle dans le domaine de l'enfance et des loisirs souhaitée.

Adr. candidature et C.V. accompagnés d'une photo s/réf. 8066, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Montreuil, 75007 PARIS.

Découvrez l'univers des médias

Société spécialisée dans le traitement des médias, rattachée à un grand groupe de communication, recherche de jeunes chargés(es) d'étude pour :

- la synthèse des études d'audience sur les médias,
- le suivi des nouveaux médias,
- l'élaboration des stratégies.

Ce poste exige :

- un diplôme d'études supérieures (maîtrise, École de commerce ou équivalent), une bonne culture générale, un réel intérêt pour l'informatique et les statistiques, une certaine passion pour le monde de la communication, une bonne aptitude à communiquer.

Une première expérience dans la fonction serait appréciée. Pour un premier contact, merci d'envoyer CV + photo sous référence 2553 à

SOURCE
108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité.

CAISSE D'ÉPARGNE RÉGION PROVENCE

Créer, développer, animer l'activité entreprises

Nous avons la volonté de devenir un interlocuteur de qualité pour les PME, artisans, commerçants et professions libérales. Votre formation est de type ESC, ITB... Une expérience bancaire (5 à 10 ans) a acquis votre sens du risque.

Vous êtes un commercial accompli

Venez nous rejoindre pour mettre en œuvre vos compétences en créant un nouveau service (3 attachés commerciaux). Montage des dossiers, gestion et suivi des risques, formation et animation de notre réseau d'agences, constitueront quelques aspects de votre activité.

Ecrivez manuscrit (+ CV + photo) à notre conseil qui vous garantira la confidentialité de votre candidature

L. Justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

SYNTEX

CHEF DE LABORATOIRE EN CHIMIE THÉRAPEUTIQUE

Vous concevez et réalisez des molécules nouvelles. Vous avez la responsabilité de conduire un programme thérapeutique. Vous raportez au Directeur du Département Recherche Chimie. Il s'adresse à un spécialiste doué de créativité, d'imagination, du sens des responsabilités et de l'animation, ainsi que du goût du travail en équipe. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ce poste est proposé dans le cadre de l'expansion européenne de RECHERCHE SYNTEX FRANCE - membre du Groupe International SYNTEX - pour son Département Recherche Chimie. Il s'adresse à un spécialiste doué de créativité, d'imagination, du sens des responsabilités et de l'animation, ainsi que du goût du travail en équipe. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Pour un premier contact en toute discrétion nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à Pierrette HESSE - RECHERCHE SYNTEX FRANCE - Leuville-sur-Orge 91310 MONTLHERY.

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

Secteur Bancaire - Toulouse DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Cet Organisme Bancaire est implanté dans le Sud-Ouest : il dispose d'une trentaine de bureaux sur sa zone d'activité et, son implantation dans les milieux industriels est très forte (plus de 10000 Entreprises clientes), dans des secteurs de technologie de pointe entre autres.

Sous l'autorité du PDG de cet Organisme Bancaire, le candidat retenu sera pour principales missions la gestion de ses Services (Portefeuille, Chèques, Compensation, Archives, Courrier, environ 60 personnes), l'amélioration de la productivité de ces Services, la gestion du personnel. Le poste est situé à Toulouse.

Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, niveau Maître en Finance, Comptabilité et Gestion, le candidat aura fait état d'une expérience de 5 ans minimum, acquise dans un Service similaire, de préférence dans un Organisme Bancaire. La maîtrise des systèmes de compensation, remises de chèques, virements, portables, pratiques informatiques en sont qu'il utilisera.

Qualités requises : créatif, capable de prendre du recul, organisé, ferme mais diplomate.

Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme Bancaire sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 201834 H, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Océane
31072 TOULOUSE CEDEX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE-IRLANDE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

ORGANISME D'ASSURANCE-VIE

SON FUTUR ADJOINT AU CHEF DU DÉPARTEMENT GESTION

• Nous sommes une entreprise à taille humaine (45 personnes), leader sur son marché.

Nous gérons plus de 100 000 contrats individuels ou collectifs, pour des encadrements annuels de 2 milliards de francs (1987), et des provisions mathématiques supérieures à 8 milliards.

Le poste proposé résume l'enseignement et la gestion des contrats, les rapports avec les assurés et les assureurs, la gestion des risques et l'encadrement des services correspondants.

Votre lieu de travail sera à Paris (Seine).

Ce poste permettra de réelles possibilités d'évolution au sein d'une entreprise en très forte expansion (40% par an) pour un candidat motivé et dynamique.

• Vous êtes âgé de plus de 25 ans, diplômé d'un niveau supérieur par exemple maître de droit ou de sciences économiques et vous possédez une expérience minimum de 5 ans en assurance-vie. Vous avez de bonnes notions d'actuariel et de mathématiques et vous connaissez la législation de l'assurance-vie.

Vos qualités personnelles sont l'organisation, l'efficacité, la créativité, l'esprit d'initiative, le sens des relations humaines, le goût de l'encadrement et une bonne présentation.

• Si vous êtes le candidat que nous recherchons, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 913 à :

• PROFIL, 58 rue Quincampoix, 75004 Paris.

Contrôleur de Gestion

Métropole Lilloise 350-400 KF

Rattaché au Directeur Général, il aura pour principales responsabilités : l'élaboration et le suivi des plans et budgets, le reporting, la consolidation et le suivi des filiales étrangères ainsi que la mise en place d'un nouveau système de gestion.

De formation supérieure, âgé de 35-40 ans, il devra avoir une expérience réussie de la fonction, acquise de préférence en environnement industriel. Il devra parfaitement maîtriser l'anglais et posséder si possible une autre langue (espagnol, allemand).

De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Contacter Jérôme Lacroix au 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris sous réf. 1036 JLM.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

Le Monde CADRES

Producteur pigments minéraux

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Visite et prospection sud Hg Le Havre-Paris-Belfort.

Résider ou disposer à résider dans secteur.

- Formation type ingénieur chimiste + anglais courant.
- Environ 30 ans.
- Connaissance couleurs et/ou plastiques.
- Formation complètement assurée.
- Fixe + voiture.
- Convention U.I.C.

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prétentions sous réf. DTPM à :

RECKITT'S COLOURS S.A.
B.P. 17 - 59560 COMINES

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LOIRE

(Orchestre officiel de catégorie A, 116 musiciens)

recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Il sera chargé de la direction des services de l'Orchestre (administratif, technique, personnel, financier, etc.).

Lieu de travail : Angers, avec nombreux déplacements sur l'ensemble de la région des Pays-de-Loire.

Prise de fonction : à partir du début 1988.

Renseignements complémentaires par courrier à : P.O.P.P.L., 24, avenue Montaigne, 49100 ANGERS.

Candidature à adresser à M. le Président du Syndicat national de l'O.P.P.L., 24, avenue Montaigne, 49100 ANGERS avec C.V., date de disponibilité et prétentions.

Dans limite de dépôt des candidatures : 20 octobre 1987.

INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY VILLEJUIF

recherche

PHARMACIEN DÉBUTANT

Temps plein pour un an.

Téléphoner pour rendez-vous à :

(1) 45-59-48-07,
M. Jean RENAUX, pharmacien-chef.

Directeur administratif

Recherche - Développement - Services Financiers
SON IMI

Organisme professionnel à vocation de recherche appliquée et diffusion du progrès technique (effectif : 600 personnes, dont 150 ingénieurs) propose à un généraliste de bon niveau la prise en charge de l'ensemble de ses services administratifs ; il s'agit d'un « poste clé » dans une structure éclatée géographiquement et dans laquelle le titulaire est appelé à jouer un rôle moteur dans la gestion et l'animation de l'organisation.

- Une formation de base supérieure (Sup. de Co. Sciences Eco + IAE ou ICG...) complétée par une expérience similaire dans un centre de recherche, un organisme institutionnel ou parapublic (avec, si possible, un passage dans l'entreprise privée) sont aussi nécessaires que les talents organisationnels et relationnels du candidat.
- Le poste est basé à PARIS.

Les dossiers (C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 870130, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipogay

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

Secrétaire Général N° 2 dans l'entreprise

240 MF de CA, 100 personnes, filiale d'un groupe pétrolier international notre activité est la commercialisation sur toute la France d'accessoires pour l'automobile aussi bien en station service qu'en grande distribution. Nous recherchons notre secrétaire général.

Membre du comité de direction, votre mission très large couvre une grande partie des fonctions de l'entreprise. Outre la responsabilité des services comptabilité, trésorerie, personnel, services généraux, vous assurerez le contrôle de gestion, et serez en charge des problèmes juridiques et fiscaux. Nous vous confierons au départ une mission de réflexion sur les orientations de notre système informatique.

La trentaine, Sup. de Co. ou université de gestion par exemple, votre expérience se situe en PME dans des fonctions similaires. Vous maîtrisez la gestion et le droit des sociétés et savez manier l'outil informatique. Outre votre rigueur de gestionnaire, nous souhaitons trouver en vous la créativité nécessaire pour accompagner le développement de notre société.

Poste basé en très proche banlieue Nord de Paris.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 1203 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/63 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

Notre Direction du Personnel recherche pour étoffer son équipe son

Responsable des études sociales

(ESC, Sc. Po, Sc. ECO, DESS Gestion du personnel...)

Dans un contexte dynamique et autonome, il animera une équipe et assurera notamment :

- les études sur les rémunérations (masse salariale, grilles de salaires, enquêtes, positionnement marché...)
 - l'élaboration de systèmes de rémunération.
 - la mise au point d'un système d'évaluation des fonctions.
 - le développement des outils de gestion et des tableaux de bord.
- Intégré à la Direction du Personnel, il sera associé aux réalisations menées par les autres secteurs de la fonction personnel et rapportera au Directeur du Personnel.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des candidats disposant nécessairement d'une première expérience professionnelle de 2 ans environ, de préférence dans un poste similaire, et d'une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Merci de transmettre vos candidatures (lettre + CV) sous réf. 374 à :

LABORATOIRES SANDOZ
Direction du Personnel
Service Recrutement



B.P. 313
92506 RUEIL MALMAISON
CEDEX

Inspecteur

Paris Excellente rémunération

Répondant directement au conseil d'Administration et à son Président, il aura pour mission d'effectuer des inspections comprenant la vérification des procédures comptables et le contrôle de l'ensemble des opérations réalisées par les agences du réseau, l'audit et le conseil en matière de gestion et d'organisation, la présentation de rapports d'inspection ayant un caractère d'outil d'aide à la décision.

L'inspecteur devra créer la fonction et à terme animer l'équipe qu'il aura constituée.

De formation supérieure, après avoir acquis une solide expérience de l'inspection bancaire au cours des nombreuses missions que vous avez dirigées, vous souhaitez valoriser votre potentiel technique et vos qualités relationnelles dans une structure en fort développement.

Contacter Frédéric Foucard au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + rémunération actuelle + tél à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris sous réf. FB 47 MO.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

Une importante multinationale, leader mondial dans son activité (CA : 2 milliards FF) recherche pour sa filiale française un

Auditeur Interne

Paris

Rattaché à la Direction Générale, le candidat effectuera des missions d'audit comptables et opérationnelles au sein de la filiale française. De plus, il sera en relation avec les commissaires aux comptes afin d'établir les programmes de travail.

Le candidat retenu, âgé d'environ 27 - 29 ans, aura une formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent) ainsi qu'une expérience de deux ans dans un cabinet d'audit ou dans un grand groupe industriel. Dynamique et aiment les challenges, il sera également doté d'un bon sens de la communication.

Un excellent niveau d'anglais est exigé.

Des possibilités d'évolution au sein de la société peuvent être proposées au candidat à terme.

Contacter Ivan Pascual au 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris sous réf. 1050/IPLM.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

REGION ORLEANAISE

Important organisme public industriel et commercial

(1700 personnes dont 130 expatriés)

recherche pour sa Direction des Relations Sociales

Jeune assistant chargé d'études HF

Mission : mise en place tableaux de bord, élaboration procédures de gestion interne, analyse frais de personnel, harmonisation statuts du personnel...

Profil : formation juridique supérieure en droit social + spécialisation en gestion du personnel (DESS, IAE, ICG...). Expérience souhaitée 2 à 4 ans dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre dossier : CV, photo, lettre manuscrite mentionnant votre salaire actuel sous réf. OP 87/26 à

AGENCE MAILLE Emplois et Entreprises.

18, rue Volney - 75002 PARIS.

qui transmettra.

مكتبة الأمل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Grand groupe français, leader dans son domaine recrute

DE JEUNES PATRONS POUR SES FILIALES

(Lille - Strasbourg - Brest - Nancy)

Ils auront la responsabilité complète d'une entité de 12 personnes, en totale autonomie. Ils assureront toute la gestion administrative et la gestion du personnel de la structure.

Les deux aspects les plus importants de leur fonction seront :

- la Responsabilité financière : contrôle, suivi financier, relation avec les banques, gestion de la trésorerie, reporting.
- la Responsabilité commerciale : application de la politique commerciale du groupe, animation et motivation de l'équipe de commerciaux.

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce), vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 3 ou 4 ans minimum, à un poste de commercial ou de gestionnaire. La connaissance d'un centre de profit serait particulièrement appréciée. Homme d'action et d'initiatives, vous avez un tempérament de vendeur. Bon animateur et surtout bon gestionnaire, vous êtes prêt à assumer les responsabilités d'un patron de petite entreprise.

Ce poste, très évolutif, peut être un tremplin vers des fonctions à plus haut niveau, au sein d'un groupe très performant et en constante évolution.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 47/2373 A à :

EGOR S.A.
19, rue de Bern - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TONKONG
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Jeune assistant de gestion

- Lyon -

Important groupe d'établissements financiers, nous avons une mission motivante, impliquante et évolutive à confier à un jeune assistant de gestion possédant le DECS ou une maîtrise, débutant (ou confirmé) par une première expérience.

Vous assurerez un Responsable Régional de notre société financière en prenant en charge des responsabilités incluant une polyvalence tant comptable, commerciale, qu'administrative.

Vous assurerez l'analyse comptable et financière des bilans de nos différents clients.

Vous entretenez des contacts privilégiés avec notre clientèle essentiellement constituée de PME.

Vous gerez le bureau régional sur le plan administratif. (La connaissance de l'outil informatique est un plus).

Ces premières responsabilités assurées avec succès vous assureront de réelles possibilités d'évolution.

Notre organisation largement décentralisée implique mobilité géographique, sens de l'autonomie et des responsabilités.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System (réf. 17880), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Responsables

PORTEFEUILLE ENTREPRISES OU PARTICULIERS

Nous sommes une banque implantée en région parisienne, nous recherchons des responsables de portefeuille entreprises ou particuliers dont les missions principales seront :

- la gestion d'un portefeuille de petites et moyennes entreprises ou de particuliers ;
- le développement de l'activité en direction de prospects ;
- l'encadrement d'une équipe (1 à 3 personnes).

Les candidats retenus devront :

- posséder une formation supérieure générale ou un diplôme bancaire (B.P. minimum) ;
- avoir une expérience professionnelle d'environ 2 ans au sein d'une banque, acquise à l'intérieur du réseau commercial ou dans une direction des Crédits ;
- avoir un comportement commercial affirmé.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la réf. 4827, à

MEDIA PA, 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

JEUNES DIPLOMES, PASSEZ A L'ACTION SUR LES MARCHES FINANCIERS ET MONETAIRES

De formation supérieure commerciale ou scientifique, débutant ou possédant une première expérience, l'univers des marchés financiers et monétaires vous passionne.

Vous êtes un homme d'action, responsable, à l'esprit vif, ayant le goût des chiffres et sachant allier finesse à méthode afin d'opérer très vite pour les meilleures décisions.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, vous êtes prêt à rejoindre la Direction Financière de notre groupe d'établissements financiers (total des bilans supérieur à 20 milliards de F).

En tant qu'OPÉRATEUR DE LA SALLE DES MARCHÉS, après formation, vous intervenez sur le marché interbancaire, sur le marché des titres de créances négociables, et sur le marché obligataire en mettant en œuvre sens de la négociation et de la communication.

Pour ce poste de confiance basé en proche banlieue Est de Paris à 5 mn du RER, nous rechercherons autant d'importance à vos qualités personnelles qu'à votre formation.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions à Média-System (réf. 17989), 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Un Contrôleur de Gestion à notre image : performant

Nous : l'une des unités de production (220 personnes) d'un Groupe International renommé du secteur électronique industrielle. Nos moyens très performants (GPAO...) nous permettent de fabriquer un ensemble de produits en direction de tous les pays d'Europe.

Membre du Comité de Direction, notre Contrôleur de Gestion a pour rôle essentiel d'assister le Directeur dans le pilotage de l'Usine, en lui fournissant toutes les analyses de gestion et recommandations nécessaires.

Impliqué dans la vie de l'Usine, il prépare et suit les budgets en étroite liaison avec les responsables opérationnels, analyse les investissements, dirige et anime les services comptables (6 pers.).

Mission prioritaire : développer l'organisation administrative et comptable en améliorant les systèmes, circuits et procédures existants.

Vous : une formation supérieure de gestion, la pratique de l'anglais et de la micro-informatique en tant qu'utilisateur et une première expérience de 3 à 4 ans en Cabinet d'Audit ou bien en entreprise dans une fonction de contrôle de gestion industriel.

Au delà de ces éléments, vos qualités personnelles et votre potentiel seront déterminants pour réussir à ce poste clé, basé en région Nord de Paris.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 67809, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.



Chef comptable

Depuis 4 ou 5 ans, vous avez consolidé votre expérience au contact du bilan annuel et mûri vos qualités de manager en animant une petite équipe.

Titulaire du DECS et plus, vous avez une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et pratiquez couramment l'anglais.

Fort de cette dimension, vous souhaitez valoriser votre acquis au contact d'un Groupe Multinational capable de vous offrir autonomie et responsabilité :

sous l'autorité directe du DAF, vous assurerez la totalité de la fonction comptable et fiscale, le contrôle du crédit, le suivi des stocks et le reporting du Groupe en vous

appuyant sur les compétences de votre Service.

Si vous êtes disponible et coopératif, Northern Telecom a de quoi vous satisfaire avec une place de leader mondial de la communication numérique, 47 000 personnes, un CA de 4,3 milliards de dollars, une clientèle de grands comptes et des objectifs ambitieux pour sa filiale Informatique Française, installée en proche banlieue parisienne.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. CCHI au Service du Personnel, 41-49 rue de Gahenne, 92130 Sèvres.

nt northern telecom

L'informatique au service de la communication



Notre société, filiale de THOMSON GRAND PUBLIC - 2000 personnes - 700 MF de CA occupe la 1ère place sur le marché du froid domestique. Elle recherche son

RESPONSABLE DES BUDGETS

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, vous maîtrisez tous les aspects comptables, financiers et fiscaux de l'entreprise. Un DECS vous donne une large autonomie pour prendre en charge notre secteur comptabilité.

Vous justifiez d'une expérience réussie de quelques années en entreprise.

VOTRE MISSION CONSISTE A :

- assurer la comptabilité générale et analytique,
- garantir et faire évoluer les procédures,
- établir et clôturer le bilan,

- entretenir les rapports avec le siège, les banques, etc.,
- gérer les budgets.

BRAS DROIT DU DIRECTEUR DU CONTROLE DE GESTION, vous managez une équipe principalement composée de femmes. Vous avez le sens du contact et savez vous imposer en utilisant votre professionnalisme.

CE POSTE BASE EN REGION ILLOISE NECESSITE rigueur intellectuelle, organisation, intelligence sociale. Il existe de réelles possibilités au sein du groupe.

Merci d'écrire avec CV + PRETENTIONS + enveloppe à votre adresse sous référence - SRM/CVLM à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS 25 rue Voltaire - 59290 WASQUEHAL.

THOMSON
GRAND PUBLIC

Chargé d'études senior

Notre groupe de services (1000 personnes) connaît un fort développement grâce à une diversification de nos activités, à un souci permanent de l'amélioration de nos performances et à une modernisation de nos structures. La Direction Commerciale crée la fonction de responsable des études économiques et des outils informatiques. Dans une première étape, vous étudiez les ventes et les différents circuits de distribution de nos produits et de nos services, mais aussi de ceux de la concurrence. Dans une deuxième étape, sur la base de ces analyses, vous proposez à la Direction Commerciale des améliorations des systèmes existants ou l'adoption de nouvelles techniques de diffusion et d'outils de mesure. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de formation supérieure de gestion et de statistiques, possédant une première expérience réussie dans des fonctions similaires. Nous vous demandons de nous convaincre de votre goût du challenge, de votre esprit créatif et de votre engagement dans la vie professionnelle.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la Réf. 319.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & CONSEIL

Adjoint du directeur d'un groupe d'agents

Notre groupe d'agents, spécialisé dans la vente de produits de consommation, recherche un adjoint du directeur pour assurer la gestion administrative et commerciale de l'ensemble du groupe. Le candidat devra posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 5 à 10 ans dans une fonction de gestion administrative et commerciale, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

PA

Jeune Cadre

Marchés Financiers

Notre société, spécialisée dans les services financiers, recherche une jeune cadre pour assurer la gestion administrative et commerciale de l'ensemble du groupe. Le candidat devra posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction de gestion administrative et commerciale, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

Vagons

LITS

UN CHEF COMPTABLE

Notre société, spécialisée dans la vente de produits de consommation, recherche un chef comptable pour assurer la gestion comptable et fiscale de l'ensemble du groupe. Le candidat devra posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 5 à 10 ans dans une fonction de gestion comptable et fiscale, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

Audit Bancaire

Notre société, spécialisée dans les services financiers, recherche un auditeur bancaire pour assurer l'audit des établissements bancaires. Le candidat devra posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 5 à 10 ans dans une fonction d'audit bancaire, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

Auditeurs confirmés

Notre société, spécialisée dans les services financiers, recherche des auditeurs confirmés pour assurer l'audit des établissements bancaires. Les candidats devront posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 5 à 10 ans dans une fonction d'audit bancaire, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

Crédit Mutuel

Notre société, spécialisée dans les services financiers, recherche des agents pour assurer la vente de produits de consommation. Les candidats devront posséder une formation supérieure de gestion, une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction de vente, et être capable de travailler sous pression. La rémunération sera fonction de l'expérience et des résultats.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Adjoint du directeur d'un groupe d'agences

Banque - 250/280.000 F

Ville située à deux heures de Paris - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur, recherche dans le cadre de son développement l'adjoint du responsable d'un groupe d'agences (environ 20 guichets urbains et ruraux, + de 100 personnes) qui sera investi d'une double mission. Il devra d'une part se positionner comme N° 2 de cette entité et à ce titre animer les différentes équipes dont il aura la responsabilité et participer à l'élaboration de la politique commerciale mise en œuvre sur ce département. Il devra d'autre part, animer et développer en direct un portefeuille de clients entreprises de bon standing. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC ou équivalent), ayant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation PME/PMI. Il devra justifier par ailleurs, d'une bonne expérience d'animation d'équipe. Récuse à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9314M. (PA. Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Grands - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Crédit National

Jeune Cadre «Marchés Financiers»

Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques ou IEP

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services souple et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles. Des équipes jeunes et d'excellent niveau.

Notre Département des Opérations Financières recherche un jeune collaborateur pour participer aux interventions du Crédit National sur les marchés financiers et à la gestion du risque de taux, notamment au moyen des nouveaux instruments financiers (taux, swaps, options...).

Il souhaite un Cadre déboutant :

- diplômé d'une grande école commerciale ou scientifique (+ formation financière) ou de l'IEP.
- maîtrisant parfaitement l'anglais.

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du Personnel examinera votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo, au 45 rue Saint Dominique, 75007 PARIS.

wagons LITS

La Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour son département aéroport à ORLY

UN CHEF COMPTABLE

Avec l'aide de son équipe, il aura pour mission :

- la conduite du projet de décentralisation de la comptabilité et de son traitement informatique
- la supervision de la comptabilité de 4 établissements en succursales (200 millions CA)

Une formation supérieure comptable (type DECS) est nécessaire, ainsi qu'une expérience confirmée de 3 ans minimum dans des fonctions similaires.

Connaissance informatique nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo à EUREST - Service Recrutement, 14 rue d'Adrien, 75009 PARIS.

Audit Bancaire

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC...).

Vous avez acquis une première expérience professionnelle en Cabinet ou en Entreprise dans le domaine de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche

Auditeurs confirmés

Vous serez chargés d'effectuer, seuls ou en petites équipes des missions sur l'ensemble des activités de nos Fédérations situées en province.

Pour réussir dans ces fonctions, il est nécessaire d'être disponible (déplacements fréquents), d'avoir le contact facile et le souci de la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 858/M à Séverine DEBLEDS, CNCM 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Analyste financier

Nous créons un poste d'analyste financier et recherchons pour cette mission un jeune diplômé d'école supérieure de commerce option finances comptabilité, ayant acquis deux à trois ans d'expérience dans ce domaine dans un organisme financier de référence. Chargé de procéder à l'analyse financière du secteur de la brasserie et de nos principaux fournisseurs et d'évaluer et contrôler les risques clients, vous établirez un diagnostic et proposerez votre stratégie à la hiérarchie. Très proche des équipes commerciales et en contact permanent avec le terrain, vos recommandations doivent permettre par le biais de

regroupements ou fusions d'optimiser nos circuits de distribution et notre système de crédit management. Vous êtes également consulté sur la fiabilité et les risques financiers de tout projet impliquant un investissement de Kronenbourg. Riche de contacts, ce poste doit vous permettre au-delà de sa spécificité d'appréhender de façon très concrète la stratégie financière de l'entreprise sans en exclure les contraintes commerciales. Il vous ouvre une évolution vers des responsabilités financières élargies au sein du groupe. Le poste est basé au siège social à Strasbourg.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. BSN7 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

CREDIT MANAGER

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - Route des Lusioles - 06580 SOPHIA-ANTIPOLIS

Notre Etablissement financier spécialisé dans la gestion de patrimoine de haut niveau (mobilière, immobilière) d'une clientèle privée, recherche

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

A 30-40 ans, de niveau DESS Droit des Affaires, vous avez acquis impérativement une expérience en milieu bancaire dans les domaines suivants : Epargne, Bourse, Fiscalité, TVA. Véritable conseil, vous intervenez auprès d'une clientèle particulière que vous suivez et assistez en permanence. (Réf. G1/LM)

FISCALISTE (fiscalité des personnes)

A 30-35 ans, vous êtes titulaire d'une Licence en Droit et possédez le DECS. Au sein d'une petite équipe, vous participerez à la gestion des impôts et vous interviendrez aussi sur le plan social (droit du travail). Disponible, vous vous impliquez personnellement dans les missions que nous vous confierons. (Réf. G2/LM)

Pour ces 2 postes, nous recherchons des candidats ouverts et prêts à s'investir dans une mission passionnante et variée. Merci d'adresser C.V. + photo + enveloppe à votre adresse en précisant la référence choisie à

PARIS-LILLE

michel jouhannaud conseils

182, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

JEUNE CADRE

EXPERT COMPTABLE

Grand Groupe Industriel Français également implanté aux Etats-Unis, notre croissance nous amène à rechercher un jeune cadre expert comptable de haut niveau et à fort potentiel pour rejoindre notre Direction Comptable.

A 28/35 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et titulaire de l'expertise comptable, votre première expérience en comptabilité vous décide aujourd'hui, à opter pour une entreprise et une mission d'envergure.

Après une période d'intégration et de formation à nos procédures internes, vous serez affecté à une bonne connaissance des structures du groupe et nous vous confierons progressivement des responsabilités opérationnelles.

En effet, très rapidement, vous occuperez une position d'adjoint auprès de notre Directeur Comptable Groupe, un poste qui vous permettra de mettre en avant vos facultés d'adaptation et votre forte personnalité.

Nous nous offrons un salaire très motivant ainsi que les moyens et les opportunités de concrétiser à terme votre carrière. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, s/réf. 5000/LM, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

AFFIRMEZ VOS COMPETENCES ET VOTRE PERSONNALITE

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

HEC - ESSEC - ESCP - Maîtrise de gestion ou équivalent

Vous prendrez en charge le contrôle de gestion de l'une de nos marques et vos responsabilités déborderont largement le cadre classique (budget, analyse des écarts...). Conseiller du Directeur de marque sur tous les problèmes de gestion et d'organisation, vous animer une équipe de gestion, ainsi que de suivi des comptes de nos clients et participerez à la mise en place d'une nouvelle informatique.

Vous avez une expérience opérationnelle de 3 à 4 années du contrôle de gestion ou en audit et maîtrisez l'outil informatique. Le poste évoluera vous permettra de mettre en œuvre vos réelles qualités relationnelles, votre sens de la négociation et votre capacité à vous impliquer dans un environnement commercial. DECS et maîtrise de l'anglais constituent des atouts appréciés. Poste basé Paris-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous la référence 87611M à SELECOM - 226, rue du St Honoré - 75008 PARIS.

THOMSON
GRAND PUBLIC

هكذا في الاجل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe Docks de France
SUPER MARCHÉ DOC
120 magasins
Supermarchés : MARCHÉ DOCK - AVAL
SOMA - SUPER PARKS

DIRECTEUR ADJOINT DES ACHATS ET DE LA LOGISTIQUE
Votre mission est d'améliorer la productivité du système logistique de la société, en analysant les circuits d'information et en définissant les améliorations possibles dont vous assurez ensuite la mise en place.
Diplômé d'une GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS (CENTRALE, etc.) ou DE GESTION (HEC, etc.), vous êtes débutant ou vous avez une première expérience en organisation ou gestion et vous êtes attiré par une carrière dans la grande distribution.

DIRECTEUR DE GESTION
Complète et valide votre fonction recouvre la gestion budgétaire et financière de l'entreprise, la gestion du traitement de l'information, celle des moyens assurant la sécurité des magasins et enfin la gestion de la croissance externe par rachat de points de vente.
Sous votre autorité se trouvent la comptabilité et l'équipe informatique, soit environ 50 personnes. Vous êtes en liaison constante avec les directeurs de magasin et les services financiers du groupe, ce qui implique d'excellentes qualités relationnelles.
Vous êtes diplômé(e) d'une GRANDE ÉCOLE DE GESTION et d'un DECS constituant un avantage apprécié. Âgé(e) de 30 à 35 ans, vous avez déjà l'expérience de la gestion, si possible en grande distribution et vous êtes attiré(e) par la progression et l'enrichissement de carrière que nous vous offrons.

DIRECTEUR DES ACHATS ET DE LA LOGISTIQUE
Votre fonction a une position centrale dans le fonctionnement de l'entreprise puisque vous gérez les relations avec les fournisseurs dans le cadre des contrats passés, soit avec la Centrale PARIDOC, soit avec le Groupe DOCKS DE FRANCE, soit avec la société SMI DOC, vous dirigez les entrepôts et vous maintenez des relations de type commercial avec les magasins. Les services achats-logistiques et les entrepôts sont sous votre autorité, soit environ 300 personnes dont 30 cadres.
Vous avez 35 ans environ et vous êtes diplômé d'une GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS GÉNÉRALISTE (CENTRALE, etc.) ou AGRO-ALIMENTAIRE (AGRO, etc.). Vous avez l'expérience de la direction d'une unité de gestion importante, si possible dans la grande distribution et vous êtes attiré par le niveau de responsabilité et l'intérêt professionnel du poste que nous offrons.

LE GROUPE DOCKS DE FRANCE EN PLEINE EXPANSION ASSURE UN RAPIDE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE À SES CADRES DE HAUT NIVEAU. LEUR MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE EN FRANCE EST ÉVIDEMMENT UNE CONDITION DE LEUR PROGRESSION.
Merci d'adresser votre C.V. + rémunération souhaitée + enveloppe à votre adresse, en précisant la réf. choisie.

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Marché Obligataire
Matif - Options

Vous êtes diplômé d'une Grande École, de préférence scientifique.
Vous avez le sens commercial et un intérêt prononcé pour les questions économiques.

Vous souhaitez acquérir une première expérience professionnelle d'

Opérateur sur les marchés financiers

Notre équipe, composée de 6 collaborateurs, intervient sur le Marché obligataire, primaire comme secondaire (Gestion SICAV-FCP) ainsi que sur le MATIF et le marché des options.

Nous vous proposons de rejoindre cette équipe, de mettre en place des outils d'aide à la décision et après formation d'intervenir directement sur nos marchés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 857/M à Séverine DEBLEDS - CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL 88-90, rue Cardinet, 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

DIRECTEUR
FINANCIER
ADMINISTRATIF 350 KF +

De formation supérieure commerciale, économique ou financière et/ou titulaire d'un DECS, vous avez 5 ans d'expérience minimum à un poste financier de haut niveau dans une société multinationale.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Membre du Comité de Direction, vous aurez la responsabilité de notre gestion financière et administrative (comptabilité française et anglo-saxonne, budgets, contrôle et analyse des résultats, trésorerie...). Vous serez par ailleurs chargé de mettre en place cette gestion sur système informatique.

Nous sommes la jeune filiale du constructeur informatique CONVEX, coté en Bourse sur le marché américain. Implantée en France depuis fin 86, nous réalisons un chiffre d'affaires d'environ 40 millions de francs sur l'exercice fiscal 87 et prévoyons de doubler celui-ci en 88. Aussi recherchons-nous dans le cadre de cette forte croissance notre DIRECTEUR FINANCIER et ADMINISTRATIF.



Si participer aussi à la définition de notre stratégie d'entreprise vous attire, Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo à CONVEX - Parc d'activités Psa du Lac Immeuble Le Dauphine - 9, avenue Ampère 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX Tél. : 90.88.93.00.

Crédit National

Cadres Financiers

(Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales)

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originaux et variés, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Conseiller les entreprises
et financer leur expansion

Analyser tous leurs besoins, imaginer et mettre en place leurs financements (fonds propres, crédit-bail, prêts en francs et en devises, etc.) établir des relations au plus haut niveau avec les entreprises performantes, une mission passionnante qui vous permettra d'acquiescer les techniques les plus modernes de l'ingénierie financière.

Cette mission, vous l'exercerez à notre siège social ou dans nos délégations régionales, après une formation de 6 à 12 mois à Paris. Nous la destinons à des Cadres Financiers (Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales), ayant une expérience de 3 à 6 années dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Parce que le Crédit National accorde une grande importance à ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

Le Patron de nos Services Production

CREDIPAR est depuis 1979 le Groupe Financier, filiale à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisée dans le financement des véhicules P.S.A. Filiale d'établissements de tout premier plan, c'est une entreprise jeune, en plein développement dont les résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du crédit.

Nous recherchons le responsable de nos services production qui sont chargés du contrôle et de la validation des dossiers de financement issus du réseau des concessionnaires P.S.A.

Animateur et organisateur d'un service de 80 personnes, vous aurez un rôle moteur et dynamisant dans l'évolution des méthodes et outils de gestion collective des dossiers, dans la définition et la mise en place de procédures adaptées aux nouveaux modes de financement et dans l'amélioration de la productivité de vos équipes.

Vous avez 32 ans ou moins, une formation grande école et une expérience confirmée dans des fonctions de responsabilité et d'animation au sein d'une société financière, d'une banque ou dans le domaine du service.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7101 Ec à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Si vous êtes

INGÉNIEUR ET GESTIONNAIRE
venez rejoindre notre Département
Administratif et Financier.

Nous sommes une importante société (800 MF de CA) implantée sur le littoral méditerranéen, concevant et réalisant des équipements de Haute Technologie. Également à la pointe des Techniques de Gestion, nous venons de créer un poste de

responsable
"Informations comptables"

Votre mission consistera à assurer la collecte, le contrôle et le traitement des flux d'informations nécessaires aux comptabilités de Tiers, Générale et Industrielle.

Elle s'appuiera sur un système informatisé que vous contribuerez à faire évoluer.

Vous êtes débutant ou vous possédez une courte expérience. Vous avez une double formation d'ingénieur et de comptable (DECS - ESC option comptabilité ou équivalent).

L'avenir vous est ouvert si vous êtes un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 510 M à

Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

Deutsche Bank

Succursale de Paris

recherche

Chargé de Clientèle Entreprises

Responsable du développement et de la gestion d'un portefeuille de grandes entreprises allemandes, françaises et internationales, vous aurez en charge la promotion de notre offre globale de services et le conseil auprès de ces clientèles.

Vous avez une formation supérieure (École de Commerce par exemple), une expérience professionnelle d'environ 4 ans dans l'exploitation bancaire et l'habitude de négocier avec les directions financières des grandes sociétés industrielles.

Motivé et dynamique, vous disposez d'un sens commercial développé et de beaucoup d'aisance dans vos contacts.

Une bonne pratique de l'allemand est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) au Département du Personnel DEUTSCHE BANK 10, place Vendôme - 75001 PARIS.

VENTE DE PRODUITS
BANCAIRES, PARIS

MARKETING OFFICERS, dans la filiale française

d'une banque internationale.
Les candidats ont acquis leur expérience de la vente dans une société d'assurances, de leasing ou de vente de produits financiers tels que cartes de crédit ou chèques de voyage et ils y ont fait preuve d'excellentes compétences.

Ils auront à déterminer les cibles du marché, à définir les besoins et seront responsables du marketing des produits correspondants.
Salaire FF. 250.000 - 400.000.

SWAPS MARKETING/VENTE, dans une banque française d'investissements.

Le candidat a une formation mathématique, un diplôme d'une grande école et une expérience d'au moins deux ans sur le marché financier français.

Il travaillera au sein d'une petite équipe.
Salaire FF. 275.000 - 300.000.

VENTES INSTITUTIONNELLES, dans une banque française très dynamique.

Les candidats ont au moins deux ou trois ans d'expérience sur le marché des actions françaises; la connaissance des marchés américains et asiatiques constitue un avantage certain.

Ils s'occuperont de la vente des actions américaines et japonaises aux institutions françaises.

Salaire FF. 250.000 - 350.000 + prime.

Pour ces postes, adressez un C.V. à :
Jacqueline Boyd ou Norman Bantz

ANDERSON, SQUIRES, 12, rue St Florentin, 75001 PARIS
ou téléphoner au 42.96.45.57, 42.96.31.46 ou 42.96.00.97.

Maintenant en plein cœur de Paris

Anderson, Squires
Spécialistes en Recrutement Financier

12, rue St Florentin, 75001 PARIS.

ORGANISATION
PARIS

Attaché de direction
pour son contrôle de

Rowntree Mac

COMITÉ DE DIRECTION JU

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNIVERS DE LA GESTION

LILLE

S'ORGANISER EFFICACEMENT

S'organiser. Cette nécessité de toujours est particulièrement actuelle dans le contexte concurrentiel et mouvant de la banque d'aujourd'hui. Chez nous, 18 personnes s'y emploient. Pour être encore plus efficace, notre département Organisation et méthodes, basé à Lille, se renforce dans le cadre de la mise en œuvre d'un ambitieux Schéma directeur, Organisation et Informatique. Pour ce faire, il fait appel à un

Ingénieur en organisation

ayant valorisé sa formation d'ingénieur par une expérience réussie en organisation bancaire. De réelles perspectives d'évolution à moyen terme s'ouvrent à un candidat de valeur. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle ou prétentions), à G. Debois - B.P. 567 - 59023 LILLE Cedex.

BANQUE SCALBERT DUFRONT

Unifier la gestion de nos 50 établissements

Nous sommes une Société de location de matériel pour les B.T.P., leader sur un marché en pleine expansion (150 millions de C.A., 250 personnes). Nous poursuivons notre développement interne et externe, qui nous conduit aujourd'hui à créer la fonction

Contrôle de gestion

Marbignan

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion), vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou cabinet. Aujourd'hui, vous voulez prendre des responsabilités étendues en prenant en charge le suivi de tous nos établissements, et la consolidation de leurs résultats. Venez d'abord entrer la fonction dans notre entreprise et mettre en place les indicateurs et les outils d'aide à la décision, pour être un véritable partenaire des opérationnels. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), à réf. C/GE/LM, à notre Conseil Dents SESBOUE, qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

GRANDE ECOLE DE GESTION OU INGENIEUR + IAE ou équivalent
Débutant ou première expérience

Maîtrise de la micro-informatique nécessaire ; connaissance de la mini-informatique appréciée. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

C.C.I.P. - DPRS - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

BANQUE PRIVEE EN FORTE EXPANSION

Filiale d'un groupe financier et industriel intervenant dans différents domaines, en particulier : opérations financières, gestion de fortunes, activités de marchés... recherche un

Responsable Caisse-Titres, classe III à V

Ref. 128
Ayant une première expérience dans un service titres de Banque et le goût de l'encadrement (10 personnes environ). Il aura pour mission d'organiser, de former le personnel en maintenant son niveau opérationnel, d'étudier et d'améliorer les procédures existantes, d'assurer le contrôle de l'ensemble des opérations de la Caisse Titres.

Responsable du Secrétariat engagements

Ref. 129
De formation supérieure, ayant une expérience bancaire de cinq ans environ dont un an dans le service engagements d'une agence de grande banque. Il prendra en charge l'ensemble du service et assurera la gestion des engagements de toute la banque. Il en rapportera au Directeur du Département Bancaire.

Trésorier-Devises

Ref. 130
Ayant une formation supérieure et une première expérience (par exemple 2 ans back office, 2 ans de table) pour suivre toutes les opérations en devises du Département ETRANGER (transactions avec les banques, comptabilisation, opérations au comptant, dépôt devises, SWAP), capable de dialoguer avec les trésoriers d'entreprises. Anglais courant indispensable.

Responsable Fichier Central

Ref. 131
A ce poste clé, il faut un gradé ayant une expérience minimum de 2 ans dans un fichier de banque, susceptible d'assumer rapidement la responsabilité de cette cellule. Le candidat, méthodique, rigoureux, est appelé à avoir des relations avec divers services de la Banque.

Lieu de travail : Paris 1er.
Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence du poste choisi à PUBLIVAL - 27 Route des Gardes - 92190 MEUDON

BANQUE FINANCE

ORGANISATEUR

PARIS

confirmé

Vous répondez à une grande diversité dans les dossiers que vous traiterez et à une forte autonomie dans un Etablissement Financier de 1^{er} plan.

Au sein du département Contrôle - Organisation, garant de la cohérence et de l'homogénéité de nos procédures, vous participerez :

- à la définition de schémas directeurs de systèmes d'information, et au développement de projets en relation avec le département informatique et les chefs de projets utilisateurs,
- à d'importantes chantiers d'organisation administrative et comptable pour le compte du Siège et des filiales parisiennes.

Pour ce poste où la crédibilité se joue tout sur la compétence que sur le sens de la négociation, nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'organisation bancaire nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur. Une bonne connaissance des marchés financiers est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 30440 à CONTESSA PUBLICE - 20, avenue de l'Opéra, 5040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Conseil juridique pour le développement et l'assistance d'un réseau de PME

Ce groupe poursuit ses développements sur des marchés porteurs liés à l'amélioration de l'habitat. A partir d'une Direction Générale dynamique et innovatrice, une construction originale de sociétés-filiales a permis, particulièrement au cours de ces cinq dernières années, pour atteindre aujourd'hui près de 80 PME. Les projets ne manquent pas notamment en prévision de l'Europe de 92. Pour les assurer juridiquement, le PDG et son équipe cherchent à intégrer le Conseil juridique du groupe. Il aura la double mission passionnante :

- de conseiller le PDG et de proposer de nouveaux montages juridiques,
- d'accompagner les responsables des départements et des filiales par sa vocation de Conseil actif et préventif.

Ce poste nécessite au minimum la Maîtrise de Droit des Affaires, une longue expérience de conseil auprès des PME, particulièrement qualifiée en droit social - participations - contrats - brevets et brevets - et des aptitudes exceptionnelles de communication et d'innovation.

Envoyez votre fiche de poste sur demande

CAPLAN
BP 500
75004 PARIS
Tél. 01 42 50 27 77

CHAÎNE DE TÉLÉVISION NATIONALE

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Financier, ce jeune Contrôleur de Gestion participera à la mise en place d'un cadre budgétaire adapté aux spécificités de l'audiovisuel.

Il aura pour principales responsabilités : l'assistance aux services pour la préparation des budgets, la construction et le suivi des différents tableaux de bord, la mise en évidence et l'analyse des écarts.

Le candidat, âgé d'environ 27 ans, possèdera une solide formation économique avec une option finances comptabilité (HEC, ESSEC, ESCP) et aura acquis une première expérience significative au sein d'un service de contrôle de gestion ou d'un cabinet d'audit.

Les candidatures sont à adresser sous référence 6273 à PUBLIPANEL, 1, rue Falguière, 75015 PARIS qui transmettra.

Banque Paris

recherche un

Attaché de direction pour son contrôle de gestion

Ref.

Nous recherchons :

- une EXPERIENCE de 2 à 3 ans dans une fonction similaire
- une FORMATION SUPERIEURE, soit : diplômé(e) de l'enseignement supérieur : Ecole Supérieure de Commerce, DECS comptable, expertise comptable, de bonnes notions en INFORMATIQUE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 17976 M à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Tour des Dames - 75009 Paris.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE RÉGIONALE
recherche pour BORDEAUX

UN(e) FISCALISTE

Nous sommes une Société Financière Régionale appartenant à un Réseau Bancaire français de premier plan. Nous représentons l'échelon financier et un centre de moyens pour les Entreprises du Réseau régional.

Au sein du Service Juridique et Fiscal, la mission confiée consiste à assister et conseiller les différents Départements de la Société et de ses actionnaires dans l'application et/ou l'interprétation des règles fiscales relatives à leurs activités.

Le candidat que nous recherchons :

- Titulaire D.E.A. de Droit Fiscal, ou Maîtrise en Droit des Affaires, ou D.E.S.S. en Gestion des Entreprises.
- Quelques années de pratique dans une entreprise publique ou privée.
- L'expérience du domaine bancaire et financier serait un atout supplémentaire.
- Ouverture d'esprit, pédagogie et aptitude à la négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo, rémunération actuelle et prétentions sous réf. 544 à P.A. Service, 9, rue Poqueville-Molère 33000 BORDEAUX.

BANQUE DE LA RÉGION ORLEANAISE
recherche

Gestionnaire de portefeuille

Vous êtes âgé d'environ 30 ans et de formation supérieure (de préférence juridique). Vous possédez un tempérament commercial. Vous faites preuve d'une réelle capacité d'autonomie et d'initiative. Nous vous proposons la gestion et le développement d'un portefeuille de clients Collectivités Publiques et Notaires. Vous serez l'interlocuteur de la Direction Générale pour toutes questions concernant ce marché. Vous serez chargé de la mise en place et de l'entretien de l'ensemble de la gamme de produits destinés à ces clients. Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous référence 5777 à AXIAL, 27 rue Talbott, 75009 Paris, qui transmettra.

Rowntree Mackintosh
LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DU CHOCOLAT (LION, NUTS, SMARTIES, AFTER EIGHT, KIT KAT, MENIER, LAMBLÉ) recherche pour son Siège de MARNE LA VALLÉE

ADJOINT DE DIRECTION JURIDIQUE

Rattaché à notre Directeur Juridique, et dans un contexte de vaste diversification de notre Groupe, vous serez plus particulièrement chargé de :

- assurer le secrétariat légal de notre Société, de ses filiales existantes et à venir ainsi que de réaliser les restrictions Marketing sur les aspects juridiques des promotions,
- conseiller notre Direction Marketing sur les aspects juridiques des promotions,
- agir en «dominus litis» des affaires de votre domaine.

Votre diplôme (maîtrise de droit des affaires), vos 3 à 5 années d'expérience de juriste d'entreprise, vos qualités de méthode, précision, votre goût de la vie des affaires, votre ouverture aux technologies nouvelles (micro-informatique) et votre Anglais courant vous destinent à ce poste évolutif comportant de réelles responsabilités en direct.

Merci d'adresser, lettre CV (photo), prétentions ou salaire actuel, sous réf. ADJ, à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Lucien Belda, Nolel, 77422 Marne la Vallée Cedex.

Société d'H.L.M. - 3.000 logements
recherche

par suite départ en retraite de son Chef Comptable

CHEF COMPTABLE ET FINANCIER

Cadre formation supérieure, niveau Expertise Comptable, connaissances en informatique et expérience de la fonction en société H.L.M. appréciées.

Ecrire avec C.V. et photo à : M. le Directeur, LE TOIT FAMILIAL, 11, rue Pierre-Dépierre, 42300 ROANNE.

DEXTER DEXTER MIDLAND BOUVET
Entreprise industrielle de chimie fine, filiale du groupe américain DEXTER, leader dans ses 3 créneaux d'activités, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Sous la responsabilité du Directeur Financier, il sera notamment chargé de :

- préparer le budget annuel et le plan à long terme,
- élaborer les rapports de gestion et faire vivre le tableau de bord,
- établir la comptabilité analytique et l'analyse des marges,
- réaliser des études économiques,
- contribuer à faire évoluer le système d'information existant en liaison avec l'informatique et la comptabilité.

Le poste, basé à TOURNUS, conviendrait à un candidat de formation supérieure Gestion ayant au moins 5 années d'expérience en contrôle de Gestion et en Milieu Industriel. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la réf. 432 à A2M, Martine CORNILLE, Conseil en recrutement, 381 rue Garibaldi, 69007 LYON, tél. 78 09 30 95

صكنا من الاجل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BASF FRANCE
Filiale du Groupe Chimie
ABEMAND BASFUN ASSISTANT
CRÉDIT MANAGERFonction type DUT
BASF FRANCE
190, rue de la Fédération - 75015 PARIS
32000 LEVALLOIS PERRET

Chargé d'études

Importante société de Transports -
Paris - nous recherchons un CHARGÉ
D'ÉTUDES.Votre mission : répondre à toute demande
d'études (devis, simulation de trafic, rentabi-
lité de dossiers, analyse de clientèle...) et ce,
par l'utilisation de l'outil informatique.Votre profil : une formation supérieure en gestion et
la maîtrise de l'anglais.Pour ce poste, votre capacité d'adaptation et votre
disponibilité vous permettront à terme d'évoluer vers
des fonctions opérationnelles.Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre
manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réfé-
rence 5001/LM, à

MEDIA BA

71, av. V-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE - PARIS

membre du réseau international GRAND THORNTON pour les missions

D'AUDIT, COMMISSARIAT AUX COMPTES,
ÉTUDES FINANCIÈRES

offre

à candidats ayant une formation supérieure de gestion et DECS complet ou en cours
(+ connaissance anglaise appréciée)
les postes suivants

D'AUDITEURS, EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

ouvrent de larges possibilités de développement de carrière

1) ASSISTANTS CONFIRMÉS
ayant au minimum 2 ans d'expérience en cabinet audit.2) ASSISTANTS DÉBUTANTS
ayant au début 6 semaines pratiques.Préférence d'adresser lettre de candidature avec C.V., prétentions et photo s/réf. 105
FIDUCIAIRE CONTINENTALE PARIS - Département du Personnel
19, rue Clément-Marot, 75008 PARIS.

GROUPAMA

LES ASSURANCES
MUTUELLES AGRICOLES
SAMOA SORAVIELa Caisse Régionale du Nord (Lille) crée pour sa clientèle un nouveau
service d'audit - recouvrement-conseils.
Pour créer et animer ce service, elle rechercheJuriste Conseil HF
MAÎTRISE EN DROIT PRIVÉChargé de conseiller la clientèle et de trouver des solutions juridiques
négociées, face aux litiges qu'elle rencontre.
Notre collaborateur aura le sens des contacts et le goût de la négociation.
Ce poste s'adresse à un candidat apportant une première expérience type
SVP 4414.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous réf. 719 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez
75013 PARISGROUPE FINANCIER
PARIS 8ème

recherche

Adjoint
AU CHÉF COMPTABLETitulaire du B.P. Comptable et du probatoire au minimum, vous connaissez
l'ensemble des fonctions comptables d'une entreprise, ainsi que le traitement de
la paie et justifiez d'une solide expérience de l'ordre de 10 ans.

Vous avez, par ailleurs, le sens de l'initiative et le goût de la recherche.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous
référence 5008 à AXIAL, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.IMPORTANT CABINET CONSEIL
JURIDIQUE ET FISCAL
offre situation àJURISTE CONFIRME
en DROIT DES AFFAIRES et CONTRATSLe candidat de niveau doctorat en droit privé aura une
expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise.Le poste est axé sur la consultation et la négociation,
il nécessite le goût des contacts, de l'imagination
et du sens pratique.Poste évolutif et d'avenir selon l'envergure du candidat.
Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8469 àHERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Gesper : de la paie...

au système d'information...

La profession boursière (5300 personnes dans les charges d'Agents de Change à Paris et en Province et
600 personnes dans les services de la Chambre Syndicale des Agents de Change) est en pleine expansion du
fait de la croissance et de la diversification des Marchés Financiers.En outre, elle prépare activement la réforme de ses structures.
Dans ce contexte très évolutif, la Direction du Personnel et des Affaires Sociales de la Chambre Syndicale des Agents de Change est conduite à renforcer
son équipe et à recruter un(e)

Assistant(e) de gestion

qui participera efficacement à l'exploitation des différents logiciels de gestion de personnel et sera conduite à en proposer tous les développements et
améliorations possibles.Il s'agit au-delà de simples études et statistiques, d'enrichir vos outils et méthodes et d'aboutir ainsi à un système d'information (tableaux de bord, bilan
social, contrôle des coûts de personnel...), capable de rendre plus performante notre gestion des Ressources Humaines.
Jeune diplômé(e) DUT Gestion de personnel, bonne pratique informatique, après une première expérience de 2 à 3 ans, vous souhaitez changer de
dimension, à bientôt !
René DAGRIAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence VIAGE/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Rhône-Alpes

personnaliser
la fonction auditVous serez chargé du contrôle des comptes des différentes
sociétés. Vous veillerez au respect et à l'amélioration des pro-
cédures existantes, à la fiabilité des informations transmises.
Vous pourrez évoluer au sein de notre structure vers des
responsabilités financières.Vous êtes de formation type ESC + DECS, vous avez
acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Au-
dit ou au sein d'une grande entreprise. Vous parlez l'anglais
et/ou l'allemand.Notre groupe en expansion, leader européen sur son
marché, fabrique et commercialise des articles de loisirs. Il
développe un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et
emploie 1 100 personnes.Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV sous
référence 931-78 à notre Conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 3.

FICHET BAUCHE
GROUPE INTERNATIONAL :Leader de la sécurité des biens et des personnes recherche un collaborateur
assurant la fonction d'Audit sur l'ensemble des filiales européennes :

AUDITEUR CONFIRME

ESC + DECS (certificat supérieur de révision comptable souhaité),
vous avez une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet ou un groupe
important.Vous assurerez le contrôle des comptabilités et des procédures des
Sociétés du Groupe en étroite collaboration avec les commissaires aux
comptes locaux.

Très fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et
préc.) à FICHET BAUCHE, s/réf. AC à la Direction des Relations
Humaines, 15/17, avenue Morane Saulnier, 78140 Vélizy.

FICHET

Chef d'agence
POSTE BASE A PARISUne des toutes premières sociétés de NETTOYAGE INDUSTRIEL en France,
recherche pour la Région Parisienne, un CHEF D'AGENCE. Si vous avez
une expérience réussie de la gestion d'un centre de profit et de l'ani-
mation des hommes dans les services, veuillez adresser votre candidature
(lettre, C.V., photo et prétentions), sous référence 5996-M à Mamrès
3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

S.A. SEB

Proximité DUON

recherche pour

DIRECTION GESTION

Assistant
contrôleur budgétaireMISSION :
Assurer la centralisation du contrôle budgétaire des Etablissements Industriels.
FORMATION EXPERIENCE :
DUT Gestion + 3 années d'expérience de la gestion de production en milieu
industriel.Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
S.A. SEB - Direction du Personnel - 21261 SELONGEY Cédex.

سكزا من الاجل

FORMATION PROFESSIONNELLE

IAE

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplôme d'Études Supérieures de 3^e cycle

DESUP A.M.I.
Concepteurs de systèmes Micro Informatiques
Formation organisée sur 3 mois pour des demandeurs d'emploi ou des salariés
Inscriptions jusqu'au 30 octobre 87
Patricia BORGES 45 57 28 41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE



ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES
L. rue de la République, 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PROMO FAF
Pays de Loire, école, promo-
voir une Recherche-Accueil.
Contacteur secrétaire, 6, bd
Georges-Mandel 44000 Nantes.

capitaux propositions commerciales

AGENTS COMMERCIAUX
INDÉPENDANTS
recherchés par fabricants
affaires réelles pour
cartons d'association
vente et distribution
sur régions exclusives.
Ecrire sous n° 8 058 M
LE MONDE PUBLICITÉ
8, rue Montessuy, PARIS-7^e.

REPRODUCTION INTERDITE
automobiles
ventes

de 12 à 16 C.V.
Vende ALPINE 310 V6
Pack GT, blanc nacré,
touteux, radio, alarme,
48.000 kilomètres.
Prix : 115.000 F.
Tél. : 45-70-00-01 bureau,
45-42-11-13 après 20 h.

Vds A 310 V6, mod. 83,
mod. 84, marine vert, intérieur,
radio-cass., 2 décor.
81.055 km. P. 100.000 F.
REANT (1) 48-57-16-42, Sur,
(1) 48-57-56-78, sp. 21 h.

deux-roues
Vende HETX 50 rouge. Très bon
état. 6.000 km (1985).
Débride + pot de catalyse.
5.500 F.
45-25-85-37 ou 45-24-00-07.

DEMANDES D'EMPLOIS

Presso

Chef de Publicité

Contacts : Agences-clients

+ Technico-Commercial

Contacts : Rédaction-Direction Imprimerie

et services techniques.

Services fabrication (Agences).

Pour toutes propositions, écrire :

LE MONDE PUBLICITÉ n° 6876,

qui transmettra.

Cadre supérieur, 35 ans

BANQUE IMMOBILIÈRE

18 ANS D'EXPÉRIENCE

en crédits, acquisitions et promotions.

Étudier toutes propositions.

Ecrire sous n° 8 055 M, LE MONDE PUBLICITÉ,

5, rue Montessuy, 75007 Paris.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

Courcelles, 150 m², gd living +

5 ch., terrasse couverte 14 m²,

2 entrées, balcon, pers.,

3.780.000. L&L 45-45-25-26.

6^e arrdt

PROCHE LUXEMBOURG

Pierre de la Roche, 45-45-18-18.

200 m², 45-45-18-18.

13^e arrdt

MAISON 90 m²

Vole privée, beaucoup de

chambre, idéal couple célibataire.

1.850.000. L&L 45-45-25-26.

14^e arrdt

RASPAIL/DENFERT

6 pièces, plan exceptionnel

200 m² env., GRAND PAYS.

man. rev. 45-25-25-04.

M^e VAVIN 90 m²

Pierre de la Roche, 45-45-25-26.

2.400.000 F. L&L 45-45-25-26.

15^e arrdt

PORTE VERSAILLES

Bon inv. 45-45-25-26.

50 m² env., 45-45-25-26.

370 000 F. 45-45-25-26.

92

HAUTE-DE-SEINE

NEUILLY PRÈS BOIS

Part. v. d. u. p. bon 1930.

200 m² env., 2 ch., 200 m² env.,

appt raffiné, 7.480.000.

45-25-25-06, 45-25-25-06.

NEUILLY (PRÈS BOIS)

Part. v. d. u. p. bon 1930.

200 m² env., 2 ch., 200 m² env.,

appt raffiné, 7.480.000.

45-25-25-06, 45-25-25-06.

appartements achats

Recherche 1^{er} à 3^e P. PARIS,

préférence rive gauche, avec ou

sans travaux. P&E COMPTANT

chez nous. 45-75-20-67,

même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Montreuil, 75008 Paris

recherche APPARTEMENTS

GRANDES CLASSES. Salles

réceptions avec minimum

3 chambres.

Tél. : (1) 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

recl. pour BANQUES, STES

MULTINATIONALES, ST

DIPLOMATES. Studios, 2, 3,

4, 5 pièces et plus.

Tél. : 1.81. 42-85-13-08.

pavillons

COTEAUX CHENNEVIERES

Dans jardin de verdure (54)

20 km de Paris, 2 km RER.

Pavillon 5 pièces, 2 salles

d'eau, séjour marbre, terrasse

personnelle. Sur cour-oi,

banderole, cave, serre, garage

2 voitures, jardin paysagé.

sur 702 m². 1.350 000 F.

Tél. : 84-30-17-25.

terrains

95 LAMAIL. Proche fort OP.

TERRE + CONSTR. 4/

625 m², 100 m² v. b. v. b.

terr. 340 000 F. Constr.

Laurent 45-68-74-30.

94 BOISSY. RER à pied, quart.

pay. op. terr. + constr. 4/

1 380 m², 17 m² v. b. v. b.

terr. 570 000 F. TTC. Constr.

Laurent 45-68-74-30.

immobilier information

POUR VENDRE

de Particulier à Particulier

sur la France et l'étranger

certains commerces

INDICATEUR LAGRANGE

foncé en 1976

8, r. de Gréville, 75008 Paris.

APPEL GRATUIT.

05-07-09-11.

bureaux

Ventes

Propriétaire vend

sa résidence

BEL-IMMEUBLE

DE BUREAUX

en parfait état - 2 200 m²

1^{er} ET 2^e FLORES

SUR R.N. 21 A CACHAN

R.E.R. 35 BUS

R.D.E. + 1^{er} ETAGE

+ TERRASSE + SOUS-SOL

ASCENSEUR

MONTE-CHARGES

PRIX : 11 750 000 F

Possibilité de vente par plans

de 255 m² à 505 m².

Tél. : 6-46-78-45 - 45-46-57.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

18^e CHAMPS-ÉLYSÉES

AVENUE VICTOR-HUGO.

Loc. bureau, secrét., v. b.,

Domestication : 170 à 390 F/m.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles. Bureaux

construction de sociétés,

réun. secrétariat.

ADRESSE : 40-26-15-15.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitutions de sociétés.

Démarches et tous services.

Permanence téléphonique.

43-55-17-50

DOMICIL. CHALE P.

TELEX/SECRET - TEL. BLUK

AGECO 42-94-95-28.

Démarches depuis 83 F/m²

PARIS 17^e, 9^e, 12^e ou 15^e.

Construction SARL 1 500 F HT.

INTER. DONT 43-40-31-45.

locaux industriels

Locations

30 km PORT DE ST-CLOUD.

2.900 m² dont 400 m² bureaux

sur 5.000 m², bon état, tous

canaux. Tél. : 45-70-05-22.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Ingénieur ou scientifique de formation et d'expérience.

Vous souhaitez acquérir les compétences techniques et humaines de manager tout en continuant à exercer votre activité.

Le Centre de Préparation de l'Ingénieur au Management (CEPRIM) a créé pour vous une formation placée sous l'autorité scientifique du professeur Jacques LESOURNE donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

A partir du 20 novembre 87, chaque vendredi et certains samedis matin pendant 26 semaines.

Renseignements : 2, rue Conté

75141 Paris Cedex 03.

Tél. 42.71.24.14. Poste 505.

CEPRIM

Le Monde Emplois Cadres

CHACUN MERCEDES

PROF 10 F

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

CHACQUE MERCREDI

LE PANORAMA

DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres »

publie une sélection des offres d'emplois

destinées aux cadres, parues la semaine

écoulée dans le Monde, plus une sélection

d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable

aux cadres qui voyagent et aux entreprises

nationales ou internationales qui les

recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

INFORMATIEN CONSULTANT

Disponible pour missions

organisation, schémas

directeurs, audit, mise en place

de services et de systèmes

informatiques.

18 ans d'expérience.

Tél. : 45-25-42-04 de 9 à 12 h.

JACQUETTE UN OFFICE

DE MISE EN PLACE

OU NEGOCIATION A RISQUE

NECESSITAIRE UN HAUT

SAVOIR-FAIRE

FRANCE ÉTRANGER

ÉCRIRE : HAVAS 06072 NICE

CEDEX, B.P. 246,

06 007.

immobilier

Le Monde

du Lundi au Vendredi

Tél. 45-55-91-82

REPÈRES

Paris

1^{er} arrdt

2^e arrdt

3^e arrdt

4^e arrdt

5^e arrdt

6^e arrdt

7^e arrdt

8^e arrdt

9^e arrdt

10^e arrdt

11^e arrdt

12^e arrdt

SOMMAIRE

■ Etats-Unis et Canada ont passé un accord de principe pour réaliser un marché commun nord-américain (voir ci-dessous). ■ Au prix d'une aide de l'Etat, d'une diminution importante du personnel et de la création de flottes sous pavillon étranger, la marine marchande française paraît améliorer sa situation (page 38). ■ Démontant sa capacité à mobiliser ses militants, FO a réussi sa première manifestation dans les rues de Paris depuis quarante ans (page 38). ■ Le Monde de l'économie consacre un dossier à la Compagnie financière de Suez (pages 39-40). ■ La Compagnie du Midi va prendre le contrôle de la charge Meeschaert-Rousselle (page 46).

BILLET

Répression et martyrs

La mise à pied pour... fait de grève de quarante-deux salariés (sept nouveaux ayant rejoint le dimanche 4 octobre les trente-cinq ouvriers sanctionnés l'avant-veille) par la direction de la REMAP (ex-Chapelle-Darblay) de Grand-Couronne (Seine-Maritime) est-elle le signe d'une vaste offensive patronale contre le syndicalisme ? C'est en tout cas la thèse de la CGT, qui, comme le PC, fait de la « défense des droits et libertés » un de ses thèmes majeurs. En mettant particulièrement l'accent sur le cas de dix de ses militants de Renault, qui ont été licenciés à la suite d'incidents survenus à Billancourt (Hauts-de-Seine) entre le 25 juillet et le 1^{er} août 1986, et sont traduits devant le tribunal de Nanterre à la fin du mois.

Cet appel rencontre aussi un écho chez les juges : condamnation à des amendes ou à des peines de prison avec sursis pour des bagarres à l'entrée d'usines (par exemple pour l'usine Citroën de Nanterre, le 3 septembre dernier), ou de sanctions pour des grèves « illicites » comme l'amende de 880 000 F infligée aux quatre syndicalistes de Spay (Sarthe), les tribunaux allant jusqu'à décider du caractère licite ou non des revendications...

M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a encore plaidé en ce sens le vendredi 2 octobre, en parlant de « milliers de militants sanctionnés tous les jours » rien que pour sa fédération et en dénonçant une volonté du patronat et des pouvoirs publics d'« atteindre le syndicalisme de classe » et de « faire plier la classe ouvrière française ».

La situation actuelle résulte en fait de la conjonction de trois phénomènes.

On constate d'abord un incontestable durcissement dans certaines entreprises. Celles-ci profitent parfois des suppressions d'emplois pour licencier des syndicalistes. Sur-tout, elles se montrent beau-

GUY HERZLICH

Sous réserve de l'accord du Congrès des Etats-Unis et des provinces canadiennes

Les bases d'un Marché commun nord-américain ont été jetées

Le Canada et les Etats-Unis sont parvenus, en fin de compte, peu avant minuit samedi 3 octobre, à un accord de principe sur la libéralisation de leurs échanges commerciaux, qui ont atteint 129 milliards de dollars américains en 1986.

Les deux plus importants partenaires commerciaux de la planète se sont entendus pour supprimer la totalité de leurs barrières tarifaires d'ici à 1999 (les trois-quarts des échanges s'effectuent déjà en franchise) et pour créer un tribunal

canado-américain d'arbitrage, dont les décisions seront exécutoires. Cette instance a été présentée comme une sorte de cour d'appel, à laquelle les parties pourront s'adresser une fois qu'elles auront épuisé les recours existants dans leur pays.

MONTREAL
de notre correspondante

La mise sur pied de ce tribunal était considérée comme « une condition de base » par Ottawa. Les producteurs canadiens ont gravement souffert depuis mai 1986 — au moment même où débutaient les négociations bilatérales — des mesures protectionnistes adoptées par le Congrès américain sur leurs exportations de bois, de potasse, d'uranium et de porc notamment. Ils voulaient éviter que les portes de l'immense marché de 250 millions de consommateurs ne se ferment davantage, avec pour conséquence la perte de milliers d'emplois.

Ce point a constitué jusqu'au bout le principal sujet de litige avec les négociateurs américains, septiques par avance à l'idée d'avoir à « vendre » cette clause de l'accord au Congrès.

En vertu de la procédure choisie, le président Reagan était en effet tenu de soumettre l'accord au Congrès, qui devra l'adopter ou le rejeter dans sa globalité (sans possibilité d'amendement) avant mars prochain.

De son côté, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, devra obtenir l'assentiment de ses homologues des dix provinces canadiennes.

une tâche qui est loin d'être gagnée d'avance avec l'Ontario, la province la plus riche (ses échanges avec les Etats-Unis dépassent le volume du commerce américain-japonais) et aussi la plus réticente. L'accord sera ensuite soumis au Parlement canadien au début de l'année prochaine. S'il est ratifié à Ottawa et à Washington, il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Corriger les déséquilibres économiques

Interrompues pendant dix jours par le Canada et reprises vendredi 2 octobre seulement, les négociations ont été « difficiles et compliquées », selon les termes de M. Mulroney, qui avait, dès le début de son mandat en 1984, parié sur leur aboutissement.

Considérée comme une « nécessité vitale » pour son pays, qui effectue les trois quarts de son commerce avec les Etats-Unis, la libéralisation totale des échanges était à ses yeux la seule solution pour juguler le chômage (un peu moins de 9 % actuellement), corriger les déséquilibres économiques entre les provinces et améliorer la position commerciale du Canada, quand la filière du GATT (1) « grand trop de temps ».

L'administration américaine était quant à elle fort soucieuse de voir la portée de l'accord étendue aux ser-

vices et aux investissements, afin de pouvoir le citer en exemple, à l'occasion précisément des négociations multilatérales menées au sein du GATT.

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui a mené les pourparlers au côté du représentant spécial du président Reagan pour le commerce, M. Clayton Vautier, a indiqué que le fait que les Canadiens aient accepté en dernier lieu de supprimer certains droits compensatoires importants et lever des barrières non tarifaires dans le domaine des investissements avait permis des concessions, vraisemblablement sur la question de la création d'un tribunal d'arbitrage. L'industrie canadienne est déjà contrôlée à plus de 60 % par des intérêts américains, mais les Etats-Unis tenaient à ce que le Canada abandonne les derniers contrôles subsistant sur les investissements étrangers.

Faute de détails supplémentaires sur le contenu de l'entente, il fallait

croire MM. Reagan et Mulroney sur parole, dimanche, lorsqu'ils assuraient que cet accord « historique » serait bénéfique pour les économies de chacun des pays et favoriserait la création de milliers d'emplois.

Toutefois, avant que l'accord ne s'applique, les vagues protectionnistes américaines pourront continuer de s'abattre sans que le Canada puisse y opposer un quelconque rempart, en particulier dans l'important secteur des pâtes et papiers, déjà menacé de droits compensatoires par le Congrès.

Si l'idée d'un futur Marché commun nord-américain réjouit d'emblée les milieux d'affaires canadiens, les partis d'opposition craignent beaucoup que le Canada n'y laisse une partie de son identité culturelle et de sa souveraineté politique.

MARTINE JACOT.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

“La gestion de capitaux devient une gestion de mouvement.”

Alain WICKER - Administrateur - Directeur Général de FIMAGEST



Photo : Alain WICKER
Marc WISZNIAK (Directeur Général Adjoint)

En quelques années, le paysage s'est transformé : explosion des volumes traités, sophistication extrême des relations, recours accru aux marchés à terme, interdépendance désormais totale des économies et des différents marchés.

Dans ce nouvel univers, nous restons des généralistes, rompus à l'analyse fondamentale, mais nous sommes également ancrés sur les marchés afin de cumuler dans nos gestions plus-values d'analyse et plus-values de marché.

Le marché est seul juge du résultat atteint. Au terme fixé, rien ne sert d'avoir raison avant lui ou contre lui. Pour l'observer, l'analyser et le pressentir, il faut y être présent, en permanence, avec les hommes, les moyens et les structures qui permettent de réagir sans délai.

La gestion de capitaux est devenue une gestion de mouvement. Chez FIMAGEST, dès qu'un paramètre évolue, dès qu'une tendance se dessine, nous agissons.

Nous sommes décisionnaires, chacun dans notre domaine. Mais nos compétences se croisent, se confrontent et s'optimisent en temps réel.

Pour leur gestion de capitaux, les entreprises ont besoin d'une gestion d'entrepreneurs. Nous connaissons le problème... Aux côtés du Groupe Suez (45%) et de deux sociétés connues pour la qualité de leur gestion financière (18%), les salariés de FIMAGEST possèdent 35% du capital de leur entreprise.

Cela vaut un contact. Avez-vous le téléphone de Fimagest ?

147-149, boulevard Haussmann
75008 PARIS
Tél. 42.89.03.89.

FIMAGEST

Profession gestionnaire.

REPÈRES

Assurance-maladie

Déclération moins forte

La déclération des dépenses d'assurance-maladie n'est ralentie en août, selon les chiffres publiés par le Caisse nationale des salaires. En moyenne annuelle, elles avaient augmenté, fin août, de 5,7 %, soit 2,7 % à prix constants, contre 5,9 % fin juillet. Les honoraires médicaux progressaient de 5 %, contre 4 % fin juillet : l'augmentation, due à des raisons saisonnières (un plus grand nombre de jours ouvrables), concerne les consultations (+ 6,5 % fin août, contre 5,6 % fin juillet), essentiellement celles des spécialistes, et les actes radiologiques (+ 6,2 %, contre + 5,5 %). L'évolution des actes techniques et des visites est restée la même qu'en juillet.

Dette

Le Soudan rentre dans le rang du FMI

Le Soudan vient de dévaluer sa monnaie, le livre, de 44,4 % — le dollar vaut désormais 4,5 livres soudanaises — et a annoncé un plan d'assainissement comportant des réductions de prix allant jusqu'à 20 % pour l'essence et 60,6 % pour le sucre. Ces décisions, annoncées à la suite d'un accord avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont provoqué des manifestations violentes à Khartoum, rapporte l'agence égyptienne pour le Moyen-Orient. En échange d'une politique d'austérité, le gouvernement soudanais a obtenu l'assurance de nouveaux prêts totaux de 4,8 milliards de dollars sur quatre ans.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES N° 50 OCTOBRE

EN KIOSQUE SÉCURITÉ SOCIALE : **L'asphyxie ?**

Les comptes et les enjeux de la solidarité

Ordinateurs est maintenant en **KIOSQUE**

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE **UNIX**

هكذا من الاجل

Economie

AFFAIRES

En deux ans

Le plan de sauvetage de la marine marchande aura coûté 8 milliards de francs à l'Etat

Un an exactement après le lancement du plan de sauvetage de la marine marchande, M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, a pu dresser, le 2 octobre, un bilan globalement positif. « La France reste une grande puissance maritime. Sa flotte est au huitième rang mondial et au troisième en Europe occidentale », l'Allemagne et l'Italie, après la Grèce et la Grande-Bretagne.

Sur vingt-trois dispositions législatives, réglementaires, fiscales, sociales ou financières décidées au début d'octobre 1986, vingt sont en application. Plusieurs secteurs de la marine marchande ont été épargnés de la coupe du budget. Ainsi, le tonnage de navires français a augmenté de 10 %, le nombre de navires de 100 tonnes et plus de 100 tonnes de 10 %, le nombre de navires de 100 tonnes et plus de 100 tonnes de 10 %.

Rompant avec des réflexes corporatistes et protectionnistes, M. Guellec a, pour la première fois, livré des statistiques précises sur le nombre des cargos français, chiffre que, jusqu'à maintenant, les armateurs n'avaient pas voulu communiquer (1).

Au 1^{er} juillet, on comptait 269 navires battant pavillon français et 91 contrôlés à plus de 50 % par des sociétés françaises mais arborant un pavillon étranger pour des raisons de moindre coût d'équipage. Suivant en cela une pratique désormais courante chez les Allemands, les Norvégiens, les Américains ou les Britanniques, les armateurs français créent des filiales étrangères et peuvent, de la sorte, faire naviguer leurs navires sous pavillon

économique, voire (mais c'est rare) de complaisance. Aujourd'hui, la flotte appartenant à des Français navigue pour 35 % sous pavillon étranger (Bermudes, Panama, Libéria, Chypre), alors que ce pourcentage dépassait à peine 10 % il y a deux ans. Il faut ajouter qu'une vingtaine de navires français sont la propriété de grands groupes étrangers, notamment pétroliers.

Le plan de sauvetage de la marine aura coûté à l'Etat au total 8 milliards de francs pour 1987 et 1988. Les chapitres budgétaires les plus lourds sont constitués par les subventions aux transports vers la Corse, les bonifications d'intérêt en cours, la dotation en capital au groupe public CGM et les

subventions aux autres armements privés avec lesquels une convention a été passée.

Des réductions d'effectifs

Que ce soit le « pavillon bis » des Kerguelen, le remboursement partiel de la taxe professionnelle sur les navires, la simplification et la polyvalence des fonctions à bord, ou enfin les règles fiscales sur la copropriété des bateaux, la grande majorité des engagements ont été tenus. Ainsi le secteur du transport des céréales, des minerais, du charbon par grands navires, qui était menacé d'effondrement il y a un an à cause des coûts prohibitifs d'exploitation et des taux de fret

déprimés, a pu se maintenir. Le groupe français CETRAGA, dont Louis Dreyfus, qui a reçu d'importantes aides publiques, est le pivot, tient désormais dans ce secteur une place de leader mondial.

Le revers de la médaille concerne évidemment l'emploi, puisque 14 560 marins et officiers navigaient sur des navires français le 30 juin dernier au lieu de 20 900 à la fin de 1982 et de 29 000 à la fin de 1976. Et entre 1984 et aujourd'hui le nombre de marins en attente d'embarquement a doublé.

Pour remplir son contrat, M. Guellec doit maintenant faire adopter deux dispositions qui n'ont pas l'heur de plaire à tous ses collègues du gouvernement. La première consisterait à réserver les cargos entre la métropole et les territoires du Pacifique à des armements de la CEE et surtout à la CGM, vivement concurrencée par des compagnies norvégiennes, polonaises ou coréennes. Mais les deux ministères concernés, MM. Bernard Pons et Gaston Flosse, s'y opposent. L'autre aurait pour objet d'introduire des machines à sous et des jeux de hasard à bord de car-ferry. Là c'est M. Pasqua qui met le holà. Mais M. Guellec, broton, est ténu.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Querelle de chiffres

Comment calculer le taux de couverture par les navires français du commerce extérieur maritime du pays ?

Si l'on ne prend en compte, dans une vue strictement hexagonale, que les marchandises débarquées ou embarquées dans des ports français par les seuls navires battant pavillon français, on arrive au très faible pourcentage de 24,9 %.

Mais lorsqu'on considère l'ensemble des tonnages trans-

portés par des navires français ou affiliés par des compagnies, quels que soient les ports touchés (y compris, donc, le trafic entre des ports étrangers et par exemple entre l'Afrique et le Japon), le pourcentage exprimé en valeur de fret est de 41,2 %, contre 44 % en 1983 et 48 % en 1980.

La moitié du commerce extérieur (en tonnage) se fait par voie maritime et le tiers en valeur.

Une Bourse morose

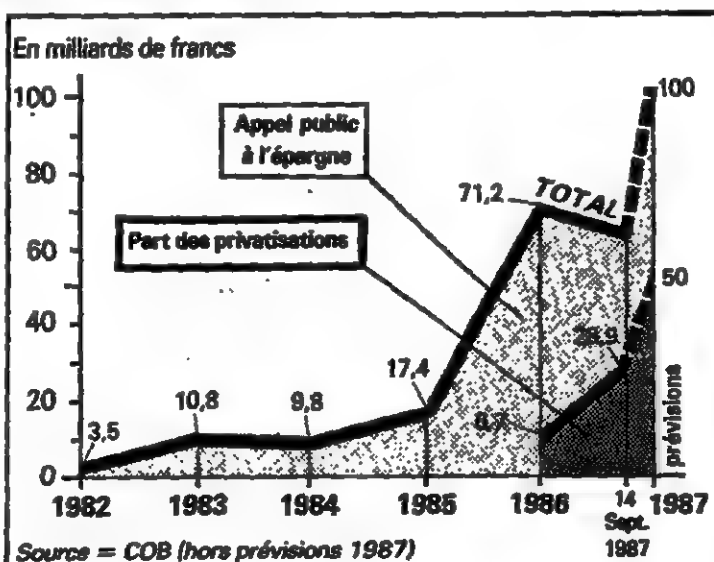
(Suite de la première page.)

La Commission des opérations de Bourse (COB) estime elle, pour le premier semestre de 1987 à 27,2 milliards de francs l'appel public à l'épargne, qu'elle compare à 41,5 milliards pour la même période de 1986. Le repli serait alors de... 34 %.

Le recul pourrait amener à conclure que les firmes privées ont été gênées par les privatisations. Les critiques du programme gouvernemental auraient raison. En fait, les choses sont plus complexes. Toutes les opérations prévues par les sociétés cotées ont pu, semble-t-il, se faire, même s'il y a eu parfois des délais à cause de telle ou telle privatisation. La baisse observée s'expliquerait par le fait que 1986 fut une année exceptionnelle pour les augmentations de capital. Le montant en avait été multiplié par 3,5 par rapport à 1985 (voir graphique). Sur les 62,5 milliards de francs collectés, pas moins de 24 milliards provenaient d'ailleurs des seules émissions de certificats d'investissement, ces fameuses actions sans droit de vote accordé au départ pour les entreprises nationalisées avant d'être étendues en 1986 aux firmes privées.

Toutefois, si on ne peut donc conclure à l'« assèchement du marché », un autre effet pervers se révèle. Les privatisations de 1987 ont vu, surtout représenté 50 milliards de francs, soit l'équivalent de ce qui sera l'appel à l'épargne privée par les firmes cotées. Autrement dit, par son programme, le gouvernement aurait grosso modo multiplié par deux cet appel passé à 100 milliards de francs (1). La capitalisation boursière de Paris étant de 1 250 milliards de francs, la ponction globale auprès du public en représente quelque 8 % contre 3 % en 1985 avant toute opération de privatisation. C'est beaucoup d'argent qui ne reste pas en Bourse pour aller — pour moitié — dans les caisses de M. Balladur. Trop, selon de nombreux investisseurs. D'autant qu'il convient de prendre en compte en plus, pour l'ensemble de l'année, les quelque 35 milliards investis par les participants aux nouveaux appels, surtout de liquidités qui auraient pu se placer sur les autres titres et contribuer à une hausse de leurs cours.

Ces milliards ponctionnés auraient empêché une progression



moyenne de près de 10 % de l'ensemble des valeurs au premier semestre selon leurs calculs. Ce poids n'aurait pas été négligeable dans le mouvement de baisse amorcé à la mi-mai. Sans doute, les privatisations ne sont-elles pas, à elles seules, responsables de la morosité de la Bourse parisienne qui s'explique aussi par la hausse des taux d'intérêt et par une incertitude politique sur l'issue de l'élection présidentielle : les boursiers, en particulier étrangers, n'aiment pas les turbulences. Mais sous les lambris du palais Brongniart, il ne fait aucun doute que M. Balladur a pesé sur les cours. Le « décrochage » observé cet été, à l'issue de la première vague de privatisations, entre les places étrangères en croissance, irrégulière certes, mais globale (New-York, Londres, Tokyo et même Francfort), et celle de Paris pourrait trouver là sa raison.

Cet effet pervers des privatisations à marche forcée sur la

déprime de la Bourse a deux conséquences. Elle risque d'abord de décevoir les actionnaires et les Français qui ont découvert les actions en 1986. Paribas, Sogemal, la BTP, la COE et la Société générale ont toutes vu leurs titres revenir en dessous de leur première cotation (qui reste néanmoins légèrement supérieure au prix d'achat). Voilà qui va perturber la suite du programme.

La seconde conséquence est... l'obligation pour le gouvernement de fixer le prix de l'offre publique de vente au plus bas de la fourchette d'estimation officielle, voire en dessous des évaluations faites par les agents de change. On l'observe aujourd'hui déjà pour Suez. Le gouvernement, en voulant aller trop vite, on vend moins cher. La politique sur le « bradage » pourrait repartir.

DOMINIQUE GALLOIS.

(1) Pour affiner le calcul, il faudrait tenir compte des investissements dans les nouveaux appels et des introductions sur les Bourses du second marché.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Madelin : « Le pouvoir au sein des entreprises privatisées ne restera pas dans les mêmes mains »

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a vigoureusement défendu, au micro de « Grand Jury RTL-le Monde », la politique de privatisation menée par le gouvernement. « Si le pouvoir change de mains, c'est tant mieux (...), a-t-il déclaré. On essaie de faire croire que le pouvoir restera dans les mêmes mains, ce n'est pas vrai. Avant les privatisations, les chefs d'entreprise allaient chercher les ordres auprès du pouvoir politique (...). Aujourd'hui, les seuls ordres qu'ils reçoivent sont ceux de leurs clients, de leurs actionnaires... »

M. Madelin a défendu le mode de désignation des « nouveaux chefs » des entreprises privatisées : « On ne va pas exclure les gens sous prétexte qu'ils

étaient déjà là et qu'ils ont déjà des compétences (...). Les nouveaux chefs, ce ne sont pas des hommes, ce sont des entreprises. Quand on dit, par exemple, que la Société générale est un moyen sûr de salut ou celle entreprise, il faut aussi penser que la Société générale, c'est aussi des actionnaires... »

A propos de la concurrence dans le secteur de l'autonomie, M. Madelin s'est refusé à figer les parts du marché pour protéger Peugeot, mais il a confirmé que Renault deviendrait une entreprise comme les autres, c'est-à-dire avec un nouveau statut et une ultime dotation de l'Etat qui apurera le déficit, car « il ne doit plus y avoir d'appel au contribuable ».

ETRANGER

Dérèglement des prix et des investissements

Pékin lance une campagne nationale de lutte contre l'inflation

Après deux mois de campagne pour réprimer les hausses de prix illégales sur les marchés, notamment privés, le gouvernement chinois vient de lancer une vaste offensive contre la fraude. Le Quotidien du Peuple annonçait, le vendredi 2 octobre, que cette offensive vise à éliminer les tensions inflationnistes qui « empêchent les réformes économiques ». Elle durera jusqu'au Nouvel An chinois, en février prochain, et touchera les entreprises collectives et les administrations aussi bien que les entreprises et magasins privés.

Ce dernier élément pose un réel problème à Pékin. L'idée de projets prioritaires orchestrés au niveau des provinces par des responsables disposant d'une plus grande autonomie de gestion a, apparemment, trouvé ses limites. Plutôt que de se consacrer à des projets dans les transports ou l'énergie, deux secteurs d'investissement traditionnels en Chine, les provinces ont souvent opté pour des opérations jugées moins urgentes par le gouvernement central, qu'il s'agisse de nouvelles usines ou d'hôtels. Non seulement cette libération de nouveaux projets constitue un élément inflationniste supplémentaire, mais elle risque de contrarier la recherche de meilleurs équilibres budgétaires.

Ces contradictions entre l'intérêt de l'Etat et celui de provinces qui voient dans la promotion de nouveaux investissements productifs le moyen de créer des emplois, de produire plus et, par là même, d'engranger de nouvelles recettes fiscales, ne seront pas aisées à dépasser. Et si, depuis le printemps dernier, certains économistes préconisent le retour à une centralisation allant à l'encontre des réformes en cours, rien n'est encore tranché au niveau politique.

Au moins Pékin peut-il se féliciter de voir s'amenuiser les déficits extérieurs du pays. Selon les chiffres de l'administration des douanes, les importations ont baissé de 6 % durant le premier semestre, alors que les exportations progressaient de 24 %. Le déficit commercial était ainsi ramené à 2 milliards de dollars contre 6,5 milliards un an auparavant. L'Institut Nomura table, pour l'ensemble de 1987, sur un solde négatif de 3,5 milliards contre 11,9 milliards en 1986, même en tenant compte des dispositions restrictives que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne ont prises à l'égard des textiles chinois.

Une telle évolution permettrait à la balance des paiements courants d'enregistrer un déficit limité à 1 milliard de dollars cette année, un redressement spectaculaire par rapport aux 7,1 milliards de 1986. Reste à savoir si le gouvernement parviendra à reprendre petit à petit en main les fils d'une économie dont la croissance pourrait s'élever encore à 8,4 % cette année.

F. G.

35 000 emplois en trop dans la sidérurgie allemande

Accord sur les mesures sociales d'accompagnement

BONN
de notre correspondant

Les organisations patronales et syndicales de la sidérurgie occidentale, ainsi que le gouvernement de Bonn se sont mis d'accord, le vendredi 2 octobre, sur une série de mesures d'aide à la reconversion des sidérurgistes menacés par la crise dans ce secteur.

Il s'agit de procéder à la suppression de 35 000 emplois dans les aciéries d'ici à 1989 sans « licenciements secs ». Le gouvernement fédéral mettra 300 millions de deutschemarks (environ 1 milliard de francs) dans le pot des mesures d'accompagnement social, les régions 150 millions de deutschemarks, et le budget de la CEE participera lui aussi pour 150 millions de deutschemarks à cette opération.

Ces décisions, prises en prévision de la réunion de Bruxelles du mois de décembre prochain, où doivent se discuter les quotas de production d'acier dans les pays membres de la CEE sont bien accueillies par toutes les parties concernées.

La tension sociale dans le secteur de la sidérurgie allait en effet grandissant : dans la Ruhr, la ville d'Hattingen avait le mois dernier lancé une « opération ville morte » pour protester contre le plan de fermeture des hauts fourneaux, la seule activité de la ville. Au congrès du syndicat IG Metall, des sidérurgistes en colère avaient empêché le ministre du travail, M. Norbert Blum (chrétien-démocrate), de prendre la parole, en dépit de son ancienne appartenance à l'organisation.

Les mesures décidées à Bonn se traduiront par des mises à la retraite anticipée, des aides à la reconversion professionnelle, et des aides à la création d'emplois dans d'autres

branches. Pour M. Heinz Krivwet, le président du groupement patronal des industries du fer et de l'acier, ces mesures, cependant, ne pourront mener qu'un répit, car d'autres suppressions d'emplois devront intervenir après 1989. Les syndicats et le Parti social-démocrate considèrent qu'il s'agit là « d'un pas dans la bonne direction », même si le ministre de l'économie de Sarre, l'une des régions les plus touchées par la crise de l'acier, considère que ces mesures « sont beaucoup trop réduites pour apporter une solution aux problèmes les plus pressants ».

LUC ROSENZWEIG.

Réunion des ministres européens des affaires étrangères

Le dossier du budget reste dans l'impasse

Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis les 3 et 4 octobre à Nyborg au Danemark, ne sont pas parvenus à un accord sur le budget 1988. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, a confirmé que son pays n'acceptera pas d'attribuer pour 1988 des dépenses dépassant les recettes actuellement disponibles dans la CEE. Outre la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Grèce n'ont pas, pour l'instant, rallié les neuf autres pays, d'accord depuis le 1^{er} octobre pour anticiper les ressources financières des Douze. Madrid et Athènes ont pourtant reçu de la présidence danoise des assurances sur l'accroissement des crédits destinés à financer les actions sociales de l'Europe. Jusqu'à présent, les deux capitales méditerranéennes — qui ont jusqu'au 6 octobre pour donner leur réponse — se sont montrées réservées.

SOCIAL

Plus de vingt mille manifestants de FO à Paris

La leçon de syndicalisme de M. Bergeron

Force ouvrière a relevé le défi qu'elle s'était elle-même assigné en faisant défiler, le samedi 3 octobre, de la République à la Bastille plus de vingt mille personnes venues des quatre coins de la France (douze mille selon la police). Plus que ce qu'elle attendait mais... moins que la CGT lors de sa manifestation régionale parisienne du 1^{er} octobre. Pour sa première manifestation interprofessionnelle depuis quarante ans, la confédération de M. André Bergeron a obtenu un résultat honorable.

Dominié largement par le secteur public — avec d'importants bataillons de postiers, d'hospitaliers et de communaux — mais aussi de nombreux métallurgistes, la manifestation avait une allure bon enfant. Les militants étaient venus en famille. Les slogans, peu nombreux, portaient sur les salaires et la sécurité sociale et demeuraient sur un registre syndical malgré quelques interpellations de M. Chirac et même, de M. Mitterrand.

M. Bergeron avait d'ailleurs ses militants en prononçant une brève allocution place de la Bastille bien avant que la totalité des manifestants y soient réunis. Mais le secrétaire général de FO devait se rattraper lors de son discours d'ouverture de la 7^e Fête de l'amitié sur la police de Reuilly, porte de Vincennes.

Contrairement à la tradition, il ne se référa pas à un texte écrit et sut pendant une heure par d'incontestables qualités d'orateur, soulever l'enthousiasme de son auditoire. Tantôt grave, tantôt ironique, mêlant anecdotes et anecdotes,

c'était, dans la forme, du très bon Bergeron.

D'emblée, M. Bergeron rappela qu'il n'avait « rien de politique », mais qu'il avait été poussé par les militants à l'occasion de leur vote sur le référendum en eux. Invitant, dans la perspective de l'échéance européenne de 1992, « le syndicalisme européen à agir avec plus de vigueur que jusqu'à présent », M. Bergeron a répliqué tout au long de son intervention à des propos de M. Alain Minc sur le pouvoir d'achat, le statut de la fonction publique et le syndicalisme, se plaçant du même coup sur la défensive. « Je dis au gouvernement et aux patrons, a-t-il ajouté : on peut discuter de beaucoup de choses, mais, pour ce qui est du SMIC, nous n'accepterons pas qu'on le mette en cause. Et si par hasard c'était le cas, nous réagirions avec une extrême vigueur. »

A seize mois de son départ — prévu pour le prochain congrès de Force ouvrière reporté à février 1989 — M. Bergeron a donné à ses amis une vigoureuse leçon de syndicalisme, en admettant implicitement que celui-ci connaît des difficultés.

MICHEL NOBLECOURT.

Le Monde ECONOMIE

LA PRIVATISATION DE SUEZ

Du canal au tunnel sous la Manche

En cent trente ans d'existence,
la Compagnie a prouvé
ses grandes capacités de rebond.

DÉCEMBRE 1858 : Ferdinand de Lesseps crée la Compagnie universelle du canal maritime de Suez pour relier la Méditerranée à la mer Rouge. Octobre 1886 : la Banque Indosuez, principale filiale de la Compagnie financière de Suez, figure parmi les promoteurs du tunnel sous la Manche, l'Étrotunnel. Cent vingt-huit ans séparent ces deux événements, qui jettent entre ces deux sociétés un pont marqué par la nationalisation du canal par le général Nasser le 26 juillet 1956.

Aujourd'hui, la Compagnie n'a plus de canal ; d'ailleurs, elle est devenue financière, effectuant une reconversion qu'on se reconnaît à qualifier de brillante. Mais, dans sa raison sociale, elle a bien pris soin de conserver le nom de Suez, dans lequel se sont incarnées une grande part de sa culture et de sa tradition, une éthique bien à elle et une certaine conscience morale qui ailleurs n'existe pas.

Dans les années qui précéderont et suivront immédiatement le coup de force égyptien de 1956, que n'a-t-on glosé sur la « vieille dame de la rue d'Assolant », où son siège est installé depuis 1913. Symbole presque caricatural d'un capitalisme flamboyant aux mains de notables soigneusement cooptés, État dans l'État égyptien, incapable de comprendre les aspirations irrépressibles d'un nationalisme exorcisé, employant un personnel européen surpayé et logé dans les somptueuses villas de Port-Saïd et d'Ismaïlia (on pense aux pilotes du canal, jugés indispensables à l'époque et que l'Égypte remplaçait quasiment au pied levé), ou, au contraire, éblouissant illustration du générique esprit saint-simonien, bienfaiteur d'un pays sous-développé, créateur de villes et d'activités nouvelles ?

Ce n'est pas le lieu de tirer un bilan exhaustif de l'aventure du canal. Deux choses sont sûres, néanmoins : après un appel bien risqué à l'épargne et des débuts assez difficiles, le canal de Suez fut une excellente affaire pour ses actionnaires. Et, de toute façon, en 1956, à douze ans de l'expiration de la concession accordée à Ferdinand de Lesseps, la Compagnie, prisonnière d'un statut international, était devenue un enjeu politique qui la dépassait. Même

si ses dirigeants, trop empreints de juridisme, ne se montraient guère disposés à améliorer significativement les conditions faites au gouvernement du Caire.

Un nom
qui vaut de l'or

Après le traumatisme de la nationalisation, l'objet social de la Compagnie ayant disparu, deux solutions s'offraient : la dissolution, en distribuant une indemnité versée par l'Égypte, après arbitrage de la Banque mondiale, soit 2,5 milliards de francs actuels et la répartition des réserves accumulées, ou alors la poursuite des activités. C'est la seconde solution qui l'emporta, avec, comme base de départ précisément, ces fameuses réserves, véritable maillon de près de 5 milliards de francs ; avec surtout un atout majeur : une réputation morale absolument éblouissante et un nom qui valait de l'or (1).

Quatre hommes vont effectuer cette reconversion et rompre avec la chaîne des notables qui s'étaient succédé à la tête de la

Compagnie depuis Ferdinand de Lesseps : le prince d'Arenberg, de 1896 à 1913 ; M. Charles Jonart, ancien gouverneur général de l'Algérie, de 1913 à 1927 ; le marquis Louis de Vogüé, gros propriétaire terrien et économiste, de 1927 à 1948, et M. François Charles-Roux, homme de lettres et ancien ambassadeur, de 1948 à 1957.

Ces quatre hommes, ce sont M. Jacques Georges-Picot, entré à la Compagnie en 1937, qui en devient président en 1957 ; M. Dominique de Grigola, secrétaire général depuis 1946 et numéro deux officiel jusqu'en 1976 ; M. Michel Caplain, le numéro trois, directeur général en 1968 et qui succédera à M. Georges-Picot en 1971. Trois inspecteurs des finances, auxquels il faut ajouter un ingénieur,

M. Philippe Malet, polytechnicien et corps des mines, haut fonctionnaire spécialisé dans la sidérurgie, conseiller économique au secrétariat général de l'Élysée, de 1960 à 1963.

C'est M. Georges-Picot qui formulera la règle des trois tiers pour la répartition des activités : banque, industrie et placements liquides ou semi-liquides. Les applications ne tarderont pas. La Compagnie financière de Suez — c'est son nouveau nom à partir de 1958 — devient, en 1966, actionnaire à 20 % de Pont-à-Mousson, rachetant des titres à la famille Cavalié, confrontée à des problèmes de succession, et fait alliance avec le président de cette société, M. Roger Martin, polytechnicien, comme M. Malet.

Second succès, en 1967, l'entrée dans la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage, avec un pourcentage qui montera jusqu'à 20 %. En 1969, lorsque Saint-Gobain, firme tricentenaire et lourdement endettée, est attaquée, avec l'aide de la Banque Lazard, par BSN, rivale plus souple et plus entrepreneur, Suez apporte son soutien discret, mais efficace. Saint-Gobain gagne la bataille, mais, ayant été obligé de racheter ses propres titres, en sort échangé.

Belle
revanche

M. Georges-Picot organise alors son rapprochement avec Pont-à-Mousson, dont le président, M. Martin, dirigera le nouvel ensemble, en réalisant une véritable absorption du plus gros par le plus petit. Un beau coup, avec de gros titres dans la presse. « Un géant est né, sous l'égide de Suez », Belle revanche, treize ans après la perte du canal !

De rares échecs, mais il y en a, tel celui de la Compagnie française d'entreprise (CFE), la « danseuse » du groupe, qui lui coûtera plus d'un demi-milliard de francs avant d'être apportée

JACQUES GEORGES-PICOT Reconversion réussie



M JACQUES GEORGES-PICOT, né avec le siècle, fut le premier grand commis du ministère des finances à entrer à la Compagnie universelle, qui, auparavant, se méfiait un peu de la haute administration. Inspecteur des finances, chef de cabinet du ministre du budget en 1931, directeur de l'administration centrale au ministère des finances, il « pénétra » à la Compagnie, dont il devient secrétaire général, puis directeur général. Président en 1957, il aura la mission redoutable de reconstruire totalement les activités de la Compagnie après la nationalisation du canal en 1956.

Cet homme de l'establishment, fils de banquier (son père fut président du CIC), pouvait se montrer autoritaire autant que charmeur. Adversaire de toute pratique douteuse, dans la

grande tradition de la maison, il menagea l'entrée de Suez dans Saint-Gobain prêtant son appui au groupe Veritas attaqué par BSN. Puis il livra une furieuse bataille à Paribas pour le contrôle du CIC. Lorsqu'il partit, en 1971, à l'âge de soixante-dix ans, la conversion de Suez était bien avancée : mission accomplie.

F.R.

MICHEL CAPLAIN Tout en conciliation



Né en 1914, inspecteur des finances, sous-directeur au ministère de l'économie nationale en 1945, M. Michel Caplain quitte assez tôt l'administration pour devenir secrétaire général du Crédit foncier franco-égyptien de 1948 à 1954. Cela lui donne l'occasion de connaître la Compagnie du canal de Suez, où il entre en 1954 comme secrétaire général. Directeur général en 1968, il succède en 1971 à M. Jacques Georges-Picot qu'il a assisté dans toute la période de reconversion.

Considéré, alors, comme un « président de transition », il va, en fait, rester en fonctions dix ans, jusqu'à sa mort, le 30 mai 1981. Il s'est, d'abord, employé à panser les plaies ouvertes par une bataille de trois ans entre Suez et Paribas pour le contrôle du CIC. Puis, en sauveant la face de M. François de Fiers, président de la Banque de l'Indochine, vaincu par M. Bernard Pegibet après un court et rapide affrontement, il ménagea, bonnement, l'absorption de ladite Banque de l'Indochine par Suez.

Affable, tout en rondeurs, M. Michel Caplain avait dirigé la conciliation décentralisée à hauteur d'art. Il faut dire qu'il avait affaire à de robustes barons, campés dans leur forteresse, comme M. Jack Francès à Indosuez ou dans ses assurances et comme M. Jean Lamey, à la Compagnie La Hémin. La nationalisation allait briser cette cohabitation et marquer le fin d'une époque.

F.R.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 41.)

(1) Suez : Du canal à la finance. Hubert Ronis, Economica 1987, 673 pages, 195 francs.

LA CONJONCTURE

Accalmie...

par JACQUES SAUVANT

Avec un dollar à peu près stabilisé,
le monde est en train de digérer
les fortes secousses de 1985 et 1986.

La prochaine élection présidentielle ne se jouera pas sur les questions économiques, affirme-t-on souvent. C'est certainement vrai si l'on entend par là qu'il existe désormais dans notre pays un assez grand consensus sur les objectifs de la politique économique, ainsi que les modalités de sa mise en œuvre. Mais il ne faut pas de doute que la conjoncture du moment influera sur le scrutin, comme ce fut le cas lors des précédentes consultations électorales.

A l'heure actuelle, sur le plan international, un certain calme s'est établi qui tranche avec les secousses des deux années précédentes. Le monde est en train de digérer les mouvements de prix et de parités de 1985-1986. Le dollar est à peu près stabilisé depuis le mois de février (date de l'accord du Louvre) et le prix du pétrole fluctue dans des marges assez étroites, un peu au-dessous de 20 dollars le baril.

Cependant, aux États-Unis, le déficit extérieur s'est encore aggravé au premier semestre. Le Japon, lui, s'est adapté à la montée du yen, par un effort intense de compression des coûts. En Europe, la croissance reste

modeste, de l'ordre de 2 % ; mais les contrastes entre pays devraient s'atténuer. Enfin, la baisse des importations des pays en développement et de l'OPEP a cessé, ce qui constitue le principal élément nouveau.

Comment ces données vont-elles évoluer ? Une bonne partie de la réponse se trouve aux États-Unis. Étonnante économie américaine, dont le dynamisme ne se dément pas malgré une politique budgétaire très restrictive en 1987 (réduction du déficit fédéral d'environ 60 milliards de dollars), des taux d'intérêt en augmentation et un pouvoir d'achat ralenti par l'inflation ! Depuis le printemps, la production industrielle, tirée par la reprise des exportations (+ 12 % en volume en un an) elle-même dopée par la baisse du dollar, croît à un rythme

annuel de 3 %, et les entreprises, pourtant pénalisées par la réforme fiscale, accélèrent leurs investissements. Le résultat : une augmentation toujours vive des importations, qui empêche l'amélioration des comptes extérieurs et continue d'imposer un recours massif aux capitaux étrangers.

Le risque d'un ajustement brutal — effondrement du dollar, hausse vertigineuse des taux d'intérêt et récession — s'il subsiste, semble néanmoins avoir diminué au cours des derniers mois. D'abord, parce que les responsables des principales économies ont montré une certaine capacité à gérer la situation ; ensuite, parce qu'un ralentissement de la demande intérieure aux États-Unis pourrait finir par se dessiner et entraîner un début de réduction du déficit des paiements courants, nécessairement

limité, mais ouvrant la perspective, même lointaine, d'une solution et donc atténuant le risque d'une crise de confiance à l'égard de la monnaie américaine.

Le plus probable désormais est un scénario d'ajustement lent combinant une légère baisse du niveau de vie américain, une montée progressive de l'inflation (+ 5,1 % en rythme annuel de janvier à août), et des tensions persistantes sur les taux d'intérêt dans le prolongement des tendances récentes (+ 2 points depuis mars). Un nouveau recul du dollar n'est pas exclu, mais il resterait de faible ampleur. Plutôt rassurant pour l'économie mondiale à court terme — car il lui évite une récession immédiate, — ce scénario risque néanmoins de conduire à un étouffement progressif de la croissance en imposant durablement au monde entier des taux d'intérêt exceptionnellement élevés.

La Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne sont restées les champions de la croissance européenne jusqu'à la mi-1987, avec des taux d'expansion supérieurs à 3 %.

(Lire la suite page 41.)

35 000 emplois en trop
dans la sidérurgie allemande

Accord sur les mutations
d'acier

هكذا من الاجل

LA PRIVATISATION DE SUEZ

Une brillante création

LORSQUE, le 16 avril 1987, M. Francis Bouygues verse au ministre des finances 3 milliards de francs comptant pour l'achat de la moitié de la chaîne de télévision TF1, il le fait avec un chèque tiré sur la banque Indosuez. C'est une brillante consécration pour un établissement de création récente, si on se réfère aux autres banques, qui, toutes, ont plus d'un siècle d'existence, à commencer par la grande rivale, la banque Paribas, qui remonte à 1872.

Ce n'est qu'en 1975 qu'est apparue Indosuez, après l'absorption de la Banque de l'Indochine par la Compagnie financière de Suez, d'où son nom. Sans doute héritait-elle du puissant réseau asiatique de la Banque de l'Indochine, constitué en un siècle de présence en Asie, et du fonds de commerce de la Banque de Suez et de l'Union des mines (BSUM). Cette dernière était, elle-même, issue en 1966 de la fusion de la Banque de Suez, créée en 1959 par la Compagnie du même nom pour gérer ses importantes disponibilités, en francs et en devises, et de l'Union des mines La Hélin.

Indosuez, rival grandissant de la banque Paribas et de sa nouvelle filiale, le Crédit du Nord, additionnée de la Banque de l'Union parisiennaise, sera d'abord perturbée par les difficultés qu'éprouvent à s'amalgamer des équipes de « culture » très différentes. Des tensions naissent, que n'arrangeront pas la retraite prématurée en 1979 de M. Jack François, que cette nouvelle entité n'intéresse plus vraiment, et la grave maladie de M. Jean-Marc Pelletier, dauphin désigné.

M. Michel Caplain, président de la Compagnie financière de Suez, reprend alors la barre et fait venir, en 1979, un « jeune » (quarante-deux ans) inspecteur des finances, M. Antoine Jeannot-Gallignani, qui vient de passer six ans à la direction générale du Crédit agricole. C'est à lui qu'incombera, avant et après la nationalisation de la maison mère, la réorganisation de la banque, la fusion harmonieuse des équipes, la reprise de l'offensive vers l'Asie, le réajustement vers

	Banques	Sociétés financières	Assurances	Industrie	Services	Sociétés de portefeuille	Commerce international	Immobilier
Sociétés consolidées	Banque Indosuez... 100 % Banque Vernes et commerciale de Paris... 100 % Banque La Hélin... 98,99 % Banque Sofinco... 60,77 % Banque Paribas... 51,07 % Banque Monod... 89,61 %	Sofia SA... 100 % SBC-BV... 100 % Austrian... 100 % FactoFrance Hella... 33,22 %	Cie financière du Groupe Victoire... 30,07 % La Hélin Vie... 62,78 %	Lille Bonnières et Colombes... 34,65 %	Lycenaise des Eaux... 18,99 % CI Maritime... 28,27 %	Centenaire Blazy... 41,31 % CI Astorg... 36,62 % Cie de Parobit... 28,10 % Parthénos Investissement... 37,62 %	Saga... 45,51 % Astorg Trading and finance BV... 100 % Sofia... 47,32 %	Compagnie La Hélin... 43,48 %
Sociétés non consolidées	Cie Financière de CIC... 4,25 %		Compagnie Industrielle... 18 % Coeur... 30 %	Cie St-Gobain... 3,82 % Béghin-Say... 6,98 % Bouygues... 4,25 % Roussel-Uclaf... 3,53 % Valéo... 3,40 % Crouzet... 5 %	Accor... 10,29 % Eurotunnel... 5,86 % Prest-Cinéma... 13,78 % Club Méditerranée... 2,28 %	Carus... 8 % Cofide... 3,84 %	Cie Financière Delmas-Vieljeux... 10,01 % Cie Oxygène... 19,35 % IAS... 10,66 %	Immobilier Sorine Montalivet... 15,20 %

La Compagnie Financière de Suez a, en 1986, pour un bilan de 333 milliards de francs, obtenu un résultat net de 2,4 milliards de francs.

L'Europe, zone à nouveau privilégiée, et une orientation décisive vers les activités de « marchés » avec le concours de M. Jean-François Lepetit, directeur général adjoint, l'une des « têtes » de la maison.

Au septième rang

Aujourd'hui, douze ans après sa naissance, Indosuez est la septième banque française, présente dans soixante-cinq pays, avec ses 13 600 personnes dont 3 300 à l'étranger, ses 260 milliards de francs de bilan sur 8 milliards de francs de fonds propres, et ses 620 millions de francs de bénéfice net. De plus, elle est modérément engagée sur les pays en voie de développement, où ses risques sont provisionnés à 25 % — en fait davantage, si on tient compte de la répartition de ces risques.

Ayant renoncé à ouvrir, ou même à conserver, des guichets en France, elle offre à sa clientèle de grands entrepreneurs et investisseurs la gamme complète des services et des produits les plus sophistiqués.

La banque a fortement développé ses activités dans le domaine des nouveaux instruments financiers, directement ou indirectement, à travers ses filiales et participations, la Caisse de gestion mobilière (une banque de trésorerie qui monte), Fina-gest, la Compagnie parisiennaise de réescompte. Grande spécialiste des marchés des changes, elle a été la première, en Europe, à ouvrir, à l'automne 1984, une salle des marchés « intégrée », avec, sur le même plateau, les opérations sur francs et sur devises, sur produits à court et long termes français et étrangers : aujourd'hui, tout le monde l'a imitée.

Se parer a été très nettement les marchés à terme financiers, notamment sur celui, très précieux pour les entreprises, des options de change : numéro un en France, elle figurerait parmi les cinq premiers mondiaux sur le marché aux États-Unis. On a vu, aussi, Indosuez pousser ses pions sur le négoce des actions en rachetant la firme de courtage londonienne Wico, spécialiste des valeurs mobilières sur l'Asie, et acquérir 20 % du capital du court-

ier canadien Geffrion-Leclerc, le tout avec la prudence qui a toujours caractérisé la maison. Dernières initiatives, enfin, et des plus spectaculaires, une participation très active dans le montage du financement du tunnel sous la Manche et dans l'étude de l'installation du Disneyland de Marne-la-Vallée.

Les assurances, l'industrie et les services

On voit donc qu'Indosuez figure au cœur même des intérêts de la Compagnie financière, sa maison mère, avec plus du quart des profits, assez loin devant les assurances, qui représentent, pourtant, le cinquième des actifs du groupe. Mais la Compagnie financière en a perdu le contrôle, conservant seulement 30 % du capital (et 34 % des droits de vote) du prospère groupe Victoire (l'Abeille et la Paix), dirigé par M. Philippe Chareyre, l'homme de M. François.

Viennent ensuite l'industrie, les services et le commerce international (19 % des actifs). La Compagnie de Suez est, ainsi, le pre-

mier actionnaire de la Lyonnaise des eaux de M. Jérôme Monod (eau, énergie et chaleur). Elle est présente dans le bâtiment avec 4,2 % de Bouygues, dans Saint-Gobain (3,9 % lors de sa privatisation), dans Valéo (3,4 %), dans Roussel-Uclaf (3,5 %), dans l'agro-alimentaire (avec 6,9 % de Béghin-Say, les Salins du Midi, les Domaines viticoles Cordier à Bordeaux, les foies gras Labeyrie). La communication et l'audiovisuel l'ont attirée, avec des participations dans Eurocom, le groupe CEP, Dauphin-Ota, Pathé-Cinéma.

Tout récemment, on l'a vu entrer en force dans l'industrie des loisirs et l'hôtellerie, en devenant le premier actionnaire (10 %) du groupe Accor et en participant au capital du Club Méditerranée (2,3 %). La dernière initiative a été l'acquisition pour 400 millions de francs du holding qui contrôle Cap-Gemini-Sogefi, numéro un français du logiciel. Ajoutons-y, toujours dans ce qu'on peut appeler les services, le crédit aux particuliers, avec Sofinco, numéro un français du financement de l'équipement

général des foyers, notamment l'ameublement.

Outre les services, Suez s'intéresse activement à la distribution, au négoce et aux transports à l'étranger, que ce soit à la compagnie Oxygène, à la Saga, à la Financière Delmas-Vieljeux ou par le truchement de la Banque Vernes, filiale d'Indosuez.

Les activités dans l'immobilier, enfin, domaine privilégié du groupe Suez depuis le début de sa reconversion, s'exercent suivant trois axes : l'investissement en immeubles d'habitation et de bureaux, à travers la compagnie La Hélin et sa filiale, le Crédit foncier et immobilier ; le financement bancaire et le crédit-bail, à travers l'immobilier Surène-Montalivet (Codetour) et la Banque Indosuez plus certaines de ses filiales.

En tenant compte d'un important portefeuille de placements d'environ 4 milliards de francs, investis en obligations et en actions les plus diverses, les actifs de la Compagnie financière de Suez sont estimés à environ 25 milliards de francs.

F.R.

Du canal au tunnel sous la Manche

(Suite de la page 39.)

Les années qui suivirent furent une phase de « digestion », les mauvaises langues parlent d'assouplissement. Par ailleurs, les menaces de nationalisation se profilèrent à l'horizon, avec une première alerte aux élections législatives du printemps 1978. Le vote du 10 mai 1981 met la menace à exécution et, le 11 février 1982, la Compagnie financière est nationalisée. M. Malet, qui avait succédé à M. Caplain, brusquement décédé le 30 mai précédent, doit céder son fauteuil à M. Georges Plescoff, haut fonctionnaire bien connu et antérieurement président de la compagnie d'assurances nationalisée AGF.

De multiples manœuvres

Chez les cadres de Suez, peu suspects de sympathie pour le socialisme, c'est la consternation. La gauche ne nourrit aucune tendresse à l'égard des banques d'affaires, « ces pierres envahissantes qui retiennent captives leurs filiales industrielles ». Après de longs débats, le dégoût est évité, à l'exception de deux banques qui, détachées du groupe, sont directement détenues par l'État : la Banque La Hélin et la Sofinco, Suez devenant minoritaire dans le CIC. C'est un coup dur, et une grosse perte de revenus.

Une autre menace se profile, qui cette fois n'est pas en provenance de la gauche. M. François, qui, en 1979, à soixante-cinq ans, avait préféré quitter la présidence de la Banque Indosuez, un peu désorienté par ses nouvelles orientations, et se replier sur son

domaine réservé, les assurances notamment, manœuvre. Par de discrets échanges de titres, il détache de Suez nationalisée des holdings comme la Compagnie Industrielle (son fief), Lille-Bonnières Colombes et Alsip. Par ce moyen, il met à l'abri les assurances dont Suez perd le contrôle, tout relatif, qu'il exerçait auparavant.

M. Plescoff, qui avait déjà lutté pour préserver la cohésion de

Suez et notamment obtenu le maintien de M. Antoine Jeannot-Gallignani à la direction générale d'Indosuez, sinon à la présidence, se bat pour sauver les meubles. Par des achats en Bourse, il réussit à conserver 30 % de la participation dans le groupe Victoire, tombée à 20 %. Atteint par la limite d'âge, il doit, malgré un contrat de trois ans, laisser la place en mars 1983 à M. Jean Peyrelevade, directeur adjoint du

cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre.

M. Peyrelevade poursuit le combat, en signant, en juin 1983, un armistice avec M. François, qui délègue et consacre les zones d'influence. A la Compagnie Industrielle de M. François, le groupe Victoire et certains intérêts, comme le Comptoir des métaux précieux Lyon-Alémand ; à la Compagnie financière de Suez, la minorité de blocage (34 %) dans le groupe Victoire, le contrôle de la SCAC (qui sera cédée plus tard), d'Oxygène et de la Compagnie française de crédit et de banque (intérêts au Maroc et au Liban).

En gage de bonne « cohabitation », l'ex-PDG de Suez, M. Malet, reste à la tête d'une filiale de son ancien groupe, les Salins du Midi. Parallèlement, il préside le Comptoir Lyon-Alémand et les holdings Lille-Bonnières et Alsip, pour le compte de M. François, associé à MM. Jean-Marc Vernes et Marc Fournier, directeur de la Navigation mixte.

Essaie, M. Peyrelevade va se battre, avec succès, pour réintégrer au sein de Suez d'abord Sofinco, puis la Banque La Hélin. Il renforce le secteur bancaire en prenant le contrôle de la Banque Vernes, nationalisée et dont le capital doit être reconstitué après de lourdes pertes dans l'immobilier et le négoce international, et celui de la Banque parisiennaise de crédit (BPC), spécialisée dans les PME et très profitable.

En revanche, il renonce à récupérer le CIC, dont la prise de contrôle, en 1972, est considérée par lui comme un mariage blanc,

cette participation étant cédée à la Compagnie d'assurances nationalisée GAN. Son opinion ne sera pas totalement partagée par certains de ses collaborateurs notamment M. Bernard Egloff, directeur général adjoint et « homme des banques ».

Cependant, M. Peyrelevade a fait venir M. Gérard Worms, X Mines — comme autrefois M. Malet, — ancien conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, puis directeur général d'Alcatel et de Rhône-Poulenc — comme directeur général adjoint et délégué général pour les affaires industrielles. Un nouvel « ingénieur » chargé d'accélérer les prises de participation : aujourd'hui, Suez, avec sa filiale Astorg, est numéro un du capital développement. Il a également attiré M. Patrick Ponsolle, énarque, précédemment directeur adjoint du cabinet de M. Laurent Fabius, au budget.

Lorsque M. Peyrelevade quittera la présidence de Suez en juillet 1986, il aura illustré la « capacité de rebondir » qu'il évoque dans sa préface au livre de M. Bouin. Il y évoque également la « manière d'être de la Compagnie », sa « déontologie rigoureuse », sa « préférence pour les larges constructions et l'intérêt général », son peu de goût pour les « improvisations trop rémunératrices », sa « sagesse » et aussi sa « complicité ».

Cette culture ne dépaysera pas trop M. Renaud de la Genière, grand commis de l'État, ancien gouverneur de la Banque de France, qui, depuis juillet 1986, a épousé la « vieille dame de la rue d'Astorg », pour le meilleur et pour le pire.

FRANÇOIS REMARD.

JEAN PEYRELEVADE
L'empire reconstitué

« A bien mérité de la Compagnie ». Cette mention pourrait figurer au bas de la photographie de M. Jean Peyrelevade dans la galerie des portraits des présidents du siège social, rue d'Astorg à Paris. Ce polytechnicien, ingénieur en chef de l'aviation civile, directeur du département du commerce extérieur au Crédit lyonnais, socialiste bon teint comme M. Jean Delors, son président de l'époque, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, aura passé quarante mois à tenter de reconstituer l'empire de Suez.

Négociant pied à pied, il a relancé la politique d'investissement après le choc de la nationalisation. Méfiant, toujours ancré dans le réel, il a marqué de son empreinte la Compagnie et pris place parmi ses meilleurs présidents, malgré la brève relative de son passage dans une institution si majestueuse.

F.R.

RENAUD DE LA GENIÈRE
Après la Banque de France

APRÈS M. Emmanuel Morick à Paribas de 1949 à 1962, M. Renaud de la Genière sera le deuxième gouverneur de la Banque de France, depuis la guerre, à diriger une banque privée. A la tête de la Compagnie financière de Suez, nul doute qu'il saura apporter la rigueur, le sang-froid, le courage à toute épreuve et l'indifférence à la mode intellectuelle qu'il a manifestée dans toute sa carrière de grand commis de l'État.

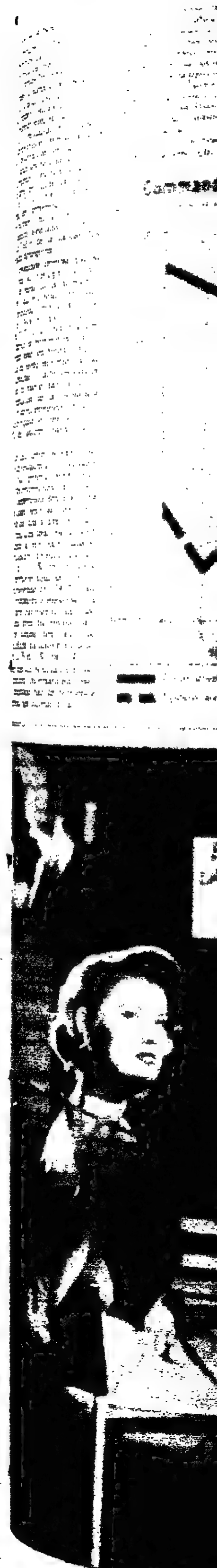
Né en 1925, inspecteur général des finances, il a été conseiller technique au cabinet de M. Antoine Pinay, directeur du budget Rue de Rivoli, avant de passer dix ans à la Banque de France comme sous-gouverneur, puis gouverneur. En novembre 1984, son mandat de cinq ans ne sera pas renouvelé par M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, ce qui remplira d'amertume ce serviteur loyal, qui se range alors dans l'opposition benêtée.



L'expérience acquise à l'institut d'émission, au croisement de toutes les grandes routes financières, lui sera précieuse, même s'il lui faut, à soixante-deux ans, se plier aux contraintes et aux suggestions de la banque d'affaires. Il est vraisemblable que M. de la Genière se consacrerait davantage au choix des grandes orientations de la maison, comme à celui de ses actionnaires proches et plus lointains, en jeu capital pour Suez.

F.R.

AOM 132



LA CONJONCTURE

Accalmie

(Suite de la page 39.)

Mais certains clignotants se sont récemment allumés, et principalement celui du commerce extérieur : la Grande-Bretagne et l'Italie viennent d'enregistrer pour le seul mois d'août des déficits de leurs paiements courants qui équivalaient respectivement à 9 milliards et 5 milliards de francs. Cette détérioration imposera une certaine modération de la croissance au cours des prochains mois : le gouvernement italien a déjà pris des mesures de stabilisation au cours de l'été ; en Grande-Bretagne, les dernières enquêtes de conjoncture font attendre un ralentissement spontané de l'activité, sous l'effet de la baisse des commandes étrangères.

C'est l'évolution inverse qui se dessine en Allemagne et en France : le recul de la demande étrangère avait été pour ces deux pays le principal frein à la croissance en 1986 et au premier semestre 1987 ; il fait place à une reprise depuis le printemps, particulièrement pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires (voir graphique). Cette évolution s'explique en partie par la meilleure orientation de la demande des pays en développement, et surtout par un regain de compétitivité vis-à-vis des autres pays européens.

En tout cas, cette bonne nouvelle lève un obstacle à l'investissement et plus généralement aux dépenses des entreprises, tant il est vrai que la dépression des marchés étrangers avait pesé sur les comportements au cours des dix-huit derniers mois. Les deux pays, dont la croissance a été particulièrement médiocre depuis un an (entre 1 et 1,5 % en rythme annuel), devraient ainsi se rapprocher de la moyenne de l'OCDE au cours des prochains trimestres. En 1988, les pays européens marcheront à peu près du même pas, après avoir connu des taux de croissance allant du simple au double (entre 1,5 % et 3 %) en 1987.

An cours des six prochains mois, l'environnement international restera donc marqué par de profonds déséquilibres ; un climat d'incerti-

tude et de fortes tensions sur les taux d'intérêt. Mais la France doit pouvoir compter sur une demande étrangère un peu plus porteuse. A priori, on peut en attendre un mieux pour la balance commerciale, qui se rapprochera de l'équilibre, et pour l'activité, qui a déjà progressé au cours de l'été, si l'on en juge par les dernières enquêtes menées dans l'industrie et le commerce de gros.

Sauf effondrement de la consommation, qui a atteint des

niveaux records au troisième trimestre, la croissance devrait se poursuivre au moins jusqu'à l'hiver, soutenue par l'exportation, l'investissement des stocks de demi-produits, aujourd'hui plutôt faibles. Si l'on ajoute à ces résultats un taux d'inflation de l'ordre de 3 % en rythme annuel, le gouvernement pourra ainsi vraisemblablement présenter, au début de 1988, un tableau de bord de l'économie française qui, sans être

éblouissant, n'en marquera pas moins une amélioration par rapport au premier semestre 1987, au cours duquel tous les indicateurs s'étaient simultanément détériorés.

Etle vote des Français ?

Ces résultats influeront-ils sur le vote des Français ? Celui des prix, peut-être. Mais on ne vote pas en fonction de la balance commerciale ou du taux de croissance. Le lien entre les conditions économiques et les résultats d'une élection passe en fait par des variables qui touchent de beaucoup plus près les citoyens dans leur vie personnelle : principalement le pouvoir d'achat et la situation du marché du travail.

Comment se présente à cet égard l'élection du printemps 1988 ? Sur le front du chômage, gagnons que M. Séguin atteindra son objectif, qui est de contenir le nombre des demandeurs d'emploi en deçà de son niveau de mars 1987 (2 675 000), grâce à l'important dispositif mis en place (mesures en faveur des chômeurs de longue durée, stages), dont le calendrier est conçu pour avoir un impact maximal au début de 1988.

Mais l'évolution du pouvoir d'achat s'annonce médiocre. Sa progression, la plus faible des grands pays, aura été en moyenne de l'ordre de 1 % en 1987 (voir graphique), avec deux caractéristiques : un profil annuel déclinant, conduisant à une légère diminution du revenu global des ménages en termes réels, dans la seconde moitié de l'année, du fait des relèvements de cotisations sociales intervenus en juillet ; une répartition inégale, faisant la part belle aux revenus non salariaux, alors que la majorité des salariés auront subi une perte de pouvoir d'achat cette année.

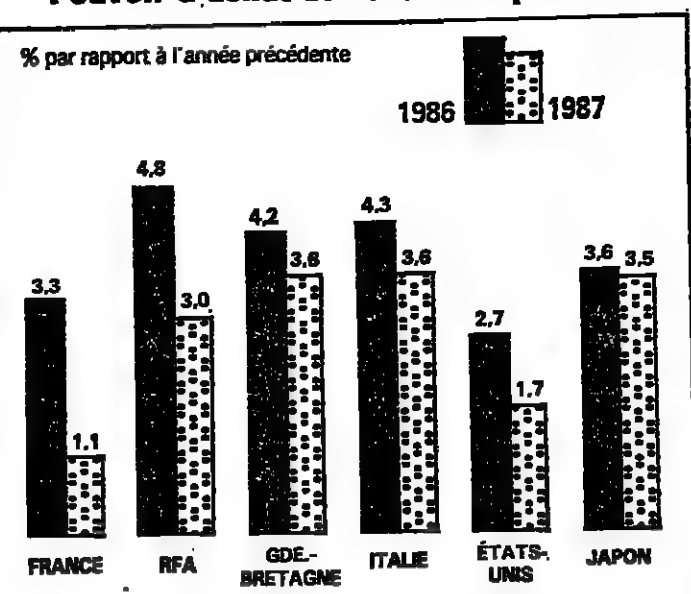
Sans doute le gouvernement compte-t-il sur les allègements fiscaux et surtout sur les revalorisations de salaires (au moins dans la fonction publique) et de prestations sociales, rendus inévitables

par le dépassement de l'objectif de prix en 1987, pour regonfler un peu les revenus au début de 1988. Des mesures ponctuelles à fort impact psychologique peuvent aussi fournir un appoint utile. La baisse de la TVA sur l'automobile est, de ce point de vue, un coup de maître : elle est ressentie positivement par l'ensemble des ménages,

de milliards à la fin de 1985). Mais cette facilité lui sera désormais interdite.

Le régime général va devoir équilibrer ses comptes en 1988, et pour cela trouver plus de 30 milliards de francs dans les quinze prochains mois. L'importance du besoin de financement justifierait

Pouvoir d'achat du revenu disponible



alors que 7 % à 8 % d'entre eux seulement achèteront une voiture neuve au cours des douze prochains mois.

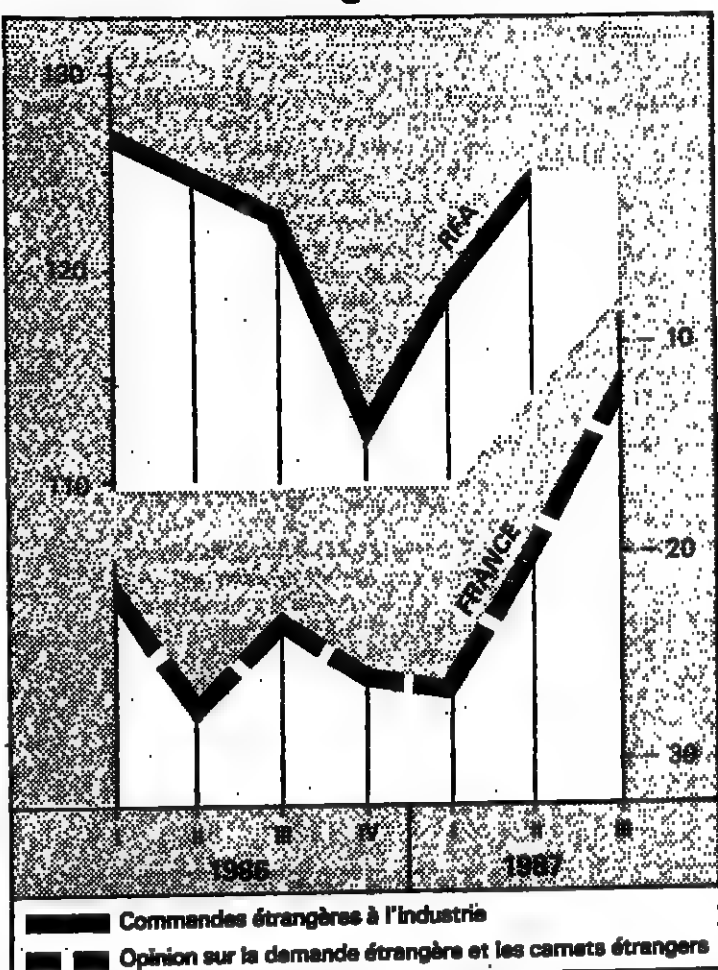
Toutefois, la marge d'action est limitée pour deux raisons : l'état du commerce extérieur, qui n'autorise aucune largesse salariale, et la situation financière de la Sécurité sociale, qui va poser un problème redoutable en 1988. Le régime général de la Sécurité sociale a pu se permettre deux exercices déficitaires successifs en 1986 et en 1987 (respectivement de 20 milliards et d'environ 14 milliards de francs) en consommant le confortable excédent de trésorerie accumulé au cours des années précédentes (une trentaine

de milliards de francs) en consommant le confortable excédent de trésorerie accumulé au cours des années précédentes (une trentaine

Un dossier difficile, qui risque d'occuper une place importante dans le débat politique des prochains mois, et de toute façon, la perspective pour les Français d'une nouvelle année de vaches maigres en 1988, au-delà d'un rebond passager du pouvoir d'achat au premier trimestre.

JACQUES SAUVANT.

Commandes étrangères à l'industrie



Indicateur	Valeur	Commentaire
Produit intérieur brut (PIB)	197.31 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	28.22 %	

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des Français a baissé de 1,1 % en 1987, contre 3,3 % en 1986. Cette baisse est due à une augmentation des cotisations sociales et à une dévaluation du franc.

JEAN PENPELÉ
L'empire reconstitué

«A

BROTHER EM 1000.
LA GRANDE VEDETTE
INTERNATIONALE
DE L'ÉCRAN.

POUR SE HISSER AU SOMMET ELLE ECRASE TOUTES SES RIVALES.

Avec elle, tout s'imprime sur grand écran et on peut corriger, mettre en page, avant d'imprimer. Elle a l'art de vous simplifier la vie. D'autant plus qu'elle dispose d'une mémoire extensible jusqu'à 180 K et qu'elle peut se transformer en imprimante d'ordinateur. Ne vous étonnez donc pas si les rivales de la EM 1000 meurent d'envie, depuis qu'elle remporte dans les bureaux le triomphe que l'on sait.

Pour tout renseignement, contactez MARIE-LAURE au 48 69 96 16.

brother

MACHINE À ÉCRIRE BROTHER EM 1000

BROTHER FRANCE - 8, rue Nicolas Robert - BP 141 - 93623 - Aubnay-sous-Bois cedex - Tél. : (1) 48.69.96.16 - Téléc. : 212.905.F

هكذا من الامل

La chronique de Paul Fabra

D'UN menu, a fortiori s'il est destiné à des banquiers, il importe de savoir s'il est suffisamment appétissant ou non. Or telle est aujourd'hui la formule pour débiter les relations entre les pays débiteurs et les banques commerciales. Il n'est plus un rapport, il n'est plus un discours, il n'est plus une conférence sur l'endettement dans le monde sans qu'il soit question du menu. Aux réunions monétaires qui ont eu lieu la semaine dernière à Washington, ce mot a été prononcé de multiples fois, peut-être autant de fois que les mots «dollar» et «déficit».

A première vue, le menu dont il s'agit n'est pas un trois étoiles. Certes, il a bien été convenu — ce fut même le point essentiel de la discussion — qu'un certain choix serait laissé au créancier qui ne pourrait se voir imposer un unique «menu» du jour, confectionné au goût du seul débiteur. Les Brésiliens, on le sait, ont bien essayé de mettre un tel menu dans les mains de leurs interlocuteurs. Mais il a été refusé avec hauteur par la communauté financière internationale tout entière: banquiers, Trésors publics des pays créanciers (réunis au sein du club de Paris qui préside le directeur français du Trésor, M. Jean-Claude Trichet), et institutions spécialisées (Fonds monétaire, Banque mondiale).

Il reste que, fût-il «à la carte», le menu a toutes les apparences d'un ersatz de menu, puisque, dans tous les cas, ce qui est présenté sur la table, ce sont des plats de substitution destinés à remplacer la seule chose qui serait pleinement satisfaisante, à savoir l'accomplissement par le débiteur, sans délai et sans restriction, des termes du contrat.

Aussi longtemps, cependant, qu'il n'a pas été officiellement décidé que le dette ne sera pas honorée, ou ne le sera que

Le « menu » est-il appétissant ?

pour une fraction de son montant, les différentes options disponibles laissent aux acteurs une certaine liberté de jeu et, surtout, de nouvelles occasions de faire de bonnes affaires. A cela s'ajoute la possibilité — suprême délice — d'engager d'audacieux paris qui peuvent rapporter gros (mais, bien sûr, entraîner de lourdes pertes en cas d'échec).

Parmi les options ouvertes (voir l'article de Françoise Crougneau de la semaine dernière), il en est une qui consiste à échanger une créance contre un titre de propriété. Théoriquement, il s'agit là d'une excellente solution qui s'attaque au fond du problème, dans toute la mesure où l'on peut considérer que, pendant les années 70 (pour ne pas remonter plus loin), le crédit bancaire a rempli un rôle qui n'était pas exactement le sien. Pour financer leurs investissements, les pays en voie de développement s'adressaient aux banques, alors que, s'agissant d'opérations à long terme, il aurait été en principe plus sain de mobiliser du capital risque.

Je dis, en principe, parce que, premièrement, ce capital n'était probablement pas disposé à s'investir dans ces pays, et, deuxièmement, à supposer que des actionnaires étrangers aient accepté de financer massivement leur développement, cela aurait soulevé, dans le contexte politique de notre époque, de véhémentes oppositions. Pour ne citer que cet exemple, l'opinion publique argentine ne tolérerait sans doute plus aujourd'hui que les installations portuaires, les chemins de fer et jusqu'au tramway de Buenos-Aires appartiennent à des intérêts étrangers, comme cela

était le cas au siècle précédent (et au début de celui-ci). Cette hostilité à la propriété du capital étranger (voire à celle du capital privé national) n'est pas la seule raison qui explique l'appel massif aux banques, lesquelles ont souvent financé bien autre chose, par des crédits à long terme, que des investissements productifs. Mais il n'est pas douteux qu'elle en fut une cause importante.

Il serait donc tentant de corriger les erreurs de gestion du passé en parcourant le chemin inverse. Cependant, l'objection politique demeure, si bien que, ne serait-ce que pour ce motif (il existe beaucoup d'autres empêchements), on voit mal les 200 à 300 milliards de dollars que les pays d'Amérique latine doivent aux banques se convertir, via ces dernières, en participations au capital des entreprises, grandes ou moyennes, de ces pays. Les conversions ne peuvent avoir qu'un caractère limité. C'est bien ce que l'on constate dans la pratique à travers le développement des «swaps» (échanges) entre titres de dette et participations en capital. Ces échanges portent sur guère plus de quelques milliards de dollars par an, 1 % à 2 % du total de la dette accumulée. Mais les banques ne se sentent en général aucune vocation pour devenir banques d'affaires stockant dans leurs actifs des participations au capital dans des sociétés chiliennes, argentines, brésiliennes, etc. Aussi l'échange implique-t-il le plus souvent l'entrée en lice d'un industriel investisseur qui peut trouver par ce biais le moyen de doubler sa mise.

C'est par exemple ce qui s'est produit quand une grande banque française

aujourd'hui privée a vendu à Alstom des créances sur le Mexique. La transaction s'est faite sur la base d'une très importante décote, puisque sur le marché secondaire la dette mexicaine est fortement dévalorisée (elle l'est trop, comme nous allons le constater). Une créance sur le Mexique d'une valeur nominale de 100 se négocie aux environs de 48. Après avoir payé (en devises convertibles) ce dernier prix à la banque vendeuse, Alstom s'est immédiatement tournée vers la Banque centrale du Mexique.

Celle-ci — telle est la règle du jeu — est prête à racheter (rembourser) les créances sur le Mexique à leur valeur nominale (un peu moins, pour tenir compte de l'échéance), à condition, car il y a évidemment une condition, que le vendeur accepte d'être payé en pesos, monnaie inconvertible. Or c'est de pesos qu'a besoin l'industriel qui, tel Alstom, se propose d'investir au Mexique. Tout se passe comme si, grâce à l'acquisition qu'il a faite préalablement d'une créance sur le Mexique, l'investisseur s'était procuré des pesos pour la moitié de leur valeur au change. C'est un bon début pour assurer la rentabilité d'une installation au Mexique.

Quant à la banque française, elle aura fait au passage un bénéfice, car — et c'est là que l'opération commence à dévoiler ses multiples aspects — on aurait tort de croire que, trop contents de se débarrasser, fût-ce à perte, d'une partie de son portefeuille mexicain, elle a prêté sur la masse des créances qu'elle détient sur ce pays celles qu'elle a vendues à Alstom. La banque en

question estime que, actuellement, la signature du Mexique vaut en réalité plus que le cours auquel elle est évaluée sur le marché (disons qu'elle vaudrait plutôt 55 que 48). Conséquence: la banque a acheté — pour une valeur de 47 — les créances qu'elle a revendues à Alstom.

Qu'il lui a vendues à ce prix légèrement inférieur à la cote — 47 au lieu de 48 ? Il est vraisemblable que ce soit une de ces petites banques américaines, soucieuse de se débarrasser une fois pour toutes de ses opérations dans les pays latino-américains dans lesquelles elle s'était laissée entraîner du temps des folles années.

Si l'on pousse un peu plus loin l'enquête, on découvre que, parmi les plus actifs acheteurs de créances sur le Mexique, figurent de riches personnes privées, de nationalité... mexicaine. Il s'agit le plus souvent d'entrepreneurs de ce pays qui, dans le passé, ont placé leurs capitaux à l'étranger. Avec 48 dollars qu'ils possèdent à New-York, ils achètent aujourd'hui une créance que la Banque du Mexique leur rachètera pour l'équivalent en pesos de 80 à 100 dollars (selon le taux de l'échéance). On comprend qu'à ce tarif les résidents mexicains qui ont besoin de trésorerie en monnaie locale rachètent leurs capitaux. Telle est la raison sous-jacente du reflux de l'argent vers le Mexique.

Grâce à ce reflux, la Banque du Mexique a pu s'acquitter les arriérés d'intérêts sans toucher au nouveau prêt bancaire qu'elle s'est vu récemment accorder. Les réserves de change du Mexique atteignent maintenant 15 milliards de dollars. C'est pourquoi, pensent les banquiers, la cote des créances mexicaines est appelée à remonter. Voilà aussi comment un cercle vertueux peut se former à partir d'opérations qui le sont moins.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dans le cadre de sa collection
« ANALYSES DE SECTEURS »

La société EUROSTAF-DAFSA vient de publier une étude sur :

— LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Les investissements financés en crédit-bail immobilier connaissent une croissance dynamique: en données corrigées, le taux moyen de variation annuelle s'établit à + 21,3 % entre 1981 et 1985, tendance qui se poursuit en 1986 pour les principales Sociétés.

Le secteur est marqué par :
— Une évolution de la réglementation ;
— Un fort accroissement du nombre de Sociétés (40 en 1984, 68 en 1986) favorisant une stimulation du secteur ;
— Une croissance des investissements et des produits de location simple plus rapide que celle présentée par l'activité de crédit-bail immobilier s'expliquant par un souci de protection des fonds propres.

Les perspectives concernant les stratégies des principaux intervenants, l'évolution de la demande, ainsi que des propositions d'ordre législatif font l'objet d'une analyse particulière au sein de cette étude.

Les liaisons financières, la structure du patrimoine, le montant des immobilisations nettes au 31 décembre 1986 de 57 sociétés sont présentés. Vingt-quatre sociétés, rassemblant 63,7 % des encours de crédit-bail immobilier de l'ensemble des Sociétés, ont fait l'objet d'une analyse financière détaillée.

Cette étude est disponible. Elle est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque - 75002 Paris. Pour recevoir gratuitement la présentation de cette étude, tél. : 42-61-51-21.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

Un programme de 3^e cycle concentrant le meilleur du Centre HEC-ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 102 professeurs spécialisés, 3000 cas, 120 ordinateurs et terminaux... Un enseignement par groupes compacts et motivés. Le socle d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

1300 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier, tests et entretien. Critères: diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, compétente et motivée.

L'ISA : 16 mois

pour apprendre le management

Réunions d'information

le jeudi 15 octobre et le jeudi 26 novembre 1987, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris (8^e), métro Franklin-Roosevelt.

Renseignements : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-74-10, ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES

LA SOCIÉTÉ BURKINAISE DES FIBRES TEXTILES (SOFTEX), B.P. 147, BOBO DIULASSO (BURKINA FASO) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel d'équipement de coton graine en quatre lots :

- Lot n° 1 : manutention, humidification, nettoyage et distribution du coton graine ;
- Lot n° 2 : égrenage du coton graine avec résidu d'évacuation des graines et des déchets ;
- Lot n° 3 : nettoyage et manutention du coton fibre ;
- Lot n° 4 : pressage du coton fibre et conditionnement en balles.

Les soumissionnaires devront répondre obligatoirement à l'ensemble des quatre lots.

Le financement est assuré par la BANQUE OUEST-AFRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD).

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Cahier des Charges peut être obtenu aux adresses suivantes contre remise d'un chèque certifié de 150 000 F CFA établi au nom de la SOFTEX (ou de 3 000 FF au nom de la C.F.D.T.) :

- SOFTEX : Direction générale, B.P. 147 — BOBO-DIULASSO (BURKINA FASO) ;
- SOFTEX : Direction régionale, B.P. 1650 — OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) ;
- C.F.D.T. (D.I.E.) : 13, rue de Monceau, 75008 PARIS (FRANCE). Tél. : (1) 49-53-59-95.

LIEU ET DATE DE LIVRAISON

Sur le site de l'usine à BOBO DIULASSO, sept (7) mois au plus tard à compter de la notification du marché.

DÉPÔT ET CLÔTURE DES OFFRES

Les offres doivent parvenir à la SOFTEX ou à la C.F.D.T. au plus tard le 31 octobre 1987 à 17 heures.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

LA SOCIÉTÉ BURKINAISE DES FIBRES TEXTILES (SOFTEX), B.P. 147, BOBO DIULASSO (BURKINA FASO) lance un appel d'offres international pour la fourniture de MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT GÉNÉRAL, dans le cadre de la réalisation d'une usine d'égrenage de coton, en neuf lots :

- Lot n° 1 : chariot élévateur
- Lot n° 2 : véhicule de service
- Lot n° 3 : matériel de pesage
- Lot n° 4 : matériel de levage
- Lot n° 5 : équipement d'atelier
- Lot n° 6 : Outillage
- Lot n° 7 : approvisionnement généraux
- Lot n° 8 : matériel de pompage et distribution de liquide
- Lot n° 9 : matériel protection incendie

FINANCEMENT

CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE.

Les fournisseurs et produits doivent être originaires d'un pays membre de la zone franc.

DATE ET LIEU DE LIVRAISON

Sur le site de l'usine à BOBO DIULASSO, six (6) mois au plus tard à compter de la notification du marché.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes contre remise d'un chèque certifié de 150 000 F CFA établi au nom de la SOFTEX (ou de 1 000 FF au nom de la C.F.D.T.) :

- SOFTEX : Direction générale, B.P. 147, BOBO-DIULASSO (BURKINA FASO) ;
- SOFTEX : Direction régionale, B.P. 1650, OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) ;
- C.F.D.T. (D.I.E.) : 13, rue de Monceau, 75008 PARIS (FRANCE). Tél. : (1) 49-53-59-95.

DÉPÔT ET CLÔTURE DES OFFRES

Les offres doivent parvenir à la SOFTEX ou à la C.F.D.T. au plus tard le 31 octobre 1987, à 17 heures.

PANORAMA
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Remy ARNAUD

Actualisation annuelle
des données économiques
et sociales françaises
L'édition 87-88 vient de paraître - 85 F -

"Il y a là tout ce qu'il faut savoir..."

Le Monde

"Il faut souligner l'atout premier de cet ouvrage :
clair et agréable à lire : il est actuel !"

La Tribune de l'Économie

Dunod

POUR ALLER PLUS LOIN



9 JOURS POUR
RENCONTRER LES CONSTRUCTEURS
DE LA FRANCE ENTIÈRE

SALON DE LA MAISON
INDIVIDUELLE

Porte Maillot - Palais des Congrès

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h nocturnes mardi et jeudi jusqu'à 22 h

Notre avenir va dans le bon sens.

Aujourd'hui, plus que jamais, le Crédit Agricole est prêt à affronter l'avenir. A l'origine banque spécialisée, le Crédit Agricole est devenu l'une des plus importantes puissances financières du monde : 1^{re} banque française avec 14 millions de clients, premier ensemble financier européen*, 3^e banque mondiale**.

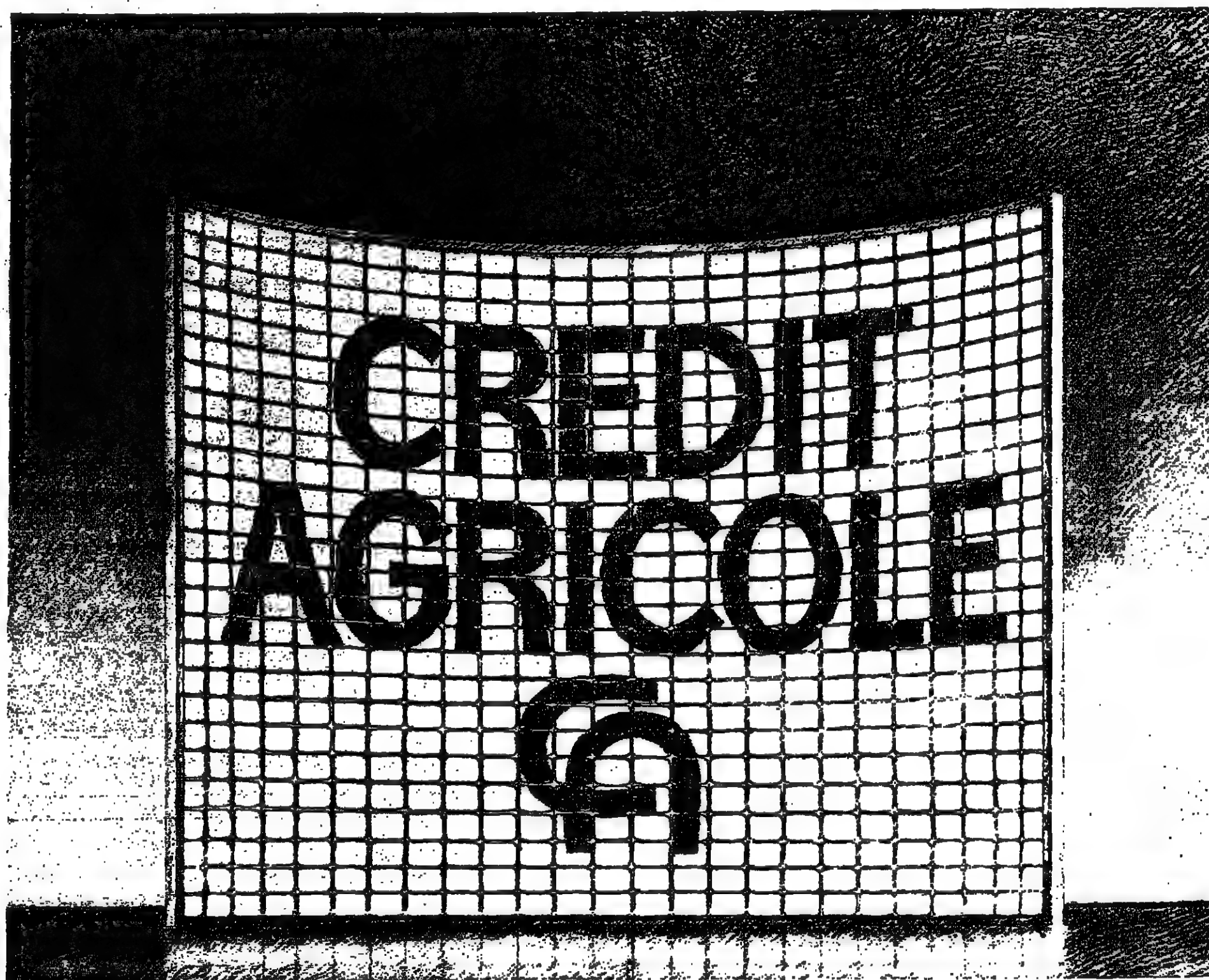
Fort d'une présence sur les plus importantes places financières internationales, le Crédit Agricole se donne aujourd'hui tous les moyens pour remporter la compétition de 1992, en réunissant l'énergie des femmes et des hommes qui l'ont bâti, portés par la même volonté de faire gagner notre agriculture et notre économie partout dans le monde.

Aujourd'hui, c'est le défi des grandes mutations de demain que nous relevons pour tous nos clients.

Ensemble, c'est sûr, notre avenir va dans le bon sens.

* En bilan consolidé (source Euromoney juin 1987).

** En fonds propres (source Euromoney juin 1987).



Le bon sens en action.

هكذا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la Lyonnaise des eaux, réuni le 30 septembre, a examiné les résultats de la société et du groupe, pour le premier semestre 1987, retracés dans le tableau ci-dessous.

	SOCIÉTÉ			GROUPE		
	30-6-86 MF	30-6-87 MF	Variation %	30-6-86 MF	30-6-87 MF	Variation %
Chiffre d'affaires	1 544	1 691	+ 9,5 %	7 026	7 856	+ 11,8 %
Résultat net	69,3	77,6	+ 12,1 %	235	286	+ 12,1 %
Résultat net (par groupe)				172	201	+ 16,8 %

Les différents secteurs d'activité du groupe ont connu, au premier semestre 1987, une progression satisfaisante, en ligne avec les prévisions.
L'activité du premier semestre, en hausse de 9,5 % pour la société, a été soutenue. La progression plus importante du chiffre d'affaires consolidé s'explique essentiellement par des changements de périmètre.
Le résultat net de la société a atteint 77,6 MF (contre 69,3 MF), en progression de 12,1 %. Le résultat consolidé, qui s'élève à 201 MF pour la part groupe (contre 172 MF), enregistre une progression de 16,8 %, après, notamment, des amortissements et provisions en progression de 22 %.
L'évolution constatée au premier semestre, tant pour l'activité que pour le résultat, devrait, au vu des indications actuellement disponibles, se prolonger favorablement sur l'ensemble de l'année 1987.

La Banque nationale de Paris et sa filiale, BNP Rail, en liaison avec la Vassilov Bank, Banque pour le commerce extérieur de l'URSS, viennent d'organiser à Moscou un séminaire consacré aux opérations de leasing nationales et internationales. Une quarantaine de responsables d'organismes soviétiques, dont la Gosbank, participent à ces réunions.

Ces échanges ont été l'occasion pour la BNP de souligner les liens traditionnels qu'elle entretient depuis de nombreuses années avec les autorités soviétiques chargées du commerce extérieur.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

SAGA

Réuni le 30 septembre 1987 sous la présidence de M. Jean-Luc Flinois, le conseil d'administration a examiné les comptes et les résultats semestriels arrêtés au 30 juin 1987, ainsi que les prévisions sur l'ensemble de l'exercice.

Au 30 juin, les résultats sociaux ressortent à 29,2 MF, sensiblement meilleurs que ceux du premier semestre 1986 (24,5 MF).

Sauf accident imprévisible, les perspectives pour le second semestre permettent d'espérer un résultat net social sensiblement supérieur à celui de l'exercice précédent, en tenant compte de l'incidence de l'impôt, l'année 1987 marquant en effet le retour de la société à une situation fiscalement bénéficiaire.

L'analyse des prévisions de résultats fait ressortir :

• Un maintien du résultat d'exploitation au niveau de celui de l'an passé, ce qui doit être considéré comme satisfaisant en regard de la mauvaise conjoncture du début d'année en France, et au contexte économique difficile en Afrique de l'Ouest.

• Une augmentation sensible des profits exceptionnels provenant pour l'essentiel de la cession de la filiale Uniroute réalisée en juin dernier.

Le résultat consolidé part du groupe devrait être légèrement supérieur à celui enregistré en 1986.

Par ailleurs, le conseil d'administration a pris acte de l'approbation par les assemblées générales extraordinaires des sociétés concernées des apports-fusion de

Worms Services Maritimes à Jokelson & Handtsam, qui prend à la suite de cette opération la dénomination de WJ Services. Son capital est détenu à hauteur de 66 % par SAGA et 34 % par le groupe Worms.

Dans le cadre de cette coopération, SAGA doit parallèlement prendre une participation de 66 % dans les sociétés de services maritimes du groupe Worms implantées à l'étranger, essentiellement en Grande-Bretagne, en Italie et aux États-Unis.

Ces opérations marquent une étape importante dans la stratégie de développement que le groupe entend mettre en œuvre, en lui permettant de devenir aujourd'hui l'un des tous premiers prestataires français de services portuaires.

ACCORD ENTRE LA COMPAGNIE DU MIDI ET MEESCHAERT-ROUSSELLE

La COMPAGNIE DU MIDI et la Charge MEESCHAERT-ROUSSELLE ont passé un accord dans la perspective du vote prochain de la réforme de la Bourse.

Cet accord a l'ambition de faire de MEESCHAERT-ROUSSELLE qui a réalisé au cours du dernier exercice un chiffre d'affaires de 287 millions de francs confirmant la forte progression des années précédentes, un très grand opérateur de la place financière de Paris.

Il porte sur les activités de négociation de la Charge qui ont représenté en 1986 le plus fort volume de transactions de la Bourse française : 310 milliards de francs de titres échangés. Ces activités seront individualisées au sein d'une société anonyme dont la COMPAGNIE DU MIDI acquerra la totalité du capital par étapes aux dates et dans les pourcentages prévus par les textes légaux.

L'ensemble des services de MEESCHAERT à la clientèle des particuliers continuera à être proposé dans le cadre de la Société de Gestion MEESCHAERT SA qui poursuivra son expansion de manière indépendante.

La COMPAGNIE DU MIDI, qui contrôle aujourd'hui une centaine de sociétés rassemblées autour de cinq pôles :

- l'assurance,
- la banque et les services financiers,
- l'immobilier,
- la gestion financière,
- l'industrie,

est organisée en unités opérationnelles décentralisées. Cette organisation assure l'autonomie de gestion, la confidentialité et l'objectivité nécessaires à l'exécution des ordres confiés à la Charge MEESCHAERT-ROUSSELLE.

Cet accord s'inscrit dans la volonté de la COMPAGNIE DU MIDI d'affirmer sa présence dans l'ensemble des activités d'intermédiation et de services financiers.

Il traduit clairement la détermination des deux partenaires de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour l'Europe de 1992.



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 28 800 000 000 d'Ecus

EMPRUNT EN ECU 8,125 %

de 75 millions d'Ecus représentés par

75 000 obligations de 1 000 Ecus

Septembre 1987

DIRIGÉ PAR



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Distribué exclusivement par les Caisses d'Épargne Ecureuil et la Poste

Taux de rendement
actuariel
au règlement :

8,17 %

Prix d'émission :

99,75 % soit

99,70 Ecus

Date de règlement :

16 octobre 1987

Durée : 7 ans

Amortissement : au pair

le 16 octobre 1994

Cotation : Bourse de Paris

et Luxembourg

LA POSTE
BOUEZ AVEC LA POSTE

RÉALISÉ AVEC LE CONCOURS DE CDC INTERNATIONAL
VISA COS 87-546 DU 24 SEPTEMBRE 1987 - BALO DU 27 SEPTEMBRE 1987

La Société Générale communique à ses actionnaires

Vous êtes conviés le 29 octobre 1987 à la première Assemblée Générale mixte de la Société Générale depuis sa privatisation.

Si vous pouvez participer à cette réunion, nous serons heureux de vous y accueillir à 9 h 30 précises au Palais des Congrès (Porte Maillot) à Paris*.

Votre carte d'admission et les documents nécessaires à votre information sont à votre disposition chez l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Société Générale : Banque, Agent de change, Caisse d'Épargne, Bureau de Poste, Comptable du Trésor.

Si vous ne pouvez vous déplacer, un pouvoir vous permettant d'être représenté à cette assemblée ainsi que des documents d'information vous seront remis, sur votre demande, par votre intermédiaire financier.

Une émission télévisée en différé retracera les principaux moments de cette Assemblée Générale : rendez-vous sur FR 3 le 7 novembre prochain à 11 h 15.

*Une première Assemblée Générale mixte convoquée pour le 19 octobre 1987 ne pourra, selon toute vraisemblance, valablement délibérer à cette date, faute de quorum.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Du 5 au 17

RÉFLÉCHISSEZ : n'est-ce pas le moment de devenir actionnaire du Groupe Suez?

317^F

Offre Publique de Vente.



Les Stratèges de l'Argent

TÉLÉPHONEZ AU (06.1) 45 613 613 OU ÉCRIVEZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3815 SUEZ

Du 5 au 17 octobre, devenez actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA COM N° 87-516 DU 03 05 87) EST TENUE GRATUITEMENT A LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRES DES ETABLISSEMENTS CHARGES DE LA VENTE DES ACTIONS

هكذا من الاصل

50 من الالوج

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La visite de M. Mitterrand en Argentine. 3 Les affrontements au Tibet ont fait treize morts. 4 Le général Jaruzelski annonce de « profondes réformes ». 5 La tension dans le Golfe : alertes en série pour les flottes occidentales.	6 L'hommage de la République à René Cassin. 8-9 La préparation de l'élection présidentielle. SPORTS 16 Volley-ball : la France vice-championne d'Europe.	12 Cinquante membres présumés de l'ETA-militaire expulsés. 15 Cinq laïcs se sont exprimés au synode mondial des évêques. 17 Controverses sur l'utilisation de l'embryon humain.	18 La mort de Jean Anouilh. 19 La journée Lully à Versailles. — La Bamba, de Luis Valdez. — COMMUNICATION : l'offensive de M. Murdoch sur le Financial Times.	37 Les bases d'un marché commun nord-américain ont été jetées. 38 Le plan de sauvetage de la marine marchande. — Pékin lance une campagne nationale de lutte contre l'inflation. 48-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 21 Mots croisés 21 Cartes 22 Radio-télévision 21 Annonces classées 23-24 Loto, Loto sportif 21 Spectacles 20	● Résultats 2 ^e année Sciences-Po Paris. IEP ● La revue de presse du Monde. PPS ● La semaine du médecin. MUS Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Cinéma. 3615 Tapez LEMONDE

URSS

Une délégation représentant quarante-cinq pays étrangers visite un site d'armes chimiques

Chikhany (AFP). — Les autorités militaires soviétiques ont présenté pour la première fois, le week-end dernier, un large échantillon d'armes chimiques à une délégation d'experts militaires, de diplomates et de journalistes de quarante-cinq pays étrangers.

La délégation occidentale a quitté Moscou le samedi 3 octobre pour visiter les installations militaires de Chikhany, la plus grande usine soviétique de production d'armes chimiques, à 900 kilomètres au sud-est de Moscou, où dix-neuf types de projectiles chimiques ont été présentés. Dimanche, les délégués, munis de masques à gaz, ont été invités à assister à la destruction

d'un agent toxique contenu dans une bombe de 250 kilos dans une unité prévue à cet effet.

Des diplomates occidentaux ont qualifié cette invitation sans précédent de « premier pas » vers la levée totale du secret qui entourait jusqu'à cette année la production d'armes chimiques de l'URSS. L'Union soviétique dispose d'un stock de 500 000 à 600 000 tonnes. Plusieurs participants ont toutefois mis en doute l'affirmation soviétique selon laquelle toutes les armes chimiques soviétiques leur avaient été présentées. En effet, selon les experts occidentaux, au moins trois agents — le cyanure, le phosgène et le VR-55 — manquaient dans la présentation de gaz agissant sur le système nerveux ou la peau. L'un des experts a déclaré que si tous les produits toxiques soviétiques avaient été présentés lors de la visite, cela signifierait que l'URSS « n'aurait réalisé aucun progrès dans ses recherches sur la toxicité en trente ans ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 octobre

Bien orientée

Sur sa lancée de la séance de vendredi, la Bourse de Paris a continué lundi matin de progresser encore un peu. Le mouvement s'est accéléré. De 0,12 % à l'ouverture, la progression de l'indice instantané atteignant 0,31 % en clôture. Mais la tendance de fond est restée à l'inégalité.

Avance d'Alstom, Via Banque, Total (certif.), Sagem, CPR, Crédit national, Lyonnaise des eaux, Midi, Recul d'Europe 1, Penhoët, Synthelabo, Locafrance, GTM, Belfon, TRT, Moulines.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	447	461	462
Agencia Hema	550	550	549
Air Liquide (L)	884	887	885
Banque Paribas	536	537	538
Bouygues	2760	2760	2760
Brémond	1152	1154	1158
B.S.N.	5040	5040	5040
Carrefour	1101	1102	1102
Champs S.A.	1131	1132	1132
Club Méditerranée	621	626	626
Elf-Aquitaine	3860	3860	3860
Elf-Paris	3860	3860	3860
Elf-Transport	3860	3860	3860
Elf-Industrie	3860	3860	3860
Elf-Service	3860	3860	3860
Elf-Logistique	3860	3860	3860
Elf-Immobilier	3860	3860	3860
Elf-Énergie	3860	3860	3860
Elf-Transport	3860	3860	3860
Elf-Industrie	3860	3860	3860
Elf-Service	3860	3860	3860
Elf-Logistique	3860	3860	3860
Elf-Immobilier	3860	3860	3860
Elf-Énergie	3860	3860	3860

Le numéro de « Monde » daté 4-5 octobre 1987 a été tiré à 473 101 exemplaires

A B C D E F G I

Le livre de M. Gorbatchev sortira le 20 novembre

Le livre auquel faisait allusion M. Mikhaïl Gorbatchev lors de sa « réapparition » publique, mardi 29 septembre, existe bel et bien. Il a été commandé à un éditeur américain Harper & Row. Il sortira le 20 novembre aux États-Unis, en Union soviétique, en Europe de l'Est, en Grande-Bretagne, au Japon, en Allemagne, au Brésil, aux Pays-Bas et en France (chez Flammarion).

Ce texte, d'un ton très personnel, est un essai critique dont le titre provisoire est *Perestroïka*. Dans la première partie, consacrée à la nécessaire reconstruction de l'URSS, M. Gorbatchev analyse les carences du système soviétique, met en cause la bureaucratie et souligne la coupure croissante entre le pouvoir et les réels besoins et aspirations de la société soviétique. La seconde partie concerne la politique extérieure. À la fin, dans le chapitre sur « l'Europe dans la politique extérieure de l'URSS », le secrétaire général affirme le « rôle de son pays dans l'Europe » : « Nous vivons en Europe nous aussi (...). L'Europe est notre patrie commune ». Un livre « infiniment moins convenu qu'on ne l'attendait de la part d'un dirigeant soviétique », souligne son éditeur français.

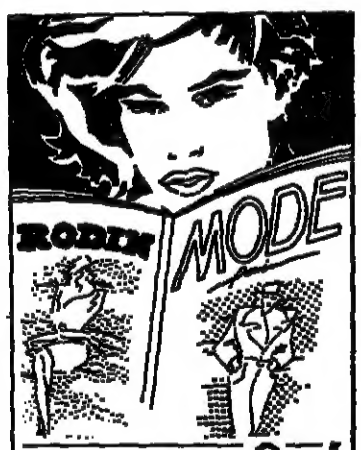
Jo. S.

Mgr Lefebvre aura de nouveaux entretiens au Vatican

Ecône. — Mgr Lefebvre, chef de file des catholiques intégristes, se rendra une nouvelle fois au Vatican, le 15 au 20 octobre prochain, a-t-il annoncé le 2 octobre au cours d'une conférence de presse à Ecône (Suisse), à la veille de la célébration de ses quarante ans d'épiscopat.

Le 14 juillet, Mgr Lefebvre avait déjà rencontré à Rome le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui lui aurait envoyé par la suite une lettre faisant « des offres généreuses ». Dans cette lettre, dit Mgr Lefebvre, le Vatican lui propose « d'envoyer un cardinal-vicairer chargé de « trouver une solution juridique à la question d'Ecône ».

L'évêque dissident, toujours suspendu à divinis, estime que « les relations semblent plutôt s'améliorer avec Rome » mais il n'exclut pas « de sacrer trois ou quatre évêques » si un accord n'est pas conclu. — (AFP).



LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

Démission des deux députés communistes de la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, et son principal adjoint, M. Elie Hourau, ont annoncé, le dimanche 4 octobre, leur démission de l'Assemblée nationale où ils siègent depuis mars 1986, en tant qu'apparentés au groupe communiste.

M. Paul Vergès, qui a fait approuver cette décision par de nombreux militants de son parti venus l'écouter, a avancé deux motifs pour la justifier : le refus du gouvernement d'octroyer l'égalité sociale aux départements d'outre-mer, et la partialité, selon lui, de la presse rendue à la Réunion.

La démission des deux élus communistes sera effective le 12 octobre. M. Paul Vergès sera remplacé par l'un de ses fils, Laurent, et M. Elie Hourau par M. Claude Hourau, maire de Saint-Denis.

A. D.

Une élection municipale

FINISTÈRE : Fougues (1^{er} tour). Inscr. 4622 ; vot. 3 630 ; suffr. expr. 3 473. Liste div. droite, conduite par M. Louis Le Calvez, m. sortant de Fougues, 1 471 voix ; liste PS-PCF, conduite par M. Gérard Mevel (PS), 1 093 ; liste div. gauche, conduite par M. Pierre Merrien (UDF-diss.), c. m. sortant de Fougues, 909. Il y a ballottage.

[Trois listes étaient en lice au premier tour de ce scrutin, organisé à la suite de la démission de leur mandat de M. Le Calvez, maire de Fougues depuis trente-cinq ans, et de douze des vingt-quatre conseillers municipaux de la commune. M. Le Calvez avait pris cette décision, le 20 juillet, après avoir été élu en municipalité lors d'un vote concernant la protection des dunes de sa commune. Il a été réélu par le conseil municipal, qui recueillait 42,35 % des voix, au premier tour du scrutin de mars 1983 (64,76 %). Elle a piloté la commune d'une main de fer, mais il n'a pas été élu au second tour.]

(Publié)

Entraînement Carnegie®

Le plaisir de s'exprimer

En entretien, réunion, assemblée, devant une vingtaine de personnes, cultivez cet art qui vous acquies les leaders.

L'Entraînement Carnegie®, essentiellement pratique vous y aidera en développant en vous maîtrise, diplomatie, esprit positif, enthousiasme.

2.000 nouveaux diplômés dans le monde chaque semaine.

• Conférence d'information, où interviendront d'anciens participants :

PARIS : Mardi 6 Oct., 19 h Mer. 7 Oct., 19 h Jeudi. 8 Oct., 19 h 33, avenue de Wagram (8^e arr.)
• Entraînement Carnegie® - Resp. Francis G. Weyne (1) 39.54.61.66.

Sur le vif Du calme !

Vous m'auriez vu ce matin ! Je passe la tête dans le bureau du service politique et, pat, j'en prends plein la gueule :

— Enfin, qu'est-ce que tu fabriques ? Tu te surveilles ou pas, ta classe politique ? T'es vu, un peu, ces chahuts, ces bagarres ? Ça ressemble à quoi ?

— Ben, oui, je sais bien, j'arrive pas à les tenir. Ils sortent sans demander la permission. Mon Jacquot, l'autre jour, on l'a retrouvé dans le métro. Au Caire, Mon Mim, suffit que son copain Kohl l'invite à jouer avec ses petites autos blindées pour qu'il s'écroule. Lui, il m'a vraiment déçu. C'est le plus vieux de la classe. J'espère qu'il donnera l'exemple. Pas du tout. Il arrive pas de taper sur les autres.

— Là, tu pousse. C'est ça, qui t'a provoqué ? Ton Jacquot, il t'a mis des pétales sous les fesses.

— Je veux pas savoir qui a commencé. De toutes façons, quand t'es deux bandes rivales

dans une classe, t'es forcément des héros. En plus, ils finissent. C'est pas normal, à cet âge-là. Regarde la petite Barzuch, Mim, est en train de la piquer à Jacquot. Il lui a encore offert des roudoudous à la récré. Pauvre Jacquot ! Pauvre chéri ! Le petit Léo, je te dis pas. Il lui en fait voir de toutes les couleurs. Avant ? n'y en avait que pour lui, maintenant, il sort en cahuet avec le gros Raymond, c'est agaçant.

— Oui, bon, peut-être, mais en attendant, c'est plus possible. Il s'envoie des chaînes de télé et des nouilles durs à travers la figure. Ils s'insultent, ils se giflent, ils se mordent, ils se tiennent les nattes. Qu'est-ce que tu comptes faire ?

— Je sais pas. Je me demande si je devrais pas les envoyer tous à la campagne en classe de nature. Ça les calmerait. Tous, sauf mon Mim. Lui, il est tellement câlin qu'il est sûr de redoubler.

CLAUDE SARRAUTE.

Le sort du satellite de télévision directe Le président de Thomson demande à M. Chirac la poursuite du programme

La France lancera-t-elle un satellite opérationnel de télévision directe ? Pour la quatrième fois depuis mars 1986, une réunion interministérielle devait tenter, le lundi 5 octobre, de trancher le conflit qui oppose experts, administrations, industriels et membres du gouvernement.

Les ministres des PTT et de la culture et de la communication campent sur leurs positions : l'Etat ne doit pas subventionner l'exploitation d'un satellite quatre fois plus coûteux que ses concurrents sur le marché international. Thomson et Philips rétorquent que le satellite TDF 1 est nécessaire pour mettre en place la nouvelle structure de télévision (D 2 Mac qui remplace le SECAM et le PAL) et renforcer l'industrie électronique européenne dans la bataille fondamentale des images haute définition. Une position soutenue, depuis peu, par la direction générale de l'industrie et à laquelle Matignon semble assez sensible.

Les différents groupes de pression se sont beaucoup agités autour du rapport de M. Jean-Pierre Souviron (le Monde du 18 septembre) remis la semaine dernière à M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances. Mais le gouvernement a fait savoir à M. Souviron, qu'il devait se contenter de chiffrer les besoins en financement du satellite

sans prendre position sur le fond du problème.

Ces derniers jours, les adversaires de TDF 1 ont encore tenté de séparer le problème du satellite des enjeux industriels sur la norme D 2 Mac et la télévision haute définition. Mais M. Alain Gomez, PDG de Thomson, a solennellement écrit à M. Jacques Chirac pour lui demander la poursuite du programme TDF 1, faisant valoir les nombreux investissements déjà consentis par son entreprise.

Si le programme TDF 1 est confirmé, restera à trouver le financement nécessaire pour rendre ses prix de location compétitifs et acceptables par les chaînes de télévision candidates. Le rapport de M. Souviron évaluerait l'addition aux alentours de 1,4 milliard de francs. Le ministre du budget rechigne à payer la note sur fonds publics. L'argent pourrait être trouvé en partie par l'ouverture à des investisseurs privés du capital de Télédiffusion de France transformée depuis peu en société anonyme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

FABULEUX INSECTES

DOSSIER SPÉCIAL SCIENCE VIE

Le Monde sur minitel VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL Les bourses du monde 36.15 TAPEZ LEMONDE

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. compatible 17 990 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26 61, av. du Prado Marseille 6^e 51.37.25.03

LES BATTANTS DES LYCÉES TECHNIQUES Pour mieux connaître le mode d'emploi des filières techniques.

Le Monde L'ÉDUCATION NUMÉRO D'OCTOBRE EN VENTE PARTOUT